



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

L/103
82/4

b - Un franc sauveur ou débonnaire ?

T.3
2x

"Nous assistions ainsi à une sorte de pilonnage permanent de l'Allemagne sur le front de la paix. Aucune semaine de tranquillité n'est accordée à l'Europe. Une agitation incessante est entretenue pour obtenir la révision des Traités sous le couvert de nécessités économiques ou financières" Henry BERENGER (dans ACTUALITES)

(M 3.6.31)

Sur le principe de la paix en Europe, la France s'était toujours accordée à penser que le noeud du problème ne pouvait qu'être d'abord délié par une entente franco-allemande. La solution paraissait limpide... L'opinion messine n'en contesta jamais le bien-fondé, mais sur le système, émit de nombreuses restrictions. L'Allemagne traversait une crise économique et financière, et la France avait certainement de quoi lui venir en aide. Sous cette première forme, la solution brillait par sa simplicité. En réalité, pour le plus grand obstacle, il fallait absolument savoir qui des deux Allemagnes commandaient réellement : la républicaine ou la revancharde, à moins qu'en l'esprit allemand l'on eût décelé le doute (voyez septembre). Alors l'insigne faute eût été de prêter gaillardement pour satisfaire l'apparente raison mais tout en ignorant si notre argent n'eût pas au contraire sorti d'une faillite temporaire à tout autre chose... réarmer par exemple ! A ne pas perdre garde et tout en sachant le front allié désuni, l'on eût ainsi non pas calmé, mais encouragé l'esprit révisionniste allemand dans sa farouche obstination à démolir les traités. Aider, soit ! Mais parcimonieusement selon le degré de confiance pressenti en nos voisins, et afin de tenir également ferme la clause des réparations de qui dépendait finalement l'essence même de la responsabilité allemande et du traité de Versailles.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE - METZ	
N° inv.	1982011L
Cote	L/M ₂ 82/4
Loc	



1- Aider, mais comment aider ?

"le commerce extérieur allemand en mars (1931) : excédent 1 698 millions de francs. Le seul excédent du commerce de l'a l'Allemagne représente plus du double de ce qu'elle doit verser chaque mois au titre du plan YOUNG. Mais c'est elle qui plaide misère !" (M 4.5.31)

"Les BRUNING et CURTIUS (...) font volontiers écharper la robe de GERMANIA pour la montrer misérable et persécutée aux yeux d'un monde appitoyé. Le comble c'est que nous nous prêtions à ce jeu" P. DURAND (L 8.7.31)

Avions-nous les moyens de secourir financièrement l'Allemagne, oui, ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le dire. L'opinion messine le rappela encore début janvier 1931, à un moment difficile pour l'Allemagne, chambardée depuis septembre 1930, ébranlée par la crise. La France était peut-être forte, mais à donner sans compter, on risquait d'y perdre beaucoup, aussi convenait-il d' :

Aider parcimonieusement

"Nous avons été trompés de très bonne foi"

"Nous devons refuser à l'Allemagne qui a dilapidé volontairement ses finances, le moratoire qu'elle nous demande"

FRANKLIN BOUILLON le 6.11.30 à la Chambre
(M 7.11.30)

"Nous avons trop d'or en France !" (M 3.1.31)

Par comparaison à nos voisins, l'argument sonnait fort ! L'on expliqua que la crise de 1924-26 avait provoqué la fuite des capitaux, mais le franc n'ayant pas de parité sur l'or, l'évasion nous avait mieux épargné, et surtout limité nos pertes en or. A cela s'était ajouté l'heureux "coup de barre POINCARE" : un franc solide, des réserves d'or en augmentation constante... Et pour les temps présents, l'évolution continuait profitant à la France, car travailler au pouvoir était difficile en Angleterre (à cause des Indes notamment) ;

les hitlériens venaient de progresser spectaculairement en Allemagne ; les révolutions succédaient aux révolutions en Amérique du Sud ; la peseta avait fléchi... HOLLANDE, SUISSE, FRANCE pouvaient donc se réjouir de réserves en or de plus en plus substantielles. Ainsi, chez nous depuis la fin juin 28, l'encaissement or était-il passé de 28 990 à 51 710 millions, la circulation fiduciaire de 60 628 à 74 698. Cette importante augmentation des billets, facteur de vie chère, solutionnant des placements fructueux (au Canada, aux U.S.A...) (M 3.1.31)

René JAGER reconnu dans l'afflux d'or en France

"un signe de prospérité de notre pays"

Mais lui aussi insista sur le gonflement de la monnaie fiduciaire en circulation, rapportant que le taux d'escompte de la Banque de France avait été baissé à plusieurs reprises ; que les exportations de capitaux s'étaient développées ; que les impôts sur le revenu des valeurs mobilières étrangères avaient reculé de 25 à 18 %. Il informa que des négociations franco-anglaises avaient lieu sur la stabilité et que l'Allemagne avait sollicité de la France une entente financière comme base du rapprochement politique... là, il était

"difficile d'en contrôler le bien fondé" (L 24.1.31)

(Ce furent des préoccupations identiques qui déterminèrent le conseil de l'or à GENEVE à prévoir une :

"meilleure entente entre les banques centrales pour la meilleure répartition de l'or"

par une confiance accrue dans le public, l'établissement des nouvelles politiques économiques et monétaires (L 26.1.31)

Le bien-fondé de la demande allemande... épineuse question. Connaissait-on au moins l'intrigue ? Oh que de trop ! Reportons-nous, pour cela le 21 octobre 1930 à NEW YORK. Menant, là-bas une tournée de "propagande" SCHACHT avait rencontré STIMSON et MELLON. Que leur avait-il dit ? Une chose était certaine :

"le système financier mis péniblement en place à LA HAYE et au prix de lourdes concessions" était "déjà mis en brèche"

les créanciers de l'Allemagne étaient donc placés devant une :

"dangereuse manoeuvre sous couleur d'assainissement financier"

L'Allemagne voulait

"renier ses dettes !" (M 23.10.30)

"Deux sons de cloches. Alors que HITLER menace, le Dr. SCHACHT déclare à New York que : "quoiqu'il arrive le Reich ne recourra à aucun genre de violence pour surmonter le problème des réparations, puisque le plan YOUNG fournit des moyens d'un rajustement pacifique"

(M 23.10.30)

Sur le moment, BRUNING avait refusé une demande de moratoire, mais persisterait-il longtemps ?

"le revirement est proche, deux choses l'indiquent : la motion déposée par les économistes qui ont voté pour le chancelier, tendant une demande de moratoire, ensuite la concession faite aux socialistes pour obtenir leur soutien, ce qui compromet le plan d'organisation financière de trouver autre chose"

Le plan YOUNG comportant deux tranches, l'une inconditionnelle (660 millions de Reichsmarks au titre des réparations), l'autre conditionnelle (1,2 milliard pour les dettes de guerre) SCHACHT avait illustré la disposition en disant :

"chaque fois que l'Allemagne verse trois marks à ses créanciers, il y en a deux pour l'Amérique"

"On comprend donc l'utilité des efforts du Docteur SCHACHT aux Etats-Unis, puisque, comme l'observait la VOSSISCHE ZEITUNG : "l'Allemagne ne peut espérer une réduction que si les Etats Unis s'y prêtent"

"En Angleterre, certains journaux, comme le MANCHESTER GUARDIEN dont les tendances germanophiles sont notoires, se déclare favorable à une révision"

"le DAILY TELEGRAPH est plus évasif (...) il exprime l'opinion, qu'il n'est pas impossible qu'en Amérique on soit arrivé à cette conclusion que l'accumulation d'exportation d'or européen empêche un continent appauvri d'acheter des marchandises américaines. Cette réduction des exportations américaines, qui en est la conséquence, a influé pour une très large part sur l'augmentation du volume du chômage américain. Cette situation serait sans nul doute améliorée si l'on pouvait arrêter les importations d'or d'environ 150 millions de livres sterling pendant les deux prochaines années"

Mais à nouveau, WASHINGTON avait démenti. Toutefois, le correspondant du TIMES dans la capitale américaine avait fait remarquer qu'on avait mis beaucoup d'empressement et de prudence à démentir l'information annonçant qu'il existait un projet de moratoire pour les dettes des alliés

"projet qui deviendrait une nécessité si l'Allemagne ne pouvait effectuer ses paiements conditionnels"

(L 23.10.30)

Là-dessus, l'on avait précisé :

"le séjour du Dr. SCHACHT aux Etats-Unis a provoqué un vif intérêt, notamment dans les milieux politiques et financiers. La presse suivant ses idées, parle de la proposition d'un nouveau moratoire, mais la Maison Blanche reste discrète d'autant que les élections sont proches, il est difficile au gouvernement républicain de modifier trop vite, la prudence est de rigueur"

(L 24.10.30)

Bah ! En réalité, l'Allemagne n'avait pas attendu de rechercher le moratoire à partir du voyage de SCHACHT, car l'affaire avait été préparée de "main de maître"

"Pendant la période électorale, les différents partis politiques (avaient) eu l'occasion de faire de cette question la pierre angulaire de leur profession de foi"

Puis, les syndicats ouvriers, diverses associations avaient suivi. Si bien, que le chancelier, dans sa déclaration ministérielle n'avait eu qu'à

"emboiter le pas"

"M. REINHOLD, ancien ministre des finances du Reich, déclare que l'Allemagne a toujours honoré les Traités, mais que la situation actuelle n'a jamais été prévue, alors..."

"Autrement dit, l'Allemagne fera tout pour exécuter le plan YOUNG, étant entendu que ses efforts doivent être considérés d'avance comme vains et qu'une demande de révision ne pourra pas être évitée" (L 30.10.30)

Voilà pourquoi le :

6 novembre 1930, FRANKLIN BOUILLON s'écria à la Chambre :

"Nous avons été trompés de très bonne foi"

"Nous devons refuser à l'Allemagne, le moratoire qu'elle nous demande"

"Il faut reconstituer le groupe des nations menacées et qui veulent la paix. En face du danger, nous n'avons pas le droit de nous diviser, la division serait un crime !"

(M 7.11.30)

Alors, pour le rapprochement, après les "précieux avertissements de M. FRANKLIN BOUILLON" on conseilla de se défier de l'Allemagne (M 8.11.30). Puis, l'on insista constamment pour souligner que l'Allemagne payait ses dettes aux Américains, et renâclait à payer les réparations. Paul FERDONNET résuma en soutenant !

"... à ces chômeurs qui ont faim, on dit : "Vous peinez pour donner un tribut aux Français", problème poignant, cette semence de haine est un mensonge. L'Allemagne paie : mais c'est l'Amérique au bout du circuit des dettes qui touche..." (L 13.11.30)

Sur ce, cette fois en novembre, et avec plus d'audace, SCHACHT reitéra ses affirmations :

"Avant trois ans, l'Allemagne aura cessé de payer"

Parlant devant la "LEAGUE OF POLITICAL EDUCATION", l'ancien président de la Reichsbank déclara qu'à son avis, la suspension des paiements par l'Allemagne, en exécution des obligations du plan YOUNG

"serait effective dans moins de trois ans" (...)

"La question des réparations ne peut-être résolue par un retour des troupes sur le Rhin, mais seulement par des voies économiques et pacifiques"

"Le plan du Docteur SCHACHT, pour remédier à la dépression commerciale mondiale, et l'annulation des dettes de guerre et des réparations est un travail commun pour une prospérité générale" (L 27.11.30)

Plus tard, en janvier 31, le Dr. DIETRICH, ministre des finances, avait précisé :

"il ne peut pas être décidé aujourd'hui si le gouvernement devant le chômage devra de nouveau aborder le problème des réparations"

"le gouvernement n'a pas l'intention d'abandonner le gouvernail et malgré la confusion qui règne au sein du peuple, il ne perdra pas de vue ce qui est pratiquement possible. Il continuera de lutter avec calme et énergie comme jusqu'ici"

En clair, qu'est-ce que cela signifiait ? Une autre voix autorisée, celle de LUTHER, président de la Banque d'Empire, reprocha, fin avril, à la France

"de posséder trop d'or"

Et voici par quelle savante démonstration il argumenta son propos :

de 1913 à 1930, il compara la quantité d'or par tête

	1 9 1 3	fin 1 9 3 0
Allemagne	64 kg	36
Grande Bretagne	93	66
France	150	214
U.S.A.	86	161

Puis, LUTHER fournit lui-même les causes...

"les paiements allemands au titre des réparations et les paiements allemands des dettes de guerre"

... et critiqua en avançant :

"l'équilibre devrait être provoqué de la part des Etats réceptionnaires par l'importation de valeurs étrangères"

ou par l'exportation de capitaux" (...)

"Cela, la France ne l'a pas fait à un moment où l'Allemagne manque de capitaux à longs termes" (L 30.4.31)

"Inexactitude flagrante !" répliqua le Lorrain

"Les Etats-Unis possèdent 45 % du métal jaune"

Quant au thème prétendu par les Allemands et visant à faire croire que

"nous nous enrichissons par les réparations (...) la France est la cause du déséquilibre en Europe et en Allemagne en particulier"...

La réaction fut courte, sèche, brutale :

"En 1930 l'encaisse or n'a fait qu'augmenter en Allemagne"

"les élections du 14 septembre lui ont fait perdre plus d'un milliard de marks or"

"La France (...) récemment a apporté un secours financier" (L 1.5.31)

Mais comprenez l'emportement. Sur la fin avril, de fortes et malsaines présomptions inclinèrent à penser que :

"Après l'Anschluss, le Reich réclamerait bientôt la révision du plan YOUNG"

"les mauvaises rentrées fiscales serviraient de prétexte pour réclamer des puissances créancières, la révision des engagements contractés à LA HAYE"

Les pressions en ce sens émanant de "tous les partis politiques" ou "organisations professionnelles, telles que des "syndicats ouvriers, socialistes, ligues des fonctionnaires ou d'employés"

"en Allemagne, on prétend que si l'Allemagne éprouve tant de difficultés à faire face à ses engagements, c'est parce que les puissances créancières n'ont pas respecté les leurs"

"le plan YOUNG comporterait en effet (...) des obligations facilitant la tâche du Reich en lui fournissant des crédits nécessaires à son relèvement et au bon

fonctionnement de sa vie économique" (M 30.4.31)

Et l'on déjoua encore, en traçant le "parallèle" suivant :

"Exportations allemandes en France" (en millions de marks"

1928 : 690 1929 : 935 1930 : 1 150

"Exportations françaises en Allemagne"

1928 : 740 1929 : 640 1930 : 520

"Et l'Allemagne accuse les paiements des réparations de ses difficultés économiques !" (L 30.5.31)

Mais à peine pressentie, et l'ombre menaça ! Le 5 juin 1931, BRUNING et CURTIUS devaient rendre visite à Londres

"visite d'amis" (...)

"certains milieux assurent de l'intention de soulever la question de la révision du plan YOUNG à CHEQUERS"

(L 30.5.31)

AUX CHEQUERS "la question des réparations, l'offensive allemande" (Messin 11.6.31)

"La révision du plan YOUNG est une question que Berlin a inscrite à son programme. Depuis longtemps, le plan qu'on a présenté comme "définitif" devra-t-il à son tour subir le sort du plan DAWES ? N'avons-nous pas fait assez de concessions ?" (M 28.5.31)

"L'Allemagne prépare un large développement de son offensive contre les réparations" (...) (M 3.6.31)

"Après l'Anschluss, les réparations"

"Après le communiqué circonspect de CHEQUERS, la seule chose claire en tout cela est la nécessité de nous mettre en défense contre une nouvelle offensive financière imminente" C.J. GIGNOUX (JOURNEE INDUSTRIELLE)

(L 10.6.31)

"Ce que l'Allemagne a l'intention de réclamer aux
Chequers"

C'est ainsi qu'à une semaine de l'arrivée des dirigeants
allemands à Londres, l'on anticipa sur leur calcul. Là-bas, le
principal objet de cette conversation allait viser à obtenir
un moratoire au plan YOUNG.

"Comment la France en serait affectée ?" (...)

"Elle recevrait une partie non différente à laquelle
elle a droit : 500 millions de marks or (3 milliards
de francs)"

"Ensuite, elle pourra user de son côté envers les Etats-
Unis et la Grande Bretagne du droit de moratoire inscrit
dans les accords de WASHINGTON et de LONDRES pour le
paiement de ses propres dettes de guerre"

Mais le problème financier ne serait pas le seul point évoqué :

"les journaux allemands constatent l'isolement de leur
pays à Genève"

"D'après une lettre au TIMES, des journalistes améri-
cains Franck Herbert SIMONDS, la S.D.N. se trouvera
bientôt devant les revendications allemandes suivantes :

- révision de la frontière orientale
- Anschluss
- parité des armements et suppression de l'obligation de
payer des réparations" (L 31.5.31)

Dans ACTUALITES, Henry BERENGER, devança lui aussi en affir-
mant que l'Allemagne préparait

"un large développement de son offensive contre les
réparations"

"La France ne laissera porter aucune atteinte substan-
tielle aux accords de LA HAYE" (...)

"Après l'Anschluss, les réparations. Nous assistons
ainsi à une sorte de pilonnage permanent de l'Allemagne
sur le front de la paix. Aucune semaine de tranquillité
n'est accordée à l'Europe. Une agitation incessante est
entretenu pour obtenir la révision des traités sous le
couvert de nécessités économiques ou financières"

Et BERENGER spécifia que le moratoire pourrait entraîner une suspension partielle de deux ans... à la France de veiller à ses droits (M 3.6.31)

L'on parlait beaucoup des Allemands... mais au fait, quelle était exactement l'attitude anglaise, à tant de si hautes espérances ?

"Contrairement à ce qu'ils espèrent, les ministres allemands ne tireront pas de grands profits de leur entrevue avec leurs collègues anglais"

Evidemment, les Allemands venaient à Londres, fermement décidés à obtenir un succès important, consolidant leur position difficile après l'échec de Genève. L'ennui, c'est que l'impression anglaise semblait peu disposée, pensant que l'Allemagne pouvait payer ! (M 5.6.31)

Donc, le 5 juin, BRUNING et CURTIUS débarquèrent sur la Grande Ile... D'emblée CURTIUS rassura :

"Notre présence ici n'est nullement dirigée contre la France"

Il ne s'agissait que d'une banale "visite de courtoisie"

(L 6.5.31)

Le 6, les conversations débutèrent dans l'après-midi, et les Anglais entendirent un exposé sur la situation économique très difficile de l'Allemagne. Et BRUNING, montra surtout que 500 millions de livres sterling devaient être trouvés presque immédiatement pour faire face au déficit actuel et 89 millions dans l'année en cours au titre des réparations...

(L 7.6.31)

Peut-être à la même heure, ou le matin... le gouvernement de Berlin annonça la publication de nouveaux décrets-lois, et dans un manifeste, certifia que :

"la situation économique et financière du Reich l'oblige de façon impérieuse à délivrer l'Allemagne de la charge des réparations" (M 7.6.31)

Contre le redoutable dilemme "BRUNING ou la dictature"

Ch. RITZ souligna le courage des décrets-lois du chancelier (réduction des traitements, augmentation des impôts...)

En revanche, en rapprochant "Chequers et les décrets-lois", il fit remarquer :

... "le hasard de la publication des décrets-lois avec la visite de Chequers : il faut montrer que l'Allemagne en est à la dernière extrémité, pour reparler du plan YOUNG"
"La France ne doit plus accepter de nouvelles concessions" (L 9.6.31)

Le dimanche 7 juin, une dépêche de WASHINGTON fut adressée à nos hommes d'état, faisant ressortir que l'Amérique craignait qu'une tentative de combinaison anglo-allemande eût risqué de réduire les versements aux Etats-Unis au titre des dettes de guerre et des réparations (M 8.6.31)

Quelle fut la portée de la missive ? L'on ne sait trop. En tout cas, le lendemain (8 juin) la presse anglaise mit l'accent sur le caractère "vague" des entretiens, et le "désappointement dans les milieux allemands de Londres"...
"aucun résultat immédiat"
"BRUNING a parlé de l'amitié anglo-allemande et de la coopération internationale" (L 9.6.31)

"A Berlin, on accueille les résultats des conversations avec une réserve qui frise la déception"

Seul écho, l'entrevue des Chequers serait-elle le prélude d'une grande conférence mondiale... (M 9.6.31)

Toutefois, les jours qui suivirent, apportèrent des nouvelles qui embrouillèrent passablement... La presse anglaise se garda bien de tout emportement ! ---
La presse allemande fut débordante d'enthousiasme ! Allez-y comprendre quelque chose !

Côté anglais, le DAILY TELEGRAPH se contenta de narrer :
"les entretiens de Chequers n'ont pas donné de résultats tangibles, mais à la condition que l'Amérique ne refuse pas sa coopération, ces conversations pourront être considérées comme un point de départ d'un nouveau

mouvement vers une solution progressive des difficultés financières de l'Allemagne et de l'Europe. On est en fait arrivé à conclure que le moment n'est pas venu de convoquer une conférence internationale ou de constituer un comité d'experts pour discuter de la question des réparations ou des dettes de guerre, il ne s'agit donc pas encore de songer à réviser le plan YOUNG, mais un moratoire partiel de trois ans, exemptant l'Allemagne de payer une annuité de 50 ou 60 millions de livres, pourrait procurer à celle-ci l'allègement qui lui est nécessaire. LE DAILY TELEGRAPH ajoute que certains milieux suggèrent même que, si l'Amérique consentait à une telle suspension de paiement, elle pourrait lancer des emprunts intérieurs de 50 millions de livres, dont l'Allemagne ou les alliés et l'Allemagne conjointement garantiraient l'intérêt"

Enfin, l'on révéla une prochaine visite des ministres anglais à Berlin (L 10.6.31)

Le TIMES, lui aussi, fit preuve d'une certaine retenue

"la visite à Chequers, écrit le TIMES, paraît n'avoir pas produit d'effet définitif à la position du chancelier BRUNING. Mais comme tant d'autres, l'actuel gouvernement allemand est un gouvernement de minorité et on sait que le mouvement hitlérien s'efforce de le renverser en voulant en voulant l'annulation des paiements des réparations. Est-ce que, demande le TIMES, le peuple allemand estime en fait qu'il a à supporter un fardeau si lourd qu'il doive envisager une répudiation par la révolution ? Rien ne prouve, jusqu'ici, conclut le TIMES, que le Reich soit réellement incapable de continuer les paiements qu'il s'engagea de faire il y a un an. Il faut espérer que les Allemands suivront encore les sages conseils du chancelier BRUNING" (L 11.6.31)

Aux communes, deux députés interpellèrent sur les conversations des Chequers et demandèrent quand la Chambre aurait l'occasion de discuter sur la situation créée par la question des réparations et des dettes. MAC DONALD répondit qu'il n'avait rien à ajouter aux communiqués publiés dimanche à l'issue de la réunion. Il souligna que ces discussions n'avaient jamais

eu que le caractère d'un échange de vues général, et n'avaient abouti à aucune conclusion ou décision autre que celle mentionnée dans le communiqué. Enfin, au sujet de l'invitation en Allemagne, aucune date n'avait été encore fixée

(L 11.6.31)

Côté allemand, les ministres ~~allemands~~ quittèrent Londres "enchantés de leurs conversations" (L 10.6.31) Le 11 juin, l'entrevue des Chequers fut évoqué devant le cabinet du Reich.

"On ne sait rien sur la question des réparations, mais dans les milieux politiques bien informés, on croit qu'il ne faut guère s'attendre à une démarche décisive visant à la révision des obligations des réparations, avant que le secrétaire d'état américain, M. STIMSON soit arrivé en Europe et que l'on ait eu le temps de parler avec lui de la situation" (L 12.6.31 - 2e page)

Là-dessus, le MORNING POST convint d'une éventuelle possibilité de changer d'attitude devant les difficultés économiques de l'Allemagne, après la préparation de l'opinion publique

(L 12.6.31)

En tout cas, au moins, en apparence, les Allemands semblèrent remontés après leur "voyage anglais"

"la question des réparations, l'offensive allemande"

"le gouvernement du Reich annonce son intention de suspendre le transfert des annuités conditionnelles du plan YOUNG dès le retour à Berlin de ses ministres"

"Dans les milieux politiques berlinois, on se montre très satisfait des résultats des conversations des Chequers"

Il est vrai que BRUNING en personne se dit enchanté des conversations des chequers, échange utile en vue d'une coopération internationale.

Et l'on prêta aux milieux politiques allemands le désir, "en conformité avec le plan YOUNG", d'un "simple préavis de 30 jours au transfert des annuités conditionnelles (660 millions de marks)"

"Cette intervention serait accompagnée d'une marche explicative européenne à PARIS, BRUXELLES et ROME, démarche à laquelle le gouvernement anglais prendrait une part active en faveur de l'Allemagne"

"Mais la droite allemande s'élève avec véhémence contre les projets anglais, visant à confier à une section financière du comité européen de la S.D.N. la mission de déterminer les modalités d'une révision essentielle du plan YOUNG avec la possibilité d'opposer aux Allemands un secours financier, sorte de grand emprunt international"

En revanche, l'on trouva encore dans la presse allemande, l'illustration d'un optimisme débordant. Alors que comprendre?

"On ne peut vérifier l'exactitude de ces allégations, mais tout laisse supposer une victoire allemande"

"Et l'on envisage la visite prochaine de HENDERSON (chef du FOREIGN OFFICE) à Berlin, et la venue en Europe de STIMSON (...) et de M. MELON (secrétaire américain aux finances) qui restera huit jours à Berlin"

Pourquoi ?

"En vue s'en doute d'une réunion des hommes d'états des grandes puissances européennes intéressées aux réparations"

(certainement à Bâle en septembre)

"la volonté allemande de se dérober aux obligations du plan YOUNG dans le manifeste que le gouvernement allemand vient de publier, les nouveaux décrets-lois destinés à frapper l'opinion allemande et à impressionner même l'étranger, promet que la mauvaise foi du Reich y éclate à chaque ligne" (...)

"le gouvernement prend une série de mesures financières "calculées à plaisir" pour produire un rendement désiré (dans les milieux économiques) et pour obtenir le maximum d'impopularité et d'exaspération dans le peuple allemand" (...)

"L'effet cherché -et grossièrement escompté- est d'insurger le peuple contre les réparations"

"Pendant ce temps, la construction coûteuse des cuirassés continue, qu'augmente à grands frais le réseau stratégique de chemin de fer, ou que l'on continue à attirer la jeunesse vers l'aviation "dite civile"

"Allons-nous encore une fois nous laisser manoeuvrer et duper ?" (M 11.6.31)

Cependant, cette attitude hautaine, pour avoir trop parié sur l'appui anglais, déranga fort ces derniers. Ainsi s'expliquait mieux le motif de l'intervention de MAC DONALD aux Communes et sa formule "échange de vues générales"

"Seuls les Américains pourraient simplifier la solution mais il leur faudrait lier dettes et réparations, et les élections présidentielles approchant, aucune discussion ne sera prise avant"

"Les journaux allemands ont donc tenté de calmer l'opinion publique, le ministère BRUNING entre donc dans une passe difficile. Déjà, les sociaux-démocrates protestent violemment contre les décrets-lois"

"Et les capitales étrangères renâclent à l'idée d'accorder à l'Allemagne une aide financière, constatant la campagne des journaux sur l'insolvabilité et sur les manifestations nationalistes" (M 13.6.31)

Et l'on eut vraiment peu de temps à perdre pour s'en convaincre... voyez la manoeuvre ourdie par la presse allemande. Le 3 juin, le STAHLHELM avait organisé à BRESLAU une immense parade qui s'était achevée en apothéose par le serment de recouvrer les territoires perdus...

"Le STAHLHELM et la presse allemande"

"l'unanimité en Allemagne contre les réparations"

"tous les allemands sont d'accords pour une réduction importante de leur dette, en attendant la suppression totale"

Certes, la GERMANIA "organe de BRUNING" avait blâmé la tendance "ultra nationaliste du STAHLHELM" mais la RHEINISCH WESTFALISCHE ZEITUNG populiste (de la majorité) avait donné tout à fait un autre ton : menaces polonaises sur l'Allemagne de l'Est, problèmes des frères allemands en dehors du Reich, instabilité très remarquée du ministère BRUNING... Dès lors les desseins se démarquaient : le gouvernement allemand après BRESLAU avait voulu faire du "chantage aux gouvernements européens"... L'on devait leur accorder... leur accorder pour enrailler la progression "communiste et nationalistes hitlérienne"

Et la DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG (organe de l'industrie lourde du milieu de la droite modérée) de critiquer la situation économique, de souhaiter se contenter d'une

"solution transitoire que de reprendre toute l'affaire des réparations"... et d'ajouter :

"le temps travaille pour nous"

"les conditions à une solution complète seront sans doute plus favorables en 1932, après les élections du nouveau Landtag de Prusse, qui verra certainement la victoire de la droite, provoquera une coalition nationaliste qui renversera les socialistes"

Donc, en l'immédiat, surtout obtenir cette solution provisoire, d'abord par

"l'allègement appréciable"

et puis, et essentiellement pour faire

"craquer le cadre du plan YOUNG, ce qui représenterait non seulement une concession matérielle, mais aussi de principe de la part des puissances créancières, car cette modification supprimerait le cadre intangible du plan..." (L 16.6.31)

En France, la Chambre entendit sur ces questions, l'interpellation de LORIN, député de la GIRONDE. BRIAND le contra en affirmant que sur l'état d'esprit allemand à Breslau, il ne fallait rien exagérer et qu'après les Chequers, il ne fallait pas s'attendre à une révision du plan YOUNG, pas moins à une remise en cause des dettes (M 10.6.31)

C'est alors que, juste deux petites semaines passées, le président HOOVER fit une déclaration qui, s'en être surprenante, fut tout de même mal accueillie... à METZ bien sûr !

"SOUS LE SIGNE HOOVER"

Henry de JOUVENEL (dans la Revue des Vivants)

(M 11.7.31)

"Les Allemands sont enfin parvenus à émouvoir l'Amérique dont les dirigeants financiers et politiques comprennent que l'effondrement du Reich aurait des conséquences terribles et qui dépasseraient les limites de l'Europe" (M 23.6.31)

"L'écho américain du chantage allemand" (L 24.6.31)

"le coup de foudre HOOVER" (L 26.6.31)

"La France a le droit de ne pas recevoir d'ultimatum"
(L. MARIN M 27.6.31)

L'accord franco américain :

"Dur sacrifice pour notre pays" P. LAVAL (L 7.7.31)

"Résumons la question" On parle de donner à une rue de Paris le nom du président HOOVER. La rue VIDE-GOUSSET semble toute indiquée, d'autant qu'elle commence à N.D. des Victoires" LE PETIT BLEU (L 11.7.31)

On avait pu redouter... Mauvais rêve, l'on avait voulu croire à autre chose. Le coup américain désabusa.

"L'Amérique déclare vouloir venir en aide à l'Allemagne"
(L 21.6.31)

Le coup américain fit mal :

"M.HOOVER propose de suspendre pendant un an les dettes des réparations" (L 22.6.31)

Les commentaires fusèrent de toute part, à METZ, l'on y vit d'abord et surtout

"le bouleversement du plan YOUNG - de LA HAYE" ...
une aide sans

"préoccupation philanthropique"

... non mais uniquement pour

"sauvegarder les capitaux américains investis en
Allemagne" (M 23.6.31)

Problème qui s'expliquait aussi par l'afflux anormal d'or dur aux Etats-Unis. Celui-ci avait trop réduit la stabilité du crédit de beaucoup de pays étrangers et diminué en conséquence le volume des exportations des Etats-Unis, dont les industriels souffraient du chômage et les fermiers de la mévente et de la baisse des prix (M 23.6.31)

Voici quelques uns des premiers échos qui s'entendirent en Europe après les propos de HOOVER : "reprise à la bourse" (américaine ?) "accueil cordial" en Angleterre; examen de la proposition par le gouvernement français (MARIN et MARGAINE, député Rad. socialiste de la MARNE) ayant demandé d'interpeller; "satisfaction", "espérance exagérées" dans les commentaires de la presse allemande (L 23.6.31)

"Et maintenant ?"

"La France a refusé 150 millions à l'Autriche car elle voulait une renonciation formelle à l'union douanière. La Grande Bretagne les a donné (...) inamicalement"

"Et maintenant ?"

"M. HOOVER au contraire, fait cadeau à l'Allemagne, beaucoup pour sauvegarder les 6 milliards investis par les Américains dans les grosses affaires industrielles allemandes, de la tranche inconditionnelle de l'annuité YOUNG, évaluée ce matin par un fonctionnaire des finances à 1 975 millions environ.

C'est donc 2 milliards qui, si nous acceptons la proposition HOOVER, vont manquer à un budget dont tout fait prévoir qu'il sera déjà en déficit d'une somme égale..."

"Aussi, dans les couloirs de la Chambre, tous les députés présents, même M. L. BLUM, se prononçaient contre l'abandon de la tranche inconditionnelle"

"Situation délicate, pour la France, précise M. GIGNOUX (député de la Loire), faut-il refuser le geste américain, alors qu'il a salué un mouvement d'opinion mondial, et que l'initiative américaine s'est traduite dans toutes les bourses du monde par une véritable envolée de toutes les valeurs ?" (L 23.6.31)

Ailleurs, également, entrevoyant la réponse française, l'on distingua :

"la France réserverait tous nos droits sur la tranche inconditionnelle du plan YOUNG" (M 25.6.31)

Mais de fait, toute la politique européenne, "en particulier la politique française" se trouva "conditionnée par les propositions du président HOOVER" (L 24.6.31)

Sur ce, l'on fit une large place pour traduire le sentiment de méfiance tenaillant la France, et plus particulièrement l'ensemble de la presse. Puis, dans la colère l'on fulmina :

"LA GERMANIA sait crier, elle sait hurler, elle a su seule se faire entendre. Les Etats-Unis ont cru à sa misère. Mais alors que beaucoup de Germains meurent de faim, la nation allemande lance sur les mers le cuirassé DEUTSCHLAND"

"l'Allemagne y gagne tout"

L'affaire empoisonna aussi l'atmosphère en Belgique. Là, GROSDIER DE MATONS rapporta que notre voisine était mécontente de ce que l'Allemagne était ravie, les valeurs allemandes tendant vers la hausse à la bourse de NEW YORK

(L 24.6.31)

L'émotion gagna également notre Chambre des députés

"l'écho américain du chantage allemand"

Commotionnés, nos milieux politiques réagirent : HERRIOT se déclara "indigné", et dans la suite des interpellations relatives à la proposition américaine, MARIN rappela le

"caractères définitif du plan"

et affirma :

"la proposition HOOVER, c'est un coup mortel" (L 24.6.31)

Mais puisque la réponse était à la France, après le conseil des ministres du 23 juin (PM 24.6.31), les débats parlementaires, des indications ^{furent} remises le 24 à l'ambassadeur des Etats-Unis.

"Moratoire, mais non annulation des dettes"
sans doute (L 25.6.31)

En tout cas, l'on méprise

"le procédé inadmissible du gouvernement américain"...
"d'autant qu'à WASHINGTON on pourrait ne pas vouloir
tenir compte des contre-propositions"

"Les Etats-Unis n'ont pas voulu s'entendre avec l'Alle-
magne et l'Angleterre pour isoler la France. La vérité
est beaucoup plus simple : les banques américaines qui
ont prêté un nombre fixe de milliards de dollars aux
Allemands, à des taux qui vont jusqu'à 8 %, on craint de
perdre des intérêts que nous avons entendu chiffrer à
15 milliards de francs, et même le capital, si le Reich
sombrait dans une nouvelle catastrophe financière"
(...)

"On ne connaît pas le contenu de la proposition fran-
çaise" (L 25.6.31)

Evidemment à notre déception, s'opposa l'assouvissement de
l'Allemagne... "A l'abri du bouclier américain", BRUNING
renchérit en lançant par T.S.F., un appel au peuple allemand
et à la France. Il rendit hommage à l'action généreuse du
président HOOVER, susceptible de rétablir la confiance inter-
nationale dans le domaine économique et de reliaer les rela-
tions entre les pays... et poursuivit en disant :

"Plus la lourde détresse économique et sociale dont
souffre le peuple allemand s'adoucir, plus celle-ci
sera un bastion pour la tranquillité européenne"
en somme, il y allait de l'intérêt "européen et du monde"...
enfin, il souhaita des "conversations directes entre la France
et l'Allemagne

"J'accueillerai avec satisfaction l'occasion d'une en-
trevue analogue à celle qui, récemment lors de l'entre-
vue des Chequers, a servi de base à une discussion entre
l'Allemagne et l'Angleterre" (L 25.6.31)

... la presse allemande sourit de contentement aux propos du
chancelier (L 25.6.31). Alors leur joie à nos dépens fit dire:

"M. BRUNING désire le rapprochement avec la France. Qu'en
pensent les électeurs allemands qui à chaque occasion
nous signifient une volonté contraire ?" (L 25.6.31)

Mais, par la force des choses, "après le coup de foudre de HOOVER", tous les yeux se tournèrent vers la France (L 26.6.31)
Le 26 juin, la Chambre se prépara à donner son avis sur la note HOOVER.

Marcel GROSDIDIER de MATONS, rappela la réaction française. Si nous avons fait mauvais accueil au plan échaffaudé par HOOVER, c'était parce que l'Allemagne avait "pleuré" à Chequers que la note américaine présentée de la sorte, avait paru déceler un caractère presque "indiscutable". Or, tout cela avait sonné faux avec la réalité...

"les dépêches d'agences le déclarent sans ombrage, sans honte. C'est sous la pression des banquiers internationaux, inquiets de la déclaration de faillite de l'Allemagne, que le président HOOVER a précipité les évènements"

Allions-nous céder parce que "l'étranger nous met d'accord ?"
(L 26.6.31)

Pour une fois, la confiance apaisa :

"La Chambre fera aujourd'hui l'union autour du gouvernement" (L 26.6.31)

Une séance agitée mémorisa les débats parlementaires, qui commencés le 26, s'achevèrent après une séance de nuit, le 28 au petit matin... avec déjà une réserve :

"la position du gouvernement serait critiquée"
(L 27.6.31)...

critiquée, mais adoptée 386 voix contre 189 (PM 28.6.31)

Et tandis que chez nous, tout se passait en grande publicité, BRUNING et LUTHER au congrès des banquiers allemands, appuyèrent en disant :

"l'Allemagne fera un juste emploi des sommes que les allègements mettront à sa disposition" (L 28.6.31)

BRUNING promettait :

"les allègements proposés par la note américaine aboutiront à une restauration de l'économie intérieure de l'Allemagne" (M 28.6.31)

Mais nous n'en étions pas encore là ! A Paris, FLANDIN rencontra MELLON les 28 et 29 juin. Ces pourparlers franco-amé-

ricains captivèrent, on le comprend, l'attention des milieux berlinois qui parlèrent d'une visite de BRUNING et CURTIUS dans la 2e quinzaine de juillet (L 30.6.31) Au passage, l'on montra tout le singulier de la politique américaine, prête à soutenir le gouvernement BRUNING, sans ignorer la perte de débouchés allemands, importants en Amérique du Sud, au profit des Etats-Unis ! (L 30.6.31)

Le premier juillet, la réponse américaine à la note française arriva à paris

"La Maison Blanche ne verrait pas de difficultés à des règlements des contrats de réparation en nature, ni à des versements des paiements allemands à la B.R.I., retournant ensuite en Allemagne. Mais elle s'opposerait à ce qu'une fraction des versements aille en Europe centrale et à un délai de remboursement de cinq ans, même prolongé de cinq en cinq années, parce qu'elle ne veut pas garantir que le plan YOUNG restera sans modification"

Ceci dit, l'opinion messine déploya également un gros intérêt aux "espoirs allemands et la situation monétaire du Reich" Pour le 1er juillet, les Allemands avaient demandé une somme en devises toujours très élevée (40 millions de marks). Ce pour quoi, un crédit de 500 millions de dollars avait été consenti la dernière semaine de juin à la Reichsbank, par la B.R.I., la Banque de France, la Banque d'Angleterre et la Fédéral Réserve Bank de NEW YORK... crédit rapidement et sérieusement entamé !

"On s'attend dans les milieux financiers, soit à un contingentement des crédits et des demandes de devises, soit à une nouvelle hausse du taux d'escompte de la Reichsbank qui avait déjà été porté de 5 à 7 % le 13 juin dernier"

Et bien cette rude perspective n'affola point les milieux financiers allemands, très confiants dans "l'appui complet" de la Banque d'Angleterre et de la Fédéral Reserve Bank, en cas de nouvelles difficultés.

Puis on parla plus loin. En Effet, en escomptant un accord franco-américain, ...

"les Etats-Unis aurait déjà décidé de reprêter immédia-

tement à l'Allemagne des sommes qui leurs seraient versées par la France au titre des dettes interalliées. Il ne resterait plus à la charge de l'Allemagne que les 320 millions de marks qu'elle doit verser à la France, au titre de l'annuité inconditionnelle" (L 2.7.31)

Tous ces bruits appelèrent au bon sens :

"La France ne doit pas être dupe"

"Les pourparlers continuent, ce qui donne raison à ceux qui disaient l'intérêt des capitaux américains dans l'opération, et à ceux qui n'ont pas voulu voir le refus de contre propositions (...)

Si l'on se met d'accord avec WASHINGTON, il restera à s'entendre entre Paris et Berlin, ceci peut-être le prélude à une détente" (L 2.7.31)

Sur ce, de jour en jour, l'on attendit... impatientement, en cherchant à savoir par le jeu des hypothèses ou des devinettes. Le 7, enfin, l'on sut !

"L'accord franco-américain s'est fait sur la proposition HOOVER"

"Dimanche soir, le président des Etats-Unis avait jugé les propositions inacceptables, l'accord a été réalisé dans la soirée d'hier après toute une journée de nouvelles négociations" (L 7.7. 31)

Le 7 et 8 juillet, METZ connut en détail les composants de l'accord, ainsi que la note américaine dépêchée au conseil des ministres allemands qui approuva (agence HAVAS) L 7.7.31. Et l'on insista aussi sur les points à discuter encore, et sur quelques litiges reportant l'accord final.

"le gouvernement américain paraît avoir reconnu le bien-fondé de la proposition française en ce qui concerne :

- 1- le principe du versement du montant de l'annuité inconditionnelle payée par l'Allemagne
- 2- les modalités suivant lesquelles pourrait être constitué le fond de garantie prévu par le plan YOUNG en cas de moratoire régulier" (...)

"D'autre part, une transaction est intervenue relative au délai qui serait éventuellement accordé au Reich pour le remboursement des sommes qui seraient empruntées par l'intermédiaire de la B.R.I., à l'économie allemande, et non au gouvernement du Reich comme cela a été dit dans certains journaux. Ce délai serait de douze ans"

Quelques litiges :

"... ne pas interrompre les prestations en nature dont l'utilité, pour l'économie allemande est d'ailleurs incontestable. Il faudrait prélever sur le montant de l'annuité inconditionnelle qui doit être versée par l'Allemagne, les sommes nécessaires au paiement des prestations et ne ristourner à l'économie du Reich, que le solde disponible"

La thèse américaine :

"... les négociations américaines suggèrent au contraire que la France absorbe les prestations en nature et en emprunte le montant à l'Allemagne" (L 7.77.31)

Donc, quelques points de détail... car pour l'essentiel, on s'était entendu. Et puisque tous savaient la portée de l'accord, il y eut mille réactions.

Elles procédèrent des intéressés eux-mêmes, et eurent droit à une estimation selon les valeurs solidement établies de l'esprit messin !

Par égard de préséance, on laissa d'abord parler les grands

"Dur sacrifice pour notre pays..."

"On comprendra que le gouvernement ait voulu maintenir la solidarité franco-américaine qui conditionne la coopération internationale plus que jamais nécessaire pour la paix" (L 7.7.31) P. LAVAL

"Si de l'accord conclu renaît la confiance dans le monde, notre geste n'aura pas été vain. Et, si en Allemagne, on comprend la portée et le sens de notre généreuse attitude, une ère nouvelle devrait s'ouvrir pour les deux peuples" P. LAVAL (M 8.7.31)

"Nous avons pris notre part de sacrifice, c'est aux autres maintenant de prendre la leur" P.E. FLANDIN (M 9.7.31)

A WASHINGTON et à BERLIN, de suite les hommes d'Etat dirent qu'ils étaient "contents" (M 8.7.31). Là-dessus, le gouvernement du Reich envoya un message de remerciement et assura de l'emploi intégral des sommes consenties à consolider les finances publiques (L 8.7.31) De même, "les milieux allemands bien informés" insistèrent sur les avantages

- 1- prévenir un écroulement total de la structure économique et financière de l'Allemagne
- 2- suspension de paiement des réparations apportant au budget allemand un allègement de 9 milliards de francs
- 3- application du plan HOOVER pouvant rétablir la confiance et par là mettre un terme au retrait de capitaux étrangers investis en Allemagne et favoriser le rapatriement des capitaux allemands exportés à l'étranger
- 4- et surtout le plus "grand bénéfice des accords de Paix" établir enfin "une liaison indiscutable entre les réparations et les dettes interalliées"

Avis plus réservé en Angleterre caché derrière l'expression oiseuse de "bonne impression" Puis les Travailleurs écrivirent dans le DAILY HERALD leur pessimisme, maugrèrent contre les "prétentions de HOOVER, et notamment les nouvelles directives qu'il avait donné à MELLON et EDGE (L 7.7.31) Un peu plus tard, le même journal, ainsi que le TIMES, se demandèrent quel serait l'apport de l'Allemagne dans la consolidation de l'Europe... Ne lui fallait-il pas commencer par renoncer momentanément à la construction des navires de guerre au profit d'une union douanière... ? (L 10.7.31)

... Là au moins, l'on eut une petite réponse ! De passage à Londres et prêt à partir pour Paris, LUTHER affecta d'y être disposé (L 10.7.31)

Nous étions donc loin d'une conformité d'opinion... Et pour ne pas avoir trouver en ces analyses une parfaite netteté, l'opinion messine donna d'une voix plus bruyante. Maintenant il existait un accord... fort bien... Mais qui laissait les questions des "réparations en nature" et du "fond de garantie de côté" ... (M 8.7.31)

L'on s'était déterminé un but : soulager l'Allemagne, inaugurer le relèvement économique du monde... or:

"le moratoire est une solution négative et d'attente"(...)

"Un moratoire d'un an ne suffira pas au Reich pour retrouver "comme par enchantement une ère de prospérité" (...)

"Evidemment, la France a voulu se réserver de demander au gouvernement allemand des assurances indispensables touchant l'utilisation à des fins exclusivement économiques des sommes dont le budget du Reich sera allégé"

"Déjà, les journaux nationalistes allemands parlent de chantage polonais et de défaite pour l'Allemagne"

"Cela est faux. C'est donc à l'Allemagne de faire la preuve qu'elle ne poursuit aucun but belliqueux ! Cependant, nous n'en doutons pas, c'est l'esprit qui y règne, depuis la mort de STRESEMANN et les élections hitlériennes qui a empoisonné le monde et retardé l'établissement de la vraie paix en même temps qu'aggravé par contre coup, la situation économique en détruisant la confiance"

"C'est pourquoi, M. P. LAVAL a raison de dire : "si de l'accord conclu renaît la confiance dans le monde, notre geste n'aura pas été vain et si en Allemagne on comprend la portée et le bon sens de notre généreuse attitude, une ère nouvelle devrait s'ouvrir pour les deux peuples"

(M 8.7.31)

Echaffauder une idée sur l'esprit allemand... croire en sa bonne foi... Si le jugement eût été réservé avant septembre 1930, comment eût-il pu rassurer ensuite ? Et il n'y avait pas que les problèmes purement politiques... encore que tout pouvait y ramener ! Voyez par exemple :

"On insiste pas assez en France sur la question, cependant capitale des camouflages financiers de l'Allemagne et de ses dépenses somptuaires et de ses dépenses militaires aussi anormales qu'injustifiées" (...)

"Au moment où le Reich crie misère et parvient à intéresser le monde à son sort"

Ainsi :

"le cuirassé DEUTSCHLAND" "Il a coûté un demi milliard,

c'est le plus moderne du genre, et le programme allemand en comporte six navires de ce type"

"Et ce cas est celui de toutes les dépenses somptuaires du Reich. Rien ne coûte aux Allemands, rien n'est trop cher pour eux : assurances sociales, équipements industriels et stratégiques, riches dotations civiles et militaires, laboratoires, casernes, chemins de fer, etc..."

"Pour équilibrer le cas du Deutschland, le Sénat vient de déclarer que la France devait elle aussi construire un nouveau cuirassé et... Or, personne ne songe à "attaquer" l'Allemagne, elle n'a pas d'Empire à défendre. Sa marine de guerre est sans aucune justification possible"

"Ce qui est pire, c'est qu'elle construise ces armements formidables avec notre argent (...) et qu'elle nous contraigne à dépenser des sommes semblable pour ne pas nous trouver placés imprudemment vis-à-vis d'elle comme en état d'infériorité"

"Si l'on porte aide à l'Allemagne "soi-disant en détresse, ne serait-il pas tout au moins raisonnable de mettre quelques conditions préalables à notre concours ?"

Et l'on cita Ch. MAURRAS (écrivain politique)

"Pourquoi ne pas inviter l'Allemagne à remettre à la France son Deutschland ? L'Allemagne par ce geste montrerait sa bonne foi (si elle existe) et sa bonne volonté (si elle en a !)"

(...)

"Cela ferait d'abord une substantielle économie réciproque et ensuite ce serait d'un fameux exemple pour l'apaisement et la détente dans le monde !" (M 9.7.31)

Au fond, cette imagination avait peut-être son extravagance, mais ce rêve là provenait bien d'une réalité toute crue pour qui voulait se donner un peu de peine à voir les évidences. Qui s'en était soucié ?

Oh, certainement pas HOOVER. Ce qui fit dire à Paul DURAND

"Et si nous prenions l'autre bout ?"

Bah ! la réflexion du "français moyen", "messin" par exemple, était de s'exclamer :

"Alors, nous serions toujours les dindons ?"

"Il faut se rappeler les gestes "désintéressés" des américains depuis 15 ans . Il y avait eu la guerre, l'aide américaine... arrivè le président WILSON - PAIX au monde, et à tous ces gens qui se battent : 14 points, l'armistice, le Traité de Versailles et d'ailleurs. L'Europe est rafistolée et mécontente. Tant pis, M. WILSON nous dit au revoir et se désintéresse de l'oeuvre qu'il a imposée au vieux continent"

"Combien de fois ce geste s'est-il répété depuis 1918 ? Les américains qui prétendent rester fidèles à la doctrine de MONROE et ne pas se mêler des affaires de l'Europe, viennent de démontrer une fois de plus que l'amitié politique n'est qu'une question de comptabilité bancaire et qu'ils connaissent le chemin du continent quand leurs intérêts sont en jeu" (...)

"L'Allemagne nous a donné les mêmes leçons"

"les BRUNING et CURTIUS (...) font volontiers écharper la robe de GERMANIA pour la montrer misérable et persécutée aux yeux d'un monde apitoyé. Le comble c'est que nous nous prètions à ce jeu" (L 8.7.31)

Et dans la "REVUE DES VIVANTS", Henry de JOUVENÉL revint sur l'effet de surprise et sur les conséquences désastreuses de la note HOOVER, illustration remarquable de la paix manquée de l'après guerre" (M 11.7.31)

"sous le signe HOOVER"

En 1922, le texte français avait été adopté par la S.D.N. : solidarité de tous les problèmes et de toutes les dettes, nécessité de liquider en commun la guerre piur rétablir l'économie bouleversée du monde

"Mais l'attitude de l'Amérique a été différente. Au lieu d'une discipline collective et délibérée et consentie

par tous, dans la vision d'un même devoir, c'était l'obéissance imposée par décret, au nom d'un dictateur international qui se souvenait de l'Europe quand sa ruine menaçait de provoquer des faillites à NEW YORK" (...)

"Il n'appartenait nullement à M. HOOVER de suspendre, sinon de démentir la promesse solennelle faite par M. WILSON aux régions dévastées... Cela ne pouvait appartenir qu'à la France, à la Belgique, aux nations européennes envahies : l'affaire valait une négociation"

"l'effet de celle-ci eût été de créer une atmosphère de confiance internationale, hors laquelle il n'y a de salut financier pour aucun Etat particulier. L'Allemagne aurait retiré d'un accord libre et total entre ses créanciers un bénéfice plus élevé et plus durable que cet espèce de coup de force financier, dont nous nous sentons atteints un peu comme d'un soufflet moral"

"Nous aurions pu établir ensemble un plan de relèvement économique de l'Allemagne et de l'Europe" (...)

"L'improvisation a tenu lieu de système"

"On économise à l'Allemagne le vingtième environ des dépenses publiques de ses Etats et de ses collectivités pendant douze mois. Pourquoi douze Mois ? Et quand ce serait pendant douze ans, nous ne serions pas mieux assurés que ces économies vont remédier à son chômage, car où est le plan de redressement ? Chut ! Ne le demandons pas. Laissons faire le hasard. Voilà notre maître à tous, celui de M. HOOVER comme le nôtre. Il règne depuis la guerre. Nous essayons dans ce numéro de la "Revue des Vivants" de dresser le répertoire du désordre qu'il a créé. Imprévoyance et désarroi partout. La statue de SAMOTHRACE reste le symbole de l'époque. La victoire a perdu la tête" (...)

A la Chambre :

"Rien de fut plus décevant que le spectacle de cette journée et de cette nuit" (...)

"les passions soufflaient, changeant tous les rapports traditionnels des partis : le nationalisme se transportait à la droite et à la gauche..."

"On attendait de chaque orateur une solution à opposer à celle du gouvernement. Les discours défilaient et n'apportaient que des nuances ou des négations. Au vrai, la réponse du gouvernement était ce qu'elle pouvait être raisonnable et médiocre. Ce n'était pas la faute des hommes, c'était le signe de la situation. Nous nous étions laissé surprendre par l'évènement comme M. HOOVER lui-même. Nous y parions comme nous pouvions. Personne n'eût fait mieux. Un changement de ministère n'eût rien modifié. Désarroi des diplomates, désarroi des partis, désarroi des financiers, désarroi des économistes, désarroi politique, intellectuel, moral des vainqueurs. Tel est le tableau qu'éclaire la proposition HOOVER"

(avis similaire de Henri BERENGER repris par le MESSIN
le 12.7.31) (M 11.7.31)

Après une telle maîtrise de langage, toute décision eût semblé plutôt creuse... Mais que fallait-il faire ? Dans ACTUALITES, F. MARSAL eut le mérite de proposer, sinon une solution, au moins une direction

"Problème de l'heure. Rétablir la confiance"

MARSAL vit dans la reprise boursière qui avait suivi l'annonce du projet HOOVER, peut-être un prélude au désamorçage de la crise. Bien sûr, la crise était venue de la conjonction : surproduction - sous consommation. Mais il convenait aussi d'y reconnaître une crise "psychologique" une remise en cause de la société. Dans ce climat, il n'était alors pas impossible de penser que la proposition HOOVER eût pu représenter une :

"base de discussion entre les gouvernements européens pour rétablir la confiance" ...

avec le gouvernement allemand en particulier.

"Laisser crouler l'Allemagne serait une erreur" (L 7.7.731)

Ce fut à ces dernières réflexions que notre gouvernement parût se conformer. LAVAL reçut VON HOESCH le 9 juillet (M 30.7.31 3e page) LUTHER quitta Londres pour Paris le même jour (M 10.7.31). En Allemagne, le BERLINER TAGEBLATT encouragea en ce sens, en parlant de la "volonté conciliatrice qui anime le gouvernement français" (L 9.7.31); tandis que l'on apprit qu'un millier de sociétés bancaires allemandes allaient cons-

tituer (il est vrai avec appel aux crédits étrangers, un milliard et demi au moins) un fond de garantie de 500 millions de marks, pour le soutien de l'économie (L 9.7.31). Enfin, LONDRES invita les signataires du plan YOUNG à se réunir là-bas, le 17 juillet "afin d'envisager les modalités d'adaptation du plan YOUNG à la proposition HOOVER" (L 9.7.31)

Une seule épine vint piqueter cette bonne volonté commune... la campagne anti-française menée outre-Rhin par le casque d'acier, les déclarations d'HITLER et HUGENBERG; tous cherchant à obtenir la dissolution de la Diète prussienne. Lisez ce qu'ils disent:

"Un accord avec la France est irréalisable, le plan HOOVER n' pas atteint son but, l'Allemagne est livrée à la merci de la politique de force de la France"

L'on comprit alors mieux pourquoi ces déclarations générèrent "considérablement la mission financière allemande à l'étranger" (L 11.7.31)

Cela dit, à Paris pour "l'Allemagne en quête de capitaux", une "journée laborieuse" attendit le docteur LUTHER, rencontrant Clément MORET, gouverneur de la Banque de France

LUTHER demanda :

- 1- le renouvellement, ou mieux l'augmentation du crédit de 100 millions de dollars mis à la disposition de la Reichsbank jusqu'au 16 juillet par la Banque de France, d'Angleterre, la Fédéral Reserve Bank et la B.R.I. (la Reichsbank souhaitant 200 voire 250 millions);
- 2- octroi d'escomptes ou de crédits à un ou deux ans, s'élevant au total de 9 à 12 milliards de francs (avec la constitution d'un syndicat formé de banques d'émission étrangères et un appel de marché financier public);
- 3- souhait du Reich, de se faire avancer de suite, par des banques étrangères, l'équivalent des allègements budgétaires du moratoire des réparations (9 milliards et demi de francs environ). Crédits remboursés par mensualités, au cours de l'année de "vacance des réparations", et uti-

lisés immédiatement pour éponger la plus grande partie de la dette flottante, soucis le plus pressant de la Trésorerie et de la Reichsbank (L 11.7.31)

PIETRI, notre ministre du Budget, promet que le contribuable français ne serait pas atteint, et à METZ l'on ajouta qu'au lendemain de la manifestation des casques d'acier, l'opinion publique française n'eût pas été favorable à un prêt
(L 11.7.31)

Mais les jours suivants, la panique financière fit rage en Allemagne proche de la catastrophe" (M 13.7.31)

Pour l'aide à nos voisins, pour le rapprochement, la parole était sûrement à la France... tout le problème de la confiance était posé !

2 - Crise de confiance

- "l'Allemagne a les regards tournés vers l'Amérique. Toutefois, son gouvernement désirerait trouver un compromis avec la France" (M 13.7.31)
- "La confiance dans l'Allemagne n'a disparue qu'à la suite des élections hitlériennes qui, l'an dernier ont salué de leur lourde ironie l'évacuation de MAYENCE..." (L 16.7.31)
- "La vérité est que, si nous ne parvenons pas aujourd'hui à maîtriser l'Allemagne, elle nous mettra sous son joug dans quelques années. Notre gouvernement trahirait donc les intérêts dont il a la charge en ne poursuivant, mais hardiment ses avantages. Question de vie ou de mort" (BURE dans l'ORDRE cité par le M 18.7.31)
- "Confiance, confiance. Nous, Français n'avons actuellement que le désir de pouvoir faire confiance à l'Allemagne. Mais de grâce, que l'Allemagne fasse tout pour nous rendre possible et facile la confiance dans ses

destinées à l'intérieur, et dans sa politique extérieure" (L 30.7.31)

"Nous consentirons à aider nos voisins, à condition qu'ils tendent la main et non le poing" (HIRSCHAUER) (L 17.8.31)

"C'est la mentalité allemande qui doit changer. Et un tel changement est-il imaginable ?" Ch. RITZ (L 16.7.31)

Aider ou ne pas aider... là était en somme le dilemme...

"Après la mise en vigueur du plan HOOVER", une brusque aggravation de la situation financière, entraîna à la "catastrophe allemande"

"Le Reich est au bord de la faillite monétaire, mais tout en lançant des appels de détresse, il continue à suivre une politique qui met en fuite les capitaux"

Il va sans dire qu'un pays au bord de la "guerre civile menaçante" ne pouvait espérer ^{désespérément} des secours financiers LUTHER pouvait toujours tenter d'obtenir... il serait de toute façon trop tard. Alors, ce sombre moment imposa au conseil des ministres de siéger en permanence. Que faire ?

"L'Allemagne a les regards tournés vers l'Amérique. Toutefois, son gouvernement désirerait trouver un compromis avec la France" (M 13.7.31)

Louable pensée, ou motivation inspirée par l'intérêt ? Une brève revue de la presse, montra le refus des banques américaines... (M 13.7.31) En Allemagne, l'on ferma les guichets (M 14-15.7.31)

Le jeudi 16 juillet, "au secours de l'Allemagne" une réunion franco-anglo-américaine eu lieu à 11 heures à PARIS. HENDERSON LAVAL, BRIAND, STIMSON, EDGE, LORD TYRREL, FLANDIN, PONCET et tant d'autres conversèrent sur les moyens d'assistance à l'Allemagne. Mais, l'Angleterre jugea nécessaire de réunir

une conférence des ministres le lundi suivant à Londres

(M 17.7.31)

... De l'autre côté du Rhin, BRUNING et CURTIUS, après avoir renouvelé le traité d'alliance germano-sociétique, s'annoncèrent à Paris... (M 18.7.31) Mieux que personne, METZ sentit que quelque chose de décisif planait autour de tant de diplomatie. Par conséquent, juste avant la conférence franco-allemande, la France se devait d'avoir présent à l'esprit l'image la plus judicieuse possible de l'attitude allemande vis-à-vis de nous. Et là, que de vérités à dire !

D'abord sur la situation allemande elle-même... Elle avait beau paraître dramatique, elle n'empêchait nullement d'en tirer une déduction fort simpliste :

"Elle signifie ceci, tout bonnement, substituer le contribuable français, présumé solvable, taillable et corvéable à merci, au contribuable allemand, présumé insolvable et digne de tous les ménagements. Le plan HOOVER a pour but de réaliser cette substitution pour le plus grand profit des commerçants américains et des financiers internationaux, lesquels ayant prêté des sommes considérables aux Allemands ont grand'peur de ne pas revoir leur argent et ont, en conséquence, décidé de nous déferer l'honneur d'envoyer nos fonds en Allemagne, afin, par ce subtil détour, de pouvoir se faire payer"

Evidemment :

"... ce ne sont pas là des choses qu'on avoue... c'est pourquoi une abondante et opaque sauce officielle nous est venue d'Amérique, d'Allemagne et d'Angleterre, à effet de noyer ce poisson avarié, de manière à nous le faire avaler, sinon en douceur, du moins sans trop de douleur"

(...)

"Pourtant les Allemands nous avaient prévenu le 5 juin 1928. Le Dr. SCHACHT formulait nettement son programme :

"nous devons, disait-il, conduire notre politique économique et notre politique d'emprunt étranger, de telle sorte que nous ne puissions pas payer, car nous ne voulons pas payer"

"Et voilà !" (M 17.7.31)

Avoir confiance en eux... En parcourant les journaux allemands, RITZ essaya de dégager l'impression générale pour notre pays

"le thème en est simple : si le Reich est au bord de l'abîme, la France seule en est la cause, la France seule en porte la responsabilité"

Et les Allemands d'accuser la France d'avoir :

"... retardé sa réponse à la note HOOVER, d'avoir porté un préjudice immense à l'Allemagne"

"... serait-ce une calomnie de supposer que le gouvernement veut recourir aux mesures extrêmes pour montrer au monde entier que la France seule est responsable de la misère qui va s'abattre sur son peuple ?"

"Alors, faut-il prendre au sérieux les promesses allemandes ? : renonciation du croiseur, à l'Anschluss ?"

"C'est la mentalité allemande qui doit changer. Et un tel changement est-il imaginable ?" (L 16.7.31)

Non! dans l'immédiat, la raison commandait la prudence...

"Restons prudents !"

Cela était vrai autant sur le fond que sur la forme, à l'heure où la Bourse de Paris, venait de bloquer les valeurs des banques allemandes, de suspendre la cotation du D.M.

"La Bourse de Paris a accueilli la fermeture des banques allemandes et les projets encore confus du gouvernement de Berlin, qui semble préférer l'inflation à l'octroi des garanties d'ordre politique réclamées par la France, par un recul violent de toute la cote et par un fléchissement significatif des devises anglo-saxonnes"

Mais rien à craindre car...

"... de "bonnes sources" on affirme que les capitaux français investis en Allemagne ne représentent guère que le financement normal du commerce franco-allemand et que le marché français n'a jamais accordé au mark allemand que des crédits très modérés. Nous n'avons pas les mêmes raisons que l'Angleterre et l'Amérique de sauver le mark d'un tel effondrement" (...)



Quant à la confiance dans l'Allemagne, elle n'avait...

"... disparue qu'à la suite des élections hitlériennes qui l'an dernier ont salué de leur lourde ironie l'évacuation de MAYENCE.

Le projet d'union allemande avec l'Autriche s'accompagnant d'inquiétantes manifestations nationalistes, a jeté un trouble profond dans toute l'Europe. Seuls les Américains, trompés par leurs banquiers, ont pu croire que la crise allemande était uniquement d'ordre financier. C'est le gouvernement français qui est dans la vérité en demandant au Reich des garanties qui, si elles nous étaient données, seraient d'une efficacité beaucoup plus certaine pour le maintien de la devise allemande que toutes les mesures auxquelles se réjouit tardivement le cabinet BRUNING" (L 16.7.31)

Là-dessus, le Lorrain demanda que l'on méditât une "leçon pour tous"

"il paraît que les banques françaises ont très peu d'intérêt en Allemagne. C'est ce qui permet à la France de parler clair et net"... (L 17.7.31) puis, toujours sur le thème de la perte de confiance en l'Allemagne, publia une interview au général sénateur HIRSCHAUER sur la crise allemande

"D'abord, il n'y a pas de crise allemande, mais bien une crise générale, en partie engendrée par l'Amérique, en partie par l'Allemagne"

"Par l'Amérique dont l'encaisse or a passé de 10 milliards avant guerre à 30 milliards, il y a peu d'années, dont l'industrie développée durant la guerre mondiale "surproduit", d'où, pour lui assurer un débouché intérieur, des droits de douane formidables ; elle continue à exporter beaucoup plus qu'elle n'importe et cependant elle ne peut écouler tout ce que son organisation industrielle ou agricole peut produire. Elle se fait payer "rubi sur ongle" les dettes contractées chez elle par les puissances européennes en guerre : donc pléthore d'argent"

La responsabilité de l'Allemagne ?

"Vivant sur crédits étrangers, exportant beaucoup, mais

avec une industrie nationalisée, qui diminue la main-d'oeuvre et crée le chômage, avec des dépenses fantastiques de traitement (comparez les traitements d'un ministre, d'un juge, d'un officier allemand avec les traitements correspondants en France et vous constaterez qu'ils sont doubles), avec les constructions colossales, le luxe extérieur des villes, avec les dépenses militaires et maritimes, discrètes ou camouflées ; avec tout cela, on dépense plus qu'on ne recouvre par les impôts ; et notez bien que la dépense du plan YOUNG ne fait qu'une faible part, environ 12 % des dépenses totales"

"Est-ce tout ? Non pas : il y a encore le côté psychologique. Croyez-vous que, à l'étranger, et même en Allemagne, les histoires hitlériennes et les parades des Casques d'Acier sur toutes les frontières donnent confiance ? Non pas et alors, il s'est passé une chose bien simple : non seulement l'Allemagne n'a plus trouvé de capitaux étrangers, mais même ses nationaux ont fait passer la frontière à leurs propres capitaux, qui donnent actuellement sous forme de florins, ou de francs suisses, dans les coffre-forts d'Amsterdam ou de Bâle ; aujourd'hui, le mark allemand ne trouve plus preneur - même à SARREBRUCK - alors, c'est la détresse ; à bas le plan YOUNG qui a à peine fonctionné" !

"Mais les créanciers des Allemands prennent peur eux aussi... Et arrive la dépêche de M. HOOVER... il faut se décider tout de suite et sur l'heure même, à coups de télégrammes..."

"On commence d'ailleurs à se demander si la démarche HOOVER a été si instantannée ; il y eut beaucoup de conversations en Angleterre et en Amérique depuis trois mois"

"Or, il y a là une chose singulière : M. HOOVER n'avait aucun droit, en tant que président des E.U. de faire une proposition de détaxe de l'Allemagne, avec comme contrepartie, la suspension des paiements de la France à l'Amérique" ...

"Et qui nous dit que le Sénat américain adoptera la manière de voir du président HOOVER ?"

"Il est certain d'ailleurs que l'initiative HOOVER a été prise uniquement dans l'intérêt des banques américaines qui, sous la menace -je ne dis pas la certitude d'une crise allemande- se sont vues perdre les milliards prêtés à l'Allemagne !"

"Nous avons fait le geste demandé : nous ne toucherons rien de l'Allemagne puisque l'argent qu'elle nous doit, nous le lui prêtons. Comme placement de tout repos, avouez qu'il y a mieux ! Mais enfin, quand on prête de l'argent à quelqu'un, d'une part le débiteur est poli ; d'autre part, il donne un gage"

"Avez-vous lu la presse allemande ? C'est un débordement de haines et d'injures à notre égard..."

"Que demandons-nous en gage national ? Pas même un engagement : c'est que les milliards prêtés ne serviront pas directement ou non, à développer la puissance d'attaque de l'Allemagne, mais seront uniquement employés à payer les dettes, à financer les moyens de production, à sauver l'Allemagne de la faillite et cela irrite et scandalise la presse allemande !"

"Des chiffres : allons-y : budget allemand : 60 milliards pour 60 millions d'habitants, dont 10 milliards pour les réparations"

Budget français : 50 milliards pour 40 millions d'habitants dont 22 milliards pour nos réparations (arriérages de dettes et emprunts...)"

"Seulement, nous avons serré la ceinture, sacrifié pour la stabilisation du franc les 4/5e des économies de cent années, et nous avons travaillé et nous travaillons et nous travaillerons et nous économiserons et reconstituerons notre fortune nationale ! Et nous consentirons à aider nos voisins, à condition qu'ils tendent la main et non le poing"

"Quant aux Etats-Unis, ils viennent de se mêler aux affaires européennes, c'est du nouveau cela ; à leur tour, ils ont mis le doigt dans l'engrenage, et c'est justice !" (1 12 7 31)

C'est ainsi que, bien éclairée, l'opinion messine regarda du côté de PARIS où BRUNING et CURTIUS arrivaient

Le "Tête-à-tête franco-allemand" (M 19.7.31)

"la parole est à la France"

"... dans l'état de détresse effroyable où s'est mise l'Allemagne par sa faute, elle n'a plus le choix qu'entre une explication loyale avec la France, qui ne cherche que sa sécurité" (L 17.7.31)

"Notre vœu est que M. BRUNING ait derrière lui la majorité du peuple allemand. M. BRUNING en est-il sûr lui-même ?" (L 19.7.31)

Le 16 juillet connut une grande activité diplomatique à Paris. BRIAND reçut VON HOESCH ; LAVAL bientôt rejoint par BRIAND, FLANDIN, PIETRI et PONCET, reçurent STIMSON, HENDERSON accompagnés de EDGE et Lord TYRREL (L 17.7.31) Ensemble, ils s'entretenirent de l'aide financière immédiate de la France à l'Allemagne que demanderaient les dirigeants allemands

(L 17.7.31)

(500 millions de dollars, somme probablement avancée par la Banque de France, d'Angleterre et des Etats-Unis, consolidée ensuite par un emprunt international (L 18.7.31)

BRUNING et CURTIUS furent à Paris le 16 juillet dans l'après-midi. Sur la conférence franco-allemande qui allait commencer, l'on trouva que la presse parisienne exagérait beaucoup le caractère de la rencontre. Après tout, elle n'était pour la France qu'un problème politique, d'ordre bancaire pour les Américains et les Anglais.

"le problème essentiel sera de savoir si l'Allemagne va changer de politique ou non car l'Allemagne a perdu la confiance des capitalistes du monde entier par la mauvaise tenue de ses finances, par les imprudences de langage de ses dirigeants et par les menées inquiétantes des plus importants de ses partis politiques" (L 18.7.31)

Par chance, il y eut quand même des journaux pour appuyer sur le problème des gages : l'ECHO DE PARIS, l'AMI DU PEUPLE, l'OEUVRE, l'ORDRE, le QUOTIDIEN... (L 18.7.31) et le LORRAIN compta parmi eux !

"En face 1914-1931"

"Après la choc de 1914, après le traité de 1919, la France se retrouve face à l'Allemagne. Si l'Allemagne de 1931 est plus impéترante et pacifique, il est de notre devoir de leur demander des gages pour qu'elle ne retourne plus à ses erreurs. Et ces gages, ce n'est pas l'Allemagne officielle qui doit les donner seulement, il faut qu'ils soient aussi pris de telle sorte que le peuple allemand ne puisse s'en jamais dégager. Sinon, ça recommencera" Ch. RITZ (L 19.7.31)

A vrai dire, l'on avait peu de chance d'aboutir... BURE (dans l'ORDRE) défendit que les Allemands ressentent une "humiliation", à solliciter ainsi

"l'aumône de leur ennemi traditionnel, c'est ce qu'ils ne peuvent admettre et leur haine contre nous ne fera que s'accroître"

De toute façon, les nationalistes comme les hitlériens, déclaraient préférer la ruine...

"HOOVER, loin de calmer l'ardeur belliqueuse des Allemands, l'a excitée. C'est une faible minorité qui, en Allemagne recommande maintenant l'accord étroit avec la France en vue d'un relèvement du Reich" (...)

"La vérité est que, si nous ne parvenons pas aujourd'hui à maîtriser l'Allemagne, elle nous mettra sous son joug dans quelques années. Notre gouvernement trahirait donc les intérêts dont il a la charge en ne poursuivant pas hardiment ses avantages. Question de vie ou de mort" (M 18.7.31)

... Selon la version officielle, le premier échange de vue du 18 juillet eut un "caractère franc et cordial". Il porta sur les "mesures propres à surmonter la crise financière, mais aussi sur l'ensemble des relations franco-allemandes, avec le souci mutuel d'établir une collaboration durable entre les deux peuples" (L 19.7.31) En réalité, la version offi-

cieuse engagea à penser que le tête à tête franco-allemand, avait tourné autour d'une solution concluant sur un "caractère international" et comportant la fixation des gages précis. C'est que la thèse française fondait son vouloir à cause de ces trop nombreuses

"manifestations tumultueuses à l'intérieur du Reich"

d'une "politique extérieure imprudente"...

ayant accru "l'insécurité générale et par là, ruiné le crédit allemand". Certes, on mit l'accent sur l'importance d'une collaboration constante et courtoise entre les deux pays de

"nature à ramener la confiance en Europe, ce qui servirait évidemment le crédit allemand" (M 19.7.31)

Sans savoir sur le moment qu'elle fut la réponse allemande, l'on apprit en tout cas l'hostilité de l'Amérique et de l'Angleterre à la thèse française. Nos alliés semblèrent renâcler au projet de prêt à long terme attribué au gouvernement français, en faisant valoir que cette charge nouvelle imposée à l'Allemagne l'eût placé dans une situation encore plus précaire quant aux obligations qu'elle avait déjà à assumer.

Vu la tenacité française, le QUOTIDIEN résuma la situation en ironisant :

"Nous assistons donc à un spectacle singulièrement déconcertant : le franc combattant pour le mark !" (L 19.7.31)

En venant en France, BRUNING n'en avait certainement pas demandé autant. Mais au fond, qu'espérait-il au juste ?

" Le Chancelier BRUNING vient à Paris pour obtenir des crédits destinés à empêcher l'effondrement financier, qui ne serait que la préface de la débâcle politique et sociale de son pays "

"En accueillant chaleureusement BRUNING à la gare du Nord, la France, une fois de plus, a montré au monde son vrai visage qui ne respire que la conciliation..."
"L'avenir dira ce que vaut cet espoir" (L 19.7.31)

Ceci en fait, n'était qu'une réplique adressée au chancelier qui avait dit :

"J'espère que les entretiens franco-allemands, qui vont avoir lieu, ouvriront les voies à une collaboration confiante entre les deux pays"

et d'ajouter encore :

"J'ai le ferme espoir que nous réussirons à résoudre ces questions et à convaincre le peuple français de notre volonté sincère et loyale de coopérer à l'organisation de la paix. Nous voulons arriver à collaborer avec la France en pleine confiance parce que nous savons parfaitement que sans cette collaboration, le bien-être de l'Europe et de la prospérité du monde ne pourront être assurés" (M 19.7.31)

Fort peu convaincue, METZ trouva au contraire que ces belles intentions sonnaient faussement :

"On nous demande notre argent, mais on nous menace et on nous insulte pour le cas où nous ne consentirions pas à le donner. Ensuite, si nous le donnons, nous continuerons à être traités de voleurs et d'escrocs"

Ainsi nous accusait la presse allemande, surtout celle de droite, nous accablant de reproches, soutenant même qu'il valait mieux abandonner.

"Non, vraiment, les 500 millions de dollars que l'Allemagne espère obtenir de la générosité ou de la naïveté des grandes puissances, ce ne sera qu'une goutte d'eau dans le gouffre de la catastrophe allemande" (...)

"les subventions qui ont été la conséquence du plan HOOVER n'ont pas apporté la moindre amélioration à la situation allemande. Au contraire, en favorisant les spéculateurs internationaux, et en excitant les prêteurs et les déposants à se faire rembourser, le plan HOOVER a, au contraire, aggravé la panique et jeté l'Allemagne dans une situation que beaucoup de sages considèrent comme irrémédiable" (M 9.7.31)

Mais alors, que penser de la conférence franco-allemande... la justification d'une "comédie"

"Depuis la guerre, l'Allemagne a poursuivi deux buts bien définis qui démontrent assez nettement comment elle a organisé sa faillite. Elle a tout d'abord développé à l'infini son commerce et son industrie par une modernisation extrême de ses installations, pour produire aux plus bas prix de revient et submerger la concurrence mondiale. A cet effet, son industrie a dépensé sans compter son propre argent, elle a emprunté à tour de bras et pour le surplus, elle compte sur l'Etat allemand qui ne lui fait jamais défaut : "dumping, primes à l'exportation, avances aux industriels des sommes dues par les sociétés"

(Ainsi, les hauts fourneaux géants, les plus gros du monde, commandés par L'U.R.S.S. pour l'Oural : -1 200 tonnes par jour- malgré la crise et devant le risque de n'être pas payé par les russes, c'est le gouvernement allemand qui directement paie les livraisons en Russie")

"Le second but poursuivi par l'Allemagne est l'organisation méthodique d'une faillite apparente de la collectivité" (...) "L'Etat, comme les particuliers, dépense et emprunte sans discontinuer. Tout l'argent qu'il possède est transformé en immobilisations utiles à la future prospérité du Reich"

"En face de la ruine, les prêteurs et des créanciers, l'Allemagne jouira d'un édifice industriel et commercial ultra moderne qui lui permettra de s'imposer en maître sur le marché mondial"

"le premier acte de la comédie est joué"

"l'Allemagne depuis l'armistice, a modernisé et développé à l'extrême ses chemins de fer, ses routes, ses usines, son urbanisme, ses oeuvres sociales. L'instrument de domination du monde est prêt. La caisse est vide, les prêteurs sont aux abois : tout est bien, une bonne petite banqueroute là-dessus et l'Allemagne aura gagné la 2e manche"

"Sans doute, on nous répondra que si la caisse est vide,

il est impossible d'utiliser ce magnifique domaine industriel : "allons donc, vous répond l'Allemand, mais la bêtise des jojos est infinie comme leur nombre ;

je vais simplement demander de nouveaux crédits à mes créanciers malheureux : ils sont si bêtes qu'ils me les accorderont certainement pour le seul plaisir d'être gentil à mon égard"

"Et Gretchen, l'irrésistible, cache ses bottes ferrées sous une jupe multicolore, enroule ses trop blondes nattes autour de son casque de tranchée et un rameau de laurier à la main (il n'y a pas d'oliviers en Allemagne), envoie une veillade assassine à notre ministre des A.E. dont la sensibilité est, paraît-il le meilleur soutien de la politique extérieure de la France. C'est la scène de séduction, Gretchen triomphe, le pauvre vieux est entêlé et le rideau descend sur les premières mesures du "Deutschland über alles"

"A ceux que ce tableau ferait sourire (il vaut mieux rire de certaines choses pour ne pas être obligé d'en pleurer) nous dédions les lignes qui vont suivre : qu'on veuille bien les lire en leur donnant pour exergue :

a- la déclaration du Dr. SCHACHT en 1928

"Nous devons organiser méthodiquement notre faillite et nous ne paierons pas, parce que nous ne voulons pas payer"

b- le geste amical de l'Allemagne qui, au moment où elle demande l'aumône à la France, l'insulte en appelant son cuirassé "B", "ELSASS-LOTHRINGEN"... cri de revanche et de haine, même dans la détresse" (M19.7.31)

Voilà avec quels soins l'opinion messine vit venir chez nous les ministres allemands... voilà comment elle explora leur prétendue sincérité... Pourtant, ce grand tapage, ces pertinentes recommandations, s'ils n'atteignirent sans doute pas nos diplomates à Paris, trouvèrent au moins leur exactitude. L'entrevue franco-allemande se termina par un accord théorique sur une nécessaire collaboration entre les deux pays"... et l'on remarqua "l'absence de précisions dans le communiqué final. Donc, pas encore de résultats tangibles, mais

"l'atmosphère de confiance a créé un sentiment de solidarité et de paix utile dans les rapports futurs des deux pays" (L 20.7.31)

En clair, cela signifiait que le problème posé par la demande allemande de crédits, s'était vue opposée l'exigence française de garanties. Dans l'impasse, on déféra l'ambiguïté à Londres.

"Les solutions que les Allemands espéraient n'ont pu être trouvées au cours des négociations entre les ministres français et allemands. Néanmoins, la conférence de Londres s'ouvrira ce soir (20.7.31) et il est possible qu'une formule d'entente survienne" (M 20.7.31)

... dans quel sens ! A nouveau, les américains firent savoir qu'ils demeureraient hostiles aux crédits à long terme (L20.7.31)

C'est pourquoi Ch. RITZ posa "la question du jour" :

"Que valent les résultats acquis à Paris ?"

"Les ministres ont reconnu qu'il était nécessaire de s'entendre, cela on le savait depuis longtemps" ...

"Effort louable, juste garantie de la paix européenne, mais l'entente franco-allemande a beaucoup d'adversaires"

"Il y a d'abord l'opinion allemande. La presse de HITLER, de HUGENBERG et autres potentats germaniques, a fanatiser l'opinion. On nous représente comme des SHYLOCK réclamant une lanière de chair allemande à couper dans les flancs d'une Allemagne épuisée"

"Le 2e adversaire c'est l'Amérique, soucieuse de ne pas perdre ses 320 milliards de francs engagés en Allemagne. On comprend alors la mauvaise humeur du banquier américain devant les attermoissements du petit boutiquier français"

"Le 3e, c'est l'Angleterre ; politique anglaise reprochant à la France de gêner "dans son développement économique mondial et son rayonnement impérialiste" pour l'Allemagne.

"Alors que l'on sait l'entente si avancée entre l'Angleterre et l'Amérique... on dit que : "il existerait un plan anglo-américain pour sauver l'Allemagne sans le

concours de la France"

"Les résultats acquis à Paris sont assez maigres si on veut les peser en marks. Ils sont considérables si le chancelier BRUNING a autorité et volonté suffisantes pour en faire le point de départ d'une entente politique et financière anglo-allemande" (L 21.7.31)

Et la rédaction fit apposer dans la vignette :

"les millions que la France prêtera à l'Allemagne, serviront-ils à maintenir le mark ou à favoriser des industries qui, par les primes à l'exportation, tendent à étrangler nos industries correspondantes" (L 21.7.31)

Il y aurait donc de l'enjeu à Londres et se serait
"une tâche difficile pour nos délégués"...

L'Allemagne y jouerait son "dernier espoir"

Quittant la France, BRUNING exprima sa satisfaction de l'accueil français... Plus "enervée" se montra la presse anglaise au premier jour de la réunion.

"La presse tant conservatrice, que libérale ou travail-
liste"... "met en garde l'Angleterre contre la France
qui va faire tous les efforts pour rejeter sur la Gran-
de Bretagne le fardeau de l'aide à apporter au Reich, ce
qui grèverait directement le contribuable britannique"

"L'Angleterre proposerait une trêve de cinq ans"... Le
DAILY HARALD qui semblait être "inspiré par M. HENDERSON"
proposa de ralentir un minimum les travaux de construc-
tion des nouveaux croiseurs, de suspendre toute mise en
chantier jusqu'à la fin de la conférence sur le désar-
mement, la France s'engageant également à ajourner jus-
qu'à cette date l'application de son programme naval."
Mais l'on confia que l'Allemagne était opposée à un
"moratoire politique de cinq ans"

"La presse berlinoise déclare que les représentants alle-
mands à Paris n'ont jamais fait une promesse quelconque,
susceptibles de réduire davantage la liberté d'action

laissée à l'Allemagne par le Traité de Versailles"
(L 21.7.31)

Sur ces derniers entrefaits, s'ouvrit la conférence de Londres.

"Fiasco à Londres" (L 24.7.31)

"les laborieuses négociations de Londres" (L 23.7.31)
"En somme, à Londres, on a aidé l'Allemagne à s'aider elle-même !" (M 24.7.31)

La conférence de Londres commença ses travaux le 20 juillet au soir. Le 21, on discuta beaucoup, le 21, l'on entra dans la période des tâtonnements... En fait, parmi les sept puissances présentes (Angleterre, Allemagne, France, Etats-Unis, Italie, Belgique, Japon) deux thèses s'affrontèrent sur le moyen d'améliorer la situation financière allemande : l'américaine et la française. Les Etats-Unis redirent leur avis favorable pour l'octroi de crédits à courts termes à l'Allemagne, à condition que la France lui prêtât également son concours.

"STIMSON a exprimé qu'il serait opportun que les banques centrales d'émission des différentes puissances interviennent auprès des établissements bancaires de chacun de leur pays, pour le amener à cesser de retirer leurs capitaux placés en Allemagne. Il a affirmé ensuite, qu'en dépit des informations de presses, les banques américaines n'avaient procédé à aucun retrait, et que bien au contraire, elles auraient même augmenté le montant de leurs crédits en Allemagne"

Mais LAVAL fut intransigeant ! Il rappela la situation de 1926 et déclara que la France s'était sauvée elle-même.

"Au Reich de ramener tout le monde dans la confiance"

Puisque l'on venait de beaucoup discourir pour ne parvenir nulle part, le communiqué officiel fut des plus savoureux :

"... examen des méthodes de coopération financière et

internationales par lesquelles la confiance dans la stabilité économique de l'Allemagne pourra être rétablie dans un avenir immédiat, comme préliminaire d'une étude des mesures ultérieures qui pourront être nécessaires pour effectuer une restauration de la situation financière de l'Allemagne sur une base solide" (L 22.7.31)

Et pour entortiller davantage, nos conférenciers déjà bien embarrassés reçurent un "télégramme important des pangermanistes"

"Au plan HOOVER primitivement conçu comme un allègement s'opposent les intentions claires de la France qui veut imposer pour toujours ses conditions au peuple allemand. Ainsi l'allègement tournerait à une aggravation de notre situation" (...) Ils eurent encore la place pour y mettre que l'Allemagne n'était pas responsable.

Ils, c'est-à-dire :

Le comte VON DER GOLTZ (du parti conservateur)

HITLER, chef du parti N.S. allemand

HUGENBERG, chef du parti nationaliste allemand

comte KALENCKREUTH

BETHGE et LIND de la ligue agraire

SELDT, DURSTERBERG, de l'association du casque d'acier

(L 22.7.31)

Le 22, les négociations se poursuivirent tout de même...

Quatre résolutions furent présentées...

"le plus clair de l'affaire est que les pourparlers décisifs dureront longtemps !"

- prorogation du crédit de 100 millions de dollars (de Un à trois mois)
- maintien du volume actuel des crédits accordés par les banques privées à l'Allemagne

rejet de la suggestion anglaise. SNOWDEN, chancelier de l'échiquier avait fait remarquer que les crédits à courts termes dont l'Allemagne réclamait le renouvellement, ne lui avaient pas été prêtés en quantités proportionnelles par la France, l'Angleterre et les Etats-Unis.

En conséquence, il avait réclamé le renouvellement de ces crédits à court terme selon un effort égal des banques des trois pays intéressés, démontrant que l'engagement français

était le moins important : 5 %, l'anglais 35 %, l'américain 60 %.

Contre SNOWDEN, LAVAL avait argué que beaucoup d'argent français était engagé outre-Rhin par l'entremise des banques étrangères. Et il avait ajouté qu'il n'y avait aucun moyen pour contraindre les établissements de crédit français à augmenter leurs avances en Allemagne sans leur donner en même temps la garantie du gouvernement.

(le jour même, le LORRAIN avait annoncé que les retraits d'or de la Banque d'Angleterre étaient si importants que de nouveaux transferts avaient dû avoir lieu. Rien que le 22 juillet, 630 kg d'or étaient arrivés au BOURGET venant de Londres, soit 107 572 000 francs... ceci, expliquait peut-être cela ! (L 23.7.31)

- proposition américaine. STIMSON soumit aux puissances la création d'un comité choisi par la B.R.I. ou institué par "quelques autres méthodes appropriées" afin d'obtenir une coopération dans les domaines suivants :

- 1- renouvellement du volume actuel des crédits à court terme, déjà existants, après consultation avec les établissements bancaires des divers pays;
- 2- enquête sur les autres besoins de crédits immédiats de l'Allemagne;
- 3- élaboration au cours des 6 ou 8 prochains mois d'un plan pour la conversion d'une certaine partie des crédits à court terme en crédits à long terme.

La proposition fut renvoyée à l'examen des ministres des finances (L 23.7.31)

De cette journée, l'opinion messine en déduisit que vraisemblablement la conférence se terminerait sans "avoir abouti au moindre résultat" ... sinon que de conférer les problèmes à un comité restreint constitué par les ministres des sept puissances, visant à rechercher les moyens susceptibles de renflouer l'économie allemande (M 23.7.31)

Mais ce qui surprit le plus, fut l'attitude étrange de l'Angleterre, qui, après la note nationaliste allemande avait semblé montrer sa position favorable à la réalisation de leur programme (L 23.7.31)

Conséquence prévisible, cette intrigue trop embrouillée et trop compliquée, entraîna l'échec de la conférence le lendemain.

"la conférence de Londres est morte"

"Ses dernières paroles ont été pour recommander à la B.R.I. de nommer un comité qui ferait une enquête sur les besoins immédiats de crédits supplémentaires à l'Allemagne"

Enquête, coopération internationale afin de rétablir la confiance, crédit de 100 millions de dollars renouvelé pour trois ans... de ce côté, on n'avait peu tranché.

D'ailleurs, MAC DONALD et HENDERSON indiquèrent qu'ils allaient se rendre à Berlin (l'agence CONTI, en se fondant sur une note allemande, les milieux berlinois ne surestimant pas les résultats de la conférence de Londres, laissa penser que LAVAL les rejoindrait (L 24.7.31)

Personne ne fut content... "déception" en Allemagne, l'opinion publique se montrant déçue, les milieux financiers toujours aussi plaintifs faute d'argent frais en suffisance... La presse anglaise parla de "palliatifs", les banquiers américains renâclèrent toujours sur l'éventualité à maintenir les crédits accordés à l'Allemagne... Les journaux français larmoyèrent sur les "maigres résultats de la conférence..."

(L 24.7.31)

Que pouvait-on conclure à METZ ? Oh, beaucoup... !

D'abord, le plus évident :

"en somme, à Londres, on a aidé l'Allemagne à s'aider elle-même !" (M 24.7.31)

Puis, on insista sur l'entêtement français à ne pas renoncer aux garanties :

"le comité d'enquête devra, en particulier, étudier la possibilité de convertir une fraction des crédits à court terme en crédits à long terme"

"En d'autres termes, il aura à envisager s'il est possible d'accorder un emprunt à l'Allemagne"

Dans cette éventualité, on en revient à la proposition française, et M. P. LAVAL a précisé la position du gouvernement français

-quelle que soient les conclusions du comité d'enquête, les gouvernements responsables garderont leur pleine liberté quant à la suite à donner

-LAVAL s'est félicité des résultats obtenus, et de l'entrevue de Paris qui a manqué le début d'une série d'actes qui conduiront les gouvernements à une coopération plus que jamais nécessaire pour la sécurité de l'Europe et du monde" (L 24.7.31)

En approfondissant encore, le " fiasco de Londres" d'autres analyses pouvaient néanmoins s'y retirer. Ainsi, en partant du comportement anglais :

MAC DONALD a "manifesté aux yeux du monde entier l'impuissance de l'Angleterre à venir en aide au Reich. Nous comprenons fort bien qu'il n'ait pas voulu que la France ait le bénéfice d'un arrangement politique financier qui aurait détendu les rapports entre Paris et Berlin et préparé les voies à un rapprochement des deux grandes puissances de l'Europe continentale. Encore fallait-il avoir un plan à opposer à celui de M. L. LAVAL" (...)

"Ou bien l'Allemagne s'en sortira seule, et personne ne se réjouira plus que nous, ou bien le mark continuera à glisser, les capitaux allemands à s'expatrier et alors l'Allemagne aura le choix entre l'aide de la France conditionnée, comme elle l'a été faite par M. L. LAVAL, c'est-à-dire de la façon la plus raisonnable, sans aucune arrière pensée d'humilier qui que ce soit, et la politique extravagante comme le disait hier le TIMES, qui s'est exprimé par le télégramme de MM HUGENBERG et HITLER au chancelier BRUNING"

"Mais le fiasco peut avoir des conséquences désastreuses pour la livre sterling elle-même. Et pourquoi soutenir la devise anglaise, nous verrons s'il suffit, comme l'ont fait ces jours-ci les journaux de LORD BEAVERBROCK, de menacer la France d'une alliance anglo-germano-américaine" (L 24.7.31)

"Ne nous laissons pas faire !"
s'exclama Henry BERENGER (Actualités) mais de qui grand Dieu ?

"la crise allemande ~~est~~ avant tout financière (...) uniquement due aux emprunts onéreux de l'Allemagne, à ses gaspillages d'argent, à ses prodigalités de dépenses, à la mégalomanie tapageuse de sa politique pangermaniste"

Qui donc avait prêté ? Les banques américaines et anglaises surtout, pour "90 %", la France pour "5 %" seulement !

"Quand HOOVER et MAC DONALD se lancent au secours de l'Allemagne, c'est au secours de leurs propres banquiers qu'ils se précipitent. S'il faut accorder de nouveaux capitaux à eux de le faire (...) Qu'irait faire la France en une aventure qui ne fut point la sienne ?"

(M 28.7.31)

Alors:

"Comment les Allemands vont-ils se renflouer eux-mêmes ? Sauront-ils mériter la confiance des prêteurs d'argent dont ils sollicitent les crédits ?" (...)

"L'Amérique voudrait que ce fût la France qui accordât l'aide" (M 27.7.31)

Mais, vers quelle logique emmenait donc l'opinion messine ?
Bah ! Il était maintenant facile de le découvrir... A Londres,
LAVAL a

"préparé le terrain à une entente franco-allemande, sans elle une aide financière de la France à l'Allemagne serait désavouée tant par le Parlement que par l'opinion française" (L 23.7.31)

"Les négociations franco-allemandes paraissent le point capital des conversations de ces derniers jours"

(M 25.7.31)

Beaucoup inclinait au rapprochement... avions-nous réellement tout en y mettant mille précautions, un espoir de réussite... toute réponse s'évérait difficile...

"les résultats de LONDRES. Vers un rapprochement franco-allemand ?"

(Lorrain 25.7.31)

"Alors on a usé de la salive à LONDRES. La question se pose à nouveau comme suit : La France doit-elle avancer des milliards à l'Allemagne et à quelle condition ?"

Ch. RITZ (L 25.7.31)

"la crise financière et politique est bien une question de confiance (...)

"confiance à l'intérieur de l'Allemagne"

"confiance aussi et surtout à l'extérieur entre l'Allemagne et la France" (L 29.7.31)

"le renflouement impossible"

"l'Allemagne n'a jamais sérieusement cherché le moyen d'établir sa stabilité économique"

"le paiement des réparations n'est nullement la cause de la situation actuelle" (Sénateur Henry LEMERY dans le

QUOTIDIEN) (M 1.8.31)

"Eux et nous"

"conditions d'une entente" (...)

"A cette nouvelle construction de l'esprit allemand, une seule autorité manque : c'est le bon sens. Si l'Allemagne veut vraiment s'entendre avec la France, elle n'a pas besoin d'aucuns truchements étrangers pour le faire, mais elle doit s'épargner à la fois la menace et la ruse"

H. BERENGER (dans ACTUALITES)

Un tout petit espoir...

Pour en revenir à la conférence de Londres, au lieu de clarifier, l'on était reparti de là-bas avec sinon plus, au moins autant d'un problème toujours aussi complexe. Mais de cette mauvaise grisaille londonienne, une conséquence, peut-être inattendue eut très bien pu laisser croire en un tout petit espoir au rapprochement franco-allemand.

D'où venait-il ?

"les anglo-saxons ont voulu à Londres amener la France à avancer de l'argent frais à l'Allemagne, afin qu'eux puissent sauver une partie ou le tout de leurs crédits engagés. Mais tout en voulant cela, ils ne voulaient pas

que la France discutât avec l'Allemagne des conditions auxquelles nous prêterions. Ils disaient : "A nous de fixer les conditions, à vous de payer" (...)

"Alors certain parle d'une alliance anglo-germano-américaine, serait-elle de nature à amener la paix en Europe ?"

"Une chose est claire, les placements français sur les marchés de Londres et de New-York, Anglais et Américains voudraient bien les avancer à l'Allemagne pour se dégager, mais ils ne le peuvent pas, car nos placements ^{chez eux ne sont pas à long terme, pas plus que les placements} anglais et américains en Allemagne. Notre Banque de France et nos grands Etablissements financiers peuvent les recommander, tout comme les Américains redemandent leurs avances aux Allemands" Aussi, il est difficile que de nouvelles avances successives se fassent par Londres et New York à Berlin, sans le consentement de l'épargne française"

"Alors, on a usé de salive à Londres. La question se pose à nouveau comme suit : la France doit-elle avancer des milliards à l'Allemagne et à quelle condition ?"

"Question très délicate, très difficile, très grosse de conséquences financières et politiques de risques réels ?

D'après la Banque de France, 320 milliards ont été prêtés à l'Allemagne. Que sont-ils devenus ?"

"L'Allemagne s'est chargée de volatiliser ces crédits, n'en fera-t-elle pas autant des nôtres ?"

(d'après les affirmations du BULLETIN de la SOCIETE D'ETUDES et d'INFORMATIONS ECONOMIQUES, l'Allemagne avait soustrait de son économie des sommes considérables à des fins non justifiées

"Et si l'Allemagne succombe, que se passera-t-il ?"

RITZ cita LAVAL qui avait déclaré à l'agence HAVAS :

"J'ose dire que les entretiens des ministres français avec les ministres allemands, que mon entrevue avec le chancelier BRUNING nous conduisent à une politique, faite de prudence peut aboutir à une collaboration confiante avec

avec l'Allemagne. Il n'y a pas de crédit sans confiance. Il n'y aura pas de confiance dans le monde qui si l'harmonie règne entre les deux grands peuples. Là est le salut. Là est la paix. C'est ainsi que le comprendront toutes les nations auxquelles nous unissent les liens de l'amitié. Notre tâche est loin d'être terminée. C'est dans l'esprit qui nous a guidé à Paris et à Londres que nous continuerons d'agir" (RITZ L 25.9.31)

Ainsi, chaque chose avait semblé faire bouger... On l'avait très bien senti dès le départ des délégations étrangères.. "Mécontentement" en Angleterre, "anxiété" en Allemagne, "satisfaction" en France... (L 25.7.31)

De l'Angleterre ou de la France, l'Allemagne devait faire son choix : il y avait du bon pour nous... donc de la mauvaise humeur pour eux, c'est-à-dire les Anglais !

"Pourquoi les Anglais sont de mauvaise humeur ?"

Quand FLANDIN retrouva Paris, il se résigna à ne pas consentir même la plus petite déclaration sur ce sujet... c'était un signe, qui pouvait justement que nos Anglais étaient "nerveux"

"les banques anglaises ont emprunté de l'argent à court terme aux banques françaises, et notamment à la Banque de France, et l'on prêté, toujours à court terme aux banques et industries allemandes. Aujourd'hui, les créances anglaises sur l'Allemagne sont devenues d'un recouvrement incertain et, pour l'instant, impossible. Que toutes les banques françaises fassent aux banques anglaises la mauvaise plaisanterie de leur retirer leurs crédits, ou plutôt s'agissant de crédits à court terme, de ne pas les renouveler à l'échéance, on devine ce qui se passera, ce qui se passe déjà"

"Les banques anglaises se tourneront vers la Banque d'Angleterre pour recevoir d'elle l'aide nécessaire. Mais la banque d'Angleterre est elle-même dans ses petits souliers, du fait des retraits d'or qui ont dépassé 15 millions de Livres. L'encaisse or de la banque d'Angleterre se trouve maintenant au-dessous de 150 millions de livres, c'est-à-dire 18 milliards de

de francs, alors que l'encaisse or de la Banque de France est de plus de 50 milliards"
(...)

"Il est certain que la France ne songe nullement à exploiter cette situation pour aggraver les difficultés de nos amis anglais" (...)

"Sans doute, la France serait touchée, moins touchée que les autres pays dans le cas d'une débâcle allemande et d'une crise bancaire anglaise, mais nous ne pouvons tout de même pas nous désolidariser du reste de l'Europe"

(L 25.7.31)

Cependant, en dernière information, l'on apprit que les banquiers de la cité reprenaient espoir... (L 25.7.31)

Facile de le comprendre ! MAC DONALD et HENDERSON s'en allaient pour Berlin... STIMSON y était déjà ! (PM 26-27.7.31)

D'entrée de jeu, on prêta à STIMSON la méchante grâce d'avoir fait saisir à tous, que l'aide américaine était suffisamment importante et qu'il ne fallait pas en attendre plus (L 28.7.31)

... la balle était donc dans le camp anglais... MAC DONALD trouva une glissade tout à fait subtile...

Il fallait, dit-il,

"persister dans cette méthode de prise personnelle de contact inaugurée à Chequers"

Il fallait ...

"une politique de coopération internationale" pour le désarmement mais aussi pour une

"collaboration économique plus que nécessaire" afin d'éviter toute banqueroute universelle" (L 29.7.31)

... Mais où voulait-il en venir ?

La situation financière allemande restait très grave...

(L 29.7.31) et MAC DONALD savait mieux que personne que la défense de la Livre Sterling était "mal en point", et cela incombait à

"la politique démagogique du gouvernement travailliste de MAC DONALD" et à l'"aventure financière de l'Allemagne" (M 29.7.31)

Dès lors, le calcul était simple... A Londres, la France avait refusé de faire les frais matériels d'une opération dont l'Angleterre eût retiré tout le bénéfice moral... Par conséquent, MAC DONALD cherchait désormais à

"pousser l'Allemagne à faire un geste d'apaisement et de paix"

lui obtenant les "sympathies du monde" "ajournement des croiseurs de poche, renonciation aux quatre cuirassés suivants, mise en sommeil de l'union austro-allemande, acceptation au projet rédigé par la commission préparatoire au désarmement précédemment refusée... etc)

... tout cela pour aboutir à quoi ?

"Et c'est plutôt une aide de la France qu'une alliance avec l'Allemagne que les ministres anglais sollicitent" (M 29.7.31)

Pour ce délicat tour de main, MAC DONALD venait de montrer une dextérité peu commune !

"le problème européen est bien compliqué. Mais, en réalité, il se pose de façon très simple, et peut tenir dans le tout petit raisonnement suivant :

Quelle est la condition de la paix ?

-le rapprochement franco-allemand

-qui le reconnaît ?

-l'Amérique, l'Angleterre, l'Italie et la France

-qui n'en veut pas ?

-l'Amérique, l'Angleterre et l'Italie

-Alors qui est-ce qui trouble la paix ? (M 29.7.31)

Il allait de soi, qu'à cet instant critique, les regards s'étaient suspendus sur Berlin. Que donneraient les fameux entretiens ? L'Allemagne était "aux abois" dans "l'embarras"

(L 31.7.31)

dans l'expectative du plébiscite prussien (L 31.7.31)... et les Américains s'enfermaient toujours dans leur intransigeance les Anglais dans leur inquiétude...

Alors, tout à coup, un événement fort bien inspiré, fit la :

brèche dans cette muraille de mutisme...

"de grandes manifestations vont être organisées en vue du rapprochement franco-allemand, le bureau de la propagande qui les organise, espère créer ainsi en France un mouvement favorable à l'allocation de crédits à longs termes pour les banques et les industries du Reich"

Les Allemands se retrouveraient ... les 8 et 9 août, sur les bords du Rhin... la Bannière d'Empire au commandement... LEDBE, président socialiste du Reichstag y discoulerait...

Déjà la FRANKFURTER ZEITUNG donna le ton et rappela la politique lointaine de STRESEMANN...

"Il ne faut pas nous laisser duper par cette tactique intéressée du gouvernement allemand et de la presse allemande" (M 30.7.31)

Puis, le 4 août 1931, BRUNING lui-même, s'adressa par radio au peuple allemand

"des paroles attendues"

Il lança un appel au peuple allemand lui demandant de lui faire une confiance sans restriction et ajouta :

"Espérons, qu'on pourra continuer le bon travail si bien commencé à Paris de rapprochement avec la France"

(M 5.8.31)

Le "Petit franc sauveur" (L 29.7.31) nous donnait maintenant le droit à la maîtrise des faits... le rapprochement retrouvait des chances... mais aboutir sans garantie était une folie... METZ qui s'attendait à cette éventualité s'était fort activée à prévenir en ces derniers jours, afin d'enseigner sur les précautions indispensables à tout mouvement.

L'Allemagne devait nous donner des preuves de confiance. De prime abord, afin de nous présenter une volonté plus sérieuse et plus raisonnable que celle d'un gaspillage démesuré, l'Allemagne devait trancher pour la "SELBSTHILFE". D'ailleurs quand MAC DONALD était arrivé à Berlin, "des rapports directs de confiance" avaient été établis entre la France et l'Allemagne, ce qui permettait d'espérer :

"qu'un prochain accord politique entre les deux pays rétablira en confiance et donnera à l'Allemagne la

possibilité de recevoir l'aide extérieure indispensable"

"Pour l'instant, l'Allemagne doit faire face seule au danger d'un écroulement bancaire"

Comment ?

- orientation quasi certaine du gouvernement vers des solutions de force
- changement possible à la direction de la Reichsbank
- élévation du taux d'escompte à 20 voire 25 %
- contrôle des banques
- rentenmark ?

Seule difficulté : la réaction des industriels:

"Ils accusent les milieux bancaires d'être responsables de la crise par suite de la légèreté avec laquelle les banques ont pris et accordé des crédits et l'Industrie veut profiter des circonstances pour se libérer du joug des banques" (L 27.7.31)

Quelques jours plus tard, l'on reconnut que les premiers pas de la SELBSHILFE avaient été faits.

"La banque de garantie et d'acceptation qui vient d'être créée à Berlin, au capital de 200 millions de marks, groupe les quelques douze plus importantes banques germaniques. Son premier effet sera d'éviter désormais le désastre survenu à la "TANAT" en endossant les effets des banques dont les réserves ne permettraient pas d'user autrement du réescompte de la Reichsbank" (...)

Ici, se vit le "premier pas vers le bon sens et la bonne volonté" (...) "car l'Angleterre a vu ses manœuvres de division échouer, et après avoir joué le rôle d'arbitre, elle a dû jouer le rôle de solliciteur.
La France a aidé l'Allemagne" (L 28.7.31)

Premier pas... maintenant, la question était de savoir s'il y en avait une autre... De toute façon, Ch. RITZ insista sur le fait que la "crise financière et politique" était "bien une question de confiance"

Alors il indiqua une solution :

"Confiance à l'intérieur de l'Allemagne"

Après tout, la France elle aussi avait subi des moments de détresse...

"Confiance aussi et surtout à l'extérieur entre l'Allemagne et la France" ...

c'était là une bien grande difficulté !

"Et malheureusement, le peuple, fortement secoué et atrophié par cette longue période sans travail, n'est que trop enclin à rechercher dans des rêves et moyens de violence la solution des difficultés du jour"

"Confiance ! confiance ! Nous, Français n'avons actuellement que le désir de pouvoir faire confiance à l'Allemagne. Mais de grâce que l'Allemagne fasse tout pour nous rendre possible et facile la confiance de ses destinées à l'intérieur et dans sa politique extérieure"

(L 30.7.31)

A la radio, le 4 août, BRUNING s'y était engagé... entre vérité et paroles intéressés se cachait la réponse... L'opinion messine choisit son parti et l'on dit beaucoup de bien sur l'action de LAVAL...

"LAVAL n'a rien cédé; on prédisait la catastrophe en Allemagne, elle ne s'est pas produite. On peut en conclure qu'on s'était moqué de nous. L'Allemagne s'arrangera, donc elle pouvait s'arranger"

(...)

"Il est seulement surprenant qu'on ne lise jamais rien là-dessus dans la plupart de nos journaux, spécialement dans ceux qui se prétendent les mieux informés. Ne serait-ce pas le résultat d'un concert, peut-être d'un complot ?"

(...)

"En somme, bluff et chantage, insincérité et déloyauté. Au surplus, c'est une tactique qui commence à être commune mais contre laquelle il ne faut pas cesser de mettre en garde le pays"(M 30.7.31)

Nul doute que cette attitude française nouveau style, plut énormément à la hardiesse messine ! Car il y avait beaucoup à craindre, trop à risquer et à perdre. Le plébiscite en Prusse approchant et le voyage de nos ministres outre-Rhin fut bientôt annoncé ! (PM 8.8.31)

Paradoxalement, une petite tristesse nous rassura un peu... depuis quelques temps BRIAND, malade, avait été secondé par LAVAL, qui au fond "s'en tirait très bien" !... (M 4.8.31) c'est-à-dire mieux !

Et derechef, avec une ardeur remontée, l'on débarrassa sans gêne et cette fois complètement le petit espoir de rapprochement au goût de finance, de toute sa ganque d'apparence. On l'écorcha à coeur joie ! Voici, parmi tant de durs coups qu'on lui destina, quelques-uns des plus percutants.

"le rapprochement franco-allemand"

"l'Allemagne s'est endettée surtout à cause de la collaboration qu'elle a consentie aux soviets pour l'exécution du plan quinquennal"

(les soviets... METZ ne voyait mais que difficilement, pire qu'eux !)

"Pour l'exécution des commandes passés par les Soviets aux Allemands (500 millions de marks depuis le premier janvier 1931), le Reich a accordé des subventions aux industriels, et à fait appel aux banques de Londres, d'Amérique, indirectement aux banques françaises qui financent beaucoup de banques de la cité"

... et maintenant, les Allemands demandaient plutôt des crédits à longs termes... En définitive :

"On nous demande d'aider les industriels allemands à appuyer le dumping soviétique, à base de travail forcé, dont le but est de ruiner toute l'Europe" (M 31.7.31)

(Ironie du sort, le premier août 1931, la Banque de France réussit après tant et tant de négociations, à passer un accord avec la Banque d'Angleterre pour aider celle-ci, heurtée à son tour par la crise (PM 2.8.31)

Voilà qui pouvait servir comme d'un salutaire exemple...

mais il y avait encore plus fort.

Le sénateur Henri LEMERY (dans le QUOTIDIEN) affirma froidement :

"le renflouement impossible"

"l'Allemagne n'a jamais sérieusement cherché le moyen d'établir sa stabilité économique"

"le paiement des réparations n'est nullement la cause de la situation actuelle"

... puis, il argumenta :

"le voyageur qui parcourt l'Allemagne est frappé par deux aspects : la prospérité des choses, et la pauvreté des gens.

Des usines colossales, d'immenses cités ouvrières remarquablement aménagées, un réseau de canaux entièrement refait, des routes en parfait état, bref un étonnant décor pour une activité économique intense" (...)

"Or, le chômage sevit" ... "le théâtre de l'économie allemande fait relâche"

"Mais qu'on imagine que par une faillite brutale, l'Allemagne se débarrasse de sa dette extérieure, de même que par l'inflation illimitée, elle s'est naguère débarrassée de sa dette intérieure. Allégée de cette charge, payant le capital emprunté en monnaie de dividende, il lui est possible de reprendre avec avantage, une activité qui n'aura été que suspendue" (...)

"Donc, dans l'hypothèse de la faillite allemande, une sérieuse menace pèse sur notre économie" (M 1.8.31)

Mais alors comment pouvait-on concevoir, le "sauvetage de l'Allemagne" ?

"Comment supprimer les causes évidentes de la catastrophe allemande ?"

"Que le Reich imite ce que fit la France en 1926, et il se sauvera lui-même"

(Et en disant cela, le Messin prit le contre-pied de l'opinion du "TEMPS", qui soutenait l'inverse !)

"... supprimer la mégalomanie industrielle et commerciale"

la prodigalité du gouvernement du Reich, les générosités coûteuses des sociaux-démocrates allemands"

"... réagir contre la politique nationaliste, militariste et revancharde non seulement des partisans d'HITLER et d'HUGENBERG, mais de tous les partis politiques allemands, socio-démocrates compris qui ne combattent jamais et parfois soutiennent l'accroissement de la puissance militaire et navale de l'Allemagne"

"... mettre fin aux gaspillages budgétaires, à un système bancaire aventureux"

"... prendre exemple sur les sages proportions des forces économiques françaises"

"En 1926, la France était au bord de la faillite causée par cette défiance qu'avaient répandue dans le pays la politique des radicaux et des socialistes. M. POINCARE survint ! Il ne manda pas à l'étranger, la France fut sauvée parce que son chef supprima immédiatement les causes qui avaient failli entraîner sa faillite : compression des dépenses budgétaires, appel énergique à tous les contribuables dont les impôts furent immédiatement doublés, triplés et parfois quintuplés... Et à l'appel de leur chef, les Français se réunirent..."

"... aux Allemands de nous imiter et de se sauver eux-mêmes" (M 6.8.31)

Et pour affiner la vérité de la démonstration, les "erreurs de la politique financière de l'Allemagne" fournirent à foison des exemples incontestables du gaspillage.

"Il faudrait une révision complète de la politique financière allemande pour que la confiance internationale puisse renaître"

"les municipalités allemandes se livrent à un gaspillage scandaleux avec l'argent étranger"

François MARSAL (ancien ministre des finances) (dans un article

du PESTI NAPLO DE BUDAPEST) poursuit son accusation en invoquant notamment :

- 1- l'augmentation démesurée du budget
- 2- le gaspillage des communes (piscines, bains, stades, instituts de bienfaisance...) avec l'argent étranger
- 3- une politique bancaire néfaste, faisant ressortir les placements à longs termes à partir de capitaux étrangers à courts termes !

"Cette politique existait au temps du Kaiser, mais à cette époque, l'Allemagne avait la confiance du monde. Aujourd'hui, cette méthode relève d'une légèreté impardonnable, d'autant qu'à des retraits manifestes de fonds peuvent conduire infailliblement à des banqueroutes catastrophiques"

- 4- "l'Allemagne déclare ne pouvoir faire face à ses engagements, elle désire obtenir un allègement du fardeau des réparations. Mais les Allemands oublient qu'ils ont perdu la confiance, d'autant que les capitalistes eux-mêmes outre-Rhin, font tout leur possible pour se débarrasser de leurs marks en échange de devises étrangères"

(M 11.8.31)

Tout pareillement à MARSAL, CAILLAUX (dans "INFORMATIONS") et de MARCE (dans la REVUE DES DEUX MONDES) complétèrent le tableau. CAILLAUX insista surtout sur les dépenses publiques et l'excès d'industrialisation. MARCE souligna

- les dépenses militaires exagérées (pour les quatre derniers exercices, les dépenses allemandes surpassant de dix milliards de francs les dépenses françaises)

(l'augmentation du nombre des fonctionnaires (30 à 35 %))

- des dépenses invraisemblables : justice, instruction publiques, T.P... jusqu'à l'aide aux théâtres !
- l'ampleur des dépenses sociales (pour 1927, 32 milliards de francs, soit 10 milliards de plus qu'en France)

Donc, avant toute chose, les Allemands ne devaient-ils pas commencer par réduire ces dépenses excessives ? (M 15-16.8.31)

En fin de compte, MARCE affirma que le Reich n'était pas dans la détresse... ainsi que le prouvait le budget militaire, et

la solvabilité attestée par l'augmentation des exportations largement supérieures aux importations. Et, en Allemagne, comme en Angleterre, MARCE dénonça la part de responsabilité des socialistes dans la crise (M 19.8.31)

Sur la dernière allusion au commerce extérieur allemand, l'on trouva aussi une étude plus approfondie et tout autant suggestive, signée Albert CONSTANT et de JAPY (sénateur du DOUBS)

"le commerce français et le dumping allemand"

Albert CONSTANT :

"En préférant sans nécessité des produits étrangers, le public français ignore qu'il se prépare des impôts plus lourds et qu'il organise le chômage des ouvriers"

"Depuis 1927, l'Allemagne a augmenté dans la proportion de 85 % la valeur de ses ventes en France"

Suivirent des chiffres éloquentes :

1927	ventes allemandes pour	4 204 millions	(en France)
1928	"	"	4 961
1929	"	"	6 620
1930	"	"	7 966

... dans le même temps :

1927	ventes françaises en Allemagne pour	6 551 millions	
1928	"	"	5 680
1929	"	"	4 732
1930	"	"	4 154

... déficit du commerce extérieur français pour les six premiers mois de 1931 : "7 milliards", excédent allemand pour "6,6 milliards"

Sur la lancée, JAPY ajouta :

"le Reich subventionne les firmes en difficultés, il garantit même 300 millions de marks or aux industries livrant des machines aux soviets"

"le gouvernement, les états, les villes payent des ou-

vriers travaillant dans les usines, à la condition (lisons bien) que le travail de ce personnel soit vendu hors d'Allemagne sans bénéfice, en payant seulement les frais généraux"

et JAPY cita : les mines, les chantiers navals, les tissages, l'industrie mécanique, les usines automobiles...

Conclusion :

"pas d'acte de générosité envers l'Allemagne"

(M 13.8.31)

Cela était déterminant au moment où notre diplomatie s'afférait à préparer le voyage de nos représentants à Berlin. Dès la parution de cette information, le 8 août, les journaux allemands n'avaient montré aucune désobligeance. Après Paris, Londres, et la visite allemande en Italie, ils n'avaient voulu retenir que la poursuite d'une politique homogène de "détente de l'atmosphère internationale" dans une "collaboration systématique entre tous les hommes d'Etat responsables". Seule, la GAZETTE DE COLOGNE y avait découvert une étape à l'organisation de la réunion de la commission européenne à Genève. Néanmoins, tous les journaux s'étaient empressés de faire remarquer que LAVAL n'avait pas répondu tout de suite à l'invitation.

"LAVAL est un homme prudent... il sait les énormes concessions qui ont été faites à l'Allemagne, il sait que depuis quelques semaines les Allemands espèrent l'adhésion de la France à un grand emprunt international dont ils seraient les bénéficiaires et les établissements de crédit français seraient les principaux souscripteurs"

(M 8.8.31)

En réalité, la réserve de LAVAL s'expliquait tout bonnement à cause du plébiscite prussien... D'ailleurs, juste après, on lia les deux faits.

"le plébiscite prussien et le voyage à Berlin de M. P. LAVAL"

"Un peu plus d'un tiers seulement des électeurs prussiens ont voté la dissolution de la Diète de Berlin : 9,784 millions de oui, pour 26,339 millions de votants"

"L'échec hitlérien annonce l'ECHO DE PARIS, va permettre à M. P. LAVAL d'accepter l'invitation des ministres du Reich de se rendre à Berlin"

Premièrement, l'on réfuta toute idée qui aurait laissé entrevoir un échec hitlérien, ensuite l'on précisa :

"Sans doute, si M. LAVAL acceptait l'invitation, il pourrait être assuré de trouver outre-Rhin, un "silence respectueux", mais "dédaigneux et même haineux" mis à part quelques acclamations à l'égard de M. BRIAND (qui, on le présume, serait du cortège), "acclamations de commande", émanations de quelques membres des "Reichsbanner" qui désirent le rapprochement franco-allemand, à condition que la France paie, rembourse ce qu'elle a touché et abandonne toutes les garanties du traité de paix"

Enfin, l'on sentit l'opinion publique française peu favorable au voyage (M 11.8.31)

Sur le moment, LAVAL différa la date de la visite jusqu'en septembre. Motif invoqué : l'état de santé de BRIAND (L 15-16.8.31).

Mais la LOKAL ANZEIGER rétorqua que la France voulait dépasser la réunion de Genève, à dessein de contraindre l'Allemagne à de nombreuses concessions sur le désarmement en particulier (M 13.8.31)

Ce genre de réaction inclina certainement à redoubler de méfiance après le plébiscite, d'autant que...

"le gouvernement et le Landtag socialistes de la Prusse resteront en sursis jusqu'aux prochaines élections, ce n'est pas une raison suffisante pour que le comité financier de BALE accorde aux Allemands des crédits inconsiderés et illimités qu'ils réclament. Ce serait de la plus folle imprudence"

"Malheureusement, ce comité est présidé par le financier américain et germanophile, M. WIGGIN, dont la banque est la plus imprudemment engagée outre-Rhin. Il est à craindre que M. MOREAU, président de la PARIBAS et représentant français au comité ne soit que trop porté, lui aus-

si à s'entendre avec M. WIGGIN sur notre dos"

"Décidemment, les Allemands ont bien de la chance avec les financiers internationaux et nous devons envier leur bonne fortune ! Il est donc à craindre que l'échec du plébiscite prussien ne favorise d'assez troubles opérations financières" (M 13.8.31)

Par conséquent, point d'illusions, "l'accalmie allemande" ne serait que passagère...

"Il n'y a qu'une Allemagne" hostile aux traités
(...)

"Il ne semble donc pas que nous devions actuellement pousser la générosité jusqu'à verser dans le gouffre de la banqueroute allemande une grande partie des richesses que la France s'est constituées grâce au travail et à l'épargne de tous ses habitants" (M 14.8.31)

Et juste à l'instant, où l'on s'interrogeait sur la confiance à prêter aux Allemands, après le plébiscite ; où l'on notait que pas un journal allemand, même socialiste, n'avait critiqué l'intervention du président HENDENBURG favorable à "la propagande électorale des Casques d'Acier et des Hitlériens" ; où l'on affirmait que la grande majorité des Prussiens étaient nationalistes et souhaitaient un rapprochement unilatéral, la France renonçant à tous les avantages politiques et financiers du Traité de Versailles... VON SEECKT, révéla à merveille "l'état d'esprit allemand, de tous les partis" ... En quelques mots, VON SEECKT incrimina la France d'une suprématie militaire, économique et financière sur l'Allemagne.

"Le plaidoyer pro-domo, n'est-il pas spécifique de la véritable mentalité germanique ? Joli prologue, en vérité, à la visite de M. LAVAL à Berlin. Q'en pensent nos utopistes d'extrême gauche ?" (M 18.8.31)

"Le rapprochement franco-allemand sera difficile tant que l'Allemagne parlera sur un ton aussi... SEECKT !"

(L 18.8.31)

Pour achever, avant ladite visite officielle, l'opinion messine circonspecte reprit un article de H. BERENGER

dans "ACTUALITES

"Eux et nous"

"Condition d'une entente"

"A la nouvelle construction de l'esprit allemand, une seule autorité manque : celle du bon sens"

"Si chacun reconnaît que seule une entente franco-allemande pourrait garantir la paix de l'Europe et rétablir son économie, les avis divergent dès qu'il s'agit de réaliser l'entente !"

"Les uns la pensent possible dans le cadre des traités existants, les autres l'estiment impossible sans une révision de ces traités"

"Aussitôt les écueils contournés à LOCARNO ou THOIRY resurgissent : l'Anschluss, le couloir de Dantzig, les colonies et les mandats, le paiement des réparations..."

Quant aux réunions de Genève, Paris, Londres...

"rien n'a été fait"

"Déjà l'Allemagne cherche à utiliser les circonstances pour internationaliser ses revendications. C'est le dessein qu'elle n'a cessé de poursuivre depuis son entrée à la S.D.N."

"... remettre en cause les traités de 19-20, s'affranchir des obligations financières et territoriales, réaliser sa prééminence en Europe Centrale"

"... elle sait que ni la France, la Pologne ou les Etats de la Petite Entente ne se prêteront à une politique aussi dangereuse pour leurs intérêts que pour l'ordre continental. Mais elle sait que l'Italie et l'Angleterre n'ont pas montré sur ces points de pression la même fermeté de résistance. Elle sait aussi que la Russie soviétique favorise une rupture d'équilibre capable de créer la catastrophe européenne nécessaire à la justification du bolchévisme mondial. Elle sait, enfin, que la politique américaine est orientée vers une mystique du désarmement pour autrui qui n'exclut pas pour elle-

même l'organisation armée du contrôle"

(...)

"L'Entente à deux (France-Allemagne) serait donc subordonnée à un consortium à six. Par ce nouveau tour de diplomatie, à la veille de la réunion de Genève, les Allemands obtiendraient de la France qu'elle abandonne ses armes en même temps que son or. On réaliserait ainsi pacifiquement un germanisme continental plus efficace que n'importe quel Anschluss ou n'importe quel ZOLLVEREIN"

"A cette nouvelle et subtile construction de l'esprit allemand, il manque le bon sens. Si l'Allemagne veut vraiment s'entendre avec la France, elle n'a besoin d'aucun truchement étranger pour le faire, mais elle doit s'épargner à la fois la menace et la ruse" (M 27.8.31)

Face à des signes si grands, LAVAL ne devait rien ignorer, et s'avouer que la méfiance serait sa meilleure conseillère.

3 - Le voyage d'Allemagne

"L'enthousiasme de la fin juillet n'existe plus, et l'on commence à comprendre que la France ne versera pas facilement, comme d'aucuns le prétendaient, quelques milliards de ses économies dans le gaffre de la catastrophe allemande" (M 11.9.31)

"A quoi servira le voyage à Berlin, alors que l'on sait que les Ministres français ne pourront tomber d'accord avec leurs homologues allemands qui espèrent la révision des traités" (M 16.9.31)

"Etant donné l'esprit des partisans de HITLER et autres "VERBERPATRIOTEN", "ejusdem farinae", on peut se demander si ce voyage ne causera pas de graves désordres et ne compliquera pas singulièrement les relations déjà

difficiles entre les deux pays... quoi qu'en pensent les Utopistes du genre de M. BRIAND (...)

Une promenade sans résultat pratique possible, vaut-elle un risque de Casus belli ?" (M 6.9.31)

Dans l'immédiateté du voyage, il se produisit encore maints exemples qui commandèrent à nos efforts, une suprême prudence. Mais un autre évènement, qui eut pour cadre l'ANgleterre, connu des répercussions de dernières minutes à Genève où venait de s'ouvrir la 64e session qui avait commencé dans des débats vides, et stériles...

Sur le moment, l'esprit allemand nous préoccupa beaucoup... Chez eux, la crise désorientait tant économiquement que politiquement, si bien que l'on pouvait se demander quelle sorte d'accueil LAVAL et BRIAND recevraient là-bas... En fait, pour répondre exactement à l'interrogation, l'on décela en Allemagne deux attitudes : l'une franchement hostile, l'autre, par les mauvaises dispositions de la première plutôt peignée ! Laquelle des deux avaient force... il fut aisé de le démontrer !

Attention au "guet-apens !" (expression du M 11.9.31)

A mesure que l'on approcha de la date fixée, des protestations s'élevèrent de plus en plus grinçantes, surtout dans la presse allemande.

Ils commencèrent donc petitement ! Dès la fin août, l'organe de l'industrie lourde la DEUTSCHE BERGWERKS ZEITUNG, s'en prit à FLANDIN qui avait "osé" parler des réparations... Alors que les Allemands avaient obtenu de la France "la remise quasi générale de leur dette", le journal incrimina en soutenant que l'Allemagne avait payé plus qu'elle ne devait ! (M 23.8.31)

Le ton était donné ! La DEUTSCHE ALLGEMEINE Z. (organe de la grande industrie) dans la perspective des 8 millions de chômeurs à l'hiver, poursuivit en s'indignant de ce que certains journaux français avaient écrit. Ils avaient en effet, laissé entendre que les ministres allemands étaient disposés

à conclure une trêve politique, dont l'article essentiel eût été une confirmation des traités... Vexé, le quotidien allemand affirma au contraire qu'aucun accord franco-allemand n'était possible s'il ne marquait pas une amorce de revision des traités.

Et l'agressivité avait gagné aussi la DEUTSCHE TAGES ZEITUNG (organe agrarien) qui avait attaqué PONCET avec un nationalisme... un "nationalisme pur sang" ! (M 25.8.31)

Puis le processus enflamma les sphères nationalistes et hitlériennes.

"la prochaine visite de MM LAVAL et BRIAND est considérée comme une insulte pour les nationalistes allemands"

Pour l'exemple, l'on cita les invectives du député nationaliste BERNDT dans la GAZETTE GENERALE D'ALLEMAGNE, et la "monstrueuse folie des hitlériens" pour qui la "tragédie de Verdun" leur servit de prétexte à réjouissance et à feu d'artifice !
(L 6.9.31)

Une autre contradiction déloyale nous rebuta pareillement. Notre armée déployait sur l' AISNE des manoeuvres. Eh bien tout de suite, une propagande allemande et anti-française s'éleva profitant de l'occasion pour "marquer le caractère belliciste des Français" Leur manoeuvre, visait-elle "l'intimidation" ? "surtout avant la visite de LAVAL & BRIAND à BERLIN" (...)

"Nous pouvons leur assurer que le réserviste français, qui tire en ronchonnant ses 21 jours est beaucoup moins disposé à "remettre ça" que le nazi qui sans uniforme, défile au pas de l'oie"

A quel genre d'accueil pourrait-on bien s'attendre... et l'on se demanda même si nos ministres ne courraient pas "un réel danger" (L 12.9.31)

C'était un point qui inquiétait beaucoup... d'autant que les diatribes ne cessaient toujours pas...

La LOKAL ANZEIGER alla jusqu'à prétendre que l'on eût mieux fait d'épargner le voyage, véritable "provocation" à la WILHELMSTRASSE.

Dans le BERLINER TAGEBLATT (populiste), Th. WOLF reprocha à la France de conduire une politique de prestige, de "prodiguer des gestes inutiles, qui doivent faire sentir au monde entier la présence de la France" (M 9.9.31)

Plus expéditif fut l'avis de la Gazette de la Bourse à Berlin (groupe HUGENBERG). Elle s'opposa absolument à la visite, parce qu'il était :

"pénible de supporter la visite des représentants d'un gouvernement qui n'a cessé de pratiquer une politique violant les droits de l'Allemagne" ...

que

"la politique de terrorisation" était "cause du désarroi" dont souffrait l'Europe... que la visite n'avait d'autre but que de "maintenir cet état de chose" (M 19.9.31)

Puisqu'ils n'arrêtaient pas de pester contre nous, une colère finit par saisir certains de nos messins, qui mirent en garde contre :

"le guet apens du casque d'acier"

"L'irritation de la presse allemande et de tous les groupements nationalistes, complique sérieusement les préparatifs des ministres français dans la capital du Reich" (...)

"Après la décision de LA HAYE, M. BRIAND n'a pas exploité le succès diplomatique. Les journaux allemands le font remarquer, et formulent contre M. CURTIUS des reproches qui prennent dans les feuilles nationalistes un ton extrêmement violent"

"M. CURTIUS aurait pu semble-t-il manœuvrer plus habilement en tenant secret pendant quelques temps, le protocole austro-allemand, pour s'assurer des appuis, pour mieux défendre son oeuvre.

"Et ce ne sont pas seulement les journaux de droite qui attaquent M. CURTIUS, mais les journaux populistes observent la même attitude, de depuis peu, les organes du centre, la GERMANIA de Berlin, la GAZETTE POPULAIRE DE COLOGNE sont manifestement hostiles au ministre des A.E."

BRUNING songeait-il à révoquer son collaborateur

"avec lequel d'ailleurs il n'a jamais eu de relations personnelles amicales ?"

Le voyage s'entortillait de mille tracasseries !

Un "journal berlinois modéré" (journal de la BOURSE) allant jusqu'à commenter le bruit d'éventuelles manifestations N.S. contre les ministres français

"L'enthousiasme de la fin juillet n'existe plus, et l'on commence à comprendre que la France ne versera pas facilement comme d'aucuns le prétendaient quelques milliards de ses économies dans le gouffre de la catastrophe allemande" (...)

"M. HERRIOT (...) qui jusque là a bien manœuvré, devra redoubler de prudence"

"Il n'a pas le droit d'aller se jeter dans le guet apens que lui préparent à BERLIN ou à BADEN-BADEN, les hitlériens et les casques d'acier, qui opèreront, il n'est pas douteux, sous la protection des polices de la Prusse ou du Grand Duché de BADE" (M 11.9.31)

En résumé, plus le voyage était proche, et moins il semblait souhaitable autant pour nous que pour eux ! Pour eux ? Confronté à de tels remous, la liberté d'action de BRUNING, déjà si entamée, ne pouvait apparaître que fort peu crédible. Que lui restait-il à faire, sinon que de sauver les apparences...

D'attaque, il lui faudrait inévitablement congédier CURTIUS, déchu et là, d'après LA GERMANIA l'on apprit qu'il démissionnerait sûrement après la fameuse visite. Un nom fut avancé : VON BULOW (L 10.9.31). C'était une chose. Pour la façade, BRUNING avait eu le 26 août, un long entretien avec HUGENBERG et la GERMANIA, le 28, avait publié un article sur la confiance, qu'il fallait absolument rétablir à l'intérieur, comme à l'extérieur... L'inspiration de cet article n'avait certainement pas été l'oeuvre d'un simple hasard ! (L 29.8.31) Ce que l'on avait très vite confirmé en rapportant le résultat de l'entrevue.

"Le chancelier, qui ne songe pas à modifier la composition du cabinet, cherche à obtenir la neutralité bien-

veillante des nationalistes" (...)

"le chancelier reste persuadé qu'une réforme de l'assurance chômage va être nécessaire pour réduire les charges qui pèsent sur le Reich" (...)

pour ce faire, il avait souhaité une collaboration parlementaire compréhensive (L 30.8.31)

... Et en ces mêmes jours, le gouvernement allemand avait décidé de supprimer l'autonomie financière des municipalités du Reich (L 31.8.31)

"L'Allemagne évolue... !" avait-on confié à METZ
(L 31.8.31)

Il est vrai que ces bons sentiments répondaient à la nécessité de paraître avec une bonne figure. Cette impérieuse raison avait sans doute guidé le groupe parlementaire socialiste à émettre des revendications au Reichstag.

"Il réclame une politique étrangère qui dissipe la méfiance provoquée par l'agitation nationaliste. L'objectif principal de cette politique doit être une entente politique et économique avec la France en vue d'une collaboration constante entre les deux pays"

... et le groupe de proposer : une diminution des tarifs douaniers, la semaine de 40 heures de travail, le contrôle des banques, la création d'un office central pour la politique bancaire, le contrôle des cartels, la réduction des frais de production et du coût de la vie et qu'en dehors des indemnités en espèces, des secours supplémentaires en nature (charbon, pommes de terre) soient accordés aux chômeurs"

(L 10.9.31)

Cette bonne volonté avait tout juste souffert d'un tout petit accroc... l'interdiction promulguée par le gouvernement français le 28 août, de limiter les importations en France de vins et bois allemands

"prélude fâcheux à la collaboration économique franco-allemande"...

avait admonesté la presse allemande (L 11.9.31)

Evidemment, étant donné l'affrontement catégorique entre les

Allemagne, la visite française pouvait se discuter à cause de son caractère incident qu'elle n'eût pas manqué de provoquer. Maintenant, un élément supplémentaire arriva qui fut de nature à infléchir sur le bienfondé du voyage : la session de Genève (commission européenne, puis réunion du conseil) Et sans que quiconque ne s'en fût douté, notre position diplomatique se trouva brusquement confrontée à celle de l'Allemagne, chose banale, mais aussi à l'attitude européenne et américaine..

La leçon de Genève

La 64e session de Genève s'ouvrit le 1er septembre 1931. Certes, l'ordre du jour y comportait surtout les questions militaires relatives au désarmement. Mais, l'on était en droit d'y espérer, sinon un grand pas au rapprochement, au moins quelques indices...

Seulement, très rapidement il fallut se persuader qu'on y discutait beaucoup soit, mais que les conversations dès le début avaient pris un tour morne, fade, inefficace...

(PM début sept. 31)

Oh ! il y eut bien le discours de CURTIUS le 8 septembre, c'est-à-dire, le discours d'un homme attéré par son échec sur l'Anschluss, violemment pris à partie par la droite...

(M 7 et 9.9.31)

L'on entendit encore et encore que l'Allemagne était terrassée par la crise et qu'elle avait désarmé... Bien sûr, quand BRIAND prit la parole, il fut applaudi lorsqu'il parla du rapprochement... mais dans les couloirs, on s'interrogea sur la valeur potentielle des discussions franco-allemandes, puis que le gouvernement allemand subissait l'instabilité...

(M 14.9.31)

Piètre session... dont il fallait cependant, avant le voyage à Berlin, tirer quelques renseignements... L'on insista sur l'inutilité et le danger du voyage ; la campagne des journaux allemands contre nous ; l'attitude désobligeante de GRANDI, pourtant applaudi par la délégation allemande : le discours

du Vicomte CECILE sur le rapprochement le considérant comme un blâme pour la France, accusée de ne pas faire tout ce qui était nécessaire à sa réalisation ; le discours de BRIAND, preuve du désaccord entre lui et la majorité du cabinet LAVAL.

"Sans doute, la situation de la France est-elle difficile à défendre, pendant que chancelle l'économie de tous les pays du monde, il est aisé d'accuser la France d'attirer et de thésauriser des quantités importantes d'or et d'être ainsi responsable du déséquilibre de la plupart des autres Etats"

"Et l'on a applaudi CURTIUS quand il a déclaré que l'or repose stérilement dans certains centres financiers"

... surtout l'Angleterre "humiliée" d'être notre obligée et notre débitrice... (M 16.9.31)

... C'est alors qu'un évènement réveilla les esprits. Le 21, la livre sterling chuta, conférant à la France "grande figure dans le monde", prestige auréolé par l'invitation soudaine de HOOVER. Nous devenions ainsi les garants au secours du drame anglais, et le relèvement courageux de POINCARE, condamnait magistralement l'action socialiste de MAC DONALD (L 22.9.31)

"le geste de M. HOOVER semble vouloir dire : "Vous, M. P. LAVAL et moi, HOOVER, nous allons tâcher de remettre l'Europe sur pied"

Alors :

"Berlin attend M. P. LAVAL dimanche prochain. Les Allemands eux aussi considèrent notre président du conseil comme l'homme du jour" Ch. RITZ (L 22.9.31)

A vrai dire, RITZ s'emporta un peu vite et sa joie fut atténuée les jours suivants ! Pour cela retournons à Genève... L'actualité brûlante sembla quelque peu ranimer le creux des débats. Le 23, FLANDIN exposa les vues de la France sur les problèmes financiers du moment (L 24.9.31) Après sa mise au point, METZ jugea qu'il ne fallait pas exagérer l'enthousiasme et la fierté de notre pays.

"L'effondrement des monnaies étrangères est inquiétant" (la livre, le dollar....)

"Ce qui a ruiné l'Angleterre, c'est le déficit de la balance commerciale, provoqué par la revalorisation excessive de la livre sterling"

"Avec la dépréciation des monnaies étrangères, c'est le commerce extérieur de la France qui va bientôt souffrir. Pour l'année en cours l'exposition coloniale, nos exportations invisibles vont combler en grande partie le déficit "Mais l'an prochain ?"

Il va sans dire que ces dernières circonstances, brusques, inopinées, ne pouvaient que nous amener à reconsidérer l'intérêt du voyage en Allemagne. Notre position diplomatique était maintenant esseulée vis-à-vis de l'Amérique et des Européens en crise, qui nous reprochaient presque notre résistance financière. De cette méfiance, l'Allemagne pourrait en tirer profit. D'ailleurs, ils parlèrent déjà de réunir une nouvelle conférence internationale à Berlin; pour trouver une solution au marasme financier et à l'interdépendance financière entre les différents états. SCHACHT ajouta qu'une révision de toutes les dettes internationales était à envisager, surtout après la crise anglaise... (L 29.9.31) Le voyage d'Allemagne s'annonçait sous de bien mauvaises augures ! Et l'inquiétude fit dépêcher encore quelques ultimes recommandations... De l'union Economique catholique qui mit en garde LAVAL contre des prêts à l'étranger au détriment des entreprises françaises (malgré sa situation économique difficile, l'Allemagne avait accepté d'énormes commandes de l'URSS, pour 4 milliards, et de pays d'Amérique du Sud (L 25.9.31) et d'Etienne FOUGERES, président de la commission des douanes à la chambre, qui rappela que l'Allemagne avait un excédent d'exportations de 18 millions contre 15 pour la France. D'après lui, la crise qui s'éternisait n'incombait-elle pas au gouvernement allemand en maintenant la détresse pour obtenir le coup d'éponge sur les dettes ?

Enfin, là-bas, on verrait bien car :

"M. Pierre LAVAL va mettre à l'épreuve la volonté de collaboration de l'Allemagne en proposant à M. BRUNING la création d'une commission économique franco-allemande qui aura pour mission d'étudier toutes les questions en vue d'aboutir à une entente réalisable dans l'intérêt des deux peuples" (L 25.9.31)

Là-dessus, ... nos ministres, enfin, partirent !

"MM. Pierre LAVAL et A. BRIAND à BERLIN" (L 26.9.31)

"Ni politique, ni argent à Berlin (...) sans garantie, la France ne prêtera pas d'argent" (L 26.9.31)

"Respectueusement dédié. Que MM. P. LAVAL ET A. BRIAND en se rendant à Berlin, veuillent bien croire qu'il n'y aura pas de rapports de voisinage normaux entre la France et l'Allemagne tant qu'il y aura un problème des réparations" (L 15.9.31)

Protégés par "d'extraordinaires mesures de sécurité" (DAILY EXPRESS, cité par le L 25.9.31) LAVAL et BRIAND arrivèrent à Berlin le 27 septembre 1931. Ainsi que LAVAL l'avait dit, leur visite ne devait pas être simplement regardée comme un geste de courtoisie, mais avec le profond désir d'établir une politique de coopération, certes difficile à réaliser, mais seule capable de rétablir la confiance. Et à ces fins, nos opinions publiques devaient s'habituer à constater cet effort de collaboration économique. Pour rassurer, à plusieurs reprises, LAVAL avait bien insisté pour souligner le caractère strictement économique des entretiens (PM 27.9.31)

Lorsqu'ils mirent le pied sur le sol allemand, les Berlinoises leur firent une réception très chaleureuse. Il n'y eut aucun incident (L 28.9.31) mais il est vrai, HITLER avait ordonné à tous ses membres de ne pas manifester, ou plutôt d'ignorer la visite, sous menace d'exclusion du parti (PM 25-26.9.31)

Les voilà donc salués par les ovations répétées de la foule... LAVAL adresse un premier message, s'en va déjeuner avec les responsables allemands, reçoit ensuite la presse, tandis que BRIAND se recueille sur la tombe de STRESEMANN (L 28.9.31)

Et ceux qui avaient crié "vive LAVAL, vive BRIAND, vive la PAIX !" durent se féliciter de ce qu'ils venaient d'entendre !

"Notre visite à Berlin doit marquer une date importante dans l'histoire des rapports entre la France et l'Allemagne. Pour restaurer la confiance, ou rétablir le crédit une collaboration loyale s'impose. Si nous ne pouvons encore avoir l'ambition de faire disparaître tous les malentendus qui nous divisent, si nous devons avoir aujourd'hui la sagesse de ne pas aborder certains problèmes délicats, du moins nous avons la volonté de rechercher toutes les solutions possibles pour préparer rapidement un avenir meilleur à nos relations communes. Dans le domaine économique, nous pouvons agir sans délai, nous agissons. Justement, soucieux de défendre les intérêts de mon pays, je m'efforcerai de concilier le devoir avec la notion d'une solidarité internationale effective. Les entretiens de Paris et de Londres auront été le prélude heureux de conversations qui, maintenant doivent se préciser.

J'ai suggéré au gouvernement allemand une méthode ; nous allons forger ensemble l'instrument en l'espèce d'une commission franco-allemande, qui doit permettre l'examen de tous les problèmes économiques intéressant nos deux pays. Notre tâche, aujourd'hui, peut apparaître modeste, mais si nous l'accomplissons, si nous obtenons des résultats pratiques, nous auront servi au mieux la cause de notre rapprochement. En travaillant dans le domaine du réel, nous nous acheminerons plus sûrement vers l'idéal de concorde et d'entente qui nous sont communs"

Je viens en Allemagne comme chef du gouvernement de la France ; j'y viens avec M. A. BRIAND, comme un bon ouvrier de la Paix. Notre rencontre à Berlin, avec le chef du gouvernement, avec le ministre des A.E. du Reich, avec notre peuple, revêt un caractère émouvant. Le monde est agité, bouleversé par une crise économique sans précédent dans l'histoire, les regards sont tournés vers nous, il faudra bien que se réalise, enfin, notre entente puisque c'est d'elle d'abord que doit venir pour tous, le salut"

... une conférence de deux heures suivit la réception. Les entretiens portèrent essentiellement sur les moyens de

nature à améliorer les relations économiques des deux pays, à l'exclusion de toute question politique.

"Dans ce but, M. P. LAVAL a proposé et fait admettre en principe la création d'un comité consultatif franco-allemand, chargé d'étudier tous les problèmes économiques intéressant les deux nations et composé non seulement de fonctionnaires, mais aussi de représentants de l'industrie, patrons et ouvriers. Ce comité consultatif commencera à siéger dans le mois d'octobre et se réunira alternativement en France ou en Allemagne, sous la présidence d'un ministre de l'un ou de l'autre pays.

Le comité en particulier pourra immédiatement aborder et étudier des problèmes précis dans le domaine du commerce. Les conditions d'application du traité de 1927 qui lie la France à l'Allemagne, pourront être examinées en même temps qu'on chercherait les moyens d'établir entre les deux pays, une balance d'échanges moins défavorable pour la France. On sait en effet, qu'elle se traduit pour l'Allemagne par un excédent d'exportation dépassant trois milliards. Dans le domaine industriel, des cartels livrent déjà à certaines industries françaises et allemandes. Certains, au contraire, ont disparu et d'autres, enfin, peuvent se constituer utilement au point de vue financier.

Du point de vue général, l'opinion publique des deux pays, mais surtout en Allemagne, s'habitue à voir la collaboration de leurs représentants s'établir avec régularité et méthode. Ainsi peut-être, se trouvera, plus tard, facilitée la conversation qui se constituera entre la France et l'Allemagne sans les problèmes politiques qui les séparent actuellement" (L 28.9.31)

Au seuil de cette première journée, on assura que Genève avait salué avec grand plaisir l'entrevue de Berlin...

"La session de l'Assemblée va encore traîner pendant une partie de la semaine !" (M 28.9.31)

Le lendemain, visite du Vieux Musée pour LAVAL, puis "déjeuner intime" de nos ministres reçus par le président HINDENBURG, à CLADO, dans la banlieue berlinoise..., sur les bords du WANNSEE (L 29.9.31) Le vieux maréchal souhaita vivement le

le succès des entretiens. Plus tard, PONCET, VON HOESCH, CURTIUS... arrivèrent : d'importantes conversations eurent lieu (M 29.9.31)

Le 29 septembre, LAVAL et BRIAND quittèrent Berlin à 7 h 50 et, dans un télégramme adressé à BRUNING & CURTIUS, exprimèrent l'espoir de la réussite de leur commune action (L 30.9.31)
Le même jour, la commission d'études européennes clôtura ses travaux.

... Avant la dissection des résultats, une analyse sommaire suffit au bilan. On informa :

- sur le but essentiel qui était d'établir entre les deux pays des relations suivies et confiantes;
- de la volonté de trouver des solutions «propres en associant tous les efforts économiques pour tenter d'atténuer le malaise universel;
- de la création d'une commission franco-allemande, dirigée contre aucun autre pays;
- de l'appel à la collaboration des autres pays pour lutter contre la crise.

"les représentants des gouvernements français et allemands espèrent avoir ainsi jeté les bases d'une oeuvre constructive ouverte à tous : première étape d'une oeuvre d'ensemble répondant aux nécessités de l'heure"

(L 29.9.31)

Comme l'avait laissé entendre BRUNING au dîner du dimanche soir offert à nos ministres, l'accomplissement de l'oeuvre n'était pas pour tout de suite.

"En présence de la gravité et de l'importance des tâches assumées en commun, nous ne devons pas nous dissimuler que nous avons encore un long et pénible chemin à parcourir avant d'atteindre le but auquel nous aspirons de part et d'autre" (L 20.9.31)

... ce même dimanche où les hitlériens gagnèrent 40 sièges aux élections à HAMBourg... (L 29.9.31)

... dans les résultats, on eût dit qu'il avait beaucoup de pragmatisme !

De Berlin à chez nous" (Paul DURAND) (L 1.10.31)

"Politique... ménagère" (L 1.10.31)

"Pour juger les résultats définitifs de l'entrevue, ce n'est pas sur l'arrivée, mais c'est sur le départ des ministres français qu'il faudra se baser. Quelle impression laisseront-ils en Allemagne ?"

(Journée industrielle L 30.9.31)

... après la crise politique allemande et le parti de BAD-HARZBURG :

"On espérait un renforcement du pouvoir du nouveau cabinet contre les communistes et contre les nationalistes et racistes dont l'attitude, de plus en plus provocante met en péril, non seulement les tentatives de rapprochement franco-allemand, mais entrave toute possibilité pour l'économie allemande de se renflouer"

(M 13.10.31)

"... au lendemain du voyage à Berlin, cette collusion dessilera les yeux des utopistes" (M 13.10.31)

Le voyage achevé, beaucoup de ceux qui avaient souhaité et croyaient maintenant au succès de la rencontre, exprimèrent leur satisfaction. A l'étranger d'abord, ou en Angleterre le TIMES estima qu'il s'agissait bien plus qu'un geste de courtoisie.

"l'Accueil que les visiteurs ont reçu de la part de la population a donné des signes manifestes du désir sincère, de la part d'une grande partie de l'opinion publique de voir s'établir de meilleures relations avec la France (...) Ces démonstrations qui à leur tour auront des répercussions en France"

Et le journal constata également une évolution positive dans le domaine économique, mais...

"Dans la mesure où le nouveau projet franco-allemand est conforme à ces vues et aux recommandations formulées à Genève par la commission européenne, il sera accueilli

comme une initiative importante revêtant un caractère international" (L 1.10.31)

Là-dessus, la crise politique anglaise emportant le socialiste jamais manifesté, MAC DONALD, et son parlement, on vit venir à Paris le 7 octobre, le nouveau responsable des A.E. Lord READING. Entente cordiale... espoir de la Cité... discussion importantes avant le voyage de LAVAL en Amérique... METZ se félicita au plus haut point du changement survenu outre-Manche ! (L 7-8.10.31)

Une autre belle et heureuse surprise fut la manifestation pour le rapprochement, organisée à Berlin par le journal "ACHT UHR ABEND BLATT". Le 2 octobre, le journal avait consacré sa première page à deux articles de tête signés par "M. LOEBE président du Reichstag" et F. PONCET ambassadeur. Les principales rubriques titraient ainsi :

"Supprimons les obstacles"

"Construisons des ponts"

"Se reconnaître et se comprendre"

... avaient collaboré à l'initiative : "A. GIDE, L. POE, L. JOUHAUX, The. LEIPART, H. de JOUVENEL, P. de MARGERIE, E. LUDWIG, HEINRICH MANN, DEHOCHÉ, L. LOUCHEUR, le professeur QUIDDE, H. LICHTENBERGER..." (L 3.10.31)

Puis, répondant à l'appel du Journal, 2 000 personnes s'étaient retrouvées le 4 octobre à BERLIN, et avaient entendu le discours du professeur QUIDDE, de l'ancien chancelier du Reich Phi SCHEIDEMAN, du secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, Jc. KAYSER, de Camille PLANCHE, porte parole d'un groupement d'A.C. et enfin, du "grand écrivain allemand HEINRICH MANN" (L 5.10.31)

Deux mille âmes de bonne volonté... c'était peut-être très peu, mais c'était un signe. Et, sur cette ligne positive, fut rendue publique la liste des personnalités désignées pour former la délégation française à la commission franco-allemande"

(L 8.10.31)

Tout cela, c'était pour le bon côté de la chose... Pour l'autre malheureusement, les circonstances finirent pas lui donner avantage

En vérité, dès le retour de nos ministres, l'opinion messine avait pris sur elle, de chercher au-delà des apparences. Et l'on eut grand soin de montrer que l'enthousiasme allemand, sur lequel on avait tant épilogué, avait finalement eu ses limites ; que l'on obtenait beaucoup trop de "résultats pratiques", c'est-à-dire incertains, tout comme la mise en place de la commission. Sur qui pouvait-on vraiment compter en Allemagne ? Pas même sur la Reichsbanner, hostile aux hitlériens et aux Casques d'Acier, partisans du rapprochement mais seulement en cas de profit pour l'Allemagne (M 1.10.31) Qui plus est, si les oppositions s'étaient calmées juste avant et pendant la visite, les lendemains risquaient d'être sinistrement noirs pour la situation politique du cabinet BRUNING (M 3.10.31) ... et de son ministre unanimement banni : CURTIUS (M 6.10.31) Mais au fond, LAVAL ET BRIAND savaient mieux que quiconque en allant à Berlin, la précarité politique du ministère allemand. Songez que là-bas, ils n'avaient pas soufflé un seul mot de politique : armement, anschluss... et s'étaient bornés qu'aux problèmes économiques. Leur "politique... ménagère" parlait d'elle-même ! L'on eût bien fait d'agir pareillement en France ! (L 1.10.31)

Enfin, pour ces craintes redoutées, la plus petite patience fut inutile. Le 6 octobre, le ministère CURTIUS démissionna, se débarrassa de CURTIUS et fut replatré ! (PM 7 à 11.10.31) L'avenir s'assombrissait.

Quelques jours, quelques heures plus tard, il sentit fort la menace toute proche de BAD HARZBURG (PM 12.10.31) Après le voyage à Berlin, seuls les naïfs ne pouvaient pas comprendre ! (M 13.10.31)

Restait la visite de LAVAL en Amérique... La plus élémentaire des précautions engagea à se renseigner sur les dispositions américaines du moment. Que disaient-ils de nous ? Le CHICAGO TRIBUNE venait juste d'affirmer que la France occupait désormais une position dominante en Europe au point de vue financier... Que sous nos voûtes blindées, plus de 60 milliards de francs de métal jaune y sommeillaient bien doucement !

... Trois fois plus qu'avant guerre (22,5 milliards) ...

(L 3.10.31)

Devions-nous saisir : constatation ou insinuation ? Un avis autorisé éclaira un peu plus loin "M. Georges LE CHARTIER, journaliste spécialiste des questions américaines", interrogé sur les suites politiques du Moratoire HOOVER trancha :

"Il n'est personne, à WASHINGTON, ni à LONDRES, ni ailleurs, qui pense sérieusement que le plan YOUNG et le paiement des dettes de guerre ou des réparations seront repris au 1er juillet 1932 dans les mêmes conditions qu'au 30 juin 1931" (M 5.10.31)

... on était mis au fait !

Le 22 octobre 1931, LAVAL arriva en AMERIQUE : Il y fut bien reçu. Dans les entretiens qu'il eut là-bas, LAVAL défendit la thèse française sur la sécurité et sur le maintien du plan YOUNG. Les deux partis voulurent dissiper tout malentendu...

En ce qui concerne les réparations et les dettes, HOOVER consentit qu'à l'expiration du moratoire, l'on reprit les dispositions du plan YOUNG. LAVAL revint-il avec ce qu'il avait demandé ?

Avec

"une "incroyable ignorance des choses d'Europe et de la mentalité allemande"

le sénateur BORAH, président de la commission des A.E. des Etats-Unis réclama la révision totale du Traité de Versailles

(L 28.10.31)

L'Amérique ne nous rassurait donc pas !

Et l'Allemagne... ? L'on eut de quoi se perdre à travers le labyrinthe des réactions contradictoires... Au sujet du retour au plan YOUNG, nos voisins semblèrent d'abord miser sur une prochaine révision ... (L 27.10.31) Mais pour ne pas le dire, BRUNING se servit de la visite à BERLIN de GRANDI, et certifia que les conversations germano-italiennes n'étaient absolument pas dirigées contre la France à qui l'Amérique

venait d'accorder sa confiance pour régler les affaires d'Europe (L 28.10.31). De plus, sur la fin octobre, la commission économique franco-allemande débuta ses travaux (L 28.10.31)

Mais le temps aidant, les milieux allemands versèrent assez vite dans la préoccupation... il n'y aurait plus "d'intervention miraculeuse" du président HOOVER ? Quelle tournure prendraient les négociations internationales futures sur les dettes et les réparations ? (L 30.10.31)

"le grand organe populiste rhénan, la "KOELNISCHE ZEITUNG" reconnaît ce matin que le temps des illusions est passé. De gré ou de force, l'Allemagne devra se soumettre au désir de la France et reprendre les paiements des réparations si elle exprime ce désir, et devra accepter les demandes prévues par le plan YOUNG. Elle exprime la crainte que les allègements prévus par le plan YOUNG ne soient insuffisants pour permettre à l'Allemagne de surmonter la crise actuelle" (L 30.10.31)

L'on trouva aussi de semblables propos dans le LOKAL ANZEIGER, qui publia un accord secret LAVAL-HOOVER, conférant à la France une liberté d'action totale sur l'Allemagne, tant pour l'application du plan YOUNG que les revendications françaises à sa sécurité. Pire, l'on soupçonna LAVAL d'avoir réussi à s'assurer l'appui complet de l'Angleterre... (L 31.10.31)

C'était vraiment beaucoup ! Du reste, quelques dissonances vinrent semer la discorde dans ces mesures trop bien harmonisées.

Chose étrange, l'on eu une certaine difficulté à s'expliquer une "curieuse conférence de M. THYSSEN" à l'université de COLUMBIA, quand LAVAL était de visite... (M 31.10.31)

Et puis, s'ajouta aussi et surtout, une déclaration forcément bruyante, puisque ce fut TREVIRANUS qui la confia ! A une réunion de la société allemande pour l'économie mondiale, il venait de soutenir :

"Au moment propice, l'Allemagne présentera à ses créanciers un plan d'amortissement de ses dettes. Elle demandera d'accorder à l'Allemagne des délais et d'accepter le remboursement des dettes allemandes par des verse-

ments déterminés, dont le total ne devrait pas dépasser un à un milliard et demi de marks annuellement, avec un taux d'intérêt supportable" (L 25.10.31)

Le 30 octobre, VON HOESCH fut rappelé à BERLIN pour y reprendre des instructions, afin de préparer "d'importantes négociations franco-allemandes" sur les réparations et les dettes à courts termes (M 31.10.31)

Une nouvelle révision s'annonçait-elle ?

4 - "L'ALLEMAGNE dans l'attente de la suppression définitive
des réparations"

(Lorrain 29.12.31)

Ce qui étonnait et vexait constamment l'opinion, c'était cette déconcertante facilité avec laquelle l'Allemagne s'arrogeait toujours l'initiative de provoquer les événements. Cette fois, pas plus que les autres ne put échapper à cette intrinsèque logique. Le voyage de LAVAL semblait fâcheux pour eux, soit. Eh bien, ils trouveraient immédiatement une nouvelle tactique, qui portée invariablement sur l'échiquier de la diplomatie internationale compatissante, finirait bien par leur donner raison ! En quelques mots, leur dessein fut simple, classique et sûrement payant ! Faire grand dam sur leur crise, partir d'une entrevue avec la France, dont ils savaient à l'évidence qu'elle eût été ^{infructueuse} impossible, et saisir pour cela des instances économiques et financières internationales, inquiètes de toute aggravation et donc plus compréhensives ! Après tout, l'Angleterre connaissait dorénavant sa détresse et les Etats Unis ne connaissaient pas grand'chose à l'Europe. Alors, hormis la France, qui souhaiterait un retour absolu au plan YOUNG, aux dettes et réparations ?

Pour le résultat escompté et selon leur ligne de conduite judicieusement arrêtée, les allemands débutèrent ainsi par l'entrevue.

L'entrevue franco-allemande (nov. 1931)

"Encore une révision ?" (L 1-2.11.31)

"les conversations se poursuivent entre Paris et Berlin au sujet des répercussions que les difficultés de crédit de l'Allemagne pourront avoir sur sa dette à l'égard de la France et d'autres pays. Certains craignent que M. LAVAL n'aille trop loin dans la voie des concessions"
(M 11-12.11.31)

"L'Allemagne se fait humble et suppliante, surtout depuis quelques mois, parce qu'elle veut obtenir l'appui financier de la France" (M 9.11.31)

LAVAL, rentrant d'Amérique, le 31 octobre, VON HOESCH, assista au conseil économique allemand (M 1.11.31). Le plan d'une nouvelle stratégie s'y préparait sans aucun doute :

"l'Allemagne se propose de demander une nouvelle réglementation des réparations"

VON HOESCH, qui avait assisté à la commission d'immobilisation du conseil économique consultatif, renseigna sur la position française. Les débats furent confidentiels, mais dans les milieux allemands bien informés :

"On croit que l'ambassadeur d'Allemagne demandera au président du conseil si le gouvernement français consentirait éventuellement à ce que les pouvoirs du cartel de la B.R.I. soient étendus de telle façon qu'elle puisse porter son enquête sur une nouvelle réglementation de toute la question des réparations"

(...)

"Les résultats des travaux du comité de BALE aboutiraient ensuite à la convocation d'une conférence internationale sur les réparations" (L 1-2.11.31)

Le lendemain, l'information fut encore affinée :

"Quelle sera la tactique de l'Allemagne dans les négociations qui vont s'ouvrir ?"

- 1- accords sur les crédits à courts termes (conversion d'une partie de ces crédits par un emprunt à long terme et le remboursement du surplus par des versements mensuels échelonnés),
- 2- convocation du comité consultatif du plan YOUNG (prévue par l'article 119) afin de constater l'impossibilité de reprendre les paiements des réparations ;
- 3- jouer en somme les dettes privées contre les dettes politiques !

(L 3.11.31)

Sachant par coeur l'objet de sa mission, VON HOESCH s'en retourna à Paris, afin de plaider la cause allemande nouvelle manière. La France souscrirait-elle à la thèse allemande ?

GUERNUT, député de l' AISNE, dans un entretien accordé au Lorrain, considéra la situation du Reich sous un angle très pessimiste.

"Il ne croit pas que le ministère actuel puisse garder le pouvoir parce que pour restaurer le crédit de l'Allemagne, il faudrait des sommes colossales qu'aucun pays au monde ne consentira à prêter. Alors, on ne voit pas comment la catastrophe financière pourra être évitée. Et quand elle se sera produite, ~~est~~^{c'est} la perspective du gouvernement hitlérien"

"Il paraît qu'à Paris en ce moment, des émissaires d'HITLER s'occupent à rassurer sur ses intentions les milieux dirigeants politiques et financiers. Ils assurent notamment que rien ne sera changé dans la politique extérieure du Reich du fait de son arrivée au pouvoir. D'autre part, il insiste sur ce point que, seul un gouvernement fort pourra prendre des mesures énergiques que nécessite la situation" (L 3.11.31)

Par conséquent, une concordance d'idées entre les deux pays, paraissait momentanément compromise.

Le 3 novembre, VON HOESCH rencontra LAVAL, assisté de BRIAND et FLANDIN. Un entretien de deux heures suivi, ou plutôt un dialogue de sourds ! Thèse allemande :

"M. VON HOESCH a exposé la situation financière allemande, les rapports avec le problème des crédits à court terme qui doivent venir normalement à échéance en février, et la question des réparations moratoriées à la suite de l'initiative HOOVER du 20 juin jusqu'au 1er juillet 1932" (M 4.11.31)

Thèse française : après avoir fait part à l'ambassadeur des conversations américaines, LAVAL refusa d'accepter la priorité aux dettes privées et fit comprendre que :

"La France ne fera pas opposition à un nouveau moratoire conçu dans le cadre du plan YOUNG, mais elle n'admettra à aucun prix que ce moratoire ne s'étende à la tranche inconditionnelle, et ne pourrait pas davantage accepter de participer à un emprunt à long terme qui aboutirait à rembourser les créances anglaises et américaines sur l'Allemagne avec de l'argent français"
(L 4.11.31)

Et VON HOESCH quitta LAVAL, en ayant seulement obtenu une prolongation jusqu'au 4 février 32, des tranches de crédit de réescompte accordées à la Reichsbank et qui arrivaient à échéance le 4 novembre (100 millions de dollars) (L 4.11.31)
Puis, il informa le cabinet du Reich qui examina son rapport
(PM 5.12.31)

"Les Allemands ont compris que la révision du comité consultatif du plan YOUNG ne pourra être évitée. Mais on se demande dans quelle mesure ce comité pourra satisfaire les désirs de l'Allemagne qui non seulement veut être exonéré de la partie conditionnelle des réparations, mais aussi, sinon totalement, au moins presque complètement de la partie inconditionnelle de l'annuité YOUNG" (...)

"aucune décision n'a été encore prise" (L 5.11.31)

Cependant, la presse allemande fit une grande agitation sur l'impossibilité de paiement de ses dettes en cas de non-relèvement pour la plus grande partie de la charge des réparations
(M 5.11.31)

Quant aux industriels de la Ruhr, réunis dans la fédération des chambres de commerce, ils demandèrent purement et simplement la suppression des paiements réparations (L 8.11.31)
Démarche identique de la Diète de Prusse un peu plus tard
(26.11.31)

Le 6 novembre, LAVAL et FLANDIN revirent VON HOESCH, le 8, LAVAL reçut longuement PONCET. Rien ne transpara de ces rencontres (PM 7 et 9.11.31)

A ce moment, l'état des relations franco-allemandes parut accuser un "temps d'arrêt" (M 11-12.11.31)

"les allemands veulent un remaniement complet du problème des réparations (avant la révision du comité du plan YOUNG)

(...)

"Pour l'Angleterre, ne plus traîner de provisoire en provisoire"

(...)

"les gouvernements anglais, italiens et probablement américains partagent ce point de vue" (L 11.12.31)

... Leur entêtement trahissait aussi la crainte de devoir reparler au peuple allemand des réparations, qu'il croyait définitivement réglé par le moratoire HOOVER (M 11-12.11.31)

Quant à PONCET, il rentra à BERLIN, sans doute pour tenter à peine un compromis (L 14.11.31). Si bien que l'unique fait d'importance fut l'ouverture de la première session de la commission économique franco-allemande à PARIS les 13 & 14 novembre. Encore que la discrétion qui l'entoura, prouva la faiblesse de son aboutissement ! On attendait... Peut-être se produisit-il quelque chose de nouveau à l'occasion de la 65e session extraordinaire ^{de la SPD} à PARIS. Il le sembla, car VON BULOW vint assister aux délibérations

"M. VON BULOW avant son départ, a eu un entretien avec M. BRUNING. Il vient en France pour négocier de vive

voix avec les hommes d'état français au sujet des réparations et de la procédure à suivre pour que cette question soit, une fois de plus examinée par les experts internationaux"

Fait notable, le publiciste allemand "Théodor WOLFF", rédacteur en chef du "BERLINER TAGEBLATT" vint lui aussi séjourner à Paris

"pour rendre compte dans son journal de ses impressions sur les négociations en cours et sur l'état d'esprit de l'opinion publique française"

"Il est vraisemblable, écrit-il, qu'on s'entendra sur la procédure à suivre sur la question des réparations, mais il ne faut pas se faire d'illusion ! la période des difficultés ne fera que commencer" (L 16.11.31)

En clair, l'obstination des allemands de soumettre dettes et réparations à l'assentiment d'une réunion d'experts internationaux, fit évoluer le contexte. Ajoutez-lui, la toute dernière victoire hitlérienne en Hesse du 15 novembre, indiscutable preuve des nouveaux progrès accomplis dans l'opinion publique allemande (L 17.11.31) et ce contexte vous eût alors apparu inquiétant.

"... c'est le danger de voir le gouvernement du chancelier BRUNING, avec lequel nous discutons en ce moment, s'effondrer au lendemain de l'accord que nous pourrions peut-être conclure avec lui"

"... que deviendra la paix de l'Europe avec un gouvernement d'enragés qui ne pourra se maintenir au pouvoir que par des excès nationalistes ?" (L 17.11.31)

Le 18 novembre, l'on apprit que l'Allemagne avait décidé la convocation immédiate de la B.R.I., si possible à BALE
Le message fut télégraphié à VON HOESCH qui en avertit promptement le gouvernement français (L 18.11.31)

Notre parlement, qui en ces heures discutait des interpellations sur le chômage et la politique extérieure, en fut inéluctablement saisi. A METZ, l'on avertit :

"Notre politique étrangère"

"La France et l'Allemagne"

"Tout n'a pas encore été dit ni écrit en ce qui concerne les sollicitations dont le gouvernement français est l'objet de la part du gouvernement et des financiers allemands"

L'on prouva la baisse du prestige de la S.D.N. après le conflit Sino-japonais, mais l'on exhorta surtout nos gouvernants à ne pas se laisser

berner par les attitudes calculatrices, et par les offres de rapprochement et de collaboration économique que multiplient les dirigeants officiels de l'Allemagne"

La progression énorme des hitlériens et avec elle leur influence empêcheraient la plus minime confiance. De toute façon, tous les partis allemands étaient "revanchards, y compris la sociale démocratie"

"l'Allemagne se fait humble et suppliante, surtout depuis quelques mois, parce qu'elle veut obtenir l'appui financier de la France" (M 19.11.31)

Dans les premiers débats de la chambre l'on cité MARCHANDEAUX. Il interpella le 19 sur les mesures que le gouvernement comptait prendre pour secourir les producteurs français aux prises avec la crise économique et de la satisfaction aux demandes de crédits par l'Allemagne.

"L'orateur constate que jusqu'ici, nous avons beaucoup donné et rien reçu. L'adhésion au plan HOOVER a coûté à la France deux milliards, opération dont l'Allemagne a été le bénéficiaire. Ayant consenti ce sacrifice de deux milliards, voilà que l'on apprend avec surprise qu'il a été vain et qu'il faut de nouveau apporter notre aide à une situation encore aggravée"

FLANDIN protesta, et promit que la France n'irait pas plus loin.

"... que l'Allemagne vienne nous dire d'examiner sa capacité de paiements, mais nous serons aussi fondés à

lui dire d'examiner la nôtre" (M 20.11.31)

Par contre, comme à chaque fois pour l'oubli volontaire, l'on ne rapporta point l'intervention (le même jour) du député socialiste alsacien GRUMBACH. Il évoqua la crise, les récentes négociations internationales, et aboutit tout naturellement à l'aide financière à l'Allemagne :

"Nous, socialistes, en essayant de comprendre par les leçons du passé, les causes des événements actuels, nous sommes persuadés que, malgré tout, c'est la politique de collaboration effective - politique de risque, c'est entendu- qui peut assurer la paix"

"Politique de risque, je le dis ! Mais le risque le plus grand à courir serait de dire à cette Allemagne incertaine, menacée demain peut-être par l'achèvement d'un gouvernement hitlérien revancharde qu'on laisse aller la chose. Le risque serait infiniment plus grave encore"

... puis il se soucia de porter secours aux "victimes" en Allemagne de la politique financière et économique condamnable : ouvriers, petits commerçants, petits employés, fonctionnaires...

Certes, GRUMBACH n'essaya nullement de cacher qu'il avait été un peu déçu par l'attitude allemande. Il reconnut qu'il y avait une "Allemagne dangereuse" et que dans la crise

"les hitlériens veulent faire croire "aux prolétaires" que la libération sociale les attend à la pointe de l'épée raciste de HITLER" ...

Puis, il mit pareillement en garde contre la montée communiste... Non ! Il redit sa foi pour les socialistes allemands, forts de 7 à 8 millions d'électeurs, d'environ 1,1 million de membres.

"Ils luttent pour la paix entre la France et l'Allemagne, ils luttent pour l'Allemagne de demain"

"La France doit crier au monde sa volonté de lutter pour la paix, le monde est en désordre... le grand voisin est au bord de la catastrophe, la France doit lui venir en aide" (Ch des Députés 20.11.31)

Ignorant GRUMBACH, l'opinion messine préféra plutôt l'avis du président du conseil lui-même et du talentueux FRANKLIN BOUILLON.

"P. LAVAL a exposé avec méthode et clarté les résultats de ses conversations à Londres, Berlin et à Washington" (M 27.11.31)

Mais ce que l'on aime surtout de lui, fut sa détermination à travers ses voyages, sa fermeté à fixer intangiblement le rôle français vis-à-vis de la situation allemande : il affirma que les réparations étaient "sacrées", qu'il n'y aurait de réduction sans diminution des dettes françaises (PM 27.11.31)

Sur ses assurances, l'opinion messine l'approuva et se réjouit du refus des motions socialistes et radicales.

Toutefois, dans la joie, une vieille prudence conserva un esprit jamais distrait. FRANKLIN BOUILLON en fut la meilleure expression !

Il avait défendu :

"L'Allemagne ne reconnaît ni ses dettes, ni son désarmement, ni ses frontières. On ne vous a pas dit cela : 170 milliards de crédits à long terme et à court terme extorqués au monde ; 40 milliards pour les réparations, telle est la dette de l'Allemagne : 210 milliards en tout ! Le peuple allemand a la volonté proclamée de faillite extérieure après la faillite intérieure d'il y a dix ans. M. BRUNING n'est qu'une ombre dépendant de la volonté d'HITLER. On ne saurait donc compter avec lui sans penser à ses successeurs" (L 27.11.31)

... aider l'Allemagne ?

"M. TREVIRANUS a dit : "l'Allemagne va user de la force qu'elle tient de sa position de débiteur" (...)

Donc :

"Il est impossible de sauver l'Allemagne, il faut qu'elle se sauve elle-même" (M 27.11.31)

Un instant, FRANKLIN BOUILLON, absorbé par une démonstration grand style prouvant que les réparations étaient pour rien dans la faillite allemande, s'était exclamé :

"Eh bien ! C'est vous, monsieur le président du conseil qui venez de fournir à l'Allemagne son meilleur argument pour grouper tout le monde contre nous. C'est le rapport de Bâle et la signature de M. MOREAU qui seront la base de toute son argumentation !" (Ch des Députés 26.11.31)

Le défi était lancé.

La bravade de BALE

"Il ne faut plus faire de concessions sous prétexte de consolider"

"On a cédé, mais on n'a rien consolidé"

(Journal des Débats dans le MESSIN)

9.11.31)

"L'Allemagne veut le rapprochement économique de la France : est-elle sincère ? On peut en douter et on a tout lieu de craindre qu'elle n'abrite la cascade de manquements à ses obligations, sous le principe des solidarités internationales"

"les prêts à l'Allemagne sont un risque de guerre"

(M 21.11.31)

"les Allemands marchent méthodiquement vers la liquidation totale" J BAINVILLE (PL 15.11.31)

"Le Reich, nous l'avons déjà dit, a demandé la réunion de ce comité comme l'y autorisait d'ailleurs le plan YOUNG, comme prélude à une nouvelle conférence de ses créanciers, devant assurer inévitablement l'écroulement du plan YOUNG et de nouveaux sacrifices pour la France"

(M 8.12.31)

Le sursaut avait instantanément suivi la demande allemande de la convocation des experts financiers de la B.R.I. à BALE. Le 18 novembre, l'on avait appris l'information, le 19, l'on attaqua.

Dans LIBERTE "Camille AYMARD" poussa "un cri d'alarme" Cette mise en demeure fut directement adressée à LAVAL

"sur l'hypothèse d'une réunion des grandes banques de dépôt françaises autour de la Banque de France, pour prélever chacune sur son encaisse, un certain nombre de milliards pour payer les dettes de commerçants allemands insolvables, dont le crédit est tué désormais"

"Pour éviter le moratoire allemand, vous risquerez, vous rendriez presque fatal le moratoire français"

"Si le public apprenait que l'argent déposé dans les banques sert à payer les dettes des débiteurs allemands, ce serait un véritable "run" des déposants sur vos guichets"

"Oui, prenez garde ! Pour éviter, ou plutôt pour retarder la chute du mark, vous risqueriez, vous rendriez presque fatale la chute du franc" (M 19.11.31)

Une autre sommation, écrite dans le JOURNAL DES DEBATS montra la précarité des négociations menées avec le chancelier BRUNING

"BRUNING gouverne sans le Reichstag, pendant le délai où le chancelier se maintient, que représentent les négociations qu'on peut mener à bien avec lui ?"

"Il est pressé par toute une masse, dont le premier article de foi est de tenir pour néant les engagements pris par ses prédécesseurs le jour où elle aura le pouvoir"

"Il ne faut plus faire de concessions sous prétexte de consolider"

"On a cédé mais on n'a rien consolidé" (...)

"les rapports financiers entre la France et l'Allemagne se compliquent encore, car tous les grands états du monde, nos anciens alliés, se sont rangés au côté des Allemands, séduits par une propagande habile et mensongère qui a proclamé la misère économique à cause de la rapacité de la France"

"Si par impossible on arrivait à renflouer l'Allemagne, le renflouement ne serait que temporaire, car les mauvaises habitudes de l'Allemagne subsistant, une nouvelle faillite suivra de très près le renflouement actuel projeté" (M 19.11.31)

Les jours suivants, une volée de coups de bâton donna de partout contre l'exécrable réunion de Bâle fixée au premier décembre. Voici, pêle-mêle, c'est-à-dire tel qu'ils furent administrés, quelques-uns de ces rudes coups !

"Dettes et réparations" (...)

"l'Allemagne chercher à donner au moratoire HOOVER un caractère définitif... Quant à l'échéance des crédits gelés, l'Allemagne déclare ne pouvoir y faire face"(...)

"la couverture or et devise de la Reichsbank n'a cessé de s'affaiblir, parce que les importateurs allemands multiplient les artifices pour ne pas rapatrier leurs devises étrangères" (...) "Ils se dérobent en effet aux périls politiques que représentent pour l'Allemagne les succès ininterrompus de HITLER, ainsi qu'aux risques monétaires constitués par l'insuffisance de couverture du reichsmark"

"Si les créanciers étrangers veulent retirer d'Allemagne leurs capitaux, si les Allemands continuent à expatrier les leurs, le problème allemand est loin d'être résolu"
(M 20.11.31)

"Depuis plusieurs mois, il s'élève de par le monde un impressionnant concert destiné, semble-t-il, à nous émouvoir, sinon à nous effrayer. Tour à tour, on nous représente avec terreur les conséquences effroyables que ne sauraient manquer d'entraîner la faillite de l'Allemagne, de la Russie, des difficultés financières

de l'Angleterre et de l'Amérique.

"Nous seuls paraît-il, pourrions empêcher tous ces désastres. Il suffirait pour cela de nous substituer aux emprunts défectueux. Si nous acceptions de payer en leur lieu et place, aussitôt tout s'arrangerait"

"C'est l'avis des financiers" (...)

"De quel droit, nous acculerait-on à la faillite pour sauver nos voisins en difficulté ?" (...)

Prudence, prudence !

"Notre politique extérieure a habitué l'Univers à compter sur la France, le monde ne peut se faire à l'idée de voir la France enfin reprendre le souci de nos intérêts, même les plus légitimes et les plus pressants" (...)

L'aide à l'Allemagne ?

"Il faut savoir que la situation économique du Reich n'est pas gênée mais prospère" (...)

la "balance commerciale est florissante, pendant que celle de la France est dangereusement déficitaire"

"les dépôts dans les caisses d'épargne allemandes s'élèvent à 80 milliards tandis que les nôtres à 36 seulement"

"La vérité, n'en déplaise au germanisme larmoyant, c'est que l'Allemagne a des ressources énormes et un potentiel économique très puissant"

"De plus, l'Allemagne dispose d'un personnel politique administrativement dressé à feindre, geindre et se plaindre. Cependant qu'à l'école de M. BRUNING, nous n'avons jamais appris qu'à céder, reculer et abdiquer. La différence est énorme et très fâcheuse pour nous. Aussi, qu'un pareil système fasse faillite, il n'y aura certes pas à le regretter, mais bien plutôt à s'en féliciter" (M 20.11.31)

"Si d'autres pays ont besoin d'argent pour sauver leur propre économie, nous en avons peut-être plus besoin qu'eux pour sauver la nôtre" MARCHANDEAUX (député de Reims, à la Chambre) (dans la vignette du M 21.11.31)

Le rapprochement économique ?

"l'Allemagne veut le rapprochement économique avec la France, est-elle sincère ?"

"On peut en douter et on a tout lieu de craindre qu'elle n'abrite la cascade de manquements à ses obligations, sous le principe de solidarités internationales"

"les prêts à l'Allemagne sont un risque de guerre"

Loyauté allemande ?

"les curieuses révélations de M. TREVIRANUS sur les accointances entre le cabinet d'Empire et les HITLERIENS"---

(discours à OPPELN, Haute SILESIE)

"le gouvernement a déjà envisagé une collaboration des N.S. mais s'il ne l'a pas faite, c'est pour profiter du mouvement populaire hitlérien qui est très important dans les négociations internationales"

(une note officielle, insérée dans la presse allemande contesta les propos prêtés à TREVIRANUS) (L 20.11.31)

"L'Allemagne et le plan YOUNG"

"le Reich espère trouver à BALE ce qui lui a été refusé à Paris : la confusion de ses dettes privées à court terme avec ses engagements internationaux"

"Le mémorandum par lequel l'Allemagne demande à la B.R.I., et aux gouvernements signataires du Traité de LA HAYE, la convocation du comité consultatif du plan YOUNG, ne sera publié que samedi matin" (21 novembre)
"c'est un document assez long qui fait "l'historique des évènements de ces derniers mois, situe la démarche actuelle de l'Allemagne dans l'ensemble des décisions

qui ont été prises depuis le mois de juin"

"Le gouvernement allemand rappelle qu'en juin, les retraits massifs de crédits étrangers et les pertes en devises qui en résultaient pour la Reichsbank, allaient contraindre l'Allemagne à proclamer la moratorium de ses paiements de réparations, selon la procédure prévue par le plan YOUNG. Cette démarche aurait eu des conséquences graves, tout en n'apportant à l'Allemagne qu'un allègement insuffisant, n'a été évitée à la dernière minute que par le geste du président HOOVER, qui est intervenu en proposant une année de "vacances" pour tous les paiements de réparations et de dettes de guerre"

"l'Allemagne veut prouver que le comité consultatif de BALE ne pourra pas, dans ses travaux, s'en tenir strictement à la lettre étroite du plan YOUNG, mais qu'il devra tenir compte de l'ensemble des événements qui se sont produits au cours de ces derniers mois. Il ne faudra pas négliger les difficultés spéciales que créent à l'Allemagne ses dettes privées à court terme"

"le mémorandum allemand suggère en conclusion, que le comité consultatif fasse en conséquence des recommandations tenant de l'ensemble des obligations de l'Allemagne"

Sur leur demande : satisfaction mesurée, espoir contenu.

"D'une façon générale, on paraît satisfait à Berlin de ce que l'enquête du comité de la B.R.I. portera sur les dettes allemandes"

(...)

"Et on souligne à Berlin, plus spécialement les deux phrases qui spécifient que l'enquête du comité devra porter sur l'ensemble des dettes allemandes, c'est-à-dire aussi bien sur les réparations que sur les dettes commerciales, décision qui a été soumise à l'appréciation préalable ~~du gouvernement~~ du gouvernement français, qui n'a finalement plus eu rien à redire contre le texte du document tel qu'il a été transmis à la B.R.I. et aux gouvernements intéressés"

"les Allemands sont convaincus que la grande bataille se déroulera surtout lors de la session de la Conférence Internationale qui aura pour mission de "réajuster" le plan YOUNG, c'est-à-dire de réviser à nouveau les réparations" (décembre ? janvier ?)

... Grande bataille ? Les milieux diplomatiques allemands prévoient qu'il n'y aurait

"pas de difficultés sérieuses au cours de cette conférence internationale de révisions des réparations"

tout au plus certaines divergences aisément compréhensibles :

- question de la tranche inconditionnelle du plan YOUNG qu'ils espèreraient supprimer en raison de l'insolvabilité
- question de la prééminence des paiements allemands au titre de l'amortissement et des dettes particulières
- problème pour décider du caractère définitif ou provisoire (desir français) de l'accord

Au moins, les Allemands ne manquaient pas d'aplomb et de toupet ! Enfin tout de même, l'on eût été en droit de croire que la France n'irait pas là-bas se laisser mystifier !

"Il paraît impossible, d'ores et déjà que la France, sans avoir reçu de l'Amérique l'assurance de l'annulation des dettes de guerre, accepte avec sang froid, l'annulation possible des réparations au bénéfice des banques germano-anglo-américaines, coupables d'avoir englouti ; les fonds de leurs déposants dans les entreprises allemandes de folles prodigalités" (M 22.11.31)

Et puis, attention... ni recul, ni abandon de notre part. Non seulement, parce que nous ne devons pas le tolérer, mais cette faiblesse eût risqué de nous être fatale.

MARCHANDEAU (ancien ministre, député de Reims) avertit :
"la politique d'abandon"

"Nous ne pouvons accueillir favorablement les demandes de crédit qui nous viennent de l'extérieur, parce que la France n'est pas dans cet état de richesse dont semblerait témoigner l'accumulation de l'or à la Banque de France (67,5 milliards)

(...)

En conséquence, il fit remontrance de limiter l'exportation de capitaux français :

"l'argent français plutôt que de réchauffer l'atmosphère, ne s'y gèle lui-même. Que se passera-t-il quand nos crédits seront gelés et que l'économie nationale en aura besoin ?" (M 29.11.31)

De toute façon, l'argent français ne devait pas aller "commanditer" les progrès hitlériens ! (M 7.12.31)

METZ voulait, prescrivait, commandait... au lieu de cela, elle dut se rabaisser pour s'accrocher à ce qui n'eût peut-être plus ressemblé qu'à une vaine chimère. D'ailleurs, sûrs d'eux, les Allemands changèrent leur comportement à la commission économique : dès lors, une odeur malsaine de rupture menaça (M 25.11.31). Maintenant, ils avaient bien mieux à obtenir autre part, avec d'autres, sans nous, contre nous. ... Le lundi 7 décembre, les experts ouvrirent la séance du comité consultatif à BALE...

"le Reich, nous l'avons déjà dit, a demandé la réunion de ce comité -comme l'y autorisait d'ailleurs le plan YOUNG comme prélude à une nouvelle conférence des créanciers, devant amener inévitablement l'écroulement du plan YOUNG et de nouveaux sacrifices pour la France"

(M 8.12.31)

... Nous avancerons que pour faire pression, BRUNING ne publia pas comme d'habitude à l'occasion d'une importante réunion, des décrets-lois... mais une ordonnance de détresse de 47 pages, le 8 décembre (L 9.12.31). C'était du pareil au même ! Et cette belle subtilité s'accompagna d'un grand discours fleuve du chancelier, dans lequel il supplia le peuple allemand de se détourner de l'hitlérisme. Mais il adjura aussi

"... les peuples étrangers de voir la situation allemande dans sa réalité, désespérée, irrémédiablement perdue si des décisions héroïques ne sont pas prises par les gouvernements à l'égard des réparations et si l'aide internationale arrive trop tard" (M 10.12.31)

Son discours provoqua une "forte impression" dans le monde

(M 10.12.31)

Le 9 décembre, le Dr MELCHIOR, représentant allemand, fournit des renseignements sur les quatre catégories de dettes allemandes qui nécessitaient des paiements extérieurs tant pour le service des intérêts que pour l'amortissement.

- 1 - emprunts à long terme émis à l'étranger
- 2 - emprunts non émis publiques à l'étranger, hypothèques en faveurs d'étrangers, emprunts à long terme consentis à des Allemands
- 3 - obligations et actions émises en Allemagne et entre les mains d'étrangers
- 4 - ces trois catégories comprenant des dettes à long terme

Abordant le commerce extérieur allemand, MELCHIOR reconnut qu'il y avait bien un excédent (350 millions de Reichsmarks par mois) mais que le phénomène n'était que passager. Non, le déclin provenait essentiellement de la situation monétaire allemande dans son ensemble, de l'impossibilité de trouver de nouveaux crédits, des incertitudes qui régnaient encore quant au règlement final entre créanciers et débiteurs.

Enfin, l'abandon de l'étalon-or par plusieurs pays, avait désormais permis à ceux-ci d'exercer une forte concurrence, et à cause de l'augmentation de leurs tarifs douaniers, d'agir au détriment du commerce allemand.

La thèse allemande fut réfutée par Ch. RIST (notre représentant) et LAYTON (L 10.12.31). Mais il en aurait fallu bien davantage pour décourager nos Allemands. Si fait, le 10, le baron SCHWERIN VON CRUSSIG, haut fonctionnaire du ministère des finances du Reich, exposa sur la situation du budget allemand, et les répercussions attendues après les nouveaux décrets-lois (L 11.12.31)

Maintenant, il appartenait aux experts d'étudier, de concrétiser ou de remettre à plus tard ! C'est pourquoi, l'intérêt principal se reporta sur la situation intérieure allemande. Donc, BRUNING avait commencé à donner de la réplique aux hitlériens à l'occasion de la réunion à Bâle. Mais il le fit avec une ardeur si inhabituelle que l'on finit par se poser

des questions. Sa position politique était précaire, oui!
L'on savait les progrès hitlériens et l'éventualité de leur
accession au pouvoir sans doute. Avec cela, n'y avait-il pas
autre chose qui nous échappait ?

"L'heure H"

"Le chancelier BRUNING contre l'aventurier HITLER

BRUNING parlant plus haut et plus fort, avait proféré un
avertissement. En réalité, il sembla que le but premier fut

"d'attirer les regards des anglo-saxons" (...) "méthode
STRESEMANN"... encore que dans le "singulier magma" de la "poli-
tique allemande" il était préférable de ne jurer de rien !

"L'Allemagne veut qu'à BALE, on lève son énorme passif,
quant à HITLER, pour amadouer les Anglo-saxons, il
fait dire que, demain au pouvoir, il reconnaîtra les
dettes privées contractées près des banques américaines
et anglaises, par contre, il ajoute qu'il ne reconnaî-
tra jamais les dettes des réparations et ceci ne plait
ni aux Italiens, ni aux Anglais, ni aux Américains."

"La France ne serait-elle point seule pratiquement à su-
bir le contre coup de cette nouvelle carence Allemande ?"

"Cependant, bien que cette politique hitlérienne qui veut
renier les dettes des réparations soit en concordance
avec la pensée des 9/10e du peuple allemand, nous ne
croyons pas encore que M. BRUNING, comme trop le pré-
tendent, jouerait la comédie en radiodiffusant et en
répétant à la presse étrangère qu'il barrera la route
du pouvoir à HITLER. Jusqu'à preuve du contraire nous
croyons à la bonne foi de M. BRUNING. Rien, cependant ne
doit nous empêcher de prendre toutes nos précautions"

RITZ (L 12.12.31)

Invariablement, l'Allemagne gardait son équivoque. Et devant cette incertitude, l'on se fût au moins rassuré, si l'on eût su précisément la volonté anglo-américaine. Là était une autre imperfection du système. Toutefois, il eût été possible de proposer une double suggestion.

D'abord, la position anglaise avait pu changer. Depuis le 28 octobre, en effet, la coalition nationale avait heureusement mis fin à l'expectative socialiste de MAC DONALD (M 29.10.31) Les victorieux participeraient-ils à cette haute finance internationale, très puissante en Europe et en Amérique, responsable de

"cette formidable inflation de crédit qui avait fait chavirer l'équilibre financier de tant de pays" ;
qui avait jeté dans les gouffres sans fond de l'Allemagne et de la Russie tant de milliards reconnus désormais irrecevables";

et qui, contre la France et les Etats-Unis, poussait à l'abandon de l'étalon or ? (M 29.10.31)

L'on fut si vite désappointé que l'on eût même pas le temps de déchanter. FLANDIN, dépêché à Londres dût, lui aussi, en faire les frais ! (M 1.12.31) C'est que sur la question des dettes et réparations, le nouveau gouvernement anglais, parût malencontreusement favorable à l'annulation (M 1.12.31)

Pire, ROSENBERG étant lui aussi passé par Londres, l'Angleterre (comme l'Italie) finit par donner l'impression de ne plus considérer comme une catastrophe l'arrivée des hitlériens dans le gouvernement du Reich (M 18.12.31)

Avant guerre, nous avions réussi l'entente cordiale. Le nouveau gouvernement conservateur, revenu au protectionnisme nous déclarait maintenant la "guerre". La tentative des Etats-Unis d'Europe de BRIAND ayant échouée, notre politique extérieure affichait présentement un beau "désarroi". Et puis, comment devait-on comprendre l'amabilité anglaise faite à HITLER ?

"ironie ou bien défi à notre adresse ?" (M 25-26.12.31)

Restait encore la position américaine : elle nous demeurait adverse. Quand avait démarré les travaux du comité, HOOVER

avait déclaré :

"il est de la plus haute importance pour les Etats-Unis de coopérer au relèvement de l'Allemagne" (M 9.12.31)
puis, le Senat avait ratifié le moratoire HOOVER (M 24.12.31)

Nul doute que la chance n'était pas avec nous à Bâle. A la mi-décembre, des bruits inclinèrent à penser que les experts avaient dû recommander une nouvelle suspension des paiements allemands (L 16.12.31)

L'Allemagne était-elle donc vraiment insolvable ?

"l'Allemagne ne possède pas les moyens de paiements suffisants pour s'acquitter de ses dettes sans couler le mark"

"Son commerce extérieur lui assure un gros excédent en devises étrangères"

"Comment concilier les deux ?"

"D'une façon très simple : les exportateurs allemands, méfiants, ne rapatrient pas les sommes qu'ils reçoivent des acheteurs étrangers"

(...)

"Entre la France et l'Allemagne, le commerce est important"...

l'on avait qu'à

"organiser un office central des règlements commerciaux !"
..."supprimant le transfert de devises"

"Il faut mobiliser à notre profit l'excédent que laisse à l'Allemagne son commerce avec nous" (L 20.12.31)

Sur ce, l'on ne devait pas non plus oublier les transactions allemandes avec les Soviets : 1,200 milliard de marks d'obligation de crédit... (L 21.12.31)

Pas plus que l'on ne devait oublier de se demander pourquoi l'Allemagne "sans ressources" versait-elle à

"toutes ses oeuvres de propagande à l'étranger, notamment en Bulgarie, des subventions énormes, pour ruiner les oeuvres françaises, dont les budgets sont ridicules..

- la balance commerciale allemande est en excédent de 15 milliards de francs

- que sont devenus ces actifs en devises étrangères ?

- la première tâche du comité de Bâle est de le

rechercher" (L 23 12 31)

Pour toute réponse, l'on apprit seulement que les délégués anglais avaient maintenu leur idée d'octroyer la priorité aux dettes privées sur les dettes politiques. France, Belgique, Yougoslavie avaient vivement riposté (L 22.12.31)...

Noël 1931 ne les récompensa guère !

"dettes et réparations. Les experts du comité de Bâle ont signé leur rapport"

"l'Allemagne est fondée à réclamer le moratoire"
(...)

"le moratoire : devant l'ampleur de la crise qui dépasse l'article 118 du plan YOUNG, les gouvernements devront examiner sans délai, dans le cadre des réalités économiques, les problèmes posés par l'insolvabilité temporaire de l'Allemagne"

" Un ajustement de toutes les dettes intergouvernementales apparaît urgent" (L 25-26.12.31)

Probablement calculée pour la circonstance, forcément provisoire, les Allemands affectèrent une mine réjouie sans plus. BRUNING commenta lui-même le rapport des experts à la presse. Il se dit pas complètement satisfait, surtout en comparant au rapport de WIGGINS en août (L 25-26.12.31) Mais pour le dessous des choses, les milieux politiques allemands se déclarèrent contents de la teneur du rapport. Reprenant l'inspiration officielle, une grande partie de la presse d'outre-Rhin (VORWAERTS, BERLINER TAGEBLATT, BERLINER BOERSEN KURIER, la GAZETTE GENERALE D'ALLEMAGNE, la DEUTSCHE ZEITUNG) écrivit qu'il ne s'agissait que d'un compromis (L 25-26.12.31)

Toutefois, la VORWAERTS ajouta que le plan YOUNG était "périmé" ; la GAZETTE GENERALE D'ALLEMAGNE que le "voile" était "tombé" sur l'Allemagne à bout de forces ; la GERMANIA que la parole était maintenant aux gouvernements, et que le rapport avait souligné les effets annihilants des réparations sur l'économie allemande (25-26.12.31)

Là-dessus, pour Noël, les Allemands après avoir entendu un message du chancelier, reçurent les vœux réconfortants de BORAH, qui s'en prit aux charges du Traité de Versailles, à ses humiliations, et souhaita courage et endurance au peuple allemand (L 27.12.31)

A METZ, l'on se résigna à se passer de commentaires... pourtant, l'on ne put bien longtemps éviter de reparler des Américains... A peine la prochaine conférence fut-elle annoncée, à LA HAYE (~~à cause de la proximité genevoise~~), que les Américains indiquèrent qu'il n'y participeraient pas, jugeant que l'Europe était :

"incapable de résoudre elle-même les questions dont dépendait son avenir"

En ce qui, l'on établit que la nation américaine venait de suivre les déclarations de BORAH, qui avait exhorté les Etats-Unis à se désintéresser des affaires d'Europe.

"le congrès a refusé de rappeler à la vie la commission de consolidation des dettes, ce problème ne peut plus faire l'objet de négociation"

Et, Bertrand SNELL, un des leaders de l'opposition à la Chambre des Représentants, avait précisé que le peuple américain était :

"opposé à toute réduction ou annulation des dettes" (...)
"Etendre le moratoire correspondrait à faire payer aux contribuables américains 11 milliards de dollars (275 milliards de francs) que l'étranger doit aux Etats-Unis" (L 28.12.31)

Par la suite, le MANCHESTER GUARDIAN fournit d'autres indications sur le repli américain.

- 1- les fonctionnaires américains ne croient pas que les anciens Alliés soient en mesure de s'acquitter de leurs dettes à l'égard des Etats-Unis, s'ils ne reçoivent des sommes équivalentes de l'Allemagne"
- 2- Ils ne croient pas davantage que la crise économique que traverse actuellement l'Europe soit la conséquence des paiements internationaux auxquels sont astreintes les puissances. Ils ne pensent pas non plus qu'elle soit due à la politique américaine
- 3- M. HOOVER lui-même estime que le fardeau des armements est un des principaux facteurs ayant contribué à créer en Europe la situation actuelle. Il

constate qu'aucun effort sérieux n'a été fait pour en effectuer la réduction

4- Malgré l'adoption par les Etats-Unis d'une politique de tarifs, le gouvernement de WASHINGTON est d'avis que l'institution des récentes barrières douanières en Europe a aggravé la situation et que des mesures devraient être prises pour les supprimer"

(L 29.12.31)

Se fondant sur deux dépêches reçues de ses correspondants de Londres et de NEW YORK à propos du rapport de Bâle, la FRANKFURTER ZEITUNG titra :

"la tendance vers le refus de continuer les paiements grandit"

A METZ, l'on renchérit :

"l'opinion publique (allemande) rejoint ses propos"

"Quant aux autorités responsables du Reich, elles s'expriment encore à cet égard avec une certaine réserve diplomatique, elles ne font cependant rien pour retarder l'évolution qui fait peu à peu adopter à toute l'Allemagne le mot d'ordre des partis nationaux :

"plus un sou pour les tributs !" (L 29.12.31)

"Plus un sou pour les tributs !"

"L'Allemagne dans l'attente de la suppression définitive des réparations" (L 29.12.31)

Pour la petite histoire, signalons ici qu'initialement prévue à LA HAYE, la conférence fut finalement projetée à LAUSANNE...

(PM 30.12.31)

Maintenant, pour le fondamental, un événement que l'on avait déploré impossible, arriva. La conférence de Bâle avait fini comme l'on savait, mais l'on apprit que des conversations

étaient engagées entre la France et l'Angleterre. De suite, un sourire éclaira le visage blafard et livide de nos messins :

"la France souhaite qu'on lui montre le moyen d'aider l'Allemagne sans faire le jeu des STAHLHELM ou des nazis qui ne rêvent que de revanche et qui prêchent la révision des Traités.

Une entente franco-britannique est nécessaire non seulement dans l'intérêt des deux pays, mais aussi de l'Allemagne"

... Non, cette situation ne fut pas ^{messine} nécessaire ! Elle parut dans le DAILY TELEGRAPH le 26 décembre, signée du brigadier général E. L. SPEARS, officier de liaison franco-britannique à Paris pendant et après la guerre ! (M 27.12.31)

L'idée était lancée... Londres se dit ensuite enchantée d'une rencontre LAVAL-MAC DONALD (M 29.12.31)

Passée la surprise, l'on anticipa tout de suite sur les effets possibles. Sans être vraiment rassuré, il était au moins plausible d'admettre une entente franco-anglaise comme support aux travaux de la prochaine conférence :

"Cette conférence devra tirer les conclusions du rapport des experts, et accordera certainement à l'Allemagne le moratoire prévu par le plan YOUNG. Elle ira certainement plus loin en ce sens que la tranche inconditionnelle de l'annuité ne sera versée par le Reich que pour lui être prêtée par l'intermédiaire de la B.R.I.

C'est la perspective pour trois à cinq ans de la suppression complète des paiements allemands au titre des réparations"

Mais la France et l'Angleterre ne peuvent faire moratoire par l'Amérique qu'une partie de leurs propres dettes, il faudra une entente entre ses débiteurs, c'est-à-dire décharger la France et l'Angleterre de leur charge tant que l'Allemagne n'aura pas repris les siennes"

Mais dans ce souhait, l'on y mit peu d'espoir, en se rappelant simplement l'Amérique plongée dans une crise, et sachant les élections présidentielles approcher.

"Paris et Londres doivent s'entendre pour leur intérêt financier, mais aussi avec le souci de marcher la main dans la main (...) pour la paix du monde et la réorganisation de l'Europe" (L 30.12.31)

Le lendemain, l'on s'autorisa à esquisser la base même de l'accord en vue :

- 1- Moratoire de trois ans pour les paiements conditionnels
- 2- Versement par le Reich à la B.R.I. de la tranche inconditionnelle, immédiatement reconvertie en Allemagne (prêt au chemin de fer...)
- 3- Compensation en réparation et en nature
- 4- Nouvel examen de la capacité de paiement à la fin du moratoire (M 31.12.31)

"L'acceptation de cette solution impliquerait : que l'Allemagne s'emploierait à relever son crédit commercial au moyen d'arrangements avec les banques françaises, américaines, anglaises et neutres pour le remboursement graduel des crédits "gelés" et que les gouvernements créanciers au titre des réparations s'entendraient ultérieurement pour faire ressortir à WASHINGTON l'importance du moratoire qu'ils auraient accordé et pour montrer la nécessité de l'octroi de mesures similaires aux débiteurs de l'Amérique"

Mais là, il se dit que la cité était sceptique :

"Un compromis de cette sorte (moratoire de deux ans) ne ferait que prolonger la dépression économique et l'instabilité financière" (L 31.12.31)

Evidemment, BERLIN suivit attentivement les conversations franco-anglaises :

"l'attitude de l'Allemagne restera la même en cas d'accord : suppression des réparations !" (L 31.12.31)

Pour tout dire, l'on avait plus fait long feu du rapprochement. La veille encore (30 décembre) Jean REVIRE "de la coupe aux lèvres" s'était ingénié à convaincre sur le véritable sens européen des industriels allemands...

"Depuis quelques années, on parle d'entente entre la France et l'Allemagne, il s'agit d'asseoir la paix sur

une base inébranlable : "certaine, réaliste, économique en un mot"

"La seule morale possible, la morale triomphante est celle de l'intérêt"

Sinon, comment eût-on pu s'expliquer la création du cartel de la potasse, d'un autre rail en 1925, d'un cartel sur l'aluminium et l'acier en 1926...

Le 17 août 1927, le traité de commerce franco-allemand avait été conclu... On l'avait espéré équitable... présentement, il aboutissait à une constatation sans appel : diminution des exportations françaises de 6 à moins de deux milliards, augmentation des exportations allemandes en France de 4 à 8 milliards.

Deuxième aperçu pour la démonstration...

Il était de coutume chez les gros industriels allemands d'éditionner un journal interne aux usines pour tenir ouvriers et employés au courant des activités des sociétés (WERKSZEITUNG) Par exemple, c'était le cas des Aciéries de Neunkirchen, ville neutre d'un territoire gouverné par la S.D.N. Eh bien voici ce que l'on avait pu lire dans le n° 15

"La France a 37 millions d'habitants"

"L'Allemagne à 80 millions d'habitants"

"Or, l'Allemagne est un pays mineur. Le peuple allemand est mûr pour créer un nouvel ordre européen vivant, dans lequel la France recevra la place modeste que la nature la destine"

"La France a essayé d'arrêter le destin par la guerre, les DIKTAT de paix lui ont donné une exégération de puissance sans exemple dans l'HISTOIRE... elle a détruit sciemment la monnaie allemande et poussé l'Allemagne à la guerre civile, dont elle profiterait pour l'envahir...

La Mitteleuropa doit devenir l'espace commun de vie et d'échanges de tous les peuples situés entre nous et la Russie"

"On voit nettement de quel côté les industriels allemands

recherchent "l'endosmos" et le "nouvel ordre européen"
Les capitalistes français qui "collaborent" à
Neunkirchen ou ailleurs ne s'en doutent, vraisemblablement
pas" (L 30.12.31)

C'est ainsi que, l'âme amère et sceptique, Jean REVIRE vit
s'éteindre l'année 1931. D'autres esprits, plus graves encore,
reportèrent leur pessimisme de l'année morte en une crise du
doute condamnant la nouvelle.

"L'année qui s'achève est grevée d'un lourd passif.
Elle aura été celle de lamentable effondrement de la
politique d'illusions, de chimères et d'abandons, infligée
au pays par la fanfaronnade internationale et paci-
fique ;
Echec partout, sur tous les points, quelques uns sans
remèdes, la plupart désastreux pour la France"

La politique tortueuse des radicaux et des socialistes
a sanctionné en fait l'enterrement définitif du plan
YOUNG. Elle a aussi tué littéralement les réparations.
En ajoutant les paiements dus par l'Allemagne à la
France, le président HOOVER, soutenu en France par le
cartel des gauches, a rendu impossible leur reprise.
En effet, pendant que du fait des délais ainsi imprudem-
ment accordés pour nos réparations, l'Allemagne ne nous
paiera pas, elle paiera à notre place les banques sovié-
tiques, hollandaises où l'on fabrique pour elle des en-
gins de guerre, après quoi il n'y aura plus rien pour
nous. Les usuriers passeront aumône avant les victimes"

"Aussi bien l'année 1931 se clôt sur une perspective in-
quiétante. Quant à l'année 1932, elle se présente déjà
comme grevée des échéances les plus redoutables"

"En janvier, la conférence internationale et financière,
qui s'empressera naturellement de prendre acte de nos
concessions afin de les rendre irrévocables. En février,
conférence du désarmement pleine pour nous, de danger et
qu'il serait d'élémentaire prudence d'ajourner. A la fin
du même mois, expiration des accords sur les capitaux
immobilisés en Allemagne"

Et puis "la déchéance dramatique", tumultes électoraux, élections en Allemagne, présidentielles aux Etats-Unis...

"que de conditions réunies, de troubles, d'agitations, d'inquiétudes ! Et ne parlons pas de la menace allemande qui, dans quelques semaines, peut-être se précisera par l'arrivée d'HITLER au pouvoir"

"En vérité, quand on aperçoit un horizon si lourd d'orages après une année si chargée de mécomptes et même de ruines, on peut trembler"

"C'est l'heure de s'unir par-dessus les partis"

(M 31.12.31)

Les faits démontrèrent presque aussitôt que l'on n'en était encore fort éloigné... mais attendez juste quelques instants !

Au tout début janvier, les allemands firent savoir qu'ils acceptaient LAUSANNE pour siège de la conférence (à partir du 16 janvier)... mais le gouvernement du Reich repoussa l'idée d'une solution provisoire du problème des réparations, solution apparemment arrêtée par la France et l'Angleterre

(M 1-2.1.32)

Là-dessus; presse allemande insurgée, réclamations de LEIPART notamment dans la VORWAERTS pour l'annulation des réparations,

-M 1-2.1.32)

ripostes violentes des milieux d'affaires allemands...

"Les allemands ne doivent plus rien à la France, au titre des réparations. La France a reçu plus que son dû!"

(L 5.1.32)

On avait beau penser, on avait beau dire, tous les discours des personnages importants allemands prononcés pour la fin de l'année, avaient montré une Allemagne toute entière, des communistes aux socialistes et jusqu'à l'extrême droite qui se dirigeait contre les traités et contre la France rendue responsable de tous ses malheurs. C'est une nation solidement unie qui se tenait prête à répondre en armes à un coup de main militaire à l'Est et à l'Ouest (M 5.1.32)

Nous, nous devons veiller !

Ainsi, pour les vertus de l'entente anglaise, Ph. BERTHELOT (secrétaire général du ministère des A.E.) fut envoyé à Londres, afin de préparer, selon la presse anglaise, la reprise des négociations et l'entrevue LAVAL-MAC DONALD

(M 5.1.32)

Dans le même temps, LAVAL voulut couper court aux revendications allemandes :

"Nous ne laisserons pas déchirer le plan YOUNG... et nous n'accepterons pas que les réparations soient sacrifiées aux dettes privées" (M 3.1.32)

Son intention était peut-être bonne, mais quel appui lui en eût confié la force ? Car la maladie de BRIAND et MAGINOT risquait à tout moment de provoquer une crise ministérielle ou un remaniement du cabinet (L 7.1.32) Les pauvres en eussent été pour rien... mais ceci n'empêchait qu'ils eussent remis en cause la fermeté française avant la conférence... Cela à l'instant où le journal de Maurice SARRAUT (la Dépêche de Toulouse) venait de souhaiter l'abandon de nos réparations, défendant le "coup d'éponge sur le passé" (M 5.1.32)

METZ cria au scandale !

"les réparations et le coup d'éponge"

"Lorsqu'en 1930, nous nous préparions à évacuer la Rhénanie, que ne nous a-t-on pas promis à propos de la réconciliation définitive de la France et de l'Allemagne ?"

"Allons-nous continuer à jouer un rôle de dupes ?"

L'ECHO DE PARIS et la REPUBLIQUE reprouvèrent l'initiative prise par SARRAUT, le FIGARO parla d'un

"conseil de capitulation"

Le MESSIN ajouta :

"l'Allemagne ne payant plus reprendrait sa politique d'expansion commerciale, son industrialisation formidablement équipée, se ferait à nouveau subventionner par le budget du Reich afin de s'installer plus solidement sur les marchés internationaux"

"Ce premier point du programme des nationalistes allemands une fois réglé, les Allemands attaqueront le second point, celui des revendications nationales"(...)

"Après l'évacuation le parti d'HITLER progressa" (...)

... "même recrudescence nationaliste après le voyage à Berlin" (M 7.1.32)

Puisque certains en France ne semblaient toujours comprendre et compromettaient l'avenir, pour sa réplique le LORRAIN reproduit uniquement des extraits de l'article du nouvel an de LEIPART. D'après lui, le traité de Versailles qui avait mis fin à la guerre n'avait pas

"apporté la paix à l'Allemagne, ni à l'Europe. Depuis dix ans, le peuple allemand est en lutte contre ses clauses principales... contre cette contrainte qui pèse sur notre peuple et surtout sur la classe ouvrière allemande"

"Le succès nationaliste en est l'explication, la crise économique a montré à Bâle le besoin urgent de supprimer réparations et dettes interalliées" (...) "signal du retour à la confiance"

"Cet acte de libération politique serait en même temps, le commencement de la fin pour la National-socialisme, car ce mouvement vit de l'agitation contre le maintien d'une politique absurde de force, dont les réparations sont la pire expression" (L 9.1.32)

... Sur ce, l'on eut plus guère le temps de commenter, tout au plus avait-on montré que la France avait dépensé 250 milliards pour les réparations (compte tenu des fluctuations du franc) l'Allemagne ayant versé 31,5 milliards... (L 8.1.32) Car la brusquerie des événements ne laissa pas même une seconde !

Le 7 janvier, l'on informa d'une imminente conférence de BRUNING sur les réparations ainsi que d'une mission exceptionnelle de ses ambassadeurs à PARIS - LONDRES - ROME

"Le Reich proteste contre des solutions provisoires"

(M 7.1.32)

Ce même jour, MAGINET mourut... Le 8, l'aggravation de santé de BRIAND le contraignit à se retirer, le 12, le ministère LAVAL démissionna (PM 8-9-10-13.1.31)

Notre ministère faiblissait... l'échéance législative de printemps se profilait (M 7.1.32), METZ était préoccupée. C'est alors qu'un coup terrible nous abattit :

"les masques tombent avant Lausanne" (L 10.1.32)

"Dettes et réparations, l'Allemagne ne paiera plus"

"Sir Horace RUMBOL" (M 10.1.32)

"M. BRUNING a informé l'ambassadeur de Grande-Bretagne que l'Allemagne ne pourra plus désormais effectuer ses versements au titre des réparations"

"Une telle déclaration rend inutile la réunion des gouvernements à LAUSANNE" (M 10.1.32)

"Sensation à Londres"

"A leur tour les ambassadeurs allemands à Londres, Paris et Rome déclarent la carence du Reich" (...)

"Après le coup de théâtre de Berlin. N'allons pas à LAUSANNE" (L 10.1.32)

Choquée, indignée, l'opinion messine resta sur le carreau... De prime abord, on qualifia d'"incompréhensible" l'attitude de BRUNING.

"Qui peut savoir ce que demain sera fait, quelle sera la capacité de paiement de l'Allemagne... mais pour l'im-médiat, il est maladroit de refuser de payer, alors que France et Angleterre s'efforcent de trouver une solution d'accomodement. C'est le renversement de l'ordre établi, la rupture des traités, une complication internationale dont personne ne peut prévoir l'issue"

"Deuxièmement, alors que la situation politique allemande est difficile, que la politique intérieure influe sur la politique extérieure, on s'adresse à HITLER pour prolonger la présidence de VON HINDENBURG"

"On ne s'engage pas ainsi, même pour sauver une situation précaire, dans une aventure internationale qui nous paraît sans issue"

"N'allons pas à LAUSANNE ! Nous n'avons plus rien à y faire" RITZ (L 10.1.32)

L'on y vit aussi sur le plan de la politique intérieure allemande un "gage aux hitlériens" (après les récentes conversations BRUNING-HITLER)

"Alors que l'étranger suivait jusqu'ici avec bienveillance les efforts "méritoires" du chancelier, il ne peut que regretter la voie glissante et dangereuse dans laquelle il est maintenant engagé"

Sur le terrain de la diplomatie internationale, FLANDIN accusa

"une dénonciation unilatérale des clauses financières du Traité de Versailles et des stipulations du plan YOUNG"

"Si ces déclarations sont maintenues, elles sont évidemment de nature à obscurcir les relations franco-allemandes après la visite à Berlin" (M 10.1.32)

Pour toute excuse, BRUNING, dans une interview à l'agence WOLF, insista sur le fait que les paiements avaient un "caractère politique" et confirma :

"Il est évident que la situation de l'Allemagne la met dans l'impossibilité de continuer à effectuer les paiements de caractère politique" (L 10.1.32)

Ce 9 janvier, il conféra "encore" avec HITLER pour le maintien d'HINDENBURG (L 10.1.32)

Le 10 : " Et de deux ! l'Autriche déclare qu'elle ne pourra plus rembourser ses créanciers" (L 11.1.32)

Le 11 : "la première riposte de la France à la carence du Reich

"A Bâle, la France a refusé de renouveler à la Reichsbank des crédits avancés par la Banque de France ; les autres puissances ont suivi et le refus a été donné à l'unanimité" (...)

"Nous ne parlons plus le même langage" (L 12.1.32)

"La réponse des milieux internationaux au refus allemand : la B.R.I. refuse de renouveler les crédits à la Reichsbank"

La fièvre monta, monta ! VON HOESCH s'en alla s'entretenir avec LAVAL, cependant que le cabinet britannique au grand complet se réunissait (PM 12.1.32) Chez nous, HERRIOT condamna la mauvaise foi allemande. Il démontra le danger d'un changement de ministère si proche des élections exposant les négociations à de grands bouleversements et réaffirma :

"respect intangible des traités" (...) "ma doctrine !"

(M 12.1.32 - 3e page)

Chez nos voisins exaspérés par ces réactions véhémentes, la presse germanique éleva unanimement des clameurs violentes, principalement à l'encontre de la France...

"l'opinion publique allemande est montée une fois de plus contre la France"

Et l'on indiqua que la presse allemande avait transcrit l'impression produite par la déclaration de BRUNING, surtout en France, et les journaux d'outre-Rhin vitupérèrent en particulier contre

"l'allusion faite au crédit de réescompte de 100 millions de dollars accordés à la Reichsbank et dont la B.R.I. a décidé le renouvellement sous réserve d'accord des banques qui y sont intéressées. Pour les journaux allemands, point de doute, c'est à la France que revient le dernier mot"

la France assurant 1/4 des 100 millions.

"On oublie de dire que la France a fourni 50 % du crédit" (L 12.1.32)

Grand Dieu, que ces jours furent fertiles en émotions...!
Et ce ne fut point tout !

Le 12 janvier 1932, à PARIS, le ministère LAVAL démissionna... à Berlin, l'on prétendit ne pas prendre au tragique la riposte française sur le refus au Reich du renouvellement de crédits

"Si la France refuse ses 25 millions de dollars, on s'adressera à la Federal Reserve Bank..."

insinuèrent-ils ! (L 13.1.32)

En somme, deux problématiques mais une seule situation, profonde, agitée, voilà où l'on en était ! Pour la première...

-Vu l'ampleur des circonstances, le ministère LAVAL démissionnaire le 12, se reforma le 13... LAVAL garda pour lui les A.E., TARDIEU remplaça le défunt MAGINOT (PM 14.1.32)

-Pour la seconde... après l'emportement, l'excès d'audace inclina à un repli calculé ! Ils se ravisèrent donc, et la presse allemande tenta une diversion : les ambassadeurs étrangers à Berlin avaient sûrement pas très bien compris... et

"comme si elle obeissait à un mot d'ordre, la presse allemande revint sur les incidents de la divulgation des déclarations faites par le chancelier BRUNING..."

Cette explication à retardement arrivait bien tard "trop tard" ! (L 14.1.32)

"Ignorant et coupable"

"Notre ambassadeur n'a rien compris ! ... L'ambassadeur anglais non plus... !"

Si c'est ainsi que BRUNING escomptait convaincre de ses bonnes intentions l'Europe... il s'y était pris... plutôt maladroitement !

"l'autorité de M. BRUNING sort diminuée de l'affaire. Il n'a rien gagné sur l'opinion européenne, et le fait que les partis de droite aient refusé leur concours dans l'élection parlementaire d'HINDENBURG"

RITZ (L 15.1.32)

BRUNING amadoua encore le 15... en adressant un télégramme de sympathie à BRIAND... il n'y reçut qu'une courtoise réponse !

(L 16.1.32)

... Peu ou prou, les Allemands avaient dû taire leur comportement hautain ! Mais ils avaient un moment sous-entendu une aide américaine... Petite incidence ou vérité formelle ? Dès le commencement, c'est-à-dire au lendemain de la déclaration

allemande, le MESSIN avait clairement expliqué que si les Etats-Unis admettaient l'instabilité du Reich, ils estimaient que la France pouvait et devait payer (M 11.1.32) Alors leur mauvais jugement fit naître à METZ une mauvaise idée !

"les dettes et les réparations : la France ne paiera plus !"

"Notre expert financier à Bâle a refusé à l'Allemagne la prorogation d'un crédit de 100 millions"

"Si la France renonce à recevoir l'argent du Reich, elle doit déclarer qu'elle est hors d'état de payer sa dette aux Etats-Unis"

Que pouvait-on trouver de mieux car :

"Après les déclarations de BRUNING, à la veille de la réunion de Lausanne, au mépris des traités et du droit, le regroupement des puissances aurait pu se faire..." et non, au lieu de cela, cette "lamentable division", anglais et américains semblant accueillir favorablement la thèse allemande. Voilà pourquoi, MORET au nom de la France (suivi par le conseil de la B.R.I.) avait repoussé la demande allemande de crédit... De toute façon, de quelle sanction pouvions-nous encore nous prévaloir ? Une occupation comme celle de la Ruhr était impossible et la commission des réparations n'existait plus depuis le 17 mai 1930.

"Au risque d'en finir avec la fiction du rapprochement franco-allemand, il est peut-être préférable d'utiliser cette voie qui nous reste chaque fois que l'assistance directe ou indirecte de la France sera sollicitée par l'économie allemande en péril !" (M 12.1.32)

Toutefois, l'intransigeance française ne laissa pas les Européens insensibles. Et "sous le signe de Lausanne, les guerisseurs au chevet des réparations" parurent décidés à former un "front des débiteurs en face de l'Amérique"

Deux investigations permirent d'y faire penser. D'abord, un article du "POPOLO D'ITALIA" qui avait préconisé :

"la renonciation de la part des Etats européens à leurs positions réciproques de débiteurs et de créditeurs; Ce premier pas accompli, il faut présenter un front

unique des débiteurs européens à l'Amérique"

L'autre plan fut proposé (dans les News STATESMAN AND NATION" par l'économiste anglais J.M. KEYNES. KEYNES désapprouva le projet d'un moratoire de deux ou trois ans et recommanda la conclusion dès cette année d'un règlement définitif des réparations. Il estima que la situation n'était pas mûre pour la conclusion d'un tel règlement à la conférence de Lausanne et pensa que dès lors, les décisions de celle-ci eussent pu comporter :

- "1- une promesse des alliés de faire cette année même des propositions précises et définitives à l'Allemagne et accorder à celle-ci des concessions devant lui rendre plus aisé l'accomplissement de ses obligations et mettre fin à l'atmosphère de guerre;
- 2- un accord par lequel on s'engagerait à suivre le développement de la crise pendant six mois avant de faire les propositions sus-mentionnées;
- 3- la prolongation du moratoire de l'Allemagne jusqu'au 30 et ajournement à dix mois de la conférence"

(L 16.1.32)

Restait maintenant à savoir, si certaines de ces propositions influenceraient ? Il était trop tôt pour le concevoir, pourtant la dernière parut avoir déjà été comprise.

"La conférence de Lausanne sera-t-elle ajournée ?"

"Le Reich attend pour fixer sa position, la déclaration que M. P. LAVAL fera mardi prochain à la Chambre"

(M 17.1.32)

"les Allemands s'imaginent que M. L. LAVAL va modifier l'orientation de la politique française"

(M 17.1.32 - 2e article)

Dans l'attente :

"On travaille dans la coulisse pour tenter d'améliorer l'atmosphère"

(deux entretiens PONCET-BRUNING, une rencontre VON HOESCH-LAVAL, VON NEURATH - SIR JOHN SIMON)

A cet égard, les Allemands acceptèrent l'idée du report de la conférence *mais une solution immédiate était quasiment im-*

possible à trouver.

Et Berlin voulut bien regretter l'effet produit par la déclaration du chancelier, mais sans que cela impliquât un changement d'avis sur le fond !

Enfin, l'on fit remarquer que les nationalistes espéraient eux, au contraire la maintien de ladite conférence à dessein qu'un échec de BRUNING leur facilitât l'accession au pouvoir... que la plupart des journaux allemands ménageaient beaucoup les Etats-Unis pour obtenir un moyen de pression contre la France, à l'exception de la VORWAERTS, très isolée pour encourager le front européen aux dettes américaines (M 17.1.32)

Les précautions par intérêts payèrent ! REED, sénateur de PENNSYLVANIE, président de la commission sénatoriale de la guerre, en contact avec l'Administration redit clairement que le refus allemand ne dispensait pas l'Europe de ses dettes aux Etats-Unis (L 17.1.32)

"la presse américaine déclare, dans son ensemble qu'elle n'est point surprise des paroles de M. BRUNING concernant la carence allemande vis-à-vis des réparations. Que dirait la même presse si M. BRUNING déclarait que les allemands ne peuvent pas rembourser leurs dettes aux banques américaines ?" (L 18.1.32)

Revigorés, d'autres voix allemandes haussèrent le ton : le comité de la Fédération de l'Industrie allemande (L17.1.32), la fraction parlementaire du parti social-démocrate, contre les méfaits des dettes de guerre et en particulier les réparations, opèrent pour l'annulation (L 18.1.32). Puis les Allemands se mécontentèrent des propositions de LAVAL soumettant la prorogation du moratoire HOOVER : le plan YOUNG ne convenait plus et ne pouvait donc être reconfirmé ! (la nouvelle avait été envoyée en Amérique, communiquée par WALTER EDGE, et publiée par l'agence REUTER (L 20.1.32)

Croyant bien faire, LAVAL s'était fourvoyé ! Les Etats Unis rejetèrent ses propositions et RUMBOLD rencontra BRUNING sur ce sujet ! (L 21.1.32) A nouveau, l'opinion publique américaine s'enflamma contre :

l'"ingratitude de l'Europe qui n'arrive pas à s'entendre
et qui attaque l'"Américain"

Derechef, ce prétexte excita son égoïsme à fleur de peau, renforçant avec lui l'idée que l'Amérique devait chercher à surmonter sa crise sans s'occuper de l'Europe et en évitant toute complication étrangère. Quant aux pays débiteurs, dont la France, ils pouvaient payer, à condition de réduire leurs frais d'armement (L 20.1.32)

"La France doit se faire respecter !"
rappela-t-on ! (L 21.1.32)

Pour cela, l'on retrouva les Anglais proches de nous. En effet, constatant le désintérêt américain, l'exigence allemande pour une résolution immédiate et définitive des réparations avant la reprise des paiements le 1er juillet, le gouvernement britannique en "plein accord" avec le nôtre, choisit l'ajournement de la conférence. Sur des questions aussi difficiles, l'on ne pouvait tout de même pas survoler !

"A cette demande, la France oppose la voix du bon sens. Pas de règlement définitif tant que les Etats Unis ne se seront pas prononcés. D'autre part, maintien du plan YOUNG, sauf d'accorder à l'Allemagne des facilités pendant la période actuelle de dépression (L 22.1.32)

Et là, un seul fait suffit à dire que l'on venait de s'entendre tout juste au bord de la dernière limite !

"Le Reich précise sa menace : suppression de tous les paiements ou la banqueroute !"

"les milieux berlinois expliquent le refus de l'Allemagne d'accepter la prorogation du moratoire HOOVER, car une acceptation équivaldrait à une reprise des paiements. Or, étant donné l'insolvabilité complète de l'Allemagne, il ne peut être question de reprendre les paiements"

"Cette opinion est exprimée dans une note d'allure officielle que reproduit la presse, signifie donc que l'Allemagne veut non seulement être déchargée de tous les paiements à l'avenir, mais estime être relevée des engagements de remboursements qu'elle a pris, conformément au moratoire HOOVER lui-même. Et cela sans se soucier si l'Amérique donnera à l'Europe l'allègement équivalent !"

"Cette note qui met les choses au point, nous l'espérons ouvrira les yeux aux plus optimistes dans la bonne foi de l'Allemagne, est la suite logique des conversations de M. BRUNING avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin : une prorogation du moratoire HOOVER équivaldrait pour l'Allemagne à de nouvelles charges, sans amener la solution définitive du problème. Le Reich ne saurait que faire d'un nouveau et onéreux délai. Elle veut une solution immédiate et radicale. Si ses créanciers ne l'entendent pas ainsi, l'Allemagne à en croire la "GERMANIA" l'organe de M. BRUNING, devra se résoudre à faire faillite au plus tard pour le premier juillet, date à laquelle expirera le moratoire HOOVER. Toujours d'après l'organe du centre, cette faillite aura les plus graves répercussions pour les Etats créanciers qui n'auront qu'à s'en prendre à la France, responsable de ce chaos. C'est simple et clair. Le Reich ayant déjà fait une fois faillite, sans pour cela s'en porter plus mal, a l'intention de récidiver.

A moins qu'il ne s'agisse d'un monstrueux chantage, destiné à impressionner l'étranger. Avec ces gens là, il faut s'attendre à tout. Note de la Rédaction !"

(L 22.1.32)

"Ce n'est donc plus seulement la prorogation du moratoire HOOVER que refuse l'Allemagne. Elle refuse de reconnaître ce moratoire" (L dans la vignette 22.1.32)

Prévenir de la stratégie allemande était une chose... Etre capable de la maîtriser en était une autre...

"Comment tenir l'Allemagne ?"

Nos parlementaires qui se réunissaient en furent fort tourmentés comme l'avouèrent les premiers débats de politique extérieure (21 janvier)

"A la chambre, tout le monde pensait mais n'osait dire tout haut qu'il faudra prendre, si l'Allemagne va jusqu'au bout de sa politique de révolte contre les traités, des mesures conservatoires, moins encore de nos intérêts, que de notre dignité et de notre sécurité"

"... certains pensent à supprimer l'appui financier que

l'Allemagne recevait de la B.R.I., mettre l'Allemagne dans une crise financière telle qu'elle reviendrait à de meilleurs sentiments" (...)

"... d'autres une surtaxe des importations allemandes..."

"... d'autres enfin, si l'Allemagne viole le traité de Versailles, la France est disposée elle aussi à ne plus l'appliquer... on pourrait alors reculer le plébiscite en SARRE" (L 22.1.32)

Parmi toutes les interpellations, l'opinion messine préféra surtout celles de FORGÉOT (député Rep. social de la Marne) qui défendit

1- Abandon par la France à ses débiteurs de la part totale conditionnelle et inconditionnelle moyennant la remise de ses dettes par ses créanciers

2- diminution de 25 % de ses armements moyennant la signature par les Etats-Unis d'un pacte de garantie

... de DUBOIS (député U.R.D. de la Seine) qui limita la prétendue carence allemande, ni absolue, ni définitive

... de DELSOL qui s'en prit à la mauvaise foi allemande (dépenses superflues, armements clandestins)

... de MARIN (qui en fait, répliqua à GRUMBACH (Ch. des députés 21 janvier 32)

"on a parlé de moratoire, maintenant il faut chercher quelque chose d'autre..." (...) "l'Allemagne a reculé devant l'ANNSCHLUSS, elle se propose une nouvelle fois de se soustraire à l'un des principaux articles du traité de Versailles. Il faut réagir, le prestige de la France dans le monde est en jeu" (L 22.1.32)

... enfin, de LAVAL. On avait souhaité sa victoire (PM 21.1.32)
Le 22, il monta à la tribune ovationné par ses collègues

"LAVAL répond à l'Allemagne"

"La France ne laissera prescrire aucun des titres qu'elle détient, le Reich est tenu de respecter les engagements qu'il a souscrit" (...)

"Nous n'accepterons une réduction de notre créance que dans la mesure où une réduction corrélative nous sera

accordée sur nos dettes" (M 23.1.32)

L'opinion messine jubila, parce que les orateurs, en dépit de leurs nuances politiques avaient affirmé les droits sacrés et indestructibles de la France aux réparations et proclamé comme une obligation intangible le respect des contrats

(M 23.1.32)...

Elle tressaillit parce que, à la "fin d'un grand débat" la chambre avait fait confiance à LAVAL (312 voix contre 261)

(L 23.1.32)

... l'union se cimentait.

"L'union est commandée par les faits. Si elle n'est pas réalisée dans la composition du cabinet, il faut qu'elle le soit par l'adhésion des partis. A ceux-ci de la donner. Pour l'intérêt du pays qu'ils consentent une trêve, dans l'union, servons la France et servons la paix"

P. LAVAL (M 24.1.32)

LAVAL qui n'avait pas cessé d'avoir la confiance du Parlement depuis douze mois (M 21.1.32) LAVAL qui tenait ferme notre diplomatie... le jour de sa victoire, au ministère des A.E., un homme malade et diminué vint lui transmettre définitivement ses pouvoirs : BRIAND (M 23.1.32)

Mais ce vote de confiance reflétait encore, face à Berlin accroché à l'appui de Washington, le sens du rapprochement avec l'Angleterre, peut-être le raffermissement de l'entente...

(L 23.1.32)

il rencontrerait bientôt MAC DONALD (L 23.1.32)

Et puis, son succès acquis pour ce ton décidé, catégorique, résonnait comme un avertissement jeté aux Allemands

"le discours de LAVAL et la presse allemande"

"les milieux politiques du Reich constatent que les rapports entre la France et l'Allemagne n'ont jamais été aussi tendus" (...)

"la presse critique vivement le discours de M. P. LAVAL et crie son indignation haineuse"

Même la VORWAERTS reprocha au discours d'avoir été trop violent, et par là trop sérieusement nuisible au rapprochement. Mais sur ces retombées, elle n'épargna pas plus BRUNING, le critiquant sévèrement pour avoir entretenu trop longtemps "l'illusion dans la masse", ni les nationalistes coupables de répandre dans tout le pays "de façon criminelle, la haine contre la France" (M 24.1.32)

Chez nous, l'opinion messine félicita chaudement LAVAL

(PM 24.1.32)

"le discours de LAVAL a défini nettement la volonté française dans le drame international" Il "s'est dégagé une unité tacite et profonde des partis politiques pour la sauvegarde nationale"

"Une telle démonstration était nécessaire à l'heure où l'Allemagne délivrée de toute contrainte depuis l'évacuation de la Rhénanie reprend son vrai visage"

"Bien sûr, la France est prête à collaborer, mais elle n'admettra pas de voir bafouer ses droits aux réparations, elle ne subira pas le double chantage de l'Allemagne et de l'Amérique"

"Il n'y a plus une faute à commettre, à droite et à gauche, on le comprend" (M 24.1.32)

Rangé sous cette fameuse bannière, HERRIOT renchérit !

"les Etats-Unis continuent à pratiquer leur politique de splendide isolement. La Grande-Bretagne paraît hésitante. L'Allemagne tire parti de ces divisions des anciens alliés"

"Quelle est donc la situation de l'Allemagne, le rapport des experts de BALE a montré que notre voisine d'outre-Rhin se trouve actuellement dans une situation difficile, parce qu'elle a beaucoup dépensé, beaucoup emprunté. Mais elle reprendra certainement son équilibre. On la verra, avant longtemps, dominer industriellement l'Europe. On garde intacte l'immense force protectrice qu'on mettra en oeuvre demain. LA richesse virtuelle dépasse tout ce qu'on peut imaginer, et une fois débarrassé du fardeau des dettes, on demandera successivement tout ce qu'on peut demander : SARRE - SILESIE - COULOIR POLONAIS - ALSACE-LORRAINE"

"Une conclusion s'impose : il faut n'accorder qu'un moratoire limité, tenter de s'entendre avec l'Angleterre, l'Italie et la Belgique, opposer un vrai front commun des alliés aux exigences de l'Amérique. Déjà, pour cette politique, il est bien tard. On s'est fait trop d'illusion sur les voyages de Berlin et de Washington"

(dans le DEMOCRATE de LYON) (L 24.1.32)

Puisqu'il n'y avait pas un moment à perdre, une importante conférence eut lieu au Quai d'Orsay le 25, sur le problème des réparations et avant l'entrevue franco(anglaise : LAVAL - Lord TYRREL, WIGRAM son conseiller, FLANDIN, RUEFF (attaché financier à Londres), BERTHELOT, de LABOULAYE (sous secrétaire des affaires politiques)... se réunirent (L 26.1.32)

"Nous en sommes à un moment où, si l'entente entre la France et l'Angleterre ne se rétablit pas promptement, la catastrophe va fondre sur l'Europe" (L 27.1.32)

Nul doute qu'il se produirait du neuf ! Le 26, FLANDIN dans un exposé chiffré, très précis, présenta incontestablement ce que l'Allemagne avait payé jusque là à la France : pas plus que ce qu'elle nous devait (L 27.1.32)

C'était une mise au point. La deuxième, on la trouva dans les propos que tint LAVAL, évoquant le rapprochement avec l'Italie. Il glissa qu'il voulait inaugurer un

"régime d'unité de direction et de décision dans notre politique étrangère" (M 29.1.32)

Ainsi, pareillement harcelés, aux Allemands on ne leur proposa qu'un crédit de 5 millions de dollars et pour un mois seulement ! (M 29.1.32)

Cette fois, la presse allemande ne fit plus de commentaires spéciaux, tout au plus, elle rappela que les autres banques avaient parlé de trois mois ! (L 30.1.32)

Là-dessus, les Anglais redirent leur attachement pour la recherche, le plus vite possible, d'un règlement général et permanent de la question des réparations (L 3.2.32) L'espoir de parvenir à une solution était serein, à condition que l'on eût été assez fort pour surmonter nos crises politiques !

LAVAL en souffrit le 16 février, mais TARDIEU, son successeur,

promit de poursuivre la même action (PM 17 et 23.2.32)

Cependant, la conférence sur le désarmement semblant monopoliser à elle seule le salut de l'Europe, le rapprochement franco-allemand dut changer son horizon d'intérêt.

Dès lors, on se satisfait d'une surveillance au gré de l'évènement. Quand la B.R.I. renouvela pour trois mois les crédits à la Reichsbank, après le premier tour des présidentielles allemandes de mars (L 15.3.32). A l'occasion du voyage de TARDIEU en Angleterre début avril - TARDIEU découvrit la cité hésitante sur les questions financières et le problème de l'Europe Centrale (L 2.4.32) Aussi, dès avant la rencontre, une appréhension malsaine conduisit à penser à des conversations bloquées au stade de généralités, à la fois dans le problème danubien que dans celui des réparations (M 3.4.32) A la surprise de tous, STIMSON annonça sa venue (L 3.4.32). De l'entrevue franco-anglaise, trop peu d'éléments filtrèrent. L'on sut tout juste qu'elle préparerait la conférence danubienne à quatre. Sur le moment, les Allemands affectèrent une réserve inhabituelle

"la presse "allemande) ne s'occupe pas outre mesure de la visite à Londres du président du conseil français, l'ordre lui ayant été donné par les autorités compétentes de ne pas grossir inutilement l'évènement en lui consacrant des articles spéciaux" (M 4.4.32)

Finalement, eux aussi en savaient presque rien ! Au fond, pouvait-on imaginer l'Angleterre accepter, malgré son principe de coopération générale, une entente franco-anglaise particulière ? Comment oublierait-elle tant de préjugés contre nous, où là se reconnaissait l'oeuvre de la propagande germanique qui avait tout fait pour gagner une opinion hésitante ?

(M 5.4.32)

La veille de l'ouverture de la conférence danubienne, la cité resta dans l'expectative... Pourtant le MANCHESTER GUARDIAN dit qu'un accord préparatoire aux travaux avait été conclu après l'entrevue et qui concernait aussi les réparations

(L 7.4.32)

Sans pouvoir vérifier cela, on se limita donc à ladite conférence à "quatre" (avec l'Italie et l'Allemagne en plus) "Alphonse BARTHEL" correspondant à SOFIA, rappela quelle recherche avait été tentée pour guérir l'Europe centrale et orientale. BRIAND, depuis longtemps, avait encouragé à la coopération entre tous les pays européens, mais les récentes démarches avaient plutôt abouti à des échecs... Pour l'union balkanique, il y avait bien eu la réunion d'ATHENES en 1930, de CONSTANTINOPLÉ en 1931... AU rebours à tout rapprochement, la structure des Etats balkaniques s'était révélée "pas assez" hétérogène...

"... que la division de leur travail, de leur activité productrice, ne soit pas assez prononcée, que la carte économique de la péninsule ne soit pas assez bigarrée"

... Sauf pour l'Autriche et à un moindre degré la TCHECOSLOVAQUIE, ils demeureraient tous des états surtout agricoles.

De là l'idée de commencer par des

"unions partielles, préludes à une grandiose économie dirigée" (L 9.4.32)

Inévitablement, tant de difficultés eussent plus facilement agi à l'inverse d'une digne et solide combinaison... A peine, inaugurée, la conférence à quatre refreina son espoir...

"l'intransigeance de l'Allemagne et de l'Italie font échouer la conférence des quatre à Londres" (...)

"Conférence ajournée... satisfaction à Berlin" (L 8.4.32)

Dès le début, on voulut concilier l'inconciliable ! La France défendit l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée, lui opposant le système préférentiel. L'Allemagne et l'Italie soutinrent le contraire !

Et l'Angleterre ? MAC DONALD se risqua à

"ménager la chèvre et le chou"

on ne sut

"de quel côté il penchait" (M 8.4.32)

... Prenant fait et cause de ces vaines oppositions, la presse anglaise souligna la trop grande complexité du problème pour trouver d'emblée une solution immédiate. Elle dénota aussi les

divergences des positions allemandes et italiennes. Sans une discussion simultanée de toutes les puissances intéressées, on ne pouvait résolument avancer. Par la force des choses, le bon sens dicta une autre réunion ! Peut-être à neuf cette fois ! (L 29.4.32)

Voilà comment la discorde fut élue souveraine et combien cela plut aux allemands !

"le Reich considère l'ajournement de la conférence comme un succès diplomatique"

... preuves de la

"loyauté italienne", de "l'échec du bloc anglo-français"

A METZ, l'on répéta que le but de la conférence à quatre était de sauver l'Europe centrale d'une catastrophe financière et économique...

"plutôt que ne périssent les cinq Etats d'Europe Centrale"

Qu'avait fait l'Allemagne ? Consenti quelques "sacrifices secondaires sur son commerce extérieur" ...

... Non ! Non ! Non ! la presse allemande enfonça la France "seule responsable" de l'échec ! (M 9.4.32)

Cette attitude inique des allemands, emporta dans l'avenir un préjudice singulier et dangereux, contre qui l'on eût tût fait de veiller afin que la prochaine conférence de LAUSANNE n'échouât point pour nous dans un nouvel échec.

5 - "La liquidation des réparations à LAUSANNE" LORRAIN 2.7.32

"L'Allemagne attend de LAUSANNE la fin des réparations"

"agence WOLFF (d'après des "autorités compétentes anglaises ?")

ou selon une "dépêche attribuée en fait à M. VON BULOW ?"
(M 8.4.32)

"Reconnaissons que la facture des réparations est réglée si nous voulons pouvoir déclarer que la guerre est vraiment terminée. De la conférence de Lausanne dépendra le sort de l'Allemagne et du monde qui, ou bien continuera à sombrer dans la misère, ou bien reprendra pied sur une base solide de réconciliation"

(discours de BRUNING aux associations des journalistes allemands de province) (L 10.5.32)

"le coup d'éponge à Lausanne ?" Ch. RITZ (L 26.5.32)

"Nous ne toucherons plus un mark du Reich, mais nous continuerons à rester sous la dépendance de nos créanciers d'outre-Manche et d'outre-Atlantique.

"les positions sont de la sorte complètement renversées. Maintenant, c'est la France enchaînée qui succèdera à l'Allemagne libre et dégagée de toutes les charges de la guerre qu'elle a provoquées" (M 9.7.32)

"VON PAPEN qui peut se vanter d'avoir réussi un coup de maître, a pu s'écrier devant les délégués réunis vendredi dans la nuit : "l'ère des paiements politiques est close" (...) "le Reich vraiment peut chanter victoire, sa politique étrangère aboutit et aboutira à la destruction du Traité de Versailles" RITZ (L 10.7.32)

"Le compte "réparations" ne figure pas au budget allemand !"

(M 1.5.32)

Que d'ombres, que d'ombres foncèrent rapidement et gravement l'atmosphère diplomatique à quelques semaines de la conférence, dont chacun vaticinait des espérances opposées ! Début mai, la France vota et l'on sait comment... L'Allemagne s'apprêtait à le faire, mais l'instabilité actuelle due au flot hitlérien, ne laissait aucune place à l'équivoque !

(M 4.5.32)

"la politique allemande est donc à suivre de très près, mais de toute façon son évolution laisse prévoir qu'on s'achemine vers une carence totale et définitive du Reich en ce qui concerne les réparations dont l'expirations du moratoire HOOVER"

"Or, à toute réduction ou suppression de la créance des réparations doit correspondre une réduction ou une suppression au moins équivalente des versements à effectuer à l'Amérique au titre des dettes interalliées. Cette position a été encore combattue par le sénateur BORAH"

"... Si l'Amérique avait renoncé aux dettes, l'accord franco-allemand eût été aisément réalisé par la suppression de la tranche conditionnelle du plan YOUNG" (...)

"l'Amérique a feint de se désintéresser du problèmes des réparations, mais l'accord franco-britannique, devant servir de base, à tout arrangement a été soumis à Genève aux gouvernements intéressés"

"Aussi, une évolution favorable commence à se dessiner en Amérique, hâtée au surplus pas l'aggravation de la dépression économique, et l'on commence à se rendre compte à Washington, comme à New-York, que la seule manière encore possible de ranimer les affaires, serait de favoriser les exportations vers l'Europe en lui rendant son pouvoir d'achat"

"En définitive, il n'est pas impossible que les récents événements d'Allemagne ne s'exercent sur la politique internationale en un sens favorable, du fait que la position du Reich nettement affirmée, ne peut que provoquer l'unique solution possible" (M 4.5.32)

A tout bien considérer, l'on était au moins sûr d'une chose : ce qui se passait en Allemagne. D'abord, l'on eut la surprise de constater que le compte "réparations" ne figurait pas au budget allemand ! (M 1.5.32) Etait-ce là une révélation sur les motivations immédiates ? Beaucoup incitèrent à le croire... Du reste, les meilleures preuves, c'est le chancelier lui-même qui les donna... Devant l'Association des Journalistes Allemands de province, BRUNING réclama l'égalité des droits, se laissa aller jusqu'à condamner le Traité "contre-nature" et termina :

"Reconnaissons que la facture des réparations est réglée, si nous voulons pouvoir déclarer que la guerre est vraiment terminée. De la conférence de Lausanne dépendra le sort de l'Allemagne et du monde qui, ou bien continuera à sombrer dans la misère, ou bien reprendra pied sur une base solide de reconstructions" (L 10.5.32)

Faux-pas déplorable ou volonté affirmée ? En fait, BRUNING reitéra au Reichstag, dans un grand discours le 11 mai. Oh, certes, la crise politique était imminente, mais ce que l'on entendit fut instructif ! Abordant la question des réparations, le chancelier rapporta que le point de vue du gouvernement allemand était bien connu et qu'il n'avait pas changé :

"Cette conception a déjà fait des progrès dans le monde, même dans les pays créanciers où l'opinion commence à comprendre que la suppression des dettes politiques est la condition primordiale du monde" (L 12.5.32)
(...)

"la suppression complète des dettes politiques est la condition préjudiciable la plus importante pour que l'on puisse se sauver de la dépression économique et sociale et pour que l'on puisse commencer une oeuvre de redressement" (M 15-16.5.32)

Séparée, ainsi toute seule, cette dernière citation froissait déjà beaucoup !

Mais, mise en exergue, c'est-à-dire dans une vignette à l'entête d'un journal dont l'éditorial de fond évoque les "Papiers de STRESEMANN" et leur froide réalité... que doit-on penser ? Depuis la fin avril, et le début mai, le livre avait été passé au \$cribe... (ainsi M β , 3-14-15.5.32)

Sans doute, les messins n'apprirent rien de nouveau, sinon une confirmation pour ce qu'ils \$avaient inlassablement prévenu ! En revanche le "Français moyen" découvrait stupéfait que :

"STRESEMANN (avait) mené une politique mensongère et pas plus..."

"S'il fut le plus sincère..." vis-à-vis de nous "que doivent être les autres?" (PL R. JAGER 29.5.32)

Alors, le 15 mai, à côté de la citation de BRUNING, on apposa d'autres citations, mais de STRESEMANN, dont l'une disait ceci :

"l'accord de LOCARNO n'a pas apporté à la France le décisif avantage d'une reconnaissance définitive des frontières occidentales du Reich et d'une renonciation absolue de l'Allemagne à l'Alsace et à la Lorraine"

C'est que l'on incrimina "duperie de LOCARNO" ! (M 15-16.5.32) Et maintenant, que restait-il donc pour la confiance ? A l'instant même où les hitlériens déployaient une agitation sans précédent, ouvrant la crise politique ?

"l'Allemagne s'oriente depuis quelques mois surtout, avec une rapidité foudroyante, vers les extrémismes, surtout l'extrémisme hitlérien. La situation devient inquiétante, HITLER a 90 chances sur cent, aujourd'hui de prendre le pouvoir"

"le 30 juin expire le moratoire HOOVER, le chancelier BRUNING se prépare à la conférence de Lausanne, mais l'ombre de la victoire hitlérienne va planer sur les négociations. M. BRUNING se prêtera-t-il encore à un renouvellement du moratoire -qui au moins sauvait la face des réparations- ou profitera-t-il de l'opinion qui règne aux Etats-Unis, en Angleterre ou en Italie pour demander officiellement le "coup d'éponge" à Lausanne" ?

RITZ (L 26.5.32)

"l'Allemagne prétend avoir payé la totalité des réparations ? C'est faux, elle a emprunté pour payer de l'argent américain, anglais et français, puis l'Etat allemand a fait la riche opération de la faillite qui l'a délivrée des dettes intérieures"

M. GROSDIDIER de MATONS (L 28.5.32)

Jetée de la sorte, au beau milieu d'un mer démontée d'exécrables grains sur quelle rive échouerait donc la conférence ?

"Henry BERENGER" décela trois solutions
"coup d'époude - ajustement - moratoire"

(Revue de Paris) (M 29.5.32)

Ceci fut publié le 29 mai. Ce jour-là, BRUNING démissionna et l'on souligna le caractère "violemment anti-français" du nouveau ministère VON PAPEN (M 2.6.32) Ce dernier ne cessa d'affirmer : "égalité des droits" pour un "assainissement économique"

(PM 5.6.32)

La démonstration étant très sommaire, SCHACHT indiqua les précisions nécessaires le 5 juin, alors qu'en France, on se préoccupait surtout de savoir si HERRIOT allait réussir à déjouer notre crise politique... ! (L 6.6.32)

SCHACHT demanda une "réadaptation du Traité de Versailles"

"les pays créanciers doivent savoir que les paiements des réparations ont toujours troublé les relations commerciales du monde entier et l'économie allemande est dans l'impossibilité de les continuer et encore moins de les transférer en devises étrangères. Il est en outre impossible d'imposer à un peuple des charges s'étendant sur deux générations" (...)

"l'étranger a accordé de gros crédits à l'Allemagne, il se trouve maintenant placé dans l'impossibilité d'être remboursé à l'échéance"

"Preuve en est que les trois pays (Etats-Unis, Angleterre, France) ne savent plus quoi faire dans la question des réparations"

"Un ajournement~~é~~ servira à rien" (L 6.6.32)

Mais personne n'y pensa ! Le 10 juin, l'on vit partir nos délégués pour Lausanne... les Allemands en firent autant ! C'était banal, direz-vous ! Pas tout à fait... car en les regardant s'éloigner, RITZ compara que nos deux peuples voisins avaient beaucoup de mal à "organiser la maison"... et que cela pèserait lourd à la conférence...

"Que vaut le gouvernement HERRIOT ?"

"Il ressemble plutôt à une outre gonflée qu'à un corps sain qui peut défier les attaques de la maladie !" (...)

"les socialistes ont voté pour, alors que la politique extérieure va à contre-sens des doctrines socialistes"

De là, notre position de faiblesse à Lausanne...

"... alors que BRIAND lui, soutenu par les gauches ralliait une solide majorité, HERRIOT, lui, ne peut compter en politique étrangère ni sur l'appui des droites, encore moins sur celui des socialistes"

Côté allemand... c'était

"pire encore" ! : "plus de majorité... plus de Reichstag!" mais un "cabinet de barons" qui représente la vieille Allemagne prussienne"

"les foules qui suivent HITLER demandent autre chose"

... voilà ce qu'inspira la photo (rare à l'époque) de la délégation allemande à LAUSANNE : VON BULOW - LUTHER - WARMBOLD, VON PAPEN, SCHWERIN-KROSSIGK, VON NEURATH ! (L 11.6.32)

Et vous comprendrez, qu'en ce moment extrêmement glissant, on accorda une grande importance à la visite que MAC DONALD fit à PARIS. Il arriva le 12 et rencontra HERRIOT.

"Ce fut à Paris et à Versailles la même cordialité qu'aux Chequers en 1924" (L 13.6.32)

Les entretiens franco-britanniques portèrent sur toutes les questions pendantes : réparations, armement, problèmes économiques, Europe Centrale et balkanique, aide à l'Autriche...

(M 13.6.32)

Vu le contexte difficile, on situa mieux l'importance du voyage, en rappelant la volonté allemande et plus raide de VON PAPEN

"Des sacrifices ne sauraient être accomplis et ils ne peuvent être psychologiquement exigés, si l'on ne réussit pas à orienter l'assurance morale du peuple vers un but commun. La conquête de la liberté à l'intérieur et à l'extérieur est la possibilité d'existence du peuple et du pays" VON PAPEN (M 13.6.32)

Ce même VON PAPEN qui enchassait dans son dossier de revendications, la thèse de BRUNING : annulation définitive et complète des réparations, pas de solution de compromis (L 14.6.32)

Entre France et Angleterre, l'on avait par conséquent impérieusement besoin de se mettre

"d'accord... mais comment d'accord ?"

La veille encore, la position des deux pays s'affrontait, or voici qu'un accord était intervenu. Pourquoi ? Nul doute que devant une "situation inextricable" l'on ne pouvait guère agir autrement, à moins que le remplacement de TARDIEU par HERRIOT y eût contribué ! D'après des rumeurs surprises dans les couloirs de la chambre, il semblait que l'on s'entendit pour accepter un ajournement de la situation présente, visant au prolongement du moratoire HOOVER pour six mois.

"En novembre, le nouveau président des Etats-Unis sera ou HOOVER, ou un démocrate ROOSEVELT. Alors seulement, le problème des dettes interalliées pourra être posé devant le congrès (...)

Pour un prolongement de six mois, il faudra que le gouvernement américain acquiesse (...) se montre conciliant à LAUSANNE" (L 14.6.32)

La conférence de LAUSANNE fut inaugurée le 15 juin au soir.

"L'échec de Lausanne" (L 30.6.32)

"les Allemands poursuivent la même politique étrangère quelle que soit la couleur de leur gouvernement, demandent enfin la révision du Traité de Versailles. Ils savent que les "Alliés" sont mûrs pour cette opération" (L 30.6.32)

"C'est en vain que nous cherchons à Berlin un gouvernement avec des ministres ayant assez d'autorité pour engager l'Allemagne" (M 29.6.32)

"le transfert à New York d'un paiement français de guerre peut causer aussi bien l'effondrement de la France. Sauvegarder l'économie française nous paraît aussi opportun que de ne pas laisser tomber l'économie allemande" (M 29.6.32)

"Echec des tentatives conciliatrices entre France et Allemagne" (M 29.6.32)

Une fois prononcés, les discours académiques, les travaux sérieux commencèrent le 16 juin, par une vaste discussion générale. L'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne exposèrent tour à tour leurs thèses. La plus abrégée fut sans conteste l'Allemande !

à LAUSANNE : "je suis pauvre !"

à GENEVE : "je ne suis pas assez pauvre pour renoncer à l'égalité des armements !" (M 18.6.32)

"M. VON PAPEN demande la suppression des réparations, tandis que M. HERRIOT souligne l'inutilité et l'injustice d'"coup d'éponge"

"les paiements se sont avérés impossibles et dangereux" déclare M. VON PAPEN et il démontre...

"l'annulation des réparations ne constituerait pas la solution efficace et équitable" réplique HERRIOT et il prouve ! (...) (L 18.6.32)

A l'issue des deux premières journées consacrées aux discussions générales, il se dégagait que deux camps s'étaient constitués et qui s'opposaient... "l'un" (Allemagne, soutenue par l'Angleterre et l'Italie) œuvrant pour la suppression totale. L'autre, c'est-à-dire nous seul, accroché au maintien de la partie inconditionnelle. Les deux camps n'ayant pas force de vue ! (L 19.6.32)

Si fait, l'on ne s'entendit que pour consentir à nos voisins un prolongement du moratoire pendant la durée de la conférence, afin de chercher les modalités d'un règlement (L 19.6.32)

Les Allemands ne furent pas contents ! (M 18.6.32), d'autant plus que VON SCHLEICHER venait de ressasser en Allemagne, la thèse désormais classique :

- 1- décharger l'Allemagne de la responsabilité;
- 2- mettre fin aux réparations;
- 3- suspendre l'inégalité des armements entre France et Allemagne; (L 18.6.32)

Alors, on avançait que si le 18 au soir, l'Allemagne n'avait pas obtenu, c'est qu'elle s'était heurtée à un "front commun", préparé par l'entrevue franco-anglaise avant la conférence. On avait ainsi évité "les petits complots" américains, toujours présents dans la coulisse, on avait:

"tué dans l'oeuf la déclaration de non paiement que VON PAPEN s'apprêtait à faire"

... on avait:

"établi ipso-facto, le moratoire sans que le mot ne soit même prononcé" (L 19.6.32)

Mais en marge de la conférence de Lausanne, un important entretien franco-anglo-américain eut lieu à Genève le 19 juin. Aucun communiqué ne fut publié, mais l'on comprit que les deux assemblées travaillaient en parallèle et que les conversations secrètes se poursuivraient. Toutefois, la réunion des six puissances invitantes ayant été ajournée, la raison trahit un désaccord franco-anglais sur les réparations... le coup d'éponge anglais déplaisant complètement à la France

(L 20-21.6.32)

1912

D'arrache pied, Français et Anglais s'obstinèrent à converser simultanément dans les deux villes suisses (M 22.6.32)... sans la plus petite quiétude. Car le 22, VON PAPEN remit à MAC DONALD, président de séance, un mémorandum dans lequel il réclama l'annulation immédiate et totale des réparations (L 23.6.32)

Germain MARTIN lui serina que l'annulation complète n'eût rien fait avancer pas plus qu'elle n'eût entraîné un retour désirable à l'activité économique normale du monde.

"les éléments constitutifs essentiels de la crise sont la cristallisation des capitaux et le fait que le crédit et l'épargne sont devenus craintifs. Et là, se pose un problème politique où GENEVE est associée à LAUSANNE. Un des aspects de ce problème politique est le rapprochement franco-allemand. La liquidation du passé ne doit pas faire oublier de regarder l'avenir" (M 23.6.32)

Là-dessus, RITZ voulut faire parler le Français moyen, qui s'interrogeait :

"Faut-il payer, faut-il désarmer ?"

"Responsables de la guerre, les Allemands n'ont jamais voulu réparer, c'est-à-dire payer. Une fois de plus, ils viennent de le dire à Lausanne-Genève, car les réparations et les armements se tiennent"

"Il y a treize ans que nous savions que l'Allemagne ne paierait pas"

"Aux manoeuvres allemandes, le président HOOVER a répondu favorablement. C'est la 2e fois qu'il marche ce bon M. HOOVER. Après le moratoire, voilà qu'il parle de réduction d'un tiers des effectifs d'armée terrestre et maritime, ce qui signifie en clair : l'Europe ne paiera plus à condition de réduire d'un tiers. Voilà le sens de l'opération d'avant-hier du coup de théâtre du 22 juin 32 à Lausanne" (L 24.6.32)

Les débats se compliquaient... ils s'empêtrèrent après la visite de VON PAPEN à HERRIOT le 24, les Allemands se bornant à démontrer l'impossibilité de poursuivre les paiements

(PM 25.6.32)

Les jours suivants, les divergences s'accusèrent davantage. Mais de "sources dignes de foi", l'on présuma que l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre, s'acheminaient vers

- "l'annulation immédiate et définitive des versements des réparations, seul moyen permettant de ramener la confiance"
- participation allemande à l'oeuvre de redressement économique et financière de l'Europe avec engagement de reprendre les paiements des réparations dans l'éventualité d'une balance commerciale très positive (L 28.6.32)

En tout cas, le 27, VON KROSSIGK, devant l'Assemblée et pendant près de deux heures, contint la thèse allemande exclusivement dans les limites du cadre supposé plus haut (M 28.6.32)

La France perdurant sa fermeté, le pessimisme gagna et dans l'espoir d'esquiver la rupture, on multiplia les conversations particulières (L 29.6.32) En vain ... METZ chargea les Allemands !

"Après la volte-face des Allemands. La conférence sera-t-elle ajournée ?"

"L'Anxiété paraît être à son compte, toutefois, l'attitude de la France est calme et de volonté réfléchie" (...)

VON PAPAN "tout comme ses prédécesseurs n'est pas avare de promesses" (...) "mais derrière lui c'est toujours la même Allemagne qu'en 1919, unanimement dirigée contre les traités et les réparations"

"VON PAPAN avait promis des compensations importantes pour le cas où la France accepterait de renoncer aux réparations, ces compensations n'ont jamais été précisées"

"De toute façon, des arrangements qu'il pourrait prendre avec la France n'auraient pas plus de valeur que ceux qui ont pu être pris par BRUNING et CURTIUS à LA HAYE
"C'est en vain que nous chercherons à Berlin un gouvernement avec des ministres ayant assez d'autorité pour engager l'Allemagne"

(...) "les élections dans un mois, seront la réédition de celles de 1930" (M 29.6.32)

En maintes reprises, on chercha encore à s'entendre... Ces échanges de glace conduisirent tout droit à "l'échec des tentatives conciliatrices entre la France et l'Allemagne" (M 29.6.32)

La dernière rencontre eut quelque chose de pathétique... MAC DONALD tenta un "ultime effort" et posa "la question à VON PAPEN de savoir si l'Allemagne voulait prendre devant le monde les responsabilités de l'échec"

VON PAPEN assura qu'un règlement ultérieur sur le principe d'un paiement serait admis (M 30.6.32)

Une revue de presse découvrit la conférence "en péril" à un "point critique" proche de la "rupture", sans que "aucune détente" eût été constatée (M 30.6.32)

Alors, le "dernier acte de Lausanne" était joué.

"la journée a été consacrée à de nouvelles négociations franco-allemandes et à la création d'un comité de six membres qui a reçu pour mission de rédiger un rapport sur les travaux de la conférence"

On était désanchanté... Et l'énervement avait même touché les Anglais !

"Car on dit à Lausanne que les Allemands ont l'intention bien arrêtée de noyer le remboursement des crédits privés "gelés" dans l'immense puits d'où doit sortir du moins certains l'espèrent la réorganisation européenne"

"la solution française était simple : l'Allemagne doit à la France de l'argent, elle peut payer sa dette de toute façon, soit en argent, soit en avantages économiques, soit par un accroissement de la sécurité
La France rejetait naturellement l'annulation pure et simple des réparations"

A ce moment précis, VON PAPEN était arrivé de Berlin pour réclamer l'annulation (M 30.6.32)

"l'échec de Lausanne" était consommé ! (L 30.6.32)
... au comité des "six" à poursuivre.

La conférence avait échoué... C'était une chose. Mais la France avait tenu ferme et ça, s'en était une autre ! Alors ce qui déplut beaucoup à l'opinion messine se furent les attaques des radicaux contre HERRIOT. L'instant était crucial et ils ouvraient virtuellement une crise politique (L 29.6.32) Voilà certainement pourquoi, se méfiant d'eux, au conseil des ministres tenu le 25 juin, HERRIOT rendant compte des négociations de Genève et Lausanne, avait affirmé qu'à son avis la situation était "satisfaisante" (M 26.6.32)

Ce qui, pour le moins, était inexact. Mais retournons à LAUSANNE... pour assister à la phase finale de :

"la liquidation des réparations" (L 2.7.32)

"FINASSIEREN, FINASSIEREN, disait STRESEMANN. France prends garde à toi" (L 2.7.32) RITZ

"Une fois de plus l'Allemagne a montré qu'elle attend des conclusions de LAUSANNE qu'elle recherche moins son propre relèvement économique et social que les satisfactions égoïstes de prestige et d'orgueil militaire"
(L 6.7.32)

A dessein de parvenir, de jour comme de nuit, le "comité des six" connut le travail du forçat au bain. Finalement, après trois dernières séances nocturnes et plusieurs délibérations diurnes, les bases d'un accord éventuel furent trouvées, du moins le sembla-t-il (M 1.7.32)

L'agence HAVAS renseigne sur le probable contenu :

- 318 -

" 1- les puissances créancières conviendraient de donner quitus au Reich de ses obligations de réparation à condition que les Etats-Unis de leur côté, annulent leurs créances

2- L'Allemagne remettrait immédiatement des bons de garantie par le gouvernement qui serait remis à la B.R.I. et porteraient intérêt le jour où le Reich aurait recouvré sa capacité de paiement. Ces bons auraient une valeur nominale de 7 milliards de marks or" (L 1.7.32)

"Ce qui correspond en quelque sorte à la thèse française" (M 1.7.32)

"... L'Allemagne doit figurer dans un plan de restauration européen et mondial, notamment par la revalorisation des produits agricoles, l'aménagement de tarifs préférentiels, l'arrangement d'Etats à Etats, enfin par la constitution d'un fonds de secours (ce plan sera défini par une conférence ultérieure qui travaillera sous les auspices de la S.D.N.) (M 2.7.32)

On fit remarquer que français et anglais étaient restés fermes (M 1.7.32)

Le malheur voulut que les allemands eussent la même attitude, mais pour des propositions absolument contraires ! Selon l'agence CONTI, et d'après des milieux autorisés, l'on prêta l'intention à VON PAPEN de demander l'égalité, allusions aux parties 5 et 8 du traité (clauses relatives au désarmement, aux réparations et à la responsabilité) C'était tout dire ! D'ailleurs à LAUSANNE, les allemands continuèrent

"à ne rien promettre au sujet de la somme forfaitaire qui restait encore à fixer, à réclamer à l'Allemagne le jour où sa capacité serait établie" (L 1.7.32)

Pour le "français moyen à LAUSANNE" c'était "à ne plus rien y comprendre..."

" - il y a un an, l'Allemagne était au bord du chaos, elle vit toujours et sans avoir reçu l'aide française "mystère"

- la semaine dernière : VON PAPEN déclare que si la France passe le coup d'éponge sur les réparations, l'Allemagne pourrait verser tout de même quelque chose "mystère";
- de retour de Berlin, lundi, les délégués allemands changent d'attitude. Ils ne paieront rien "mystère"...
- mardi , VON PAPEN déclare que l'Allemagne ne peut plus rien payer, mais dans l'avenir participera au relèvement économique général de l'Europe... "si on lui accorde les mêmes droits qu'aux autres pays en matière d'armement" "Mystère"

"Donc plus d'argent pour payer les réparations, mais de l'argent

1° pour relever l'Europe

2° pour armer le Reich - Mystère !"

"Puis MAC DONALD parle d'un aménagement dans le cadre, non plus européen, mais mondial. "A vous l'Amérique" !

De là les "résultats proposés jeudi soir par les puissances créancières"

1- réparations abolies à condition que l'Amérique annule ses créances

2- l'Allemagne paiera un solde forfaitaire de 7 milliards de marks or, après le rétablissement de sa situation économique.

Le mystère s'éclaircit..."

"L'Allemagne répond :

1- l'Amérique ? Connais pas. M'intéresse pas de savoir si la France lui doit des milliards. Je veux le coup d'éponge sur mon dû à la France. Un point c'est tout

2- Sept milliards ? Vous n'y pensez pas. Deux milliards, peut-être et encore ! La nuit du mystère s'épaissit"
"l'abolition du Traité de Versailles"

Ses clauses essentielles :

1- réparations : elles sont abolies en principe.

L'Amérique, à laquelle L'Allemagne doit des milliards, fera cadeaux de leur dettes, mais la France paiera : "et d'un"

2- les clauses militaires. VON PAPEN qui n'est pas mâlin, s'est découvert maladroitement mardi : "si vous nous accordez l'égalité des armements nous paierons" Vous allez voir, comme 2 et 2 font 4 qu'après le coup déponge sur les dettes, "l'égalité des droits de l'Allemagne" sera reconnue à Lausanne ou à Genève, sinon cette fois, du moins la prochaine. Car il faut régler toutes sortes d'inégalités, causes du malaise européen. Et de deux"

"Conclusion : l'Allemagne qui a fait faillite à l'intérieur, sera débarrassée de sa dette extérieure. L'Allemagne réarmera... comme la France. L'Allemagne a en plus tous ses corps francs de HITLER et autres. L'Allemagne équipée pour inonder de ses produits la moitié de l'Europe, travaillera à blanc, avec ses capitaux américains "dégelés" FINASSIEREN, FINASSIEREN disait STRESEMANN. France prends garde à toi" RITZ (L 2.7.32)

Mais le plus incensé ne vint pas seulement de là. Alors que les Allemands refusaient toujours :

"Pendant ce temps, les puissances créancières discutaient du mode de paiement pour les Allemands !"

VON PAPEN avait eu une nouvelle entrevue avec MAC DONALD pour lui affirmer une fois de plus sa volonté de ne rien payer... au moment où les puissances créancières réclamaient à l'Allemagne un forfait de quatre milliards, quand le projet aurait été arrêté !

"Il y a une certaine ironie à fixer les modalités du paiement de l'Allemagne, quand l'Allemagne refuse de payer !"

Ces tractations à l'emporte-pièces, amenèrent à entrevoir :
"la liquidation des réparations à Lausanne" (L 2.7.32)

En attendant, les délégations continuèrent à piétiner ! Mais la peur étant parfois bonne conseillère, l'on assura que l'Allemagne n'eût pu courir le risque d'un échec : les négociations londonniennes sur les crédits gelés en eussent souffert, le financement du commerce allemand aussi, et l'économie allemande sans crédits nouveaux eût été étouffée (L 3.7.32)

Le 3 juillet, MAC DONALD remit à VON PAPEN le mémorandum. Dans la soirée, le chancelier admit une acceptation de principe, déguisant à peine un refus...

"le Reich accepte le principe d'un paiement, mais il trouve trop élevé le chiffre du solde forfaitaire proposé : 4,2 milliards de marks or" (M 4.7.32)

La reprise des paiements reprenant après un

"moratoire complet d'une durée de trois ans, si toutefois la restauration économique et financière le permet à cette époque. Les versements seraient de deux milliards de marks or, qui comprendraient l'annuité différée par le moratoire HOOVER. Mais l'Allemagne ne s'acquitterait de cette somme qu'en un certain nombre d'annuités, vraisemblablement dix" (L 4.7.32)

Au passage, on releva que VON PAPEN avait constamment semblé retenir le principe d'un solde. Maintenant, il manifestait sa préférence pour des paiements par annuités, mode de liquidation qui selon lui "serait le seul à ne pas être préjudiciable à l'économie allemande" (M 4.7.32)

Ce même jour, la délégation française fut mise au courant des contre-propositions allemandes (L 4.7.32)

"l'heure est grave !" lâcha HERRIOT aux journalistes et METZ invectiva les radicaux, soupçonnés de tirer profit de l'aubaine pour déclencher une crise ministérielle qui eût jeté le pays "dans les pires aventures" (M 4.7.32)

Revenu de son voyage éclair à Paris, HERRIOT déclina les propositions allemandes et retrouva MAC DONALD (L 5.7.32)

"l'Allemagne cherche à rompre par tous les moyens le front unique de ses crédateurs en introduisant dans sa proposition certaines conditions acceptables pour les

uns et innacceptables pour les autres" (...)
"l'entente franco-anglaise doit tenir" afin de lier le
règlement final des réparations avec le règlement des
dettes interalliées"

Cela dit, sur la tournure des discussions, on fut ulcéré de
"l'attitude très prétentieuse des allemands"
fixant la somme, parlant des délais... répandant en Allemagne
le bruit d'une annulation de la partie B du traité, en contre-
partie de l'acceptation !...

Allant jusqu'à faire croire à des divergences au sein de leur
délégation, contre les décisions trop personnelles de VON
PAPEN, les autres ministres évoquant un milliard en dix an-
nées ! (M 5.7.32)

Le 5 juillet, rebondissement :

"le Reich offre subitement 2,6 milliards si on lui permet
de désarmer" ! (égalité des armements, suppression de la
culpabilité...)

HERRIOT, MARTIN et BONNET refusèrent systématiquement de
discuter avec les Allemands ! (L 6.7.32) HERRIOT, rappelé
par des affaires de politique intérieure françaises parla de
quitter Lausanne ! (M 6.7.32)

VON PAPEN s'en alla donc ^{voir} VON MAC DONALD, président de la
conférence, cependant qu'un ZEPPELIN survola l'hôtel de la
délégation britannique !

Résultat : la 20e journée de conférence s'acheva par un
"désaccord complet" (L 6.7.32)

L'opinion messine jugea la proposition allemande "inadmissible"
(...) "choquante"

"Enfin, comment qualifier l'attitude de cet Etat débiteur
aux termes du plan YOUNG, qu'il a librement accepté, de
plus de 34 milliards de marks, qui voit sa dette à
LAUSANNE allégée de 30 milliards et qui réclame encore
des compensations (et de quelle importance !) en échange
de sacrifices généreusement consentis par ses créanciers
à la solidarité internationale"

"Une fois de plus, l'Allemagne a montré qu'elle attend des conclusions de LAUSANNE, qu'elle recherche moins son propre relèvement économique et social que les satisfactions égoïstes de prestige et d'orgueil militaire"

(L 6.7.32)

Qu'allait-il advenir de la conférence ?

Le 6 : "délégués et experts cherchent la formule de l'acte de décès !" (L 7.7.32)

HERRIOT ne cède point... VON PAPEN jouant le "grand jeu de la résistance", surtout vis-à-vis de son opinion publique, se montre rétif ! les anglais paraissent plus conciliants

(M 7.7.32)

Le 7 : on rédige le traité...

"la délégation allemande abandonnerait provisoirement ses revendications politiques. Elle ne discuterait plus que sur le montant du forfait et sur les modalités de son paiement" (M 8.7.32)

Le 8 : "les dettes et les réparations. L'accord est conclu à LAUSANNE" (M 9.7.32)

METZ déchaîna ses foudres !

"les allemands ont accepté le chiffre de trois milliards et sans condition politique"

"le Reich devra en outre continuer à assurer le service des emprunts YOUNG et DAWES, exécuter d'abord l'accord des marks belges et rembourser les frais d'occupation de l'armée américaine" (...)

"l'Angleterre est visiblement satisfaite de son rôle de médiateur : elle a réussi à faire accepter moyennant la reconnaissance d'un solde de principe à consentir par le Reich le fameux "coup d'éponge" sur l'ardoise des réparations"

"La France achève ainsi de perdre définitivement sa créance sur l'Allemagne et personne ne se fait d'illu-

sions sur ce "solde substantiel" de trois milliards, qui se trouve ramené à une combinaison dans laquelle nous ne toucherons plus rien d'effectif"

En signant le plan HOOVER

"La France était allée à l'extrême limite des sacrifices" le plan YOUNG fixait le solde définitif à 34 milliards de Reichsmarks"

"La France consent donc un cadeau de 30 milliards de marks à l'Allemagne, laquelle en échange, nous insulte outrancièrement chaque matin dans ses journaux et agite à nos yeux tous ses épouvantails belliqueux, y compris HITLER"

"Ces 180 milliards de francs, nous devons les demander au contribuable français (augmentation des impôts, réduction du budget militaire...)"

"Tandis que l'Angleterre a fait laisser une porte ouverte à la possibilité de récupération de ses propres créances vis-à-vis de ses débiteurs européens"

"l'Allemagne débarrassée de ce qu'elle doit à la France, se trouvera ainsi à même de rembourser les crédits privés, empruntés à des taux usuraires aux banquiers de la Cité et des Etats-Unis

"Nous ne toucherons plus un mark du Reich, mais nous continuerons à rester sous la dépendance de nos créanciers d'outre-Manche et d'outre-Atlantique"

"les positions sont de la sorte complètement renversées. Maintenant, c'est la France enchaînée qui succèdera à l'Allemagne libre et dégagée de toutes les charges de la guerre qu'elle a provoquée"

"La France perd ses réparations, ce qui creuse le budget national d'un déficit de plus d'un milliard et demi et nous oblige à réduire d'une somme égale les crédits de notre armée, de notre marine et notre aviation" (...)

(M 9.7.32)

Le 8 juillet, VON PAPEN radiodiffusa un discours sur les résultats de la conférence de Lausanne... et annonça que l'Allemagne allait continuer à réclamer l'égalité des droits !
(L 9.7.32)

"L'audace des allemands"

"Ce n'est que grâce à l'évacuation de la Rhénanie, écrivent les journaux du Reich, que nous étions en mesure de réclamer à LAUSANNE et à GENEVE l'annulation des réparations et l'égalité des droits" (M 11.7.32)

Enfin, RITZ dressa un dernier bilan :

"propos du Dimanche sur LAUSANNE.

"... l'évacuation de MAYENCE "qui devait inaugurer l'ère de rapprochement et de détente", "il y a eu le plan DAWES qui devait être définitif. Il y eut le plan YOUNG qui devait être super-définitif... aujourd'hui remplacé par les accords de Lausanne"

L'Allemagne : "plus de réparations à payer. Les réparations sont effacées. Combien le Reich a-t-il payé ? Peu importe. Il ne paiera plus rien au titre des réparations, car le 3,6 milliards qu'il doit verser dans trois ans d'ici et sur de longues annuités seront versés pour le relèvement de l'Europe"

"VON PAPEN qui peut se vanter d'avoir réussi un coup de maître, a pu s'écrier devant les délégués réunis vendredi dans la nuit : "l'ère des paiements politiques est close"

demain : "l'Allemagne continuera à réclamer l'abolition de la clause sur la responsabilité de la guerre, et sur l'inégalité des armements"

"le Reich vraiment peut chanter victoire, sa politique étrangère aboutit et aboutira à la destruction du traité de Versailles" (RITZ L 10.7.32)

Quant à HERRIOT, RITZ l'épargna, car il avait fait ce qu'il avait pu, étant donné qu'il était l'héritier d'une politique de "lâchage" à laquelle ses amis, et il est vrai lui-même "avaient contribué de leur mieux" (L 10.7.32)

"HERRIOT a eu au moins le grand mérite de ne pas avoir cédé aux conditions posées par la délégation allemande, celle notamment sur l'article 231 du Traité de Versailles" (M 11.7.32)

"En résumé, la France -ce que nous savions tous- ne touchera plus un sou des réparations ; c'est le coup d'éponge sur ce compte" (RITZ L 10.7.32)

Une seule satisfaction empêcha de parler d'un désastre :
"l'accord de confiance conclu entre la France et l'Angleterre" (L 14-15.7.32)

Au conseil des ministres, HERRIOT explique que le front franco-anglais était rétabli, présageant une volonté commune de s'entretenir sur toute question venant à leur connaissance, ayant même origine que celle qui avait été réglée à LAUSANNE. Qu'une liaison, dette-réparation avait été admise en vue de mettre fin à la liquidation générale et définitive de la guerre (M 14-15.7.32)

L'Amérique exprima sa méfiance (M 16.7.32), en Allemagne la droite exprima sa mauvaise humeur, cependant que la KOELNISCHE ZEITUNG, formula :

"les français recherchent leurs amis là où ils les trouvent"

Vu l'éloignement politique traditionnel de l'Angleterre, celle-ci reconnaissait sa faiblesse. Finalement, le pacte de confiance pouvait ne pas être forcément dirigé contre l'Allemagne (L 16.7.32)

Mais, à la vérité où était tombé le rapprochement ?

Après ce qu'il convint d'appeler "le coup d'Etat en Prusse" du 20 juillet, METZ tira la leçon :

"les derniers événements politiques qui ont secoué le Reich sont un avertissement à ceux qui supposaient qu'il suffisait d'annuler les réparations pour voir une Allemagne apaisée et satisfaite, prête à collaborer à l'oeuvre de reconstruction européenne"

"le "haut commerce" s'étant débarrassé des annuités du plan YOUNG, envisage aujourd'hui l'équivalent d'une répudiation des dettes privées"

"Or, simultanément, nous constatons la croissance du mouvement nazi"

"la vérité c'est que les racines de la détresse mondiale plongent beaucoup plus loin que les réparations"

"Tant que la machine des échanges mondiaux ne fonctionnera pas régulièrement et à pleine puissance, l'Allemagne ne se remettra pas au travail. Mais quand ce jour viendra, les alliés s'apercevront sans peine qu'ils sont un peu pressés d'annuler les lourdes responsabilités de guerre de l'Allemagne" (M 27.7.32)

Des deux Allemagnes, la plus revancharde et la plus dangereuse l'emportait sur l'autre. Débonnaire plutôt que sauveur, le franc n'y empêcha point, embrouilla plutôt pour avoir voulu bien faire... en sorte que le rapprochement se distendit singulièrement. Mais il lui restait encore une dernière chance. Pacifique la France depuis longtemps, oeuvrait afin de préserver la concorde internationale par le désarmement. Comment répondit notre voisine à cette idée, humaine, sincère, louable, rêveuse... même trop ? Là était le piège à éviter !

C - DESARMER : UN PIEGE !

"le désarmement serait sans doute le plus sûr moyen de préparer la guerre, car il y aurait toujours un pays pour désobeir en secret au protocole qui l'aurait réglé"
JOUVENEL repris par M 11.3.31)

"Qui pourrait empêcher un pays puissant, imbu de revanche d'en attaquer un autre plus faible ? Ne désarmons pas, mais par tous les moyens évitons la guerre" (M 11.3.31)

"Dans la guerre de 1914-1918, la France fut son propre gendarme. Grâce à ses armes et à la valeur de ses fils (on sait à quel prix), elle réussit à repousser l'invasion. Ce n'est franchement pas à elle de désarmer avant (ni en même temps) que l'envahisseur récidiviste, assoiffé de vengeance, le coeur débordant de haine et la bouche pleine de menaces. Ce serait bien le cas de rééditer dans toute sa force le mot d'Alphonse KARR : "que Messieurs les assassins commencent"

FERRETE M 10.9.31)

"Restons forts pour la Paix" (L 31.10.31)

"Nous n'avons pas réussi à désarmer l'Allemagne. Réussira-t-elle à nous désarmer ?" (M 3.5.32)

"le coup d'éponge. La "GLEICHBERECHTIGUNG" allemande signifie l'abolition totale du Traité de Versailles"
(L 2.10.32)

Phrasologie, parologisme, raisonnements subtils et captieux... l'on pourrait multiplier ainsi à l'infini les formules qui montrèrent l'opinion messine combattant le projet du désarmement. L'acharnement n'était pas nouveau, d'ailleurs septembre 1930 l'avait fort justement rappelé. Ce que l'on n'acceptait pas, tenait finalement d'une conception simple, mais claire, précise et fondée.

Les traités étaient continûment érodés , c'était manifeste et l'Allemagne avait et perdurait sa lutte afin de le démolir. Une Allemagne à nouveau solide, revancharde, militariste qui réarmait secrètement depuis longtemps, qui nous menaçait. Une Allemagne qui utilisait les faiblesses françaises, faites d'une volonté idéaliste c'est-à-dire spécieuse, illusoire. Aux bruits de guerre, la France préférait croire à la bonne fortune du désarmement général. Elle en était la championne, tellement que l'opinion messine avait déjà décelé des insuffisances graves dans notre organisation militaire. Sans parler des garanties à notre sécurité dont, généreusement, nous en avons abandonné un grand nombre.

Alors, avec une ardeur redoublée, les bastions de l'Est voulurent dénoncer la duperie de l'utopie, opposer un froid réalisme à une vision chimérique et dangereuse. La conférence du désarmement était un piège, dans lequel nous ne devons pas tomber !

a - "Autour du désarmement : sophismes" (J. REVIRE L 7.1.31)

"Il est impossible d'organiser un désarmement équitable (il faudrait même limiter la puissance industrielle... l'un étant toujours supérieur à l'autre !)" (...)

"Quant aux alliances, l'erreur que l'on commet est du même ordre. Le pacte de la SDN et le pacte de LOCARNO, interdisent les alliances particulières. Ces pactes n'ont pas entravé la formation de "l'alliance russo-germano-austro-italo-bulgaro-turquo-gréco-hongroise !"

J. REVIRE (L 7.1.31)

"On parle désarmement, jusqu'à quand durera notre naïveté ?" (REVIRE L 25.2.31)

"A Genève. L'éternel désarmement !" (L 29.9.31)

Début novembre 1930, un mois à peine après que l'Allemagne eût montré son vrai visage, l'on annonça la réunion du comité préparatoire du désarmement. Puisque la leçon était dans tous les esprits, l'opinion messine veilla, incita dans l'espoir que la conférence ne sombrât point corps et bien en d'obscures méne- gements !

1- "la conférence du désarmement ne doit pas être une aventure (L 29.1.31)

Aux esprits avertis d'empêcher l'aventure !... C'est pour- quoi, le bon sens leur commanda de prendre du recul. Là, ils y découvrirent quelques doutes quant à la suite ! Avant la conférence, la réunion de la commission préparatoire du désarmement eut valeur de test.

La réunion de la commission préparatoire du désarmement

SCHACHT, le 21 octobre 1930 à NEW YORK :

"Il prédit que le futur gouvernement du Reich contestera les clauses du désarmement du Traité de Versailles, à moins que les alliés n'observent le traité en renonçant à leurs armements" (L 22.10.30)

"Combien coûte un soldat allemand ?" RITZ (L 3.11.30)

"Ce n'est pas aux petits garçons de France qu'il faut défendre les pistolets de paille et les sabres de bois, c'est aux grands garçons d'en face, qu'il faut inter- dire de jouer aux soldats et de continuer à fabriquer les gaz qu'ils ont su si bien déclancher contre nos sol- dats et que défend la S.D.N." (L 29.11.30)

Après la panique déclanchée par les élections allemandes et la précarité attribuée au gouvernement BRUNING face aux extré- mistes, une prudente inspiration conseille à la France, et surtout à nos socialistes, très actifs pour le désarmement,

de rechercher plutôt une sécurité mieux assurée "par un armement solide" Ce que TARDIEU en personne reconnut implicitement.

"Malgré nos efforts, l'organisation de la paix qui comporte -avec l'arbitrage comme procédure- la sécurité comme condition préalable et la réduction des armements comme conséquence, n'a pas trouvé tous les concours espérés
(L 21.10.30)

Bien au contraire, et ce ne fut certainement pas SCHACHT qui le démentit ! Lorsqu'il faisait campagne en Amérique contre les réparations, il avait cru bon de prolonger :

"le futur gouvernement du Reich, contestera les clauses du désarmement du Traité de Versailles à moins que les alliés n'observent le traité en renonçant à leurs armements" (L 22.10.30)

Ceci, il l'avait prononcé le 21 octobre... le même jour, VON SEECKT dans le quotidien berlinois TAG avait demandé le réarmement complet de l'Allemagne. Belle façon de travailler vers le pacifisme" ! (M 22.10.30)

Toujours, le 21, décidément, les NEWS CHRONICLES avaient publié un tout récent discours de HITLER...

"Pendant que les pacifistes accordent leurs lyres, HITLER démasque son jeu : "ce que nous voulons, dit-il, c'est écraser :

- 1- la France, une fois pour toutes..."
 - ... avec l'aide de l'Italie et de l'Angleterre
 - 2- subjurer l'Angleterre avec l'aide russe et italienne"
- (M 22.10.30)

Ajoutez-y encore l'affirmation singulière de la GAZETTE DE FRANCFORT, et vous eussiez alors eu sur l'attitude allemande une idée très édifiante !

Le 19, le journal avait eu le courage de prétendre :

"la politique étrangère poursuivie par la gauche allemande depuis la terrible débâcle, n'a jamais eu d'autre but que de délivrer l'Allemagne pas à pas des chaînes du "diktat" de Versailles" (M 20.10.30)

Evidemment, de tels propos furent ramolis avant la réunion préparatoire. Et l'on sut, grâce au service de Presse Démocratique quelles seraient les grandes lignes des objectifs allemands :

- inclusion dans le désarmement des problèmes relatifs à l'instruction du personnel jusqu'à la fabrication du matériel pour la guerre en temps de paix
- discussion, jugée vive, sur la publication de l'état actuel des armements devant servir de base à la conférence
- refus de fixer dans la convention les traités passés jusqu'ici

"car l'Allemagne reconnaîtrait alors le traité de Versailles" (L 1-2.11.30)

Et puis, surprise, PARIS et ROME n'ayant pas signé le traité naval, l'on vit les Etats-Unis intervenir, fait nouveau dans les affaires européennes, afin d'établir des contacts pour que de trois, le Traité se transformât en un Traité à cinq (Etats-Unis, GRANDE BRETAGNE, JAPON) (L 1-2.11.30)

Toujours à propos de ces questions marines, l'Allemagne annonça le 4 novembre, que ses dépenses de guerre seraient réduites mais que l'on prévoirait le remplacement de diverses unités navales (M 5.11.30). La conférence préparatoire s'ouvrant le 6 les Allemands témoignaient ainsi de leur bonne volonté... Les jours précédents, l'opinion messine avait formellement présumé de l'inverse !

"On désarme. Tous les partis allemands pleurent sur la situation actuelle du Reich, personne ne parle de ses budgets énormes pour entretenir en 1930 une armée qui coûte plus cher que l'armée prussienne en 1913"

(M 25.10.30)

Encore plus récemment, RITZ venait de répondre à l'interrogation :

"combien coûte un soldat allemand ?"

Pour ce faire, il avait emprunté une étude publiée dans la "Revue politique et parlementaire" et signée de "M. Frédéric ECCARD" sénateur du BAS RHIN" ce dernier avait débuté par cette affirmation :

2551

"le budget de la Reichswehr, c'est-à-dire de l'armée réduite à 100 000 hommes et de la marine réduite à 15 000 hommes qui était de 450 millions de marks or en 1924, s'est élevé en 1926 à 672 millions et en 1927 à 700, qui sont dépassés en 1928. En 1929, il se produisit un petit fléchissement qui n'est que temporaire, car le projet de 1930 prévoit un total de 788 millions"

"M. ECCARD expose comment la presse de gauche a fait chorus pour protester contre ces chiffres formidables. Cent amendements déposés au Reichstag se sont pourtant effondrés, le ministre de la Reichswehr a tenu bon"

"le budget présenté par le général GROENER est qualifié par la "WELT AM MONTAG" de chef d'oeuvre d'obscurité et de camouflage, et le plus avisé des parlementaires serait bien embarrassé de découvrir la vérité dans le volume de 363 pages bourré de chiffres, qui est sorti des bureaux de la Reichswehr"

"le BERLINER TAGEBLATT du 6 mai écrit :

"Plus d'un demi-milliard de marks pour une armée de 100 000 hommes, alors qu'en 1913 pour 500 000 soldats, on dépensait seulement 3/4 de milliard. Aujourd'hui, 2 880 marks par tête, pour l'entretien de la troupe, à une époque de paix absolue, alors que les impôts pèsent partout, que le nombre des chômeurs est considérable. En 1913, 1 200 marks seulement à une époque de situation alarmante. En admettant que l'augmentation de la vie soit de 50 %, ce qui est généreusement compté, il reste une augmentation de 60 % par rapport à 1913" (...)

"les majorations de prix relevées par la presse allemande sont nombreuses : l'achat d'un cheval est estimé à 1 500 marks, alors qu'il ne dépasse pas 1 000 marks"

"Mais ce sont surtout les chapitres d'armes, munitions et arsenaux qui sont justement critiqués"

"En 1913, à un moment "d'armement à outrance", ils comportaient pour la grande armée impériale, une dépense de 65 millions, aujourd'hui, la dépense atteint 95 millions"

"Pour l'entretien de l'armement de la troupe, le ministre réclame 21 millions, dont 5 pour les armes à main "soit 51 marks par fusil", l'Allemagne ne pouvant disposer que de 102 500 fusils et carabines. "En 1913, les dépenses similaires ne se montaient qu'à 2,2 millions de marks"

"Pour l'entretien des canons et minenwerfer, dont le nombre est limité à 540, le budget de la Reichswehr prévoit 7,8 millions de marks, c'est-à-dire trois fois plus qu'avant guerre"

"l'achat et l'entretien des munitions coûte 32 millions, près de 2 millions de plus qu'en 1929"

"A ces sommes, s'ajoutent encore 21 millions pour les frais d'entretien des munitions des canons et minenwerfer, 18 millions pour l'entretien et le renouvellement des dépôts d'armes dans les arsenaux et différents postes similaires, de sorte qu'on a l'impression que le gouvernement demande plusieurs fois la même chose sous différents noms"

"Un expert militaire a fait une comparaison avec l'armée autrichienne ; la proportion des effectifs est de 4,4 à 1 pour l'Allemagne, la proportion des dépenses est de 33 à 1 "ce qui signifie que les crédits allemands sont sept fois supérieurs aux crédits autrichiens"

"Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants qu'un tiers des crédits militaires allemands, est susceptible d'être reporté (UBERTRAGBAR), c'est-à-dire qu'il peut être utilisé pour un autre objet que celui qui lui a été assigné primitivement s'il y a excédent"

"les excédents sont à la libre disposition du gouvernement et il suffit que le ministre de la guerre multiplie

ce genre de crédits et les majeure pour pouvoir disposer sans contrôle de sommes considérables"

"Ces fonds, dont l'emploi, depuis plusieurs années, a ainsi échappé à l'examen parlementaire ont, à n'en pas douter, servi à des armements secrets, sous la forme d'acquisition d'armes et de munitions, de fortifications ou à la constitution d'un trésor de guerre. Ou encore, ils ont été utilisés pour subventionner les grandes firmes industrielles allemandes et leur permettre de faire des études préparatoires sur les armes prohibées, notamment les tanks, les canons lourds et les avions, et de s'installer de manière à pouvoir, le cas échéant, fabriquer par séries et très rapidement les types les plus perfectionnés de ces armes"

"Une question qui s'est posée et qui a été posée au cours des débats parlementaires dans l'ancien Reichstag est celle des rapports entre l'armée soviétique et l'armée allemande. La participation d'officiers supérieurs allemands à des festivités de l'armée rouge à MOSCOU a été dénoncée. Un article de MAHRAUN, le chef des "Jeunes Allemands" a été cité qui, avec pièces à l'appui, établit les relations intimes entre la Reichswehr et l'armée des soviets"

"Autant en emporte le vent. Le ministre a fait l'étonné. Pareils propos semblaient être pour lui, une révélation! Et c'est ainsi qu'on assista à ce singulier spectacle de voir le ministre de la Reichswehr confondre, au Reichstag, son silence avec celui des députés communistes. N'est-ce pas que c'est assez significatif ?"

"De ces faits, nous nous garderons bien de tirer aucune conclusion. Il y a un silence qui, comme celui de M. GROENER et des députés communistes au Reichstag défunt, est plus éloquent que les commentaires les plus vifs et les plus justes" (L 3.11.30)

... Le 6 novembre 1930, s'ouvrit la première séance de la commission préparatoire du désarmement... Ce jour là FRANKLIN BOUILLON éleva ses solennels avertissements

(PM 7 et 13.11.30)

à la chambre... Dans la VOLKISCHE BEOBACHTER, HITLER donna son opinion, regrettant particulièrement la non-disposition française à désarmer... ajoutant cependant que lui, en tant que chef des N.S., n'assumerait pas la responsabilité d'un accord franco-allemand (L 7.11.30)

Quant à ladite commission préparatoire, d'emblée, elle s'em-
pâta dans d'interminables discussions... d'abord au sujet de la durée totale du service (L 9-11.11.30), puis du matériel de guerre (L 13.11.30), de la limitation des armements, le comte BERNSTORFF faisant "encore cavalier seul !" incriminant même :

"il faut supprimer absolument l'inégalité des armements !"

(L 14.11.30)

Le 14, on plongea dans une pleine "confusion" ainsi que le montra le libellé du vote sur

"le principe de limitation par voie budgétaire, tout en reconnaissant à certains la limitation directe, au moyen d'une énumération spécifique !"

Le 15, une proposition française sur la limitation des dépenses annuelles pour l'entretien, l'achat et la fabrication des matériels de guerre apporta "un peu de clarté" et fut acceptée

(L 16.11.30)

Le 17, la France soumit aux discussions un projet de limitation naval... (L 18.11.30)

Mais arrêtons là ce catalogue des choix perdus ! L'opinion messine s'en énervait déjà que de trop ! Depuis septembre, ce n'avait été que véhémences et accablements contre l'Allemagne. A ce moment unique où la France eût peut-être pu comprendre, en cet instant capital ou le président du conseil TARDIEU, ou FRANKLIN BOUILLON, alex. VARENNE, L. MARIN (L 14-15.11.30) tentaient de dessiler, accusaient, avertissaient... Alors comment eût-on pu se résigner à une commission préparatoire dont rien de tangible n'émanait ?

"un sage"

"En attendant le jour béni du désarmement, comme le péril demeure possible, je garde mon fusil dans un coin, avec des cartouches pour m'en servir au besoin. Je tiens ma porte fermée le soir, et je fais venir le maçon pour réparer mon mur" Alex. VARENNE (député socialiste)
(L 18.11.30)

"... Et la comédie continue (...) nous surtout, aurions besoin de crier : FRANKREICH ! ERWACHE !"

FRANKLIN BOUILLON (L 13.11.30)

Au lieu de cela, sur des doutes s'élaboraient des projets de désarmement :

"C'est une chimère de prétendre régler tous les conflits par l'arbitrage, si l'arbitrage est dépourvu de sanctions"

A BOURGES, le 11 novembre, l'ancien délégué de la France à Genève, Paul BONCOURX avait loué le "grand fait historique" de la création de la S.D.N., en ajoutant aussitôt sur l'obligation formelle d'une :

"force armée internationale qui seule permettra les désarmements nationaux" (...)

"Chaque pays conservant des forces militaires, aériennes et navales à la disposition de la S.D.N., contre l'agresseur désigné par l'arbitrage et refusant de s'y soumettre"

"C'est un verbillage sentimental de crier la paix, sans organiser celle-ci"

C'était évident... semblait-il ! Pas en Amérique ! HOOVER, dans un de ses derniers discours s'était félicité du traité naval de LONDRES et surtout du pacte BRIAND-KELLOG. Il restait persuadé que de tels accords seraient admis comme faisant partie du droit international... et que tous les conflits entre les nations seraient soumis aux commissions internationales d'arbitrage et de conciliation...

RAYOD objecta :

"mais si un membre renie sa signature et décide de se faire justice lui-même, les bons offices des Etats-Unis suffiront-ils ?"

Notre homme déplora le manque de réalisme d'un HOOVER comparé à un BONCOURT !

"Pour nous, Français, que les dures leçons de l'Histoire ont habitué à ne point se payer de mots, nous n'avons que faire de solutions idéologiques. Nous voulons que notre sécurité soit assurée, non pas par des papiers, qu'il est impossible de déchirer, mais par une force concrète susceptible de mettre hors d'état de nuire quiconque la voudrait de nouveau menacer. Tant que la Société des Nations ne possèdera pas cette force, nous entendons la constituer nous-mêmes"

RAYOD (L 19.11.30)

Mais à cette bonne logique, se heurta une méchante audace ! Car c'était la France que l'on accusait maintenant de troubler la paix ! Qui osait ? La mauvaise foi allemande et américaine !

Les américains, sans avoir de besoins navals comparables à l'Empire britannique, avaient demandé la parité à l'Angleterre personne n'avait rien dit... L'Italie la demandait à la France...

La conférence de WASHINGTON en 1921, avait limité à 175 000 t les escadres cuirassées :

"Ce qui était peu et injuste pour le travail des arsenaux français pour le compte des alliés et contre les allemands"

"Or, nous n'avons même pas fait usage de la faculté à nous laisser par l'accord de Washington, et nous n'avons mis aucune tonne curassée en chantier depuis 1914"

Et l'Allemagne ? Malgré la limitation et les difficultés économiques, elle venait d'annexer à son projet de budget pour 1931-32, tout un programme étendu de 1931 à 1936...

1-	cuirassé A	en remplacement du PREUSSEN	75 m	(terminé fin 32)
2-	" B	"	LOTHRINGEN	73 millions " " 34
3-	" C	"	BRAUNSCHWEIG	? " " 36
4-	" D	"	ELSASS	? à commencer en 34
5-	croiseur LEIPZIG		42 m	(terminé en 31)

... avec le remplacement de toute la flotte des croiseurs :
"EMDEN - KONIGSBERG - KARLSRUHE - KOLN..."

Mais qui donc semait le danger ?

"la paix du monde, on le voit, n'est troublée que par nous"

"On comprend immédiatement quelle duperie ce serait d'accorder à l'Italie la parité qu'elle réclame"

"Il faut donc : ou bien que notre diplomatie réussisse à dissocier l'alliance italo-germanique, ou bien que nous nous résignons aux sacrifices nécessaires pour réaliser l'antique formule anglaise du two powers standard, autrement dit que la flotte française (et l'armée de terre) soit plus forte que les flottes italiennes et allemandes réunies"

"Or, l'erreur capitale de la diplomatie française n'a pas été de chercher le rapprochement franco-allemand, mais de s'être consisté à pousser l'Italie vers l'alliance allemande"

"L'histoire de la politique étrangère française en ces treize dernières années démontre par ses fluctuations et ses contradictions même, non moins que par ses résultats que nous avons commis des erreurs et pêché par aveuglement et manque d'énergie. Les signes avant-coureurs de notre rétablissement sont encore bien légers"

(J. REVIRE L 20.11.30)

Le 21 novembre, à la commission préparatoire, la France présenta une proposition sur le contrôle international du désarmement (PM 22.11.30). En réalité, cela n'eut qu'un intérêt secondaire comparé au retentissement du discours prononcé par CURTIUS la veille.

dont on retint surtout la riposte à l'intervention ciselée et tranchante de TARDIEU le 14 à la Chambre (PM 22.11.30)

Ayant réfuté point par point les propos de notre président du conseil, CURTIUS arrivant au désarmement, s'exclama :

"comment interpréter les paroles d'une source française si autorisée, d'après laquelle il ne saurait être question des droits contractuels de l'Allemagne à un désarmement général et que l'obligation imposée aux vaincus n'a en face d'elle aucun désir spontané de désarmer du vainqueur. Le président du conseil français connaît trop bien le Traité de Versailles pour ignorer les dispositions qui servent de préliminaires à tout le chapitre sur le désarmement de l'Allemagne"

"le droit de l'Allemagne au désarmement de tous les Etats a toujours été le pivot de notre argumentation à Genève"

"l'Allemagne désarmée est entourée de peuples armés jusqu'aux dents, a droit également à être défendue"

"Le système poursuivi jusqu'ici (par la France) n'a pas consolidé la paix, mais a approfondi les dissensions et le malaise en Europe. M. TARDIEU se trompe quand il croit que l'Allemagne a abordé à la légère la révision des Traités. L'Allemagne en se faisant ne poursuit pas non plus de plan impérialiste ; elle est mue par des nécessités vitales. L'Allemagne en effet, a besoin de paix, plus que n'importe qui" (L 21.11.30)

METZ fulmine !

Quel "cynisme" (...) "L'Allemagne se dote d'une armée moderne et puissante, et va jusqu'à exiger que ce soient les autres et non pas elle qui désarment !" (M 22.11.30)

Du coup, la commission, qui avait débuté dans la torpeur, se ranima... mais BERNSTORFF eut toujours la vedette !

Le 22, un amendement polonais fut adopté par 18 voix. Il obligea ainsi les Etats de fournir des renseignements explicatifs (recrues, miliciens, réservistes, territoriaux...)

"Néanmoins, l'Allemagne, l'Italie et l'U.R.S.S. se sont

abstenues de la voter"

"Tiens ! tiens ! le TYPO"

Idem, quand fut adoptée une proposition française, exigeant d'indiquer chaque année le nombre des jeunes gens ayant reçu l'instruction physique et de préparation militaire au cours de l'année précédente (M 23.11.30)

... Et encore (Allemagne - Italie) après que MASSIGLI, notre représentant, eût évoqué les utilisations possibles d'avions civils à des fins militaires. L'exemple retenu montra "les métamorphoses de l'avion géant allemand" "JUNKER 6-38", civil bien sûr... mais capable d'emporter sur une grande distance 5 000 kgs de bombes à 6 000 m d'altitude ! (M 25.11.30)

BERNSTORFF se fâcha ! (PM 25.11.30). Le 27, il s'exaspéra en reprochant violemment le texte proposé par la délégation française, tendant à exclure l'Allemagne du système de désarmement. Le projet prévoyait de maintenir les obligations militaires fixées par les traités... un "voile jeté sur les armements réels" cria-t-il ! (M 28.11.30)

Il eut encore une colère quand la France réclama des engagements "clairs" et promit d'apporter des arguments prouvant le contraire. BERNSTORFF riposta que l'Allemagne désarmée était menacée dans sa sécurité... Il jura que la position allemande avait toujours été la même, et que la participation de son pays depuis cinq ans à la commission n'avait jamais été une "oeuvre factice"... Toutefois, LORD CECIL déplora le manque de collaboration active de la délégation allemande, et fit remarquer qu'il n'y avait pas que le traité de Versailles (L 28.11.30)

Qui parlait sincèrement ?... Le 29 novembre, HUGENBERG, non satisfait de la France, adressa un télégramme au chancelier..

"Il prétend que la mauvaise volonté que la France manifeste en ce qui concerne le désarmement, compromet la paix européenne"

"Invoquant les derniers événements de Haute Silésie, il a réclamé pour l'Allemagne le droit de procéder à son réarmement. Si ce droit ne lui est pas reconnu par les

signataires du Traité de Versailles, l'Allemagne doit considérer qu'elle ne jouit plus du droit d'égalité et elle a le devoir d'abandonner la S.D.N." (L 30.11.30)

Et la tromperie s'aperçut encore ailleurs.

Au début décembre, le "COURRIER de VARSOVIE" révéla la présence de plusieurs officiers allemands en U.R.S.S. (M 18.12.30) (voir relations germano-russes) Dès lors, sans plus savoir si les soubresauts allemands gênèrent ou non les travaux de la commission, l'opinion messine ne lui concéda qu'une petite attention de façade. La conférence fut déclarée close le dix. On se réunirait en janvier 31. METZ devait s'y préparer. Elle le fit, et nous rapportons quelques exemples significatifs.

D'abord, un discours de CURTIUS à KOENIGSBERG le 18 décembre 1930. Rappelant que l'Allemagne n'avait pas oublié cette province éloignée, il parla aussi du désarmement et affirma :

"l'Allemagne est plus menacée que la France" (L 19.12.30)

2e page

Le 20, devant la Société coloniale allemande, il redit les exigences de l'Allemagne à participer aux mandats coloniaux et se montra résolu à poursuivre une politique énergique pour la protection des droits allemands en ce domaine (L 21.12.30)

... Plus sérieuse fut l'analyse que RAYOD rédigea en rapprochant le désarmement avec "la résurrection des alliances"

Avant guerre, le système diplomatique des alliances avait voulu garantir "l'équilibre européen". Contre ce, le Traité de Versailles s'était ingénié à mettre la "diplomatie sur la voie publique", le mot alliance avait été banni, la S.D.N. avait été créée devant réunir les nations en une vaste communauté, placée sur un pied d'égalité, excluant tout groupement d'Etats. Aucun accord ne pouvait être conclu qu'en conformité du pacte de la S.D.N. et à condition d'être aussitôt déposé sur la table de l'Assemblée. Cela c'était pour l'intention, mais il y avait eu le projet de désarmement.

"... des Etats ont lutté pour le désarmement, d'autres en ont profité pour orienter la commission vers une solution commandée par leurs intérêts particuliers d'aujourd'hui ou de demain. Il serait puéril de s'en étonner"

"Ce qui peut apparaître anormal : dans les scrutins émis par la commission préparatoire du désarmement (...) se former un bloc d'Etats comprenant invariablement l'Allemagne, l'Italie, le Bulgarie, la Turquie et l'URSS"

"Il est bien évident que s'est formé un faisceau d'intérêts défendus en commun"

"les nationalistes allemands parlent déjà de "ligue" d'Etats" RAYOD (L 23.12.30)

Un peu plus tard, REVIRE, démontra que le désarmement équivalait à des "sophismes" que seule la gauche française le défendait, alors qu'il était matériellement "impossible d'organiser un désarmement équitable". De surcroît, il dénonça l'erreur de n'avoir pas compris que des alliances étaient belle et bien reconduites, malgré les interdits et que l'on avait poussé l'Italie "dans les bras de l'Allemagne" (L 7.1.31)

Nous étions juste avant la double rentrée de Genève, le 16 la commission d'études pour l'union européenne, le 19 la session du conseil.

Le Désarmement devant le conseil de Genève

"On parle désarmement. Jusqu'à quand durera notre naïveté ?" REVIRE (L 25.2.31)

"la limitation des armements ne doit pas faire chez nous ni dupes, ni victimes, et on ne saurait équitablement nous mettre sur un pied d'égalité avec notre agresseur"

A. MAGINOT (vignette M 25.2.31)E

L'ordre du jour du conseil de Genève porta essentiellement sur la querelle germano-polonaise et sur la réunion prochaine de la conférence du désarmement (PM 20.1.31). Le premier point n'eut qu'une solution bâtarde, tout au plus une entente à

l'amiable entre les deux pays (L 25.1.30) Du deuxième, l'on tira peu d'enseignement sinon que d'apprendre la date de la conférence sur le désarmement fixée eu 2 février 1932. Cette perspective fut meilleure inspiratrice ! Parce que d'abord, elle mettrait en jeu indépendance et sécurité de chaque Etat ; parce que la limitation de l'armement diminuerait à tous coups la souveraineté de chaque pays... Or, à cette conférence, l'on y verrait discuter la Chine, en "état d'anarchie permanente"... avec "un quelconque Etat d'un million d'habitants d'Amérique Centrale sur la sécurité de la France..."

... L'on assistait ^{recueilli} à une conférence se référant à des textes de base sur lesquels l'on avait pu "véritablement se mettre d'accord"

Appréhendant les risques, on se refusa à toute "aventure"
RAYOD (L 29.1.31)

... Et cela se sentit avec éclat dans le discours que CURTIUS prononça le 10 février au Reichstag. CURTIUS, non seulement ne fit point avancer d'un pas le rapprochement, mais entamant la question du désarmement, constata que la commission préparatoire n'avait pas tenu compte des réserves allemandes. En conséquence, le Reich continuerait à réclamer la réalisation des promesses,

"... car l'équilibre des armements est une nécessité inéluctable pour créer en Europe, sécurité et paix"

Puis, évoquant l'Allemagne et la S.D.N., CURTIUS posa une question

"pour faire valoir ses droits, l'Allemagne doit-elle rester dans la S.D.N. ou en sortir"

Il choisit d'y demeurer, car sortir eût fait "le jeu de ceux qui s'opposaient à l'Allemagne" (L 11.2.31)

Après la politique extérieure, les jours suivants, le Reichstag débattit du projet de budget. Là, on n'y découvrit encore bien des chose à redire...

"En marge de la S.D.N., l'équivoque allemande"

"Chaque jour nous apporte les preuves du camouflages"

savamment organisé du budget de la Reichswehr"

"les usines électro-chimiques travaillent avec ardeur au stockage des produits devant servir à la guerre chimique"

"La preuve est aujourd'hui faite que l'état d'esprit et moral du peuple allemand n'a pas changé... au contraire "et l'espoir des nationalistes allemands dans un succès électoral accentue l'idée"

... D'autres exemples furent cités, ainsi :

"chapitre E 21 : 5,331 322 marks pour la remise en état et la conservation des fusils et des armes à main.
-conservation et bon état des canons (77 et 105) coût :
9,481 millions
-nettoyage des armes : 19,226 250
(...) 11,089 pour les cartouches... etc" (M 20.2.31)

Un autre fait caractérisa une fois de plus l'attitude allemande. Le dimanche 22 février à Berlin, pour le 7e anniversaire de la Bannière d'Empire et devant 60 000 membres, leur chef HOERSING déclara que :

"160 000 membres auraient reçu une instruction militaire en vue de la formation d'une troupe de défense contre les attaques anti-républicaines (...) pour soutenir le gouvernement"

Alors tous ces dangers accumulés déterminèrent MAGINOT, lorsqu'il défendit son budget de la guerre devant la Chambre le 24

Il demanda pour 1932, un budget identique à celui de l'année précédente indiquant :

"Tant que la sécurité de la France n'est pas assurée, et l'organisation militaire étant défensive, on ne peut descendre au-dessous de ces chiffres"

Il souhaita la création d'un ministère unique de la Défense Nationale, spécifiant qu'à partir de 1935 arriveraient les classes creuses, qui abaisseraient le contingent du total de 240 000 H à 140 000H, avec des effectifs non d'un an, mais de six mois.

Au sujet du désarmement, MAGINOT garantit la collaboration française mais avertit :

"On ne peut aller jusqu'à faire litière de la sécurité française" (M 25.2.30)

Sur le même ton, BOUILLOUX-LAFFONT (le rapporteur) découvre dans notre politique extérieure des signes d'inquiétude, et révéla :

"D'autre part, nous n'avons sur l'Allemagne qu'un excédent de 11 000 h. Pour notre territoire national, nous sommes à égalité avec l'Allemagne qui ~~est~~ 259 000, alors que dans l'hypothèse la plus favorable, nous en avons 270 000"
(L 25.2.31)

Etablissant par là, que cette fermeté dérangeait fort nos voisins, l'on montra quelques-unes de leurs réactions

... Contre BOUILLOUX-LAFONT, une note officieuse publiée par l'agence WOLFF affirma :

"l'Allemagne n'a que 100 000 soldats"

Toutefois, elle ajouta qu'il y avait

"150 000 h de la SCHUTPOLIZEI" (L 26.2.31)

... Contre MAGINOT, la presse berlinoise mécontente, parla de "falsification de l'histoire" et certifia que l'Allemagne était prête à désarmer si les autres nations commençaient...

(L 27.2.31)

Ce faisant, lorsque le parlement discuta du budget des Affaires étrangères le 3 mars, la belle détermination défaillie...

GRUMBACH crut en l'Allemagne républicaine et pacifiste, et réfuta MAGINOT (M 4.3.31) Son intervention provoqua celle de FRANKLIN BOUILLON.

"Aujourd'hui, je suis obligé de porter les mêmes faits à la tribune. J'ai retrouvé chez tous les allemands ces trois volontés

1- volonté de réviser le plan YOUNG

2- volonté de réarmer au lieu de désarmer

3- volonté de détruire les frontières du Traité de Versailles

- 945 -

Pour son argumentation, il cita KAAS, TREVIRANUS, DINGELDEY...
(L 4.3.31)

BRIAND répliqua qu'il avait toujours le même adversaire ; que le rapprochement malgré les passions nées de septembre, devait se rechercher avec "du cran" ; que la France aurait du temps pour prévoir et réfléchir à la conférence du désarmement. Il affirma aussi que le danger de l'Anschluss s'éloignait et que 27 nations avaient répondu à l'idée européenne (L 4.3.31)

Reprenant la parole, FRANKLIN BOUILLON reprocha au ministre d'avoir esquivé la plupart des attaques et qualifia les négociations passées de "malentendu tragique" (M 4.3.31)

BRIAND revint et obtint le succès (551 voix contre 14) !

... L'ampleur de ce succès surprit autant qu'il froissa la pensée messine. Mais la consternation déchaîna immédiatement la réaction. Si fait, la mise en garde permanente redoubla afin que, quatre mois après septembre, un an avant la conférence du désarmement, la France se souvint de la leçon de septembre. Un discours de GROENER arriva à point nommé... L'Anschluss, stoppant la conférence navale fit le reste !

L'état d'esprit allemand et le désarmement

"La paix exige la bonne foi de tous, mais tant que des bruits de bottes se feront entendre à nos portes, tant que certains propos seront tenus et que certaines questions ne seront pas réglées, il faut d'abord penser à notre sécurité..." (vignette du M 6.3.31)

"Pour l'Allemagne, le désarmement devrait consister dans la diminution des forces de défense nationale française et dans la permission pour le Reich d'avoir l'armée la plus puissante du monde" (Vignette M 11.3.31)

Réussite à la Chambre : on eut de solides raisons pour déduire que BRIAND en obtiendrait une autre au Sénat. Le cinq mars en effet, les sénateurs ratifièrent l'acte général d'arbitrage, après que notre premier diplomate eût souligné la volonté française de travailler à la consolidation de la paix

(PM 6.3.31)

METZ jugea qu'il était grand temps de rappeler quel était l'état d'esprit réel des allemands face au désarmement.

D'aucuns divulguèrent pour la soixante dix septième fois la collusion militaire germano-soviétique ! (L 8.3.31)

(voir relations germano-sociétiques) D'autres enquêtèrent sur les dispositions ^(p. 1055) véritables de la mentalité allemande

"Que veut l'Allemagne ?"

Une Allemagne en "effervescence" minée par une crise du chômage : cinq millions de désœuvrés entraînant quinze millions de souffreteux, subissant mille restrictions.

Résultat : une animosité contre la France à chaque instant plus violente attisant une farouche hostilité au Traité de Versailles :

"sans chercher à comprendre que ce traité n'y est pour rien, sans s'interroger sur les raisons particulières à l'Allemagne"

... déséquilibre de l'économie, industrialisation à outrance etc... (M 9.3.31)

"Que veut l'Allemagne ?"

... la révision des traités, déployant le récent accord naval franco-anglo-italien, c'est-à-dire désespérant de ne pouvoir désormais appuyer sur l'Italie ses revendications... Mais espérant parvenir à créer un "consortium des puissances centrales"... (M 10.3.31)

Et puis, et puis !... le nazisme et HITLER... !

"Vers la fraternité des peuples"

"Bientôt nos drapeaux flotteront devant toutes les portes et sur chaque maison ; sur chaque construction ce sera notre insigne qui sera planté... L'Allemagne sera de nouveau allemande. L'Allemagne sera de nouveau libre. Nos troupes seront victorieuses, notre heure aura sonné..."

A. HITLER 26.2. à MUNICH" (vignette M 10.3.31)

Dans une conférence consacrée à la France devant le désarmement "M. DE JOUVENEL" sénateur de la CORREZE, ancien ministre délégué de la France à la S.D.N., ancien Haut-Commissaire en SYRIE, menaça :

"le désarmement serait sans doute le plus sûr moyen de préparer la guerre, car il y aurait toujours un pays pour désobeir en secret au protocole qui l'aurait réglé"

A METZ, on prolongea :

"Qui pourrait empêcher un pays puissant, imbu de revanche, d'en attaquer un autre plus faible"

"Ne désarmons pas, mais par tous les moyens, évitons la guerre"

"... dans la poursuite d'un idéalisme de justice avec l'espoir qu'il présidera un jour aux destinées internationales" (M 11.3.31)

L'on était au coeur même du sujet...

"le désarmement et l'Allemagne"

"le rapprochement franco-allemand ne sera réalisé que si la France accepte l'annulation presque totale des clauses du traité de Versailles"

En vue de la conférence du désarmement en 1932, FERRETE condamna comme "invraisemblable" la thèse tenue par les allemands à Genève lors des discussions préparatoires : ils avaient voulu faire croire que l'Allemagne était complètement désarmée et qu'elle donnait l'exemple aux autres pays

"Il ne convient pas que la France, ni aucune autre nation soit dupe"

... "devant le développement excessif des forces militaires allemandes"

Le camouflage :

- une Reichswehr soi-disant limitée à 100 000 h
- d'importantes réserves, bien "éduquées et encadrées"
- une organisation de police
- du matériel

- un Etat-major - des officiers d'élite
- préparation immédiate en cas de mobilisation avec rassemblement des troupes devant la frontière, les autoroutes assurant la rapidité
- véhicules civils construits pour une utilisation éventuelle en temps de guerre
- un budget de la Reichswehr équivalent à celui de 1914

"C'est la France qui devrait faire les frais de la politique de rapprochement"

Et les Allemands de soutenir qu'ils avaient fait toutes les concessions demandées. A la France d'en faire autant ! Nous devions renoncer à quelques clauses du Traité, dont celle de la culpabilité allemande... Nous fortifions, c'était là un "acte de méfiance qui s'opposait au rapprochement"

L'armée française surpassant l'armée allemande limitée à 100 000 hommes, nous leur devons l'égalité militaire... ainsi que la liberté de l'organisation de leur défense.

Voilà quelle était la thèse allemande qu'ils défendraient à la conférence du désarmement, en même temps qu'ils exagèreraient une réduction considérable des effectifs de la part des alliés, notamment de la France. A les suivre, l'on eût annulé complètement le Traité de Versailles ! (FERRETE M 12.3.31)

Pêle-mêle, les accusations messines déjouèrent ainsi et grandement l'esprit et les plans allemands. Mais un fait essentiel intolérable antérieure : une "réplique de GROENER à FRANKLIN BOUILLON et MAGINDOT" pour leurs interventions le 24 février à la Chambre (M 12.3.31)

Ouvrant le budget de la défense nationale au Reichstag, le 9 mars, le ministre de la Reichswehr

"repoussant à son tour la culpabilité allemande prétend que la France n'a pas pratiqué le désarmement et que son armée constitue l'instrument de guerre le plus puissant du monde !"

Puis il réclama l'

"égalité dans le désarmement car l'Allemagne est désarmée" (L 10.3.31)

Réactions en Allemagne ?

"Deux discours. Deux ministres de la guerre"

On rapporta :

"l'exaspération de la presse allemande (...) le discours du Ministre de la guerre GROENER est commenté dans des termes désobligeants pour la France"

Hormis les journaux de gauche, tous s'en prirent à MAGINOT, l'accusant d'affirmations "mensongères"

"En réalité, toute l'Allemagne a refait le front unique contre nous, comme à l'époque de l'occupation de la RUHR",

malgré nos concessions du plan YOUNG.

"la presse allemande continuera, il n'est pas douteux, cette attitude agressive contre la France, que nous avons souvent eu l'occasion de signaler" (M 13.3.31)

En tout cas, son discours était probant ! Au fond :

"le général GROENER pas plus que son prédécesseur VON SEEKT, ne veut pas avoir l'allure du chef d'une armée vaincue et résignée. Il a toute la morgue et aussi toutes les ambitions de ses prédécesseurs d'avant guerre, et il espère que la Reichswehr solidement constituée, ayant indiscutablement des cadres supérieurs en nombre et égaux en valeur à ceux de n'importe quelle armée européenne, sera l'armée de la revanche"

MAGINOT avait simplement fait ressortir que l'Allemagne, pays agresseur, ne pouvait se voir octroyer une quelconque parité. GROENER, lui, rejetait la responsabilité de la guerre arrachée selon lui par surprise lors de la signature du traité

"Si cette clause était supprimée, l'Allemagne pourrait demander la restitution de toutes les prestations financières et de toutes les diminutions de territoire qui leur ont été imposées en vertu du Traité de Versailles"

(M 12.3.31)

"Que veulent donc les hommes d'Etat de l'Allemagne ?"

"A en croire les successeurs du DR. STRESEMANN, l'Empire veut véritablement travailler en toute sincérité à l'organisation pacifique de l'Europe. Ce sont les échos qui nous viennent de GENEVE ou d'ailleurs, de chaque rendez-vous diplomatique. Mais des parasites viennent troubler ces ondes, c'est un DINGELDEY, un TREVIRANUS, un SELDTE qui viennent parler un langage différent. C'est encore un Dr. SCHACHT qui, dans son livre récent "la fin des réparations", adresse des reproches à M. Gilbert PARKER en critiquant le plan DAWES, et dénonce le plan YOUNG, oeuvre internationale, comme la cause de tous les maux du peuple allemand"

"Alors, tous les partis par des voies différentes arrivent au même but : révision du Traité de Versailles ; rectification des frontières Est, ANSCHLUSS..."

"Même si on rabotait davantage le "diktat" de Versailles qu'y aurait-il de changé dans les relations diplomatiques ? Rien !"

"les allemands, à Genève ou ailleurs, veulent baser leur politique sur la négation du passé, et c'est en niant les faits d'hier qu'ils trouvent l'aplomb pour toutes leurs prétentions. C'est cette mentalité qui fait agir les dirigeants de Berlin, et anime le ministre de la Reichswehr. Le peuple lui-même s'est laissé suggestionner à un point que ses réactions commencent à inquiéter les chefs du Reich. M. BRUNING ne mettait-il pas dimanche dernier (8 mars) les étudiants en garde contre les aventures d'une dictature ?"

"On cherche à rapprocher les peuples"

"Que vaudront tous ces parchemins signés et contresignés, si l'édification de l'Europe est confiée à des architectes qui ont une conception diamétralement opposée de leur art ? Pourvu que la colombe de la paix ne ressemble pas au pigeon de DOUAUMONT, et qu'au lieu d'être la messagère de l'entente entre les peuples, elle ne porte pas au loin des échos des luttes fratricides

Là-dessus, on expliqua que le groupement pour le rapprochement franco-allemand de BERLIN (HABELANDSTRASS 2) par la voix de son président, OTTO GRANTOFF et du Dr Bruno WEILH assistait à son déclin (M 12.3.31) (pour ne rien arranger, l'équipe de France de FOOTBALL battit le 15 mars celle d'Allemagne par un but à zéro ! (L 16.3.31)

Et pendant que l'on claironnait contre KAAS et les centristes allemands, accusés de cacher hypocritement sous des discours de paix des velleités révisionnistes et menaçantes (M 18-19.3.31), éclata un nouveau rebondissement.

La discussion au Reichstag de la 2e lecture sur le budget de la guerre (le 19) fut marquée par un autre discours du général GROENER.

"Une fois de plus, le général GROENER parle de "surarmement de la France"

"Il a constaté avec joie et reconnaissance que l'activité de l'armée a reçu l'approbation de tous les partis qui soutiennent l'Etat, ainsi que cela est ressorti des débats au sein de la commission. Tous les partis, à l'exception des communistes, se sont exprimés en termes approbatifs et chauds envers la Reichswehr"

Satisfait, GROENER avait confirmé que l'Allemagne conserverait sa position sur l'égalité des droits à la prochaine conférence du désarmement. Puis, il avait fustigé le projet de convention élaboré à GENEVE :

"Il sert à déguiser et à maintenir la disposition actuelle des armements européens"

"Si, en demandant un désarmement unilatéral, on continue à s'opposer à la collaboration active de l'Allemagne, à la réalisation d'un règlement général et équitable de la question désarmement, cela ne peut pas rester sans répercussion sur la bonne volonté et la croyance en la possibilité d'une entente"

Enfin, il avait contesté toute existence d'armements clandestins (L 20.3.31) Sur le cynisme et la hardiesse de GROENER, l'on ne revint plus. Car ses déclarations firent apparaître

une vérité : le comportement redoutable des socialistes. Dès avant, les débats au Reichstag, on les avait soupçonnés d'essayer de faire plier BRUNING qui leur refusait des concessions, en agitant leur opposition au vote des crédits de la Reichswehr et surtout du chantier d'un nouveau croiseur cuirassé (M 5.3.31)

Que firent-ils ?

"L'internationale caméléon !" (L 19.3.31)

Du 18 au 20 mars, s'abstenant à chaque vote, ils laissèrent ainsi adopter, point par point, la totalité du budget de la Reichswehr.

Le député socialiste WELLES avait pourtant bien rappelé que son groupe s'était prononcé contre la construction du croiseur cuirassé et qu'il ne pourrait donc pas voter les crédits

(L 21.3.31)

On lui rétorqua que pour éviter une crise ministérielle, il eût été préférable de s'abstenir. Donc, une motion communiste de méfiance contre GROENER fut repoussée, une autre visant à supprimer le plan de remplacement des unités de la marine allemande jusqu'en 1935 également... puis plusieurs centaines de motions communistes. En revanche, la 4e tranche d'un croiseur cuirassé fut acceptée, la 1ère tranche pour un même navire aussi... et puis l'intégralité du budget ! (L 21.3.31)

Dans ce flot de déboires, un seul contentement surnagea. Après la conférence navale de Londres, les négociations s'étaient poursuivies entre la France et l'Italie. D'abord on avait crié au scandale, car l'Italie n'avait rien moins demandé que la parité avec nous... ! Elle parlait désarmement, et sa flotte regagnait du terrain sur nous (ainsi les croiseurs nouveaux : TRIESTI, TRENTO, ZARA, FIUME, GORIZIA, BOLZANO, le "POLA" : ... et au passage 975 avions en service !) (L 25.2.31)

Et puis, revenu de la première idée, on avait découvert les avantages... : séparer l'Italie de l'Allemagne ! Aussi, l'on accueillit avec grande joie, l'annonce des accords de principe de Rome (fin février) sur la limitation de l'armement naval entre la France, l'Angleterre et l'Italie (L 1.3.31) Bien sûr,

y-avait-il beaucoup de "provisoire" sous l'entente... mais cela créait de vives espérances ! (L 23.3.31) Hélas, l'accord naval ne résista pas à l'ouragan que déchaîna le projet sur l'Anschluss...

"Nuages et déboires" (...)

"Un temps d'arrêt" (L 9.4.31)

... avec lui, le désarmement reçut un terrible coup de semonce !

Le 3 mai, à la Chambre, LAVAL évoqua la sécurité, l'arbitrage, la limitation des armements... mais il se méfia des "formules magiques" ! (L 4.5.31)

Le 4 mai, au conseil général de la MEUSE, MAGINOT souligna avec force la volonté pacifique de la France... :

"Nous ne demandons qu'à vivre et à travailler en paix, et nous faisons tous des vœux, sauf les fous, pour que la politique qui doit conduire au rapprochement des peuples aboutisse à des résultats" (...) mais :

"Nous voulons que les efforts sincères que nous faisons en vue de la paix, ne soient pas isolés, et qu'ils rencontrent chez nos voisins les d'outreparties, sans lesquelles ils ne seraient pour nous qu'une effroyable dupérie" (L 5.5.31)

Le 16 mai, HERRIOT déclara à LYON :

"le pacifisme ne doit pas être un assemblage de mots sonores. On a parlé de désarmement unilatéral. On a dit que cet exemple entraînera tous les peuples. Il semble que tout cela et charlatanisme, provocation et défi au bon sens"

... C'est ce que l'on appella à METZ

"la paix et les mots" ! (L 18.5.31)

Situation inique :

19 mai : "le président HINDENBURG présidera aujourd'hui le lancement du croiseur "A" : on attend plus de 8 000 élèves des écoles de provinces, des délégations d'associations diverses : casques d'acier, Bannières du Reich, diverses délégations d'anciens com-

battants" (L 19.5.31)

"le désarmement. Hier l'Allemagne a procédé au lancement du croiseur "A". A quand celui du cuirassé B ? Ce n'est évidemment qu'un commencement" (M 20.5.31)

"le lancement du nouveau croiseur allemand Deutschland. Le président du Reich et le chancelier BRUNING assisteraient à cette grande parade militaire" (M 20.5.31 - 2e page)

Désarmer... oui

"Désarmer... quand ? (L 4.6.31) Tout le problème était là

2 - Le désarmement en panne ?

"Désarmer... quand ?" RITZ (4.6.31)

La crise allemande, leur état d'esprit revancharde et belliqueux, le coup de VIENNE, l'accord naval en perdition, 522 000 soldats français (avec nos troupes coloniales), 19 milliards de francs de dépenses, contre 200 à 250 000 militaires allemands, sans compter les milices et autres associations prêtes à être mobilisées, 17,8 à 18 milliards de francs de dépenses...

"parler de l'armée allemande de 100 000 h est une douce ironie" (M 27.4.31)

Le 20 mai, BRIAND très affecté, ne parvint qu'à reconduire la date de la conférence du désarmement prévue à GENEVE en 1932; Et il convia les gouvernements invités à fournir l'état de leurs armements (L 21.5.31) Tout cela était dérisoire ; or, dans l'immédiat, nul appui, nul espoir se vint freiner le délabrement. Au contraire, d'autres convulsions aggravèrent encore. Le 5 juin, BRUNING et CURTIUS arrivèrent aux CHEQUERS, entrevue qui avait été reportée à cause de l'Anschluss. L'on crai-

gnit une offensive allemande sur les réparations (M 3.6.31)
Cette visite, dite de courtoisie eut lieu cinq jours à peine
après la grande parade et le serment de BRESLAU.

"Après la parade et le serment de BRESLAU" "désarmer...
quand ?" RITZ L 4.6.31

"Cette nouvelle manifestation monarchiste et anti-répub-
licaine du casque d'acier ne surprendra pas les gens
avertis sur la volonté pacifique de l'Allemagne"

(M 2.6.31)

"A Breslau, il n'a été question que d'assassiner la paix"

Jean OSSOLA (M 8.6.31)

Le dimanche 31 mai, HINDENBURG inaugura à BRESLAU le monu-
ment prussien aux morts de la guerre. Il réhabilita ainsi
"ses camarades interdits en Prusse, lui, le président
d'honneur de l'Association des casques d'acier"

(L 3 & 4.6.31)

"100 à 150 000 militaires civils ou civils militaires
(c'est la même chose en Allemagne) enlevaient leur cas-
que d'acier, étendaient le bras et tournés vers la tou-
te proche pologne, faisaient le serment de ne pas avoir
le repos avant que ne redevienne allemand ce qui fut all-
mand, que les terres où coulèrent le sang et la sueur
allemands"

L'on vit l'ex-Kromprinz et le maréchal MACKENSEN inspecter
les troupes...

"M. BRUNING parle de paix, il n'a pas interdit cette
"mascarade"

"la presse n'a pas protesté, pourquoi l'aurait-elle fait,
puisqu'elle est le reflet de l'opinion publique, qui dan-
son immense majorité n'admet pas le "DIKTAT" de Ver-
sailles et autres traités"

"Luttons pour la paix à la S.D.N., mais tout de même, en attendant, ne commettons pas le crime d'oublier notre sécurité" ! RITZ (L 4.6.31)

A la Chambre, le 3 juin, le député de la Gironde "M. Henri LORIN" interpella sur les intentions du gouvernement au lendemain de cette manifestation (L 4.6.31)

BRIAND lui répondit, qu'effectivement, le fait était blâmable, surtout après Genève. Mais il fallait comprendre la situation du peuple allemand, plongé dans la crise économique ; il fallait croire aux progrès indéniables de la paix mondiale. De toute façon, il ne serait pas question d'une quelconque révision du plan YOUNG (L 10.6.31)

Ce ne fut point tout à fait l'avis du député des Alpes maritimes "Jean OSSOLA". Dans le MESSIN, il déclara que douze ans après la signature du Traité, la manifestation du casque d'acier, leur revendication anti-polonaise étaient :

"révélatrices du super nationalisme qui empoisonne encore tant d'esprits en Allemagne"

"A Breslau, il n'a été question que d'assassiner la paix"

... comme le prouva une carte distribuée et précisant le programme du STAHLHELM : SLESWIG (restitué en 1919 au Danemark), la province polonaise perdue, l'Alsace-Lorraine, Eupen et Malmedy

"Au même moment, les dirigeants du Reich se proposent de convaincre l'opinion mondiale de faire confiance à l'Allemagne et de la décharger des réparations pour lui permettre un redressement économique et financier"
(...)

"En face, France et Pologne ont tout fait pour éviter des frictions avec l'Allemagne, et ont oeuvré efficacement pour permettre la réalisation effective du désarmement moral et à la consolidation de la sécurité et de la paix"

"Or, 1930 à COBLENCE, 1931, à BRESLAU, manifestent qu'une grande partie du peuple allemand n'a pas l'intention de respecter les traités. On sème la méfiance, l'animosité,

la haine, on réveille la passion de conquête, car désirer le bien d'autrui n'est-ce pas la conquête ?"

"Bien sûr, il existe en Allemagne des forces qui travaillent pour la paix et la coopération internationales, mais ce qui est décevant, c'est qu'elles n'arrivent pas à empêcher de pareilles manifestations bellicistes"

Jean OSSOLA (M 8.6.31)

Mais si l'opinion messine s'inquiéta de ce déploiement de force, elle se formalisa plus encore de l'effet inverse que produisit la parade et le serment dans les "journaux parisiens". Se laissant "hypnotiser" par la manifestation des casques d'acier, ils se mirent à maugréer sur le peu de compréhension que l'on apportait à la détresse du Reich, qui trouvait son expression dans les récents décrets-lois et "l'appel pathétique" du gouvernement qui y faisait face ! (L 13.6.31)

Heureusement l'Angleterre sembla vouloir nous aider à retrouver le bon chemin, celui de la basse réalité !

"Un hommage britannique à la France" (M 2.7.31)

MAC DONALD aux Communes :

"La France étant allé très loin dans le désarmement, M. MAC DONALD a pleinement justifié l'attitude prudente de la France : paix et sécurité" (M 2.7.31)

W. CHURCHILL :

"La puissance militaire française est le plus sûr gage de la sécurité" (...) "l'armée française, à l'heure actuelle est le seul facteur de stabilité en Europe, que ce facteur soit affaibli et les écluses de l'Europe s'ouvriront toutes grandes" (12.7.31)

Juin 1931, "l'écho américain du chantage allemand" (L 24.6.31) ~~est à dire~~ la proposition HOOVER faisait vaincre d'éventuelles et nouvelles concessions françaises. L'on eut la fâcheuse impression que l'Amérique avait déjà oublié l'Anschluss Comme l'avait dit BAINVILLE en janvier :

"Sur tous les terrains, désarmement, plan YOUNG, Pologne. l'Allemagne est manderesse, et nous sommes défenseurs, ce qui est généralement considéré comme la moins bonne position" (PL 4.1.31)

S'en était que plus alarmant ! HOOVER avait-il conçu l'idée d'appuyer la thèse allemande en général et sur le désarmement en particulier à notre détriment ? La question était insupportable car l'on plaisantait bien légèrement avec notre sécurité Par chance, ce redoutable plan parut déjoué grâce à l'attitude réaliste de l'Angleterre

"Un hommage britannique à la France" le plan HOOVER et le désarmement" (...) "Alors qu'on se trouve en présence d'une crise des négociations franco-américaines, parce que nous ne voulons admettre la proposition HOOVER sans garantie, il est réconfortant de voir l'amitié franco-britannique traduite aux Communes en des termes non équivoque"

Le 30 juin, "de grands débats" avaient eu lieu aux Communes. MAC DONALD (voir citation plus haut), puis surtout WINSTON CHURCHILL avaient insisté sur la nécessité et le maintien d'une armée française solide, sûreté de l'Europe en crise.

CHURCHILL avait ajouté :

"la question du désarmement se complique au lieu de s'éclaircir, à mesure que les peuples réfléchissent et prennent conscience des difficultés. La plus grande de ces difficultés, c'est certainement l'attitude de l'Allemagne qui s'arme de plus en plus et qui affecte une partie importante de son budget à la reconstitution de sa puissance militaire et maritime. On ne saurait revenir trop souvent sur cette question de la construction des cuirassés, dont les crédits ont été votés par la presque totalité des députés du Reichstag, à l'exception des communistes et d'une vingtaine seulement de sociaux-démocrates. Néanmoins, les représentants de

l'Allemagne dans les conférences de Genève, insistent plus que tous les autres pour que tous les peuples désarment, mais avec l'intention bien arrêtée d'enfeindre les accords internationaux qui seront conclus à ce sujet et à augmenter clandestinement leur matériel de guerre"

L'internationalisation de la question du désarmement :

"Beaucoup de peuples y sont opposés, aussi ils outrepassent par toutes sortes de moyens les prescriptions auxquelles ils auront déclaré se soumettre" (...) l'Anschluss "va ouvrir les yeux à beaucoup de peuples" (...)

"Et lorsqu'on reproche à l'Allemagne de dépenser une partie de ses disponibilités budgétaires pour le renforcement de ses armements, les journaux officieux du Reich répondent : "nous avons bien le droit de dépenser notre argent comme nous le voulons et sans subir le contrôle d'aucune puissance étrangère"

A METZ, l'on conclut :

"C'est pour le moins cynique à un moment où les Allemands supplient le monde entier d'avoir pitié de leur misère"

(M 2.7.31)

Ces sages paroles échappées de la bouche d'Anglais éclairés, sans savoir de quelle résonnance elles vibrèrent chez nous, ne furent en tout cas point contredites par notre ministre de la guerre. Le 26 juillet, au congrès des officiers de réserve, MAGINOT trancha :

"Si la garantie de l'assistance mutuelle ne nous est pas donnée, je ne peux que répéter que nous sommes arrivés à la limite de nos possibilités de désarmement"

... en outre, il précisa afin que l'on entendit :

"limitation des armements et non désarmement"

et, persuadât que la France avait donné l'exemple (L 28.7.31) Maintenant, l'on eût l'impression que Paris et Londres, malgré le différent occasionné par la conférence navale, s'étaient compris sur les exagérations allemandes... en fait par intérêt et non identité de vues ! Par intérêt, car l'Angleterre était elle aussi en crise ; elle se rendait compte du risque

pour sa finance trop engagée dans le gouffre économique allemand ; elle souhaitait l'aide française à l'Allemagne, elle poussait l'Allemagne à modérer ses revendications pour tempérer la fermeté française ! (M 29.7.31) Voilà pourquoi MAC DONALD et HENDERSON arrivèrent le 27 juillet à Berlin !

(M 29.7.31)

Là, ils allaient :

"pousser l'Allemagne à faire un geste d'apaisement et de paix avant la conférence du désarmement qui lui vaudrait les sympathies du monde";

- ajournement des croiseurs de poche;
- renoncement aux quatre cuirassés suivants;
- mise en sommeil du projet d'union austro-allemande;
- acceptation du projet rédigé par la commission préparatoire au désarmement que BERNSTORF avait refusé

"l'Allemagne ne voulant accepter les conditions d'un désarmement unilatéral et renoncer à toute révision ultérieure du Traité de Versailles" (M 29.7.31)

Que répondirent les Allemands aux sollicitations anglaises ? Dans l'immédiat, il eût été difficile de le savoir. Encore qu'à METZ, l'on ne s'attendit à aucune brusquerie chez les Allemands. Et il se trouva justement, un article signé de "M. DE MARCE" dans la Revue des deux Mondes dont on se servit pour montrer vers quel côté l'on inclinait. Dénonçant les gaspillages, l'auteur avait cité les exubérances du budget militaire allemand, supérieur au nôtre de dix milliards de francs, pour les quatre derniers exercices. Le fait était singulier pour ceux qui opposaient une "Allemagne désarmée à une France militariste !" (M 15-16.8.31)

Et puis, surprise ! Bien plus vite que l'on ne l'avait espéré, les Allemands réagirent :

"Un réquisitoire du général VON SEECKT contre la France"
(M 18.8.31)

"la difficile entente : Excellenz VON SEECKT n'a pas désarmé !" (L 19.8.31)

"Dans un journal d'Amérique du Sud" (L 19.8.31)

"l'ancien commandant en chef de la Reichswehr s'élève contre les clauses du Traité de Versailles et réclame l'égalité des armements"

Il réclama :

"une véritable paix obtenue par la disparition de la menace continuelle d'un pouvoir dominateur" (...)

"Au lieu de la suprématie économique et militaire de l'Allemagne, la guerre a été l'avènement de la suprématie française" (...)

"A côté de la France, qui, grâce à ses alliés a remporté la victoire, les autres nations de l'Europe ont été démembrées par les traités, privées de leur pouvoir économique" (...) "elles souffrent de ces conséquences" (...)

"L'instabilité en Europe incombe à la France qui cherche à tout prix le maintien et le développement de sa supériorité militaire et économique, politique qui implique la répression des pouvoirs militaires et économiques de l'Allemagne. La France, qui cherche à se protéger d'une attaque allemande, dont personne ne craint en Allemagne, pour que la situation d'une Allemagne sans défense persiste" (...)

"La France protège ses frontières de l'Est, les frontières allemandes sont ouvertes" (...)

"les principes français ont été acceptés dans la préparation de la commission préparatoire du désarmement(...)
La France n'acceptera pas que sa position soit affaiblie par la possibilité d'un désarmement"

"La France veut une Allemagne paralysée, au nom de sa sécurité, toutes les garanties offertes aux traités de LOCARNO, les principes du pacte KELLOG ne lui suffisent"

"Les prétentions françaises au maintien de sa supériorité dans les domaines politiques, militaires, économiques et financiers rendent extrêmement difficile tout accord franco-allemand" (...)

"L'instinct de préservation, le souci de l'avenir forcent l'Allemagne à persévérer dans sa volonté d'être traitée sur le même pied d'égalité que les autres nations"

"l'Allemagne a désarmé, les traités lui promettaient le désarmement des autres nations, elle a été trompée"

"l'Allemagne luttera pour l'égalité des armements, pour retrouver sa liberté d'action"

"Ce plaidoyer pro-domo n'est-il pas spécifique de la véritable mentalité germanique ? Joli prologue, en vérité, à la visite de M. LAVAL à Berlin. Qu'en pensent nos utopistes d'extrême gauche ?" (M 18.8.31)

Paul DURAND précisa que "certains milieux politiques" n'avaient pas été étrangers à de tels propos, mais il ne put oublier que VON SEECKT avait été

"non seulement l'ancien commandant en chef de la Reichswehr, mais encore créateur et organisateur de l'armée allemande moderne"

"Et tandis qu'en France, les combattants se réunissent en pacifiques congrès, les casques d'acier, et leurs frères en HITLER, organisent des manoeuvres qui ressemblent à s'y méprendre, à celle de l'armée officielle"

(L 19.8.31)

Il se trouva donc, qu'après tant de malveillance jetée contre nous, VON SEECKT non seulement prouva le mauvais état d'esprit allemand à notre égard, mais livra de surcroît, la conduite projetée pour l'imminente 64e session du conseil de la SDN... et après elle la grande conférence !

Les délibérations de Genève commencèrent le 1er septembre 1931... Rapidement, l'on s'aperçut qu'elles avaient écopé du signe d'une mauvaise étoile ! Pauvre désarmement !

"La décadence de la S.D.N." (FERRETE M 10.9.31)

"Que peut la S.D.N., moralement puissante, matériellement fragile, avec son autorité sans sanctions, en face des manoeuvres germaniques ?"

H. BERENGER à propos de l'Anschluss dans Actualités
M 4.5.31)

"Paroles à retenir"

"Tant que la S.D.N. n'aura pas à sa disposition une force militaire suffisante pour imposer l'essentiel de ses décisions à qui ne voudrait pas s'incliner devant elle, la France devra continuer à se tenir sur ses gardes et à compter surtout sur elle-même pour assurer son indépendance"

(G. DOUMERGUE L 29.5.31)

"La conférence sur son déclin" (FERRETE M 17.9.31)

"Un peuple si pacifique fût-il, doit, dans l'état actuel du monde, veiller à sa sécurité"

MAGINOT à VARENNES en ARGONNE 27.9.31
(L 28.9.31)

"A Genève. L'éternel désarmement !" (L 29.9.31)

"La grande épreuve : le conflit sino-japonais. La S.D.N. peut condamner, elle n'a pas les moyens de réagir... par quel moyen ?" (L 14.10.31)

... Ce genre de citations, l'on eût facilement pu en multiplier le nombre. Rarement une assemblée fit autant et si mal parler d'elle ! Finalement, la S.D.N. avait-elle les moyens conformes à la hauteur de sa tâche ? A propos de l'Anschluss, BERENGER, dans Actualités, ... et le président DOUMERGUE lui-même, avaient dit leur pâle confiance, et craint plutôt les risques. En effet, aux tous premiers jours, la réunion sombra dans l'ennui à cause de son impuissance.

"la S.D.N. et le beau temps !"

"l'Assemblée de la S.D.N. poursuit sa morne session"
avoua "M. G. BONNET, un des chefs du Cartel" (...)

"tandis que M. Camille AYMARD, dans la Liberté, soutient
que seule la S.D.N. est habilitée pour sauver le Reich"

"Est-ce que la vérité ne serait pas à égale distance de
ces opinions extrêmes ?" (L 8.9.31)

Voyons la suite !

Le 8 septembre :

"le délégué italien, de mèche avec les Etats Unis attaque
de ~~mais~~ la France"

"La situation s'embrouille-t-elle à Genève ?"

GRANDI laissa entendre au représentant de la France que

"son pays se rangerait dans le camp de nos adversaires
l'année prochaine, quand viendrait le débat sur le
désarmement"

(...)

"Quand on sait dans quelle étroite dépendance se trouve
le gouvernement italien par rapport au gouvernement
américain, on se dit que M. GRANDI a beaucoup moins
parlé pour le compte de Rome que pour le compte de
Washington. Les Américains se rendent compte qu'ils ne
peuvent plus maintenir leur absurde "tribut" pour em-
ployer une expression chère aux Allemands. Mais le pré-
sident HOOVER a tellement répété que ce qui était dû à
l'Amérique par ses anciens associés, serait payé jusqu'
au dernier centime, qu'il est obligé de sauver la face
à son parti. Et c'est souvent ce qui lui fait lier la
question de l'abandon des créances de guerre à celle du
désarmement qui est très populaire aux Etats-Unis"

"Est-il besoin de dire qu'il est ridicule de penser que
la réduction des dépenses militaires des différents
pays d'un cinquième pendant cinq ans, aurait un effet
quelconque sur la situation économique et faciliterait
un rapprochement entre les peuples qui se sont affrontés
il y a 16 ans ?"

... A un journal italien, il "MATTINO" qui évoquait la situation financière favorable de la France, les aumônes qu'elle donnait un peu partout, et qui s'interrogeait sur l'utilité de Genève, on répliqua :

"On ne s'y prendrait pas autrement si on voulait inviter la France à ne rien prêter de cet argent qui lui donne une belle force" (9.9.31)

Donc, l'Italie n'était plus avec nous ! Pas plus que l'Allemagne comme le rappelait le journal de BALE "NATIONAL ZEITUNG"

"la France a beaucoup fait sans reconnaissance de la part des Allemands" (M 5.9.31)

Avec eux aussi et contre nous les Etats-Unis ! Et encore à nos dépens, notre propre conviction sur le rôle de la S.D.N. ! BRIAND malade vint cependant rejoindre son remplaçant au conseil FLANDIN. Le 7, il ouvrit les travaux de l'Assemblée. Qui s'imaginait-il pouvoir y trouver ?

FERRETE explique,

"la décadence de la S.D.N."

"On reproche à son fonctionnement d'être compliqué, et on prétend que son influence est sans valeur"...

Il rappela la

"non-adhésion des Etats-Unis" (...) "les représentants de assemblées, sans esprit de suite et ressassant des lieux communs"

"Alors que les grandes puissances du monde souffrent de toutes sortes de malaises, la S.D.N. est tenue à l'écart de toutes les négociations et discussions relatives à ces événements"

"De plus en plus, les chefs d'état traitent sans elle : CHEQUERS, conversations de PARIS, ROME..." (M 10.9.31)

Sans oublier

"la pauvre Allemagne (qui) ne cesse, en violation de l'esprit et de la lettre des traités, d'enfler ses dépenses militaires"

"Elle voit venir l'automne 1931, mieux armée et pourvue qu'elle ne se trouvait en août 1914"

"Pendant les quatre derniers exercices, le budget français (de la guerre) est resté en arrière sur celui de l'Allemagne de dix milliards de francs"

"la vérité, c'est que la France a réellement et dangereusement désarmée, tandis que l'Allemagne n'a jamais été plus militarisée"

Le Traité de Versailles avait été conçu pour

"protéger l'Europe et l'Allemagne elle-même, contre les entraînements de la force brutale allemande"

"Dans la guerre de 1914-1918, la France fut son propre gendarme. Grâce à ses armes et à la valeur de ses fils (on sait à quel prix) elle réussit à repousser l'invasion. Ce n'est franchement pas à elle de désarmer avant (ni en même temps) que l'envahisseur récidiviste, assoifé de vengeance, le coeur débordant de haine et la bouche pleine de menaces. Ce serait bien le cas de rééditer dans toute sa force le mot d'Alphonse KARR : "que Messieurs les assassins commencent" (M 10.9.31)

Le 11, affligé sans doute, mais retenant son émotion, BRIAND exposa la thèse française, réaffirma sa foi en la S.D.N. et son oeuvre de paix, s'éleva contre les responsables de la crise de confiance. Certes, il allait de soi que l'on ne pouvait pas exiger de la S.D.N. des "miracles", mais pour les grandes questions, en premières desquelles le désarmement, il fallait reconnaître au rebours des critiques, que des pas avaient été faits, que l'idée de paix était maintenant ancrée chez les peuples... (L 12.9.31)

Le lendemain CURTIUS présenta la thèse allemande. Son discours fut

"prudent et réservé quant à la question du désarmement"

Toutefois, il déclara que le désarmement primait sur la sécurité puis, la thèse allemande, ayant été défendue par GRANDI, il fit son éloge... (M 13.9.31) Peut-être blâmé et presque

congrédié en Allemagne, on fit remarquer qu'à GENEVE, il avait réussi un coup très adroit, en se faisant applaudir par les délégués (surtout italiens et anglais), quand il avait établi que l'or reposait stérilement dans certains centres financiers

(M 16.9.31)

Autour de nous, le noeud se reserrait... Alors de grâce, pourquoi nos ministres préparaient-ils le voyage à Berlin ? L'inutilité était flagrante (M 16.9.31) Et puis de toute façon "que ferait l'Allemagne de l'argent français ?" " M. George Emile JANSON, ministre belge de la justice, présent à GENEVE", insista :

"le problème doit être abordé dans le cadre de la question de la sécurité et du désarmement"

"Les uns, comme la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, préconisent le désarmement -partiel bien entendu sans se préoccuper de la sécurité des Etats et soutiennent que le désarmement par lui seul, appellera une ère de confiance. Les autres, comme la France, la Pologne, la Petite Entente et la Belgique, ne conçoivent le désarmement comme conséquence d'un état de sécurité mieux garanti"

Et JANSON émit des réserves quant à la conférence de 1932

(L 13.9.31)

Enfin, l'opinion messine rebutée par la S.D.N., par cette "conférence sur son déclin" (M 17.9.31), déploya sa verve à dessein d'explicitier que Genève ne nous servait pas, se révélait inefficace à résoudre les vrais problèmes, malgré ce qu'avait dit BRIAND, palissait devant la politique active de la France.

"Cette politique active que l'on accuse un peu partout de vouloir se substituer à la S.D.N."

"Là n'est pas la faute de la France qui veut la paix. Où donc chercher la cause principale de cet automne triste et terne à la S.D.N. ?"

"La paix mondiale ambitionnée par la S.D.N. ne peut et ne doit être que la résultante de la paix de chaque Etat. C'était donc par des réalités qu'il fallait com-

mencer. Or, les réalités s'appellent solution de la crise économique, aide financière, réorganisation du crédit et de la confiance. Les réalités s'appellent encore : ne touchez pas aux traités, ne touchez pas aux réparations !"

"En face de ces réalités, la S.D.N. s'est abstenue. Alors que, pour la première partie des difficultés : crise économique et financière, les conférences de LONDRES et de PARIS et les entretiens particuliers entre premiers ministres des diverses capitales d'Europe se sont substitués à la S.D.N., la France s'est toujours opposée et avec raison à ce que la question des réparations fut portée devant l'assemblée de Genève"

"La conséquence en fut que la S.D.N. dépassée par les événements et impuissante de par son programme, a été pratiquement inexistante pour résoudre les grandes difficultés en cours"

"Le président HOOVER ne s'est même pas adressé à elle, et la crise financière anglaise, hongroise..."

(L 17.9.31)

Pareillement aux résultats insignifiants de l'Assemblée de Genève, les débats sur l'union européenne ne se bornèrent qu'à déferer

"à la S.D.N. des problèmes qui lui appartiendrait comme susceptible de recevoir une solution sur le plan universel" (L 17.9.31)

... On s'égarait dans un vague navrant, à tout le moins frisait-on le ridicule ? On le vit encore le 19, lorsque GRANDI déclancha un incident au sujet de la trêve des armements. Il suggéra d'inviter plusieurs états non membres de la S.D.N., tels que l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la TURQUIE. MASSIGLI arrêta tout net, en montrant le danger d'une violation du règlement interdisant aux états non membres de la S.D.N. de participer aux travaux de la commission de l'assemblée

(L 20.9.31)

Ridicule encore le 23, quand le Japon refusa l'arbitrage de

la S.D.N.. A cette occasion, le MESSIN consacra un éditorial au compte rendu établi par "André LEVINSON de "Je suis partout" d'après un livre de LUDWIG BAUER "éminent publiciste suisse, de langue allemande, rédacteur à la NATIONAL ZEITUNG de BALE3. Livre au titre provocateur : "la nouvelle guerre est pour demain" (MORGEN WIEDERKRIEG) publié, non sans courage à Berlin !

Avec lucidité, BAUER avait énuméré les raisons d'espérer :
"si fragiles, si aléatoires"

mais objecté :

"elle a repoussé le seul moyen d'empêcher la guerre :
les sanctions"

... selon

"un code qui désignerait l'agresseur, la punition du coupable"

Et le désarmement ?

"Seules les nations belliqueuses l'exigent : Allemands, Soviétiques, Italiens fascistes"

(...) "seule la sécurité pourrait entraîner le désarmement"

Et la S.D.N. ? "... utile en tant que symbole de solidarité, nuisible puisque ce symbole ne répond à aucune réalité, innocente car elle n'existe pas, indispensable car elle est l'unique salut possible" (M 24.9.31)

Lorsqu'ils mirent fin à l'assemblée de l'"éternel désarmement" (L 29.9.31) sans conteste pour lui sauver des apparences, les délégués adoptèrent le 29 septembre, à l'unanimité la résolution instituant la trêve des armements pour un an.

Bernique cela ! Le lendemain, l'on confronta le rapport de l'espagnol MADARIAGA avec les remarques de MASSIGLI.

Satisfaction grâce au premier et apaisements pour la France.

"le rapport précise en effet, que certaines mesures de défense nationales, telles que fortifications, programme de construction, de remplacement des navires, approvisionnements normaux, ne sont pas incompatibles avec la trêve envisagée"

Considérations laconiques du second :

"... sur la trêve elle-même du désarmement et sur le rapport lui-même qui en est inséparable, M. MASSIGLI déclare qu'il est possible qu'elle ne satisfasse personne complètement, mais l'heure n'est pas aux récriminations. Il convient de retenir seulement pour aujourd'hui la valeur morale de l'acte accompli et le devoir pour chacun d'observer la trêve avec une égale bonne volonté. Rien ne serait plus décevant, ni plus dangereux, que de se chicaner là-dessus avant la conférence du désarmement" (L 30.9.31)

Vains espoirs ! Le 11 octobre, la constitution du front de BADHARZBURG, dissipa le beau rêve de rapprochement ! Le 13, la S.D.N. dût avouer au monde son impuissance devant la guerre sino-japonaise :

"la grande épreuve (...) le conflit sino-japonais (...) la S.D.N. peut condamner, elle n'a pas les moyens de réagir... par quel moyen ?" (L 14.10.31)

... Le désarmement se bradait à vil prix ! Conscient de sa dépréciation, LAVAL, en partance pour l'Amérique (22 octobre) espéra en mettant les choses au point, éviter de marchander sécurité et règlement financier.

D'abord réfuter le mythe tenace d'une France armée jusqu'aux dents, menaçant une faible Allemagne. Soulever le problème de l'argent américain et européen prêté aux Allemands mais à quelles fins ?

"Qui peut prouver à la France que cet argent que la Russie ne peut plus rendre à l'Allemagne et que celle-ci ne peut plus rendre aux États prêteurs, n'a pas servi à assurer à l'Allemagne des moyens de revanche ? Qui sait ce qui se passe en Russie sous ce rapport ?"

(L 23.10.31)

... redire la volonté pacifiste de la France. Et là, contre la doctrine de MONROE, l'Amérique tenant une place de plus en plus active dans les questions européennes, LAVAL leur confia

"la sécurité ne doit pas seulement s'exprimer en formules d'espoir. Elle doit être organisée"

(...)

"les Américains, finalement, le comprendront-ils ?"

En vue de la prochaine conférence sur le désarmement, les deux gouvernements se résolurent à y aller dans de
"parfaites dispositions d'esprit, mais en gardant chacun sa liberté d'action"

... Donc, au mieux, on avait on dispersé un certain malentendu!
(M 27.10.31)

Et l'unanime attestation à BORAH fit craindre déjà !

On chargea le sénateur pour son

"incroyable ignorance des choses d'Europe et de la mentalité allemande" (...) "Pour lui, pas de paix possible en Europe, tant que le statut territorial ne sera pas conforme aux aspirations des peuples..." (...) "Il préconise la révision du Traité de Versailles" "la disparition du corridor polonais" ... etc

"Connait-il les corridors allemands jusqu'à l'Alsace-Lorraine ?" (L 28.10.31)

Au sujet du désarmement, on serina son hostilité à tout pacte d'assistance mutuelle ou de renforcement du pacte BRIAND-KELLOG (pas d'emploi de la force pour le maintien de la paix). son refus d'admettre une quelconque association américaine à aucune mesure économique et financière entre l'agresseur, initiatrice, selon lui, équivalent à une déclaration de guerre, inadéquates pour arrêter un conflit (M 25.10.31)

Alors, un esprit éclairé avertit :

"Restons forts pour la paix"

"la principale objection que l'on puisse faire à une entente internationale sur la question du désarmement, c'est que les peuples belliqueux trouveraient le moyen de tourner la règle qu'ils auraient réussi à imposer aux peuples amis de la paix" (L 31.10.31)

Pendant que LAVAL était en Amérique, GRANDI le 25, était arrivé à Berlin... la presse de droite s'était enthousiasmé

(PM 26.10.31)

Contre nous encore, la complicité germano-russe et le réarmement clandestin...

"... à chaque conversation de GENEVE, les représentants de l'Allemagne, cordialement unis à leurs alliés et complices, les figurants du gouvernement de MOSCOU, se révélèrent comme les plus intrépides désarmeurs..." (...)

"Bien entendu, l'expression de si pacifiques sentiments touche jusqu'au fond de l'âme les coeurs sensibles de la S.D.N. et M. BRIAND leur interprète, se retient à peine d'en pleurer"

(...)

"Alors on apprend qu'en Hollande une firme aurait construit près de 1 500 canons de divers calibres"

(d'après l'Eclaireur de Nice)

"Cette firme de ROTTERDAM ne serait en fait, ni plus, ni moins, qu'une filiale de la Maison KRUPP."

"Cette firme, du reste, n'est nullement spécialisée dans les "tubes à longue portée". Elle produit toute espèce d'autre matériel pour le combat et pour les armes à feu : les lance-flammes, des appareils pour brouillard artificiels pour l'emploi de gaz asphixiants, etc..."

"Cette usine n'est pas une exception, car une foule d'autres fabriques hollandaises, en étroites relations d'ailleurs entre elles, et avec d'autres maisons analogues de "pièces détachées" situées en Allemagne, produisent ensemble ou séparément, qui des torpilles, qui des avions, qui des instruments d'optique pour la marine et même, comme cette usine "espagnole" d'ETCHEVARITA près de CADIX, des sous-marins complètement équipés"

Le personnel de ces entreprises ?

"en majeure partie allemande, ou toujours dirigé par des Allemands" (M 30.10.31)

Un peu plus tard, l'on publia encore d'autres "révélations sensationnelles sur les armements clandestins de l'Allemagne" Elles émanèrent de "M. Jean REY", un membre de l'académie des sciences, sous forme d'une note remise à la presse.

"Un de ses collaborateurs financiers d'une maison d'importation de la Bourse de Paris a eu l'occasion de se rendre tout dernièrement en HOLLANDE pour la négociation de diverses affaires. Il a recueilli de cette visite des renseignements intéressants sur l'activité industrielle des constructeurs de matériel de guerre en SUEDE, au DANEMARK et en HOLLANDE. Ce sont les commandes de matériels de guerre, faites par les Allemands, qui alimentent cette tranche de la construction mécanique. On fabrique pour l'Allemagne des obus, des munitions de toutes natures, des canons et des affûts, des appareils de tir, etc. En HOLLANDE, ce sont les obus pour gros canons eux-mêmes au DANEMARK, des appareils accessoires. Le paiement de ces commandes s'effectue de la manière la plus régulière sans aucun retard et les fabricants de ces différents pays déclarent que ces commandes les alimentent d'une façon importante. D'autre part, les industriels italiens fabriquent une grosse quantité de munitions de petit calibre pour mitrailleurs et fusils, destinées à l'Allemagne" (L 29.12.31)

Non ! Ce que nous devons faire, c'était rester vigilant, c'était réagir pour ne pas être pris au piège de la conférence de 1932. Comme l'avait dit MAGINOT à VARENNES en ARGONNE, le 27 septembre :

"Un peuple si pacifique fût-il, doit, dans l'état actuel du monde, veiller à sa sécurité" (L 28.9.31)

Quel palâbre en effet, pour un conseil extraordinaire de la S.D.N., ajourné le 24 octobre à cause de son échec de résolution du conflit sino-japonais... réunit à nouveau le 16 novembre en une 65e session pour parvenir à quoi ? (L 17.11.31)

"Ainsi, on s'aperçoit de l'inutilité dans les cas les plus graves de tous ces pactes élaborés à GENEVE ou à PARIS, et de la nécessité plus que jamais pour les nations qui veulent sauvegarder l'intégrité de leur territoire, d'assurer sérieusement leur territoire"

"La S.D.N. se résigne à rester dans le cas actuel la simple spectatrice des événements qui se déroulent en MANDCHOURIE" (M 15.12.31)

... Quelle mauvaise intention sans doute, de BRUNING, acceptant la trêve des armements, mais réclamant "une diminution des armements des états fortement armés" (L 3.11.31)

... De GROENER affirmant que les troubles de l'Europe étaient causés par le Traité de Versailles (L 25.11.31), soutenant :
"sécurité par le désarmement et non pas sécurité d'abord, désarmement ensuite"

et prétendant l'Allemagne

"militairement inoffensive" (L 16.12.31)

Si fait que le 26 novembre, BONCOUR, au congrès international d'Etudes sur le désarmement dût rebattre :

"le désarmement n'est pas par lui-même une sécurité"
(L 27.11.31)

Propos plutôt bienvenus car au début décembre 31, alors que l'on s'interrogeait pour savoir qui de BRUNING ou d'HITLER gouvernait effectivement l'Allemagne, le chef des N.S. annonça le 12, qu'il partait en guerre contre le

"militarisme français et le diktat de Versailles"
(L 13.12.31)

Puisque l'année 1931 s'achevait sur une perspective inquiétante et que l'année 1932 se présentait déjà "comme grevée des échéances les plus redoutables", l'opinion messine conseilla qu'il eût été "d'élémentaire prudence d'ajourner" en février la conférence sur le désarmement (M 31.12.31)

b - Les conférences mystificatrices !

"Désarmons, désarmons ! Il faut avant tout se comprendre pour s'entendre" (...)

"La tour de BABEL n'est pas terminée et les hommes qui la construisent parleront encore longtemps un langage incompréhensible" (RITZ L 4.2.32)

"Question d'un ancien combattant au LORRAIN : "les conférences vont-elles liquider la guerre ou la victoire ?"
Réponse : la victoire" (L 12.7.32)

Dans son allocution pour le nouvel an 1931, le président HINDENBURG avait réclamé la révision des traités. Le premier de l'an 1932, il parla des exigences de l'étranger et revendiqua l'égalité dans le désarmement (PM 3.1.31) Belle constance mais il ne fut pas le seul à persévérer

"L'unité allemande"

"... les discours prononcés à la fin de l'année 1931 par les personnages les plus importants de l'Allemagne confirment cette opinion que nous avons toujours défendue : "il n'y a qu'une seule Allemagne toute entière dirigée contre les traités de 1920 et contre les nations qui en ont imposé la signature aux représentants du Reich, moins surtout contre la France" (...)

"les quelques divisions qui existent entre les partis ne sont que de pure forme"

HINDENBURG évoque la "revanche", KAAS l'"indépendance allemande par rapport aux traités"... et puis les mêmes accommodements chez tous les partis politiques, à peine séparés de "dissidences insignifiantes" dans leur sympathie à HITLER

"HITLER devient plus que jamais le grand homme, parce que la presque unanimité du peuple allemand considère que seules les méthodes énergiques et violentes permettront à l'Allemagne de sortir de l'abîme dans lequel le Traité de Versailles l'a jetée" (...)

"Même les communistes et les sociaux-démocrates sont d'accord pour s'élever contre le Traité de Versailles et la France sort responsable de la catastrophe économique et des 5,3 millions de chômeurs"

"les jeunes sont les plus excités dans ce mouvement de protestation contre les traités et contre la France, presque tous sont enrégimentés dans les bandes nationalistes surtout dans les universités"

"Ensuite, ont suivi les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants qui tous se ruent chaque dimanche aux exercices et aux revues dirigées par les chefs hitlériens"

"C'est la nation toute entière qui est prête à répondre à un ordre de mobilisation et les armes, équipements et munitions qui pourraient être nécessaires pour tenter un coup de main à l'Est et à l'Ouest, seront rapidement rassemblés" (M 5.1.32)

"En attendant, le croquemitaine HITLER sert de moyen de pression sur les Etats occidentaux qui sont des pays pacifiques ; il est cause aussi que les affaires ne vont plus maintenant un peu partout. Pourquoi les puissances pacifiques ne sont-elles pas intervenues à Berlin pour dégonfler l'outre raciste enflée démesurément ? Après, il eût été plus facile de parler de désarmement"

(L 9.1.32)

Trop tard, bien sûr ! Et sur ce dernier avis, deux événements tragiques pour nous y avaient incité : la mort de MAGINOT le 7 janvier, le discours de BRUNING le 9, annonçant l'arrêt des paiements allemands. Vu les circonstances exceptionnelles, LAVAL chercha à dénouer d'extrême urgence la crise ministérielle qui n'eût pas manqué de provoquer une démission globale, en pourvoyant immédiatement aux fonctions du ministre défunt.

- 977 -

"En attendant le pays se recueille et réfléchit. La mort de M. MAGINOT souligne en effet douloureusement la gravité du problème de notre sécurité à un moment où l'Allemagne tout entière ne nous a jamais detesté si fort et réclame avec insistance la suppression des paiements des réparations et la liberté des armements" (M 10.1.32)

De la sorte, les réparations pesèrent tout d'un coup bien plus que la conférence sur le désarmement qui se profilait. Dès lors et afin de montrer que le problème préoccupait toujours, on eut quand même garde de se rattraper, en sélectionnant des exemples types donc convaincants !

Ici, le rapport des sénateurs BOURGEOIS et ECCARD devant la commission des A.E. sur les armements de l'Allemagne :

"Une armée de tout premier ordre est prête pour la revanche"

avaient-ils affirmé (PM 2.1.32)... ailleurs, le livre du lieutenant colonel REBOUL ("chez Charles LAVAUZELLE, 124, Bd St Germain) au titre éloquent :

"Non, l'Allemagne n'a pas désarmé" (M 2.2.32)

Là-bas encore, les personnalités retenues pour former notre délégation (PM 20.1.32) les idées fortes des mandataires à Genève (M 3.2.32) ou l'impuissante S.D.N. face à l'extension du conflit sino-japonais (M 4-5.2.32)

La conférence fut ouverte le 2 février 1932. Quelques présomptions accablaient...

1- Une nouvelle conférence pour rien !

Séance inaugurale le 2 février avec réception des 64 nations participantes (M 2-3.2.31) Démarches anglaises à TOKIO et NANKIN, convocation subite du conseil de la S.D.N. pour appuyer l'effet anglais (L 3.2.32), c'est-à-dire la volonté d'HENDERSON exprimant ses espoirs, refusant d'envisager un échec de la conférence (M 3.2.31) Pour les apparences, tout cela parût consacrer à l'assemblée une belle allure.

Maintenant, au-dessous des choses

"la conférence du désarmement s'ouvre en un moment troublé de l'HISTOIRE du monde. Le jour même de l'inauguration, le gros de la flotte des Etats-Unis se concentre aux îles HAWAII, sous prétexte de grandes manoeuvres"

"... un pays a vraiment appliqué un désarmement : la France" (...) "exemple" (...) "le budget de la marine pour 1932 est tristement instructif" (...)

REVIRE (L 3.2.32)

... Le discours du cérémonial incomba à HENDERSON. Il souhaita que l'on établît :

- ... un programme effectif pour une réduction sensible et une limitation de tous les armements
- ... sans soustraction d'aucun armement du désarmement universel
- ... avec l'assurance de la continuité de l'oeuvre, en décidant de tenir des conférences analogues à intervalles raisonnablement rapprochés (L 3.2.32)

En somme "règlement général et permanent aussi vite que possible" (L 3.232 2e page)

Tout de suite, l'on coupa court afin de montrer l'imperfection du système

"Désarmons, désarmons ! Il faut avant tout se comprendre pour s'entendre" (...)

HENDERSON : "... ne représente plus rien en Angleterre, il a gardé son mandat, alors que personne ne l'en priait !"

Que dire

"de l'esprit de revanche des pays vaincus ?" en tête
"la thèse allemande" ?

"La tour de BABEL n'est pas terminée et les hommes qui la construisent parleront longtemps encore un langage incompréhensible" RITZ (L 4.2.32)

... La discussion générale fut programmée le lundi 8 février, non sans avoir pris connaissance d'autres propositions françaises et allemandes surtout. "On a perdu quatre jours de détails superflus" (M 6.2.32)

La première conférence du désarmement

Elle commença très mal pour nous, ce qui choqua énormément nos bonnes intentions. Au nom de la "France loyale", TARDIEU prit l'initiative de déposer sur le bureau de la S.D.N. le texte des conclusions françaises :

← mise à la disposition de la S.D.N. de l'aviation civile et de bombardement, de certains matériels terrestres et navals

- création d'une force internationale

- protection des populations contre l'emploi des gaz toxiques, d'éléments microbiens, de matières spécifiquement incendiaires... (L 6.2.32)

TARDIEU déclancha un tollé général !

"Refus allemand"

"Etonnement en Angleterre"

"Etonnement général" à l'étranger (M 7.2.32)

METZ s'indigna des premières récriminations :

"les représentants des nations sont mis en face de quelque chose de réel !" (M 8.2.32)

Evidemment, c'est l'attitude allemande, qui passionna. L'on remarqua d'abord, à l'exception de la WORWAERTS qui accepta l'idée d'une force internationale au service de la paix, l'hostilité unanime de la presse allemande.

Première réaction messine, on incrimina contre elle :

"les allemands espéraient de la conférence du désarmement l'occasion de réarmer (...) de réduire la France à l'impuissance"

Témoin, leurs propositions énoncées après les nôtres.

"Ils sont déçus !" (M 8.2.32)

Deuxième temps : le retour à la mesure et à l'analyse

"l'Allemagne accueille très mal les propositions françaises de désarmement. C'est une manoeuvre dit-elle pour assurer l'hégémonie de la France en Europe" (...)

"... projet français propre à perpétuer l'inégalité créée par les traités de paix" (...)

"milieux officiels : surprise et mécontentement" (...)

"1- le projet n'a aucun caractère constructif : car l'attitude des Etats-Unis et de la Russie le rendrait irréalisable"

"... donc il contient qu'une manoeuvre française pour dévier le discours de son véritable but"

2- ... moyen pour perpétuer le Traité de Versailles et consolider la domination française sur l'Europe

3- La France reprend son thème favori : la sécurité conditionne le désarmement. L'Allemagne au contraire estime que le désarmement créerait la sécurité

4- L'idée de fortifier la S.D.N. est bonne en soi, mais il faudrait faire disparaître de la S.D.N. l'inégalité qui y règne par suite des traités de Paix. De toute façon, l'armée internationale, serait en fait un instrument entre les mains de la France qui fait la loi à GENEVE

5- Mettre à la disposition de la S.D.N., l'aviation et l'artillerie lourde, démontre l'inégalité qui défavorise l'Allemagne qui n'en dispose pas

6- Les propositions françaises relatives à l'aviation n'ont pas d'autres buts que de rendre impossible tous les progrès de l'aviation civile en Allemagne, tandis que la France garderait le droit de perfectionner son aviation militaire

7- opposition au droit de passage pour les troupes de la S.D.N."

(L 7.2.32)

Là-dessus, l'on apprit que le ministre de la Reichswehr venait de s'élever contre certaines affirmations de BOUILLOUX LAFONT, relatives aux armements clandestins de l'Allemagne

(L 7.2.32)

Atterré par ces réactions, glacées, TARDIEU essaya de légitimer ses propos une première fois à la radio le 7 février, puis le lendemain devant la S.D.N. (PM 8 & 9.2.32) Cette situation critique décela en fait, rien moins que le "désarmement dans l'impasse des traités". La thèse française recueillait l'assentiment où le désir de discuter chez les états vainqueurs, elle se heurtait à la récusation des états vaincus. La thèse française voulait une S.D.N. forte avant toute révision des traités, la thèse allemande défendait l'inverse !

RITZ (L 9.2.32)

Quand il prit la parole à GENEVE, TARDIEU prononça

"un émouvant exposé de la thèse française sur le désarmement"

Il fallait comprendre que le monde était plongé dans une crise, que les traités ne devaient avoir d'autre but que l'idéal de coopération, un devoir commun. Les erreurs de la veille étaient patentes et désignaient un manque d'audace, un "pacte vidé de sa substance" A l'encontre, il redéveloppa la thèse française (L 9.2.32) Mais après lui, l'on entendit les propositions anglaises le 8, américaines le 9, italiennes le 11. Si fait, loin d'influencer une quelconque décision, l'on

se rendit compte, hélas trop vite, qu'une unanimité se dessinait, oui, mais à l'endroit de la France !

Tellement que BRUNING, immédiatement après l'énoncé américain, saisit l'aubaine qui lui était offerte, pour redire la volonté allemande de paix, les "répercussions heureuses" de la conférence sur la crise et le rétablissement de la confiance. D'autre part, il eut grand soin d'ajouter :

"le projet français ne répond pas aux nécessités de l'heure. Il comporte des lacunes et passe sous silence des points essentiels" (M 11.2.32)

Pour appuyer le chancelier, la presse germanique rappela le "sentiment pacifique du peuple allemand"... à condition que tout le monde fît "preuve de bonne volonté" modalité obligatoire pour "aboutir sûrement" ! (L 10.2.32)

Et puis à GENEVE, l'on entendit encore les exposés de la Belgique, de l'U.R.S.S. (hostile à l'idée d'une armée internationale dans la situation présente) (L 12.2.32), de la Suède...

"le débat s'annonce interminable !" (M 13.2.32)

Et cependant, que faire ? Au demeurant, l'on reprit la thèse américaine forcément plus écoutée. "François de TESSAN" expliqua que le point de vue de Washington cherchait à lier dettes et désarmement. Moratoire d'abord, désarmement ensuite avec le rétablissement de la confiance internationale. A ce titre, le voyage de LAVAL aux U.S.A. avait donné l'occasion d'entamer une vaste négociation et amorcer une politique nouvelle pour le fameux retour à la confiance mondiale. Mais là, on se heurtait à un obstacle insurmontable : le rejet pur et simple par notre parlement de la liaison dettes-réparations. Cela nous risquait l'isolement par rapport à l'Europe

(L 13.2.32 5e page)

Ironie du sort, le cabinet LAVAL, dont si souvent l'on avait apprécié la fermeté fut renversé le 17 février... le lendemain, les allemands déposèrent à GENEVE leur proposition selon deux idées directives :

- suppression des armes servant en première ligne à l'agression
- réduction efficace et limitation des armements s'étendant l'une et l'autre à toutes les catégories d'armements
(M 19.2.32)

Et puis... le reste ! l'Allemagne "désarmée"

"oubliant généreusement tout le passé"

demandant

"l'abolition du service militaire obligatoire, l'interdiction des chars d'assaut, de l'aviation militaire, des sous-marins, des forteresses, etc, etc..."

(L 19.2.32)

Sans gouvernement, nos délégués firent traîner les discussions (L 20.2.32). Outre-Rhin, au 21 février, les nationalistes très agités, n'avaient toujours pas désigné leur candidat ! Chez nous, après le ministre mort-né de PAINLEVE, TARDIEU prit le flambeau. On ne lui cacha rien sur la gravité de sa tâche :

"Nous voulons arriver au pouvoir pour engager la lutte contre la France et former l'alliance de tous les ennemis des Français"

"Grégor STRASSER, député, lieutenant de HITLER"

(vignette du M 21.2.32)

A GENEVE, vu les incertitudes, la prudence commanda l'ajournement le 23, TARDIEU surmonta le grand jugement parlementaire et entérina la thèse française sur le désarmement. D'ailleurs, il gagna immédiatement la Suisse pour le confirmer. Le 24, les débats reprirent. Mettant l'action sur la précarité de notre situation politique intérieure, la GAZETTE DE VOSS explicita l'avantage momentané pour la diplomatie allemande

"la France n'aura de nouveau les mains libres en politique étrangère, qu'après les élections" (M 25.2.32)

A GENEVE, la conférence fixa la base de ses prochains travaux, avant de débiter "la bataille"

"surenchère soviétique du désarmement total..."
(L 25.2.32)

"Propositions démagogiques de l'U.R.S.S." ...
(L 26.2.32)

BRUNING chahuté au Reichstag sur sa politique extérieure...
(L 26.2.32)

"Travail obscur" des commissions (L 27.2.32), fastidieuse mise en place des bureaux (L 28.2.32) de la conférence... Les premiers jours de conversations furent longs, pesants, ternes (PM fin février). Ajoutez-y encore la session extraordinaire de la S.D.N. le 3 mars sur le déroutant conflit sino-japonais, et vous eussiez connu l'embarras ou l'ennui !

Pour tuer le temps, l'opinion messine trouva mieux : le continu et toujours "très à propos" réarmement clandestin de l'Allemagne ! Oh cette fois, point de chiffre, ni de "déjà vu" rébarbatif. Non, du nouveau : les dernières dispositions du ministre de la Reichswehr relatives au procès de LEIPZIG.

Ce procès avait été instruit contre l'aviateur KREISER et le journaliste VON OSSJETZKY. Pourquoi ?... A cause de leurs révélations sur la collusion entre le ministère de la Reichswehr et l'aéronautique commerciale. Dans un article publié en mai 1929 par KRAISER dans la WELTBÜHNE, ce dernier avait soutenu que l'aide très forte de l'état à l'aviation commerciale et sportive, ne justifiaient pas leurs besoins réels... que la LUFTHANSA (qui monopolisait l'aviation commerciale) avait créé une filiale, la "SEVERA", dénommée plus tard "section de vols côtiers", en réalité "organisme militaire camouflé, de la direction de la marine"

... Qu'une section de l'Institut d'essais de l'aéronautique "section M", puis "section de vérification ALBATROS" était aussi un "organe camouflé de la Direction de l'armée"

Affaire lointaine et petite importance ? Certainement pas. Soumis à l'instance depuis 1929, le procès s'ouvrit seulement le 2 mars 1932 et, chose remarquable, à huis clos, à la demande du Ministre de la Reichswehr... Cependant, grâce aux déclarations de la NEUE ZÜRICH ZEITUNG (fin 1931) il fut loisible

d'en savoir plus... Les journaux avaient montré en effet, que le Tribunal d'Empire s'était rallié au point de vue des experts, d'après lesquels la critique des deux accusés était dirigée contre une institution militaire et portait atteinte aux intérêts de la défense nationale. Là dessus, la DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG était intervenue, faisant connaître :

"que le ministre de la Reichswehr allait demander au gouvernement du Reich de sévères dispositions légales contre toute personne qui perlerait des armements clandestins du Reich" (...)

... Toute la lumière sur le procès de LEIPZIG était faite !
"le gouvernement allemand défend sévèrement la sûreté de l'état. Il poursuit les suspects et les espions et protège contre les indiscretions le travail de camouflage et d'armements clandestins qui s'accomplit en violation du Traité de Versailles" (M 3.3.32)

Et ce ne fut pas tout ! le COURRIER ILLUSTRE DE VARSOVIE, aux environs du 20 février 32, avait divulgué une sorte de "carte de mobilisation du STAHLHELM". Ce document ne laissait place à aucun doute en confirmant :

"que les organisations sportives allemandes et les Associations des anciens combattants ne sont pas autre chose que la force armée dissimulée du Reich allemand"

De quoi s'agissait-il au juste ? D'un questionnaire

"adressé par le STAHLHELM de STUTTGART à tous les camarades"

montrant une importance capitale aux

"questions de nature technique militaire"

en somme une véritable "carte de mobilisation" : le genre d'armes ? les connaissances militaires ? La préparation, l'éducation militaire ?... etc.

N'était-ce pas là l'avènement d'un "vif esprit de revanche" ?

(M 7.3.32)

Comme venait de l'affirmer HITLER dans sa campagne électorale

"Pour battre la France qui est le vrai péril de la race blanche, tous les moyens doivent être mis en oeuvre. Nul moyen n'est meilleur que la force. La clef du monde,

c'est l'acier de l'épée"

"HITLER à ses troupes d'assaut"

Etait-ce cela l'"Allemagne pacifique ?"
(vignette 2.3.32)

L'on eût sans doute encore beaucoup appris sur le réarmement clandestin de l'Allemagne, mais la mort de BRIAND le 7 mars, interrompit le déroulement de la démonstration. On avait tout de même eut le temps de dire que le délégué allemand NADOLNY était revenu de Berlin, avec la ferme intention de tenir tête à TARDIEU (L 4.3.32) et que pour dirimer le conflit sino-japonais, l'assemblée générale extraordinaire s'était brusquement trouvée le 3 mars, devant le fait accompli ! (L 4.3.32)

Toutefois, malgré la mort de celui qui "avait cru en lui, en sa paix" (L 8.3.32), on prit soin d'informer qu'à GENEVE le Bureau avait adopté une première liste des questions à renvoyer aux commissions (principe de réduction des armements, critère de limitation ou de réduction des armements)

(L 8.3.32 2e page)

Restait à attendre... Sauf ce point, l'on sut tout de même que l'assemblée avait adopté le 11, à l'unanimité, le texte de la résolution sur le conflit sino-japonais :

"Nous en connaissons qui sont contents : les représentants des nations réunies à Genève, qui ont enfin trouvé et voté à l'unanimité la formule, les sortant du guêpier sino-japonais" (L 12.3.32)

Au fond, continûment bousculée par des évènements, en premier desquels, les élections présidentielles allemandes du 13 mars et leur enseignement, la conférence du désarmement s'alanguit de jour en jour. Un tel ramolissement se vit encore quand, le 16 mars, TARDIEU s'énervant, réclama :

"du travail positif et un peu moins de jeu de raquette !"
(L 17.3.32)

"Un résultat genévois..."

"Sur le beau Danube bleu" ...

"La conférence du désarmement avait bien débutée avec le discours programme de TARDIEU" (...) "On traîne depuis"

"M. A. TARDIEU a bien fait d'affirmer que la faute n'est pas à la France"

... les "Grands Allemands en Autriche", la situation précaire de la HONGRIE, de la YOUGOSLAVIE, TCHECOSLOVAQUIE, ROUMANIE, BULGARIE... (L 8.3.32)

Après que TARDIEU eût souhaité plus d'empressement dans les travaux, la conférence du désarmement fut ajournée au 11 avril ! Trop déterminé, pour se laisser faiblir, TARDIEU l'esprit plein de feu, se saisit de la discussion du budget au sénat le 25 mars et clama :

"Nous devons nous efforcer en face des réalités. Ou bien on renoncera à la S.D.N., ou bien on se résoudra à faire de cette organisation une réalité"

Puis, évoquant les réparations, il trancha :

"il faudra tenir ferme" à Lausanne (L 26.3.32)

Enfin le problème de l'Europe Centrale lui fournit l'occasion de se rendre à LONDRES. Il y arriva le 3 avril. Le 8, la conférence des quatre échoua, prouvant que le "bloc anglo-français" n'avait pu faire céder Italiens et Allemands. Le Reich pavoisa (M 9.4.32). Sur ces contrefaits, l'on retourna débattre du désarmement à Genève le 11, la veille, HINDENBURG avait été prorogé dans sa fonction présidentielle.

TARDIEU "le décidé" réaffirma la thèse française le 12 et réfuta la thèse américaine de GIBSON contre

"une simple suppression de certains armements terrestres"
(L 13.4.32)

NADOLNY répéta le projet allemand le 18. Le même jour, la commission générale fort rapprochée de l'idée anglaise, se prononça pour le désarmement qualificatif et par étapes
(M 19.4.32)

TARDIEU qui était rentré en France afin de participer à la campagne électorale, partit précipitamment le 20 pour GENEVE

"la garantie de la sécurité était menacée" (M 21.4.32)

Le 21, "émotion à Genève", BONCOUR, rejeta la proposition britannique (M 22.4.32)

Finalement le 22,

"un texte transactionnel franco-britannique fut adopté à l'unanimité" (L 23.4.32)

"le principe de la limitation qualitative est adopté"
(M 23.4.32)

"Ce vote n'est cependant qu'un répit et les difficultés
renaîtront la semaine prochaine"

"l'Angleterre accepte le désarmement qualitatif de cer-
taines catégories, dont la détention et l'usage seraient
soit interdits à tous les états, soit internationalisés
par la voie d'une conférence générale"

... le problème : "quelles sortes d'armements seront
réduites ?" (L 23.4.32)

Après une courte interruption, les débats reprirent le 25 :
"Mais le choc des thèses françaises et allemandes est
ajourné !" (M 24.4.32)

Ajourné, parce qu'il n'avait pas eu lieu ! C'était évident !
Inévitable à cause des victoires hitlériennes le 24 pour le
renouvellement des diètes

"Victoire hitlérienne et prochaine conférence des
réparations" (L 24.4.32)

Au lendemain des élections, le gouvernement allemand présenta
la date du 16 juin pour la réouverture de la conférence du
désarmement. Mais, insistant bien sur les succès hitlériens,
nés des "souffrances populaires" il souhaite que l'on fit tout
afin de les atténuer, en supprimant par exemple les répara-
tions... De la sorte, l'on eût enlevé aux extrémistes une
partie de leurs armes... (L 27.4.32) C'est ce qu'avait émis
le 23 avril, certes plus expéditivement, le ministre allemand
des finances (DIETRICH) :

"Après le premier juillet, l'Allemagne ne paiera plus"
(L 24.4.32)

Cela présumé, après l'élection du cartel les 1er et 8 mai,
annonçant une crise politique, l'assassinat de DOUMER le 6, la
démission de TARDIEU le 9... ce jour-là, BRUNING, chef d'un
cabinet miné par les succès nationalistes, réclama

"de nouveau l'égalité des droits pour l'Allemagne"

Et l'association des journalistes allemands de province,
l'entendit discourir sur l'annulation des dettes, sur le
traité "contre nature", origine des fléaux de l'Allemagne,
de l'impossibilité du rétablissement de la confiance sans
égalité

"Reconnaissons que la facture des réparations est réglée,
si nous voulons pouvoir déclarer que la guerre est
vraiment terminée. De la conférence de LAUSANNE dépendra
le sort de l'Allemagne et du monde qui, ou bien conti-
nuera à sombrer dans la misère, ou bien reprendra pied
sur une base solide de reconstruction" (L 10.5.32)

A GENEVE, on discutait encore du désarmement, naval notamment,
mais l'opinion messine abrégée ! De Berlin à Lausanne, il
n'y avait qu'un pas... Des réparations au désarmement une cou-
dée ! Comme venait de l'écrire un journal messin le 3 mai,
quand il attendait inquiet le fléchissement vers la gauche
du 2e tour :

"Nous n'avons pas réussi à désarmer l'Allemagne.
Réussira-t-elle à nous désarmer ?"

(vignette M 3.5.32)

Bah ! on eut déjà la facheuse impression qu'à Genève, le
point de vue allemand rencontrait de plus en plus la com-
préhension des autres pays (L 12.5.32)

Et à Lausanne ?

Genève et Lausanne en parallèle !

"l'Allemagne va lancer un 3e croiseur-cuirassé type
"DEUTSCHLAND" Belle occasion offerte aux cartellistes
pour réclamer des réductions massives sur notre budget
de la Défense Nationale ! " (L'ORDRE)

(vignette Messin 22.5.32)

"Réparations et désarmement" (M 23.6.32)

Pendant que duraient les travaux sur le désarmement à Genève, on s'occupa aussi

"de la préparation de la conférence de Lausanne" qui s'ouvrit le 15 juin au soir (L 16.6.32)

A METZ, on souligna longuement l'ambiguïté de la conférence : le "flou artistique" de son ébauche (M 17.6.32), la faiblesse du nouveau gouvernement cartelliste d'HERRIOT et du même coup, de nos délégués en Suisse (L 11.6.32)... l'incohérence du nouveau cabinet VON PAPEN, formé de "barons" à mille lieues des foules revendicatrices massées derrière HITLER (L 11.6.32) Avantage apparent : MAC DONALD était venu le 12 juin à PARIS rencontrer HERRIOT. Ils se virent encore en tête à tête le 15 juin à Lausanne, avant l'inauguration... mais pour discuter

"sans fin autour du mémoire TARDIEU sur l'internationalisation de l'aviation civile" (L 16.6.32)

Cela revenait à supposer le pire... d'autant que le 14 à Genève, les américains avait lu leur "plan simpliste" (limitation des armements selon le rapport de population et leur armée) (L 15.6.32)

Et si les choses n'allèrent pas plus vite, se fut parce que la position française, à Lausanne comme à Genève, se heurta aux thèses anglaises et américaines (L 22.6.32) Cela jusqu'à l'instant où les américains nous firent comprendre qu'ils voulaient trouver le plus rapidement une solution (L 22.6.32) Alors, le 22, "grosse journée à Genève", le président HOOVER soumit un projet de réduction d'un tiers des forces terrestres voire aéronautiques et marines. Les anglais parlèrent d'un accord collectif... Nos représentants levèrent des réserves quant à l'organisation de la sécurité et de la paix internationale, et au sujet de l'internationalisation de l'aviation civile (L 23.6.32) Le même jour, émotion à Lausanne : dans un mémorandum, VON PAPEN réclama l'annulation immédiate et totale des réparations, vu l'impossibilité par l'Allemagne de payer (L 23.6.32)

Si fait, dans ce chassé-croisé de Lausanne à Genève, il fut de plus en plus difficile de savoir où donner du regard !

"Faut-il payer, faut-il désarmer ?" RITZ (L 24.6.32)

En tout cas, la thèse américaine était trop simple" :

"la France est prête à désarmer si les puissances réunies à Genève nous garantissent notre sécurité" (...)

"HOOVER a brisé la conférence de Lausanne. Il a mis en péril l'évolution de la paix entre les peuples. Il a porté un coup fatal au désarmement. Bien plus, il a empêché la réforme des traités" (...)

"Il a empêché la S.D.N. d'être une force" (...)

"A l'Angleterre et à la France de faire bloc : la paix de l'Europe est à cette condition" RITZ (L 24.6.32)

... Mais cet effet désiré ne sembla pas être pour tout de suite ! Les conversations franco-britanniques reprirent sans succès, pire... le coup de tête HOOVER rangea dans le camp américain, l'URSS, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne
(L 24.6.32)

Bien sûr, le 24 VON PAPEN conversa avec HERRIOT, il lui répéta seulement l'incapacité de paiement de l'Allemagne (L 25.6.32)

On était peut-être sur le moment de tout perdre... mais le plus navrant fut de constater

"le désintérêt (...) inquiétant dans les couloirs de la Chambre française sur l'attitude des américains de plus en plus hostiles aux points de vue français et sur l'arrogance des Allemands qui ont encore à leur actif cette visite incorrecte de leurs bateaux de guerre dans le port de DANTZIG" (23 juin) (M 25.6.32)

Les Allemands refusent toujours la moindre promesse à Lausanne, les deux conférences travaillant en parallèle, la recherche d'une solution pour les réparations prima le désarmement.

Inflexible, tenace, VON PAPEN, d'après l'agence CONTI tenant l'information de "milieux autorisés" persévéra dans sa demande d'égalité

"allusions aux parties 5 et 8 du Traité (clauses relatives au désarmement et aux réparations, y compris le paragraphe de la responsabilité de la guerre"

(L 1.7.32)

(...)

"L'Allemagne qui a fait faillite à l'intérieur, sera débarrassée de sa dette extérieure. L'Allemagne réarmera (...)

L'Allemagne a en plus, tous ses corps francs des hitlériens et autres" (L 2.7.32)

A Lausanne... le 8 juillet, ce fut la France qui finit pas céder !

"... La France perd ses réparations, ce qui creuse le budget national d'un déficit de plus d'un milliard et demi et nous oblige à réduire d'une somme égale les crédits de notre armée, de notre marine et notre aviation"

"... C'est désarmer spontanément et massivement. Quel autre pays a-t-il pris de semblables mesures ? L'Allemagne ne cesse de développer ses armements militaires, navals, aériens.

L'Angleterre et l'Amérique lancent de nouveaux croiseurs l'Italie construit des avions, des sous-marins et perce des routes stratégiques et nous, nous seuls, sans même en tirer parti, nous diminuons nos stocks, nos réserves, nos prototypes et nous avons même oublié de le dire à Genève" (M 9.7.32)

METZ se raccroche alors sur "l'entrevue de confiance" franco-anglaise à Lausanne le 13 juillet (PM 14-15.7.32)... elle se félicite de la méfiance américaine (M 16.7.32) et de la mauvaise humeur du Reich (L 17.7.32)

Toutefois, à Genève, la semaine qui suivit l'accord de Lausanne fut une "semaine creuse" (L 17.7.32) Décidemment, rien n'allait plus ! Et quand le 8 juillet, à la radio, VON PAPEN avait annoncé la bonne nouvelle, il ne s'était même pas gêné de dire que l'Allemagne continuerait à exiger l'égalité des droits" (L 9.7.32)

"L'audace des Allemands"

"Ce n'est que grâce à l'évacuation de la Rhénanie, écrivent les journaux du Reich, que nous étions en mesure de réclamer à Lausanne et à Genève, l'annulation des réparations et l'égalité de nos droits" (...)

- 995 -

"l'Allemagne a accepté de payer trois milliards"
(...) "le montant échappera à la France, l'essentiel du
versement allant aux Etats-Unis et le reste à l'Europe
Centrale"
"les Allemands ont maintenant l'audace de demander
l'égalité des droits : "GLEICHBERECHTIGUNG"

Par nos reculades, nous avons cru bien faire :

"les pires réactionnaires revanchards allemands tiennent
le pouvoir" (M 11.7.32)

La conférence du désarmement se terminait... elle n'eût même
pas l'éclat final... Le "coup d'état prussien" de VON PAPEN
le 20 juillet "plongea l'assemblée de Genève dans une sorte
de pénombre" (L 22.7.32) Et le 23, pour le dernier jour,
NADDOLNY résista, fut acclamé par les délégués, qui pour clô-
turer, prorogèrent de quatre mois la trêve des armements
(M 24.7.32)

En somme, les Allemands voulaient bien ~~coop~~ couvrir au désarmement,
à condition qu'on les laissât réarmer ! Cette attitude les pré-
para à la prochaine conférence...

2 - La 2e conférence du "Désarmement... armé" !

"A Genève, l'Italie, l'Allemagne et la Russie défendent le désarmement... armé !" (L 7.7.32 2e page)

"les projets de paix perpétuelle ne sont le plus souvent que des ruses de guerre" (E. BURE M 14.10.32)

Une fois résolu le problème des réparations, les Allemands enhardis firent de l'égalité des armements leur préoccupation impérieuse et acharnée.

Le plus redoutable voulut que ce plan fut échafaudé par des hommes politiques, se prévalant de la force et menaçant de la revanche. Les puissances laisseraient-elles inconsidérablement franchir ce pas grave et hasardeux ? Le premier dessin ne souligna que l'inspiration quand, à grands cris, ils s'agitèrent pour l'octroi de l'égalité des armements avant la nouvelle conférence de Genève...

L'égalité, rien que l'égalité !

"A peine avions-nous évacué à MAYENCE que l'Allemagne se refusait à payer plus longtemps le "tribu" c'est-à-dire la réparation des dommages que son invasion avait causé à la France"

A peine à Lausanne, avions-nous renoncé aux réparations, que l'Allemagne jette le masque et proclame sa volonté de s'armer pour préparer la prochaine invasion"

(M 29.7.32)

"Un accord sur la limitation des armements ne peut reposer que sur la bonne foi des pays signataires, mais tant que certains pays entretiennent des formations irrégulières et des fabrications clandestines, aucun désarmement ne sera acquis. La France devra dès lors, veiller librement à sa sécurité, dans le plein exercice de sa

souveraineté nationale... "M. Désiré FERRY (M 27.7.32)

"L'alternative qui nous est posée par l'Allemagne :
"ou bien vous désarmez, ou bien nous réarmons..."
(L 30.7.32)

"J'avais beaucoup de sympathie pour l'Allemagne lorsqu'elle demandait aux autres nations de réduire leurs armements, mais je ne puis approuver la suggestion du Reich tendant à de nouveaux armements" Robert CECIL
(ancien ministre anglais) (vignette M 8.9.32)

Juste avant la fin de la conférence du désarmement, le 22 juillet, NADOLDY avait fait un beau tohu-bohu... Il avait réclamé pour la millième fois l'égalité... mais en y joignant la menace de cesser sa collaboration... (L 23.7.32)
L'avait-il fait par délire de revendications ou sciemment ?
La réponse fut quasi immédiate. Juste après le coup d'état en Prusse, VON SCHLEICHER, dans un grand discours, poursuivit la loi du désordre et de la confusion. Le 27, et avec lui "toute la presse", ils attaquèrent la France et exigèrent la liberté militaire (M 28.7.32)

"le général VON SCHLEICHER, ministre de la Reichswehr, accuse la France d'hypocrisie et affirme la volonté du Reich de réarmer"

"Notre armée n'est pas suffisante pour protéger ses frontières" (...)

"l'Allemagne n'est pas assurée de sa sécurité"

Que faire pour y remédier ?

"1- Si les autres puissances consentaient à désarmer jusqu'au niveau des armements allemands"

A METZ : "personne ne croit à un tel miracle !"

VON SCHLEICHER :

"2- Remanier l'armement allemand"

METZ: "le désarmement ne coûtera pas cher ! (...)
"l'armée est au-dessus des partis"

VON SCHLEICHER : "le nazisme, enfant du Traité de Versailles"

Lui qui supprima le service militaire, et causa tant de chômage... (L 28.7.32)

METZ : "ce qui importe, c'est que l'homme le plus puissant d'Allemagne à l'heure qu'il est, l'homme qui incarne à lui seul tout le gouvernement ait annoncé officiellement le dessein du Reich d'écarter les prescriptions du Traité de Versailles pour reprendre toute sa liberté d'action et réorganiser son armée sur une base nouvelle qui sera probablement la conscription obligatoire" (M 28.7.32)

A Paris, dans les couloirs de la chambre, l'on releva un certain écho après le discours :

"Ce que nous en retenons au lendemain de la conférence de Genève, c'est que le gouvernement allemand ne croit même plus avoir besoin de masquer son dessein bien arrêté de ne plus tenir compte du Traité de Versailles"
(L 28.7.32)

Coup double ! Dans ce concert bien orchestré des prétentions allemandes, après SCHLEICHER, ce fut VON PAPEN. Accordant une interview à l'UNITED PRESS le 27 juillet :

"le chancelier du Reich demande une fois de plus la révision du Traité de Versailles et la restitution des anciennes colonies"

La question des armements :

"Il demande non une armée aussi nombreuse que l'armée française, mais une égalité morale et le droit de posséder un équipement militaire moderne"

Les relations franco-allemandes :

"Il a fait savoir à HERRIOT son souhait d'une conférence périodique entre dirigeants allemands et français"
(...) afin "d'écarter les suspensions et assurer la sécurité des deux pays"

La conférence de Lausanne :

VON PAPEN se montra fort peu pressé de signer les accords, vu la mauvaise distribution actuelle de l'or ; sans connaître encore l'attitude des autres nations ; et après les convergences d'idées franco-anglaises :

"désappointement allemand en présence du gentlemen's agreement" ! (L 29.7.32)

Là-dessus, une note officieuse alarma encore un peu plus, en avançant que le gouvernement du Reich tout entier, eût été solidaire des propos de VON SCHLEICHER (L 30.7.32) Simple pis-aller, puisque le chancelier en personne avait appuyé. Ce point mérita donc que l'on y revînt plus longuement.

"les propos de MM. NADDOLNY & VON PAPEN encadrent ceux du général VON SCHLEICHER qui constituent le motif central, comme dans tout tableau savamment composé"

"Peu importe le contenu de sa pensée, elle n'est ignorée de personne, le fait c'est qu'il l'ait dit, pour fouler aux pieds sans autre forme de procès, ce qui reste du Traité de Versailles"

"L'alternative qui nous est posée par l'Allemagne :
"ou bien vous désarmez, ou bien nous réarmons" n'avait pas encore été formulée avec autant de netteté par un personnage aussi haut placé"

(...) "ce n'est pas un signe favorable"

"l'Allemagne croit avoir le soutien américain, l'Amérique en effet, s'intéresse aux affaires européennes que dans la mesure où elle voit un moyen de remédier à la longue et dure crise qui la touche plus que n'importe quel pays. Ce qu'elle veut, c'est récupérer les fonds investis en Allemagne, "les fameux crédits gelés" Et sans doute se disent-ils que pour retrouver sa force financière et pour reprendre son essor économique, il faut que l'Allemagne soit libérée des "chaînes" du Traité de Versailles" (...)

"Alors une fois déjà, la thèse allemande attribuant aux réparations la responsabilité de la crise a été soutenue par M. HOOVER, dans le célèbre mémorandum de juin 1931. On sait ce qu'il est advenu : les réparations, officiellement supprimées à la conférence de LAUSANNE, l'ont été pratiquement dès le premier juillet de l'année dernière, sans que l'on ait vu cependant, dans l'intervalle, la crise disparaître, ni même diminuer. Aujourd'hui, après une nouvelle intervention du même M. HOOVER sur le problème du désarmement, la thèse allemande sur la nécessité de supprimer le Traité de Versailles, d'une façon complète et définitive, paraît à son tour défendue par les Etats-Unis. Et sans doute est-ce au sentiment de cet appui qu'il faut attribuer le discours du général VON SCHLEICHER, pièce maîtresse de l'offensive générale que nous voyons se déclencher outre-Rhin" (...)

"Cette seconde tentative américaine n'aura plus de succès que la première. Les facteurs de troubles, puisqu'il faut le répéter, n'ont été ni les réparations, ni les stipulations militaires du Traité de Versailles. Ils résident essentiellement dans l'attitude de l'Allemagne, si elle n'a pas provoqué la crise, l'entretient par une agitation constante empêchant tout retour de la confiance"

"Cette confiance, l'élément indispensable de la guérison, ce n'est certainement pas en réarmant l'Allemagne qu'on la fera renaître. Nous en sommes bien fâchés, ce n'est pas le discours de M. VON SCHLEICHER qui apaisera nos inquiétudes, qui nous convaincra de la nécessité de renoncer à notre sauvegarde, ni surtout qui améliorera les relations franco-allemandes, facteur pourtant essentiel de la situation européenne et mondiale"

(L 30.7.32)

Mais, contre cette mise en garde solennelle, à laquelle les élections allemandes du 31 juillet donnèrent encore raison, l'on déplora les raisonnements spécieux de BLUM dans le POPULAIRE, soutenant que la France devait désarmer.

"On ne sait si l'on doit rire ou s'indigner d'une telle attitude du chef des socialistes français, à une heure où il est indiscutable que VON SCHLEICHER, VON PAPEN et les HITLERIENS se mettent d'accord pour donner à l'Allemagne un gouvernement dictatorial d'où rien de bon ne peut sortir, ni pour la France, ni pour l'Allemagne, ni pour la paix de l'Europe" (M 6.8.32)

A telle enseigne que le général NOGUES (des troupes coloniales adressa une lettre à "M. le général MESSIMY, président de la commission de l'armée au Sénat" (d'après le FIGARO). Il reprocha en substance à MESSIMY, de sembler voter les projets de réduction prévue sur le budget de l'armée (M 9.8.32) D'ailleurs, voyez ce que firent les Allemands ! le Reich "sans majorité", cherchait entre HITLER, VON PAPEN ou SCHLEICHER, son nouveau chancelier. Eh bien, il eut assez d'aplomb pour publier dans la BRITISCH UNITED PRESS de BERLIN, un message par lequel il annonça sans embages, sa détermination d'engager des pourparlers, notamment avec la France, au sujet de la révision des clauses militaires.

"Si elles échouent et puisque les autres nations n'ont toujours pas accepté de ramener leurs forces militaires au niveau de celles de l'Allemagne, le gouvernement allemand réarmera..." (...) "Intention manifestée déjà par VON SCHLEICHER" (L 18.8.32)

Les jours suivants, l'on précisa que l'égalité des armements était en tête du programme extérieur de VON PAPEN.

"Il se confirme que les autorités d'Empire ont l'intention d'ouvrir d'ici quelques semaines avec les gouvernements de PARIS, LONDRES, ROME et WASHINGTON simultanément, des négociations diplomatiques touchant le rétablissement de l'égalité militaire de l'Allemagne en matière d'armements"

(ramener le service militaire de douze à six mois, avec une augmentation des réserves instruites) (M 19.8.32)

Pourquoi cette insistance ? Parce que le 15 août à PIRMA SENS avait eu lieu une "manifestation monstre" des anciens combattants (L 17.8.32) Et alors ?

"La manifestation des A.C. fut en réalité une manifestation en faveur des territoires perdus" afin de "... convaincre l'Allemagne que son devoir consiste à soutenir le programme germaniste et revendiquer par tous les moyens les territoires perdus"

Le journal LE TEMPS y vit une attaque contre le traité mais aussi LOCARNO.

"la parole a confirmé que le peuple allemand n'a pas encore moralement désarmé et qu'il demeure sous l'emprise du vieil esprit de guerre" (...)

... cette "surenchère nationaliste, entraîne avec une facilité déconcertante les masses, dès qu'elles leur parlent de la revanche pour retrouver les territoires perdus, la prospérité économique" (M 18.8.32)

Au fond, "le désarroi politique" n'empêchait pas les gouvernants de l'Allemagne de poursuivre l'oeuvre qui leur tenait à coeur :

"l'abolition des clauses du Traité de Versailles"

"VON PAPEN, dans une interview récente, déclare :
"que l'Allemagne ne voulait plus être soumise à un règlement spécial sur les armements, et que si elle n'obtenait pas l'égalité, elle agirait dans le sens indiqué par le général VON SCHLEICHER"

"Autrement dit, l'Allemagne réorganiserait ses forces militaires sans s'occuper des clauses du Traité qui le lui interdisaient"

"Ce manquement ne recevant aucune sanction, ils n'auront plus qu'à réaliser le programme de PIRMASENS présentées par VON CLAUSS..."

"La France ne doit pas continuer sa politique néfaste d'abandon qui jusqu'ici, n'a pas servi la cause de la paix, bien au contraire"

Enfin, d'après des &autorités compétentes"

"Ce n'est qu'à la fin de septembre que le Reich réclamerait le droit de réarmer" (M 21.8.32)

Cela dit, ne parcourant la presse allemande, l'on remarqua la discrétion des commentaires sur la manœuvre, et l'on soupçonna fort Berlin de discuter déjà avec LONDRES, WASHINGTON et ROME... (M 22.8.32) LONDRES dont on craignit la connivence avec la thèse allemande (L 27.8.32)

... le chaos allemand nourrissait de bien étranges malveillances !

"l'Allemagne se prépare à passer les bornes. De nouveau, comme en 1913, sous le prétexte de protéger l'unité nationale, ses barons et ses princes, ses hommes d'état et ses militaires prêchent une nouvelle croisade pour le salut de l'âme allemande. Les HUNS sont en marche !"

W. MORTON FULLERTON (Vignette M 24.8.32)

"le Reich casqué, botté, arrogant et autoritaire est ressuscité, l'Allemagne est revenue à ses conceptions de 1914, le pangermanisme y coule à plein bord"

(vignette M 26.8.32)

Cependant, à la suite du TEMPS, l'on souhaita que le front allié ne cédât point. Dans cet espoir, l'on déjoua une autre ruse de VON PAPEN. Tout récemment, d'après certains journaux, "ordinairement bien informés", le chancelier s'était inquiété des milices hitlériennes : "inquiétude... bizarre"

"les gouvernements du Reich (VON HINDENBURG, BRUNING, VON PAPEN) ont assisté à la formation de ces milices"

... cela sentait fort le stratagème

"dont se servirait le chancelier au cours des discussions au sujet de l'égalité des droits militaires" (...)

"... prouver qu'il est nécessaire de renforcer la Reichswehr pour contenir les 450 000 chemises brunes"

Et puis faire courir des bruits, sonnait haut et fort, afin d'intimider :

- refus des Allemands de "signer la convention générale de la conférence du désarmement"
- "... de provoquer la sortie de l'Allemagne de la SDN"
- "... de mettre l'Europe devant le fait accompli d'une modification radicale du statut de la Reichswehr" en ce cas: "violation plus grave que celle d'une violation du statut rhénan"

Toutefois, parmi les éléments du procédé, l'un d'entre eux eût pu convaincre. De là, peu de temps, HITLER avait déclaré que les jeunes devaient être éduqué de telle manière que, à l'appel de l'armée, le jeune eût quitté automatiquement les milices pour n'être plus qu'un vrai soldat (M 27.8.32)

Le 32 août, VON NEURATH remit à PONCET la demande de l'Allemagne sur l'égalité des armements... le même jour, VON SCHLEICHER proféra dans la presse allemande une nouvelle menace contre nous. Depuis quelques temps, l'on nous piquait de coups répétés, l'on pensa que celui-ci eût averti une fois pour toute !

Le chantage allemand

"la menace de VON SCHLEICHER : si l'Allemagne n'obtient pas satisfaction, elle quittera la S.D.N." (L 1.9.32)

"le rapprochement franco-allemand : "après treize années d'hypocrisie diplomatique et de mensonges politiques, la France ne peut plus être considérée comme un partenaire acceptable dans les négociations"

Général VON SCHLEICHER (vignette M 2.9.32)

"la Gazette de FRANCFORT écrit que les conversations directes entre le Reich et la France en vue du désarmement allemand sont l'aurore d'un rapprochement franco-allemand... Il ne s'agit que de s'entendre sur le sens du mot "rapprochement" ! (Vignette L 2.9.32)

Les avertissements de VON SCHLEICHER, on les trouva pour l'essentiel dans le journal fasciste italien "IL RESTO DEL CARLINO"

-désarmement général et complet;

-faillite des résultats échaffaudés après le 23 juillet :

"On préfère maintenir et même augmenter les armements"(...)

"Que peut attendre l'Allemagne de la S.D.N. qui la placerait sous un règne juridique d'exception déshonorante ?"

-"l'Allemagne ne peut assurer actuellement sa défense contre des voisins armés" (...)

"Il faut réduire à néant le mensonge des armements clandestins. Les manifestations militaristes qu'on reproche à l'Allemagne sont précisément la conséquence de son état d'infériorité"

(...)

"l'armée allemande n'a pas d'artillerie lourde, d'armes antiaériennes, la marine allemande n'a pas de sous-marins, pas de navires porte-aéronefs, pas de grands croiseurs..." (L 1.9.32)

"l'annonce de la réorganisation de la Reichswehr a été faite à tous ceux qui ont des oreilles pour entendre. Il ne faut pas abuser plus longtemps de la patience du peuple allemand" (M 1.9.32)

Certainement à la même date, VON SCHLEICHER confia d'autres précisions dans la revue HEIMAT DIENST. Il accusa la France de s'opposer à la réduction et la limitation à dessein d'en revenir à son "hégémonie créée en 1919" Pour montrer l'absurdité de la conférence sur le désarmement, il rappela que l'interdiction de la guerre bactériologique avait été reconvenue par tous les états des 1925 ! Que le prolongement de la trêve des armements équivalait

"en pratique à un prolongement de l'état de choses que la conférence du désarmement se proposait précisément de supprimer"

Pour finir, il redit une fois encore que la sécurité allemande était en péril (M 1.9.32)

Comme il n'y avait rien de bon dans ses paroles, on s'interrogea afin de savoir ce que contenait l'aide mémoire sur le réarmement allemand remis par NEURATH à PONCET. Du classique, du classique ! ... le désarmement général, sur le modèle du désarmement imposé par le Traité de Versailles à l'Allemagne ; l'égalité des droits avec la demande d'une conversation sur les méthodes de travail.

"Serait-ce l'indice d'une politique de rapprochement franco-allemand ?"
s'exclama la FRANKFURTER ZEITUNG.

"Il ne s'agit que de s'entendre sur le sens du mot "rapprochement" !"
répliqua-t-on ! (L 2.9.32)

A nos ministres, le 1er septembre, HERRIOT qui revenait tout juste de JERSEY, leur remémora les efforts déployés par le Reich pour intéresser les puissances à son projet de réarmement ; sur leur demande d'une simple conversation, sur l'absence d'une quelconque allusion à un retrait allemand de la S.D.N. ; sur l'avis globalement hostile du cabinet britannique à la thèse allemande. A METZ, on nota l'embaras de la presse ; la complication occasionnée par la requête allemande à la situation actuelle ; un surcroît de difficultés aux hommes d'état européens (M 2.9.32)

Maintenant une question brûlait sur les lèvres : attendrait-on la conférence du désarmement pour y répondre ? D'un côté BORAH appuyait la thèse allemande, de l'autre l'Angleterre était réservée... (L 3.9.32)

"le Reich refuserait tout compromis et voudrait réarmer d'un seul coup" (...)

"le gouvernement allemand refuserait de participer à la conférence du désarmement avant d'être fixé sur l'attitude de la France" (...)

"Il se pourrait qu'en cas d'échec de la récente intervention diplomatique du Reich, caractérisée par la remise à la France de l'aide mémoire, l'Allemagne notifiat sa décision et les suites qu'elle comporte aux nations, in-

téressées par une note circulaire" (M 4.9.32)
"Plus qu'une faute... une maladresse !"

FERRETE observa que l'Allemagne recommençait le même chantage qu'au temps de l'opposition au plan YONG

"si les créanciers ne renoncent pas aux réparations, l'Allemagne ne paiera plus"

Maintenant :

"si le statut militaire n'est pas révisé, la "volonté unilatérale du Reich y pourvoiera"

Et FERRETE cita le TEMPS qui avait vu dans l'aide mémoire une "faute", confirmant les déclarations antérieures de VON SCHLEICHER d'établir une dictature militaire en Allemagne sur le modèle prussien. Mais le journal n'avait pas manqué de relever aussi une "maladresse" : l'égalité visant surtout la France, sans pour cela épargner l'Europe et l'Amérique... Les revendications allemandes sur l'égalité des droits navals et aériens eussent entraîné la fin des accords de Londres !

Dans le journal des Débats, BERNUS avait expliqué que l'Allemagne cherchait à développer ses armements le plus rapidement possible pour avoir le moyen d'appuyer par la suite ses revendications territoriales

"l'Allemagne demande en somme de légitimer les violations du Traité de Versailles dont elle s'est rendue coupable"

"M. DE LA PALISSE dans le Petit Journal: avait dit :

"la grande souffrance de l'Allemagne impérialiste, c'est de ne pas régenter l'Europe. L'immense majorité des Allemands ne regrette pas l'entreprise de 1914, elle ne regrette que son échec et ne songe qu'à la revanche"

FERRETE imposa sa conclusion :

"le gouvernement français doit répondre d'une façon ferme et catégorique" (M 5.9.32)

Le lendemain, Londres avisa :

"L'Allemagne ne doit pas pouvoir réarmer sans limites"
(M 6.9.32)

Cela fut écrit à METZ les cinq et six septembre. Il faut dire qu'un évènement allemand avait beaucoup contribué à ces réactions enflammées : à METZ certainement, à Londres sans doute ! Déjà les 2 et 3 septembre, le KRONPRINZ, sa femme et ses frères avaient assisté à deux réunions "monstres", l'une au Palais des Sports de Berlin, l'autre (le 3) au Stade de la capitale où 60 000 spectateurs avaient applaudi une démonstration de "sport militaire" (L 3 & 4.9.32) Puis, à partir du 3, "120 trains, des centaines de camions" avaient déferlé un flot humain sur Berlin. Le 4 septembre commença la "Kolossale parade des casques d'acier"

- cinq heures du matin : ils se mirent en marche à travers Berlin
- neuf heures trente, le défilé du 13e rassemblement annuel démarra (M 5.9.32)

"180 000 A.C. défilent au pas de l'oie devant leurs généraux et le gouvernement du Reich"

le KRONPRINZ assistait de loin, mais VON SCHLEICHER et VON PAPEN étaient au premier rang. Seul était absent le maréchal HINDENBURG. Le défilé dura trois heures, sur ce

"grand champ de manoeuvre de TEMPELHOF où GUILLAUME II passait ses troupes en revue" (L 5.9.32)

"Malgré la misère" ... ils se retrouvèrent "100 000 personnes au stade" (...) Il y en aurait eut 500 000 sur l'aérodrome, il y en aurait eu un million si le soleil avait, hier matin, daigné lui aussi, participer à la fête" (M 5.9.32)

"Le Casque d'acier a voulu faire une démonstration de force" (L 5.9.32)

En exergue, on répéta les buts de l'organisation militaire :

"Rendre à l'Allemagne sa grandeur passée et reconstruire sa place au soleil ; élever la jeunesse dans l'amour de la patrie et du métier des armés ; en un mot, rendre cette jeunesse digne de porter les armes" (M 5.9.32)

Alors... le rassemblement berlinois ne devait-il pas être pour nous, une grande leçon sur "l'immuable Allemagne" ?

Pendant que l'on s'afférait à rechercher des solutions de paix, l'Allemagne ne découvrait-elle pas "son vrai visage ?" (le TEMPS) Cela ne signifiait-il pas un "brutal réveil de l'esprit militaire allemand" ? un "retour en 1914 ?" (M7.9.32)

Pareilles considérations nous commandaient la plus impérative attention au sujet de la note allemande.

"Depuis treize ans, nombre de pays, dont la France, ont été aussi loin qu'ils ont pu dans la voie du désarmement L'Allemagne, a toujours donné l'illusion de partager cette disposition d'esprit. Mais l'enthousiasme militariste de la jeunesse allemande, des troupes nationales-socialistes, des casques d'acier, des revendications de VON SCHLEICHER..." ces preuves incontestables, devions-nous les approuver sans rien dire ? La note allemande ne devait être aperçue que comme une

"agression diplomatique" : "il ne s'agit plus de grignoter, feuille par feuille le traité de Versailles, mais le lacérer tout à fait"

"le rassemblement de Berlin n'est qu'une sorte de revue préparatoire de leur armée reconstituée et qui n'entend plus rester clandestine"

Que faire ?

"accepter, ne serait-ce pas éviter la guerre, mais plutôt la hâter"

Donc, être ferme !

"En sachant enfin répondre non à d'inadmissibles exigences" (M 8.9.32)

Nul doute aussi que l'Allemagne, à un tournant décisif, jouait le tout pour le tout et entravait l'avenir.

A l'intérieur, la dissolution imminente du Reichstag, de nouvelles élections le 6 novembre. A l'extérieur, la mise en demeure de la France sommée de répondre à la note sur le réarmement ; le discours de VON PAPPEN prévu le lundi 12. Il n'en fallait pas davantage pour comprendre que le problème du réar-

mement allemand entrainé dans une phase décisive. Ce que soulignaient, d'ailleurs, les milieux politiques allemands après l'aide-mémoire de VON NEURATH et les déclarations de VON SCHLEICHER, dont la dernière le 6, en Prusse orientale... ET VON NEURATH venait de poursuivre :

"si l'interprétation du pacte de confiance par la France aboutit à rendre impossible une conversation directe et confidente entre la France et l'Allemagne, l'Allemagne se verra obligée de prendre de nouvelles décisions..."

Quelles décisions ? On savait uniquement que l'Allemagne était bien résolue à traiter du problème avec la France seule, et non dans une discussion internationale lors de la reprise des travaux de Genève par exemple (L 8.9.32)

Flanqué devant l'alternative, que devions-nous répondre ?

Nous connaissions par coeur les propos de SCHLEICHER... suppression de la partie V du traité, relatives aux clauses militaires, navales et aériennes... prétentions appuyées sur l'égalité des droits de toutes les puissances à Genève. Enfin, l'application pour l'Allemagne de la convention sur les armements, exactement dans les mêmes limites, sans aucune restriction, dans l'étendue intégrale des besoins de sa sécurité nationale (L 8.9.32)

Apparemment, la France se montrait discrète... mais au fait, appartenait-il à la France et à l'Allemagne seules de modifier les clauses du traité de Versailles, ou à tous les signataires ? (L 8.9.32)

Le 8 septembre, considérant que le problème engagerait l'avenir de l'Europe, HERRIOT exclut l'éventualité de conversation à deux (M 9.9.32) Son jugement avait-il été guidé par la lettre du sénateur ECCARD, dénonçant les visées allemandes et réclamant contre eux un refus ferme et catégorique ? Pourquoi pas ! (PM 10.9.32)

Enfin, pour l'instant, sans l'officialisation de la réponse, il va sans dire que HERRIOT avait été rassurant. Il était plus que temps de nous secouer ! Pour l'avertissement, l'opinion messine serina encore et toujours contre la militarisation "méthodique du Reich : ...

... "Après la nomination au poste de directeur de la police au ministère de l'intérieur prussien, soit d'un officier de la Reichswehr, soit d'un officier de la police jouissant de toute la confiance du ministère de la Reichswehr"

"Cette mesure donnera à la Reichswehr la haute main sur la SCHUTZ POLIZEI, groupe d'élite encaserné et militairement entraîné, forte de 70 à 90 000 hommes et marquera un pas définitif sur la route qui mène à la reconstruction de l'Allemagne d'avant guerre"

"Sous la puissante impulsion de la forte et tenace personnalité qu'est le général VON SCHLEICHER, la Reichswehr appliquant avec précision les plans mûris depuis treize ans dans les bureaux du ministère de la BENDLER-STRASSE, met la main successivement sur les leviers de commande les plus importants de l'Etat"

"Dans le désarroi des partis et au-dessus de leurs heurts c'est comme avant guerre, l'armée qui symbolise le plus fortement les traditions nationalistes, qui agit au nom de la raison d'Etat : "STAATSRATION", qui représente le PREUSSENTUM et le DEUTSCHUM : patiemment, l'armée a attendu son heure et s'est adaptée aux circonstances. Tant que les gauches ont été au pouvoir, elle a gardé à sa tête un ministre qui, en raison du rôle qu'il avait joué en 1918, en forçant le KAISER à abdiquer, avait la confiance de la démocratie. La formule du cabinet présidentiel n'a pas été autre chose que la poursuite des traditions politiques et la domination de l'armée sur l'état. Les partis déchirés en luttes sanglantes, le parlement réduit à un rôle d'entérinement, les forces économiques et sociales affaiblies par la crise, l'armée est apparue comme la seule puissance qui restait intacte en Allemagne, comme la pierre angulaire sur laquelle il fallait reconstruire l'Etat, elle a pris, elle continue à prendre le pouvoir"

"Personne n'en a été choqué en Allemagne "le champ est libre devant elle" Si les N.S. viennent un jour au pouvoir, ce sont aux partis sans doctrine nette ~~et sans~~

et sans connaissance des rouages de l'Etat, qui seront soumis à la dictature intellectuelle de la Reichswehr. La Reichswehr sait d'ailleurs qu'elle ne peut pas poursuivre l'oeuvre entreprise sans un large soutien populaire"

"Il n'y a pas de dictature de baïonnettes" a dit le général VON SCHLEICHER, dans son fameux discours par radio. Maintenant encore, un accord avec les hitlériens ne peut l'inquiéter. Il sait qu'il pourrait les utiliser pour la poursuite du but qu'il s'est assigné : faire de l'Allemagne un grand Etat, sinon militarisé, du moins imbu de l'esprit militaire" (L 9.9.32)

Le 12 septembre, l'on put croire qu'une nouvelle étape vers cette Allemagne militariste avait été franchie, quand le Reichstag renversa le Cabinet VON PAPEN (PM 13.9.32) Et la note française au milieu de tous ces bouleversements ? PONCET l'avait remise à NEURATH le 11.

"le gouvernement français demeure dans le même esprit de sa doctrine basée sur l'article 8 du pacte, spécifiant que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux compatibles avec la sécurité nationale et les obligations internationales" (...)

"La France ne refuse pas formellement des conversations directes avec le Reich, mais elle estime qu'elles doivent avoir lieu sous les auspices et dans le cadre de la S.D.N. ainsi que l'exige le Traité de Versailles"
(M 13.9.32)

La balle était renvoyée dans le camp allemand ! Mais la presse londonienne exprima ses inquiétudes après les échanges de notes risquant de mener à l'impasse, c'est-à-dire à la non-participation allemande à la prochaine conférence du désarmement. Toutefois, on releva que le gouvernement britannique n'avait pas encore soufflé mot. à Genève quant à elle, redit à peu près les mêmes craintes (L 14.9.32)

Et les Allemands ?

Dans l'immédiat, ils se bornèrent à un communiqué signalant leur désir d'attendre la réaction des autres grandes puissances (de même l'Italie ne bougea pas) (L 15.9.32)

Le 15, une note allemande fut dépêchée en Angleterre. Elle répéta la thèse germanique. Cela était grave pour nous, dans la mesure où nous redoutions l'approbation possible d'HENDERSON sur l'affaire (16.9.32)

Le 16, coup de théâtre ! VON NEURATH informa PONCET que :

"la note française ne révèle, sous aucun de ses points essentiels, un rapprochement avec le point de vue allemand, exprimé dans le mémorandum du 29 août"

... qu'il n'y aurait pas de réponse écrite... Sur ce, le Reich annonça officiellement qu'il ne participerait pas aux travaux de la Conférence du désarmement, tant qu'il n'aurait pas recouvré l'égalité... mais qu'il suivrait avec un vif intérêt les évolutions. La presse allemande commenta surtout la note remise à HENDERSON, le refus de participation et rapporta la construction du cuirassé C (L 17.9.32)

METZ exposa sur les manoeuvres de la Reichswehr près de Cassel et sur la militarisation de la jeunesse allemande !

(PM 18.9.32)

A cet instant, l'on eut la désagréable impression qu'il eût été plus facile de parler de rupture que progrès ! A cette déplorable vérité, l'on put encore y ajouter les déclarations d'HERRIOT le 18, devant la commission des A.E. Fermeté, fermeté engagea-t-il ! (L 18.8.32) Cela valut à notre président du conseil le déchaînement de l'opinion allemande. Songez qu'il avait été jusqu'à réclamer du comité spécial de la S.D.N., une investigation en Allemagne dans le but d'établir les preuves des infractions aux stipulations militaires du Traité de Versailles ! ... La

"tension allemande" ... n'était "non plus un simple raidissement" (M 19.9.32)

On le voit, les Allemands étaient très mécontents... sans le savoir, il se préparait contre eux un autre motif de courroux.

La réponse anglaise leur fut une "fin de non-recevoir"

(L 19.9.32

les britanniques critiquèrent la démarche "inoportune" des Allemands en période de crise ; défendirent l'article V du Traité, avec son caractère obligatoire et ~~imodifiable~~, sous réserve d'un accord d'ensemble. Ils rappelèrent leurs réductions militaires et se rangèrent à l'avis de la conférence sur le désarmement pour la limitation et le contrôle pour tous...

"Pas de défi !"

"Mieux vaut dans l'intérêt de l'apaisement général, que les questions de fierté et de dignité nationales soulevées par le Reich, soient tranchées par négociations amicales et par des ajustements, arrêtés d'un commun accord, n'entraînant ni des infractions aux obligations imposées par le traité, ni un accroissement du total des forces armées" (L 19.9.32)

La note de sir John SIMON désappointa fort les milieux berlinois... oui ! cependant :

"L'Allemagne est isolée... mais c'est la France qui est en cause !"

(...)

"On se rend compte en Allemagne de l'isolement, la cause en résulte de l'attitude de la France qui a montré une véritable "conspiration contre les demandes légitimes de l'Allemagne" et l'on parle avec ironie du dossier français sur les manquements militaires de l'Allemagne"

"Cette ironie dissimule d'ailleurs mal l'inquiétude que l'on éprouve à l'idée qu'un débat sérieux et public pourrait un jour s'engager sur le dossier des manquements"

"On a particulièrement ressenti en Allemagne les reproches d'inoportunité et de maladresse fait par la note anglaise au gouvernement du Reich" (...) "Incompréhension totale de la situation et des intentions de l'Allemagne" chargea la presse

"l'Allemagne persistera à bouder la conférence de désarmement !"

... malgré les exhortations d'HENDERSON, mais sans le changement d'avis d'HERRIOT ! Quant aux Etats-Unis, ils semblèrent approuver la thèse anglaise (L 20.9.32) avançant que les revendications allemandes étaient de nature à faire obstacle au désarmement (L 21.9.32)

Le bureau du désarmement se réunit le 21 septembre 1932 sans l'Allemagne. Sur la fronde allemande, on avait publié la veille le compte rendu d'un livre de "M. Robert de WYSS" intitulé "l'Allemagne et la paix", prouvant, au travers des textes officiels, discours, articles de personnalités représentatives le vrai caractère allemand... (M 21.9.32)

... On signala aussi, mais le 22, qu'en présence d'HINDENBURG, les manoeuvres de la Reichswehr se poursuivaient, évoluant vers le débordement des bleus (défense) par les rouges et révélant une fois de plus leur supériorité en formations motorisées
(L 22.9.32)

Le 22, les rouges forcèrent la défense des bleus qui devaient protéger Berlin... FRANCFORT sur Oder dût être "évacuée" !
(L 23.9.32)

Mais revenons à Genève... où théoriquement l'intérêt y était le plus important !

Malaise à Genève

"Vérité au-delà du Rhin, erreur en deçà. Le plus curieux, c'est que le mot sécurité, quand il est employé par un Français, fait crier à la folie de la persécution et, quand il est employé par un Allemand, fait dire dans les mêmes lieux, Londres, Washington ou Rome, qu'il y a là, de la part de l'Allemagne un souci tout naturel et auquel satisfaction est due" J. BAINVILLE (LIBERTE)

(L 8.10.32)

A la S.D.N. :

"l'intransigeance allemande fait traîner les débats en longueur" (L 16.10.32)

Lorsque les travaux du désarmement reprirent à Genève, sur le moment on se contenta de dire que d'importantes conversations auraient lieu sur le problème de l'égalité des droits réclamés par l'Allemagne. C'est tout ! Prudent, mais pas discret ! La revue "Alsace Française" de Strasbourg, avait écrit un article évoquant "l'heure propice" au rapprochement... L'exposé avait été accompagné d'une photo d'un groupe de parlementaires franco-allemands en 1914... Jadis, ils s'étaient rencontrés pour voter une résolution disant naïvement que l'"heure était propice"... Au nom de la raison on se mit en colère :

"propice à ceux qui veulent la guerre !"

Cela se voulut un avertissement ! (M 22.9.32)

Et voilà tout d'un coup que la presse nationaliste allemande s'en prit maintenant aux armements français ! D'après le quotidien TAG, un Français sur deux était prêt à faire la guerre... (M 23.9.32)

Ignorant ces effets propagantistes, le bureau de Genève poursuivit inlassablement ses travaux malgré la carence de l'Allemagne. On discuta beaucoup sur la commission de contrôle dont BONCOUR en fut le jaloux défenseur (PM 23.9.32) Le 23, la 68e session de la S.D.N. fut inaugurée. Donc, du côté de Genève, on discutait beaucoup... Mais les jours suivants, donnèrent plutôt l'impression que le plus important s'activait au dehors, dans le "camp allemand", dans le "camp français" !

D'après les informations parvenues de Berlin à Genève, on s'autorisa à soutenir que le Reich continuerait à se "montrer arrogant"

VON NEURATH reçut l'insigne mission d'assister à la session de la S.D.N. pour ne rien y faire ! Pas la moindre initiative personnelle tant que l'on refusât à l'Allemagne l'égalité ! La manoeuvre sous-entendait-elle le départ de la S.D.N. ?

La TAEGISCHE RUNDSCHAU prétendit que la tactique française, visait à briser l'attaque allemande en publiant un dossier sur les soi-disant armements secrets de l'Allemagne" De fait, les conséquences dictaient la démarche : fermeté, et sortie de la S.D.N. en cas de non satisfaction (L 24.9.32) (au sujet du dossier sur les armements du Reich, on évoqua notamment le cas des pièces détachées de sous-marins L 25.9.32)

En France, solidement campé dans son attitude, le 25 septembre HERRIOT prononça à GRAMAT

"l'un des plus beaux discours de sa carrière" ...

"magnifique !" (M 27.9.32)

"La France est prête à collaborer à la grande oeuvre de désarmement général et progressif dans le cadre de la S.D.N. Mais toute avance nouvelle dans la voie du désarmement est indissolublement liée à l'obtention de strictes garanties de sécurité nationale" (...)

Il souligna avec vigueur l'esprit de revanche de l'Allemagne et lui opposa la volonté de paix de la France :

"le génie militaire de l'Allemagne ne tiendrait-il pas à créer une double armée pour frapper au coeur, d'un coup décisif l'adversaire visé, celui pour qui la défense nationale n'est qu'une des formes de civisme ?"

"C'est là ce qui rend si dramatique le problème du désarmement"

"Il est vrai que les alliés de la dernière guerre ont promis de réduire les armements" (...)

Il établit ensuite que l'Allemagne dans son enseignement de la jeunesse par exemple, bafouait le désarmement moral. Il accusa ouvertement l'Allemagne de réarmer, dans un "retour aux anciennes folies"

Qui désarmait ? La France, et il prouva, chiffres en main que le désarmement français était lui, au contraire, une réalité témoin la réduction de 10 % de notre budget militaire. Il acheva :

"Dans les circonstances présentes, c'est sur le respect intégral du traité et du pacte que la France entend fonder sa doctrine et son action" (L 26.9.32)

Ah quelles réactions il provoqua ! Pas en France où la presse accepta l'idée de la vigilance extérieure pour base de la paix et de la sécurité (M 27.9.32) Mais en Allemagne... ! Manchette et titres crachèrent tout leur venin contre nous ! Du genre :

"la France cherche-t-elle à anéantir Genève ?"

"Herriot nous attaque !"

"Herriot parle du retour de nouvelles folies"

"Herriot contre Schleicher !" ... etc (M 27.9.32)

Même NEURATH, n'y tenant plus, outrepassant les instances d'HENDERSON et STIMSON, répliqua officieusement mais sèchement à la radio, par un refus en bloc (L 27.9.32)

Et VON PAPEN... qui voyageait en Prusse orientale... fit reparler de lui. A la KONIGSBERGER ALLGEMEINE ZEITUNG il s'indigna, jugeant l'objet du discours "incompréhensible" (L 28.9.32)

Bref : "Le teuton n'est pas content" !

"Comment répondrons-nous à la brutalité des attaques de la presse allemande contre M. HERRIOT ?"

"Il est indispensable de dénoncer dès à présent les armements secrets de l'Allemagne" (M 28.9.32)

Réagir ! Réagir ! C'était plus qu'une exigence. Car l'opposition avait été si forte, qu'elle avait même tenté les journaux allemands de gauche. Voilà qu'ils venaient d'affirmer que désormais le discours écartait toute possibilité d'une réconciliation entre les deux pays. Il y en eût qui allèrent jusqu'à parler d'injures à VON SCHLEICHER... (M 28.9.32)

On trouva aussi dans plusieurs journaux berlinois, la reproduction des articles de VON SCHLEICHER du "HEIMAT DIENST" et du "RESTO DEL CARLINO" (M 28.9.32)

Dans "AVENIR", Sénatus dénota que l'Allemagne haussait volontairement le ton, de même qu'elle avait rompu avec la conférence du désarmement

"Il s'agit de se retrancher derrière sa dignité offensée ainsi le gouvernement du Reich évitera de s'expliquer

plus amplement sur l'état de ses effectifs, sur les organisations militarisées..."

"Il faut se méfier, déjà la presse anglaise considère que la France avec ses prétentions est bien ennuyeuse, qu'on a exagéré le réarmement allemand..."

"Le but du chef d'orchestre allemand est déjà atteint pour une part"

"Quand l'Allemagne quittera la S.D.N., la France pourra reconnaître ses amis"

"Tout ceci prouve à ceux que le croyait, qu'on ne peut espérer dans le bon sens allemand"

"Nous aurons la paix quand l'Allemagne se décidera à la vouloir. Jusque là, nous ne pouvons que compter sur notre force pour assurer notre sécurité" (M 28.9.32)

Et la radio allemande continua de jour en jour, à dénoncer "énormités et inexactitudes" (M 28.9.32) ... tandis qu'à Genève, on travaillait toujours mais dans une atmosphère de "malaises" (L 28.9.32° Soudain, nouveau coup d'éclat HERRIOT ! Arrivant inopinément à Genève, il voulut qu'on lui donnât la parole. Il reçut ce droit pour le 29 (L 29.9.32) Bienfait ou maladresse ? On estima que la fermeté d'HERRIOT rappelait celle de TARDIEU, l'une comme l'autre prodigant la mauvaise humeur allemande, voire anglaise (L 29.9.32)

Et que déclara HERRIOT ? Le 29 septembre, il fit l'"apologie" de la S.D.N...

"Contre le pessimisme international. Dans un vigoureux discours, M. HERRIOT défend l'organisme de la S.D.N et proclame sa confiance en son avenir"

L'organisme de Genève était-il malade ou simplement affaibli ? Il mit en avant l'action réussie en 1932 avec notamment la naissance de la conférence... Il expliqua les raisons du malaise par le fait que l'on était passé de "l'idéologie sur le plan du réel", et redit la doctrine française : "c'est le pacte"

Il découvrit deux précédents heureux : le succès des conférences de LAUSANNE et de STRESA. Il espéra de Genève la fin de la diplomatie secrète, la formation d'une opinion publique, l'égalité entre toutes nations, petites ou grandes contre toute hégémonie... (L 30.9.32)

L'opinion messine pâlit pour avoir comparé, ne fut-ce qu'un instant HERRIOT à TARDIEU !

Que signifiait cette justification de la S.D.N. ? D'ailleurs, là-bas, tout le monde pensait surtout à l'attitude allemande... Pourquoi défendre la S.D.N. et non le Traité de Versailles qui, en cas d'écroulement eût dangereusement fait surgir le problème de la sécurité européenne. Avait-il au moins parlé de désarmement... même pas (PM 30.9.32)

Alors, bizarrement, ce fut Lord Robert CECIL, qui aborda la question du désarmement... Lui, qui ne recula pas pour affirmer que certaines nations n'avaient pas accordé les tendances générales de leur politique avec les principes mêmes du pacte. Lui, qui examina la controverse constante entre la France et l'Allemagne, pour "75 % au moins" à cause de l'instabilité de la paix mondiale. Lord CECIL qui osa dire tout haut que l'"on" cherchait trop "l'échappatoire" (L 30.9.32)

Ce faisant, la presse française garda sa sérénité devant la mauvaise humeur allemande, NEURATH avait regagné Berlin pour instructions (M 30.9.32) Le 30 septembre, revenu en Suisse, profitant de la première réunion du comité des effectifs, il demanda la parole. Il commença d'abord par mentionner HERRIOT. Puisque ce dernier n'avait pas daigner placer le désarmement dans son discours :

"Il ne lui restait plus qu'à partir"

"Après le résultat négatif des conversations qui ont eu lieu à Genève, c'est maintenant aux autres qu'il appartient de nous faire des propositions"

Puis il critiqua ceux qui voulaient "noircir les intentions allemandes" par exemple, les publications françaises sur le réarmement clandestin.

"L'Allemagne réclame dans le cadre des armements, la même liberté militaire que les autres Etats. Pas un

- 1019 -

gouvernement ne peut renoncer à son droit à la vie"

(L 1.10.32)

Rendant compte à la presse de ses négociations, il répéta :
"plus de participation sans égalité" (L 1.10.32)

Quel risque... on eût dit que l'Allemagne offensée demandait réparation, à cause et contre nous. Pour rattraper la bevue d'HERRIOT et avertir avant qu'il ne fût trop tard, on cria fort :

"le coup d'éponge : la "GLEICHBERECHTIGUNG" allemande signifie l'abolition totale du Traité de Versailles"

Et afin que la mise en demeure ne souffrît aucune observation, on révéla selon de "très bonnes sources" la position allemande

"1- si le problème est envisagé dans le cadre des relations franco-allemandes (...) sans espoir" "Mais à Genève, un certain nombre d'Etats sont bien décidés à faire les plus grands efforts pour faire progresser réellement le désarmement. L'Allemagne compte sur une pression exercée par eux sur la France, une solution pourra être trouvée et l'Allemagne reprendra sa place"

2- l'"égalité complète" sans "aucune restriction qui ne serait soumise aux autres puissances"

3- l'égalité obtenue : "elle consentira à discuter de l'application quantitative" voire ne pas dépasser les "limites actuelles du budget, mais en conservant la liberté de faire de ses crédits globaux l'usage qui lui conviendra dans le cadre de la convention générale du désarmement" (L 2.10.32)

Sur ce, non sans arrière pensée, l'on se préoccupa de savoir combien de jour HERRIOT aurait-il pour lui le bénéfice de "l'union nationale" ! (L 2.10.32) Le 2 octobre à VESOUL, HERRIOT parla de paix et de vigilance à l'extérieur, se réjouit de la proximité d'un accord après STRESA sur l'Europe Centrale (L 3.10.32)

Visiblement, rien dans son attitude ne changeait... Puisque le bon sens lui échappait toujours, on redoubla la mise :

... La contrebande des armes par les allemands hitlériens de HOLLANDE, révélée par WOLK, organe des socio-démocrates de Hollande. Le journal avait précisé l'existence de toute une organisation nationale-socialiste de tous les jeunes allemands vivants en Hollande, ainsi que des dépôts d'armes, comme dans les villes frontières de WEULO - ANHEM - NIMEGUE...

(M 3.10.32)

... Une lettre d'un collaborateur, Albert CONSTANT, professeur au lycée RABAT, intitulée "l'Allemagne ou l'Agneau de l'Europe" répéta ce que SCHLEICHER avait dit :

"il ne faut pas que l'on abuse plus longuement de la patience du peuple allemand"

"Après treize années d'hypocrisie diplomatiques et de mensonges politiques, la France ne peut plus être considérée comme un partenaire acceptable dans les négociations" (...)

L'auteur rappela les abandons depuis le Traité de Versailles, la volonté accommodante de BRIAND "loyale et durable"... de là "LOCARNO, THOIRY, la visite à BERLIN, le plan DAWES, le plan YOUNG, le pacte KELLOG, le moratoire HOOVER -j'en passe-"

"Aujourd'hui, après sept ans d'une politique imprudente, généreuse et systématiquement conciliante, eh bien, c'est nous qui menaçons la paix ? C'est nous qui sommes l'obstacle au désarmement et à la sécurité de l'Europe. Et c'est l'Allemagne qui est la malheureuse victime à la merci de ses implacables bourreaux les Français !"

"Or, personne n'ignore que l'Allemagne n'a cessé de réarmer, elle peut compter d'ores et déjà sur 250 000 soldats de métier (Reichswehr et Schutzpolizei) pouvant constituer le cadre d'une future armée de guerre. Elle s'est dotée d'une puissante aviation commerciale aisément transformable en aviation de bombardement, elle

a fait des réserves par l'appoint de centaines de milliers de volontaires entraînés" (...)

"Il n'y a qu'une chose vraie : 65 millions d'Allemands dressés contre le traité, contre nous" (L 4.10.32)

Tout cela, HERRIOT devait se le remémorer !

"M. HERRIOT souhaite qu'à Genève les Etats pensent moins à ce qui les sépare encore qu'à ce qui les rapproche déjà"

Malheureusement, l'Allemagne pense à ce qui nous sépare déjà et oublie ce qui nous rapproche encore"

(M 4.10.32)

On eut raison ! Quand on clôtura la 68e session de la S.D.N., le gouvernement anglais invita l'Allemagne à une conférence à cinq et à Londres dans le but de débloquent les conversations relatives aux problèmes du droit et du désarmement (L 5.10.32) (John SIMON rencontra en privé HERRIOT M 5.10.32)

"HERRIOT aurait répondu favorablement à la conférence à quatre ou à cinq (Etats-Unis) proposée par l'Angleterre"
"On criera victoire en Allemagne"

"l'égalité des armements : une conférence des cinq puissances aura-t-elle lieu ?"

Cela dépendrait des Allemands... et de leurs conditions !
Quelles étaient-elles ?

"l'échange de vues entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre a amené une telle aggravation que la participation allemande à une conférence est mise à la condition que les conversations sur l'égalité des droits n'aient pas lieu sur les bases des points de vue exprimés dans les notes françaises et anglaises"

Tout bien réfléchi, il ne s'agissait

"pas autre chose que les conditions requises pour la participation à la conférence du désarmement"

(L 6.10.32)

A METZ, on se fâcha :

"la France et l'Allemagne"

"Il est temps de montrer combien l'hostilité de l'Allemagne est grande à l'égard de la France, en même temps qu'il est nécessaire de comprendre l'état d'esprit actuellement outre-Rhin"

Pour ce, on publia une interview d'un correspondant berlinois du CAPITAL avec "M. ARNOLD RECHBERG", industriel allemand, partisan jusqu'à là d'un rapprochement franco-allemand ... le gouvernement VON PAPEN - SCHLEICHER et de désarmement ? "Une utopie"

... le réarmement ? "création d'une milice pour compléter les cadres de la Reichswehr" - "équipement en armes et matériels modernes" - "rétablissement du service militaire obligatoire"

Concernant tous ces points, une rencontre HERRIOT-VON PAPEN "aurait été souhaitable"

... la gleichbrechtigung ?

"un sentiment d'honneur" et "la sécurité"

... en cas de menace d'une nouvelle occupation de la Ruhr (...) "pas de résistance passive" (...) "la guerre"

RECHBERG affirma que le gouvernement allemand était "national" "le plus francophile que nous ayons eu depuis dix ans" ... et l'on insista sur le ton "belliqueux" qu'avait pris RECHBERG (M 6.10.32)

Mais à ce moment, l'entreprise imprudente parût se contredire: le projet de conférence à cinq échoua. Pourquoi ? Parce que le chargé d'affaires britannique à Berlin informa de la volonté formelle des Allemands de camper sur leur position antérieure (L 7.10.32). De fait, il faudrait s'en retourner à Genève. Le DAILY TELEGRAPH évoqua l'antagonisme entre Paris et Berlin (M 7.10.32) Outre-Rhin, la DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG accusa la France, l'Allemagne ayant constamment montré sa bonne volonté (M 7.10.32) Vraisemblablement le 6 octobre, le général GROENER, tenant conférence, lâcha :

"l'Allemagne doit poser les fondements de sa défense nationale" (L 7.10.32)

Contre les connivences germaniques, METZ chargea les voisins d'endosser eux-seuls la responsabilité de l'échec. Et l'on relata que le TIMES avait approuvé les décisions du gouvernement britannique, et avait souligné que le réarmement allemand eût menacé d'une course aux armements (L 8.10.32)

L'Allemagne répliqua, en acceptant de participer à la réunion de Genève "si...", étaient annulées les notes françaises et anglaises, et rétablies pour base unique les déclarations de Lausanne... (L 9.10.32)

8 octobre : l'impasse !

Dans l'espoir d'en sortir, Londres invita HERRIOT (L 11.10.32)
Le TIMES pensa : égalité à l'Allemagne peut-être... mais sûrement pas sans garanties à la France. LE DAILY MAIL confia que l'Allemagne l'inquiétait moins qu'auparavant (M 11.10.32)

Le 12 octobre, se préparant au départ, HERRIOT expliqua devant son conseil des Ministres :

"Voyage d'information, non de décision"

(conversations générales : sur le désarmement ; sur un pacte général consultatif ; un pacte régional d'assistance ; un pacte attendant à la constitution progressive de la force internationale ; un protocole sur l'application du principe de l'égalité des droits) (M 13.10.32)

... A quelques heures ou minutes d'intervalle, VON PAPEN discourut à MUNICH :

"le gouvernement veut la pleine souveraineté du Reich"

"Tel est le thème développé, hier matin par le chancelier VON PAPEN à MUNICH"

(...)

"l'Allemagne a combattu avec "opiniâtreté" depuis quatre ans pour cela contre un monde d'ennemis" (...)

"C'est parce que l'Allemagne veut la paix qu'elle réclame l'égalité"

Il fallait :

"le désarmement mondial"

"Il attend de l'étranger de la compréhension"
par rapport à l'économie, l'agriculture... (...)

"Ce bon VON PAPEN. Du train où va M. VON PAPEN dans ses discours, il ne se passera pas un mois avant qu'il ne réclame à la France des indemnités de guerre !"

(L 13.10.32)

"Frantz VON PAPEN fait des siennes !"

Converser à Londres ? ... En soi, l'idée était peut-être bonne : une préparation aux travaux de Genève étant souhaitable... Mais le projet de conférence à quatre avait bien décelé l'illusion qui avait été de s'imaginer l'acceptation allemande. A GENEVE "la HAYE, LUXEMBOURG..." ou ailleurs, il en serait de même ! Il n'y aurait qu'à attendre pour le voir !

"On saura désormais dans le monde quelle confiance on peut faire à l'esprit de coopération internationale du Reich et à ses sentiments pacifiques !" (L 15.10.32)

HERRIOT attention !

"l'égalité des droits ? L'académie de guerre allemande y songea-t-elle quand l'armée du KAISER viola la neutralité belge, souilla le sol de France, y sauvagea nos cités, prétendit annexer le tiers de notre territoire ?
(L'ère nouvelle, "organe de l'Entente des gauches")
(vignette L 12.10.32)

"Les projets de paix perpétuelle ne sont le plus souvent que des ruses du guerre" E. BURE (Vignette L14.10.32)

"Une politique extérieure qui confond les éclats de voix avec la force interne et qui est trop nettement orientée du côté militaire est de nature à mener le peuple allemand à un nouvel isolement : l'Allemagne est sur le chemin qui y conduit"

(discours du 3 octobre à MUNICH de "M. SCHAEFFER")

"personnalité importante en Bavière" membre du parti populiste bavarois) (L 13.10.32)

Et puis le réarmement clandestin... cette fois, sous une forme très particulière : une fusée "monstre", mise au point par l'ingénieur TILLING sur l'aérodrome TEMPELHOF de Berlin, capable d'atteindre la stratosphère et d'en redescendre jusqu'au sol en planant grâce à deux ailes alors déployées

(L 14.10.32)

(Cela rappela étrangement les révélations du commandant SORB, en juillet au sujet de "projectiles étranges". Une sorte d'obus-fusée" était alors tombé dans le parc royal d'OSLO ! L'engin venait-il des côtes du Nord de l'Allemagne ? Il était "muni d'un mécanisme propulseur". Or, l'ingénieur "M. FRANCK" avait publié

"récemment dans la "Revue des Forces Aériennes" un travail intéressant , au sujet d'un "avion sans pilote" guidé à distance par un "radiophare", retombant sur le sol pour exploser"

Selon l'état actuel des recherches, était-ce une fantaisie que de rapprocher l'étude avec l'engin "égaré" d'OSLO ? En tout cas, rien sur l'éventualité de telles armes n'avait été prévu à Genève... M 25.7.32)

A Londres, HERRIOT discuta sur

"les moyens de faire entrer l'Allemagne dans la
conférence" (M 14.10.32)

"Un accord a été réalisé pour la convocation prochaine
d'une conférence à quatre" (...) "elle aurait lieu dans
le cadre de la S.D.N." (...)

"l'Italie y prendra part, l'Allemagne a opposé un refus
formel" (...)

"MAC DONALD et HERRIOT seraient d'accord sur deux points
essentiels :

- non réarmement de l'Allemagne
- non révision unilatéral des traités" (M 15.10.32)

Pendant ce temps, à la S.D.N.

"l'intransigeance de l'Allemagne faisait traîner les
débats en longueur" (L 16.10.32)

Puisque de leur froide malveillance, on ne se démêlait point,
on fit reparler VON PAPEN ! A MUNICH, il avait encore déclaré :

"des Alpes jusqu'à MEMEL "

"Le peuple, le Reich et les pays doivent construire la
nouvelle A-lemagne. Puisse l'idée -force du SACRUM
IMPERIUM, l'idée indestructible de l'Empire allemand
sacré- se répandre à travers tous les pays allemands,
des Alpes jusqu'à MEMEL " (Vignette M 16.10.32)

Amusante coïncidence, le même jour où l'on raviva ses formules
à l'esprit, il en reitéra d'autres, cette fois à PADERBORN
(Westphalie)

"En présence des paysans Westphaliens (...), le chancelier
du Reich explique pour arriver au désarmement général, il
est indispensable de reconnaître l'égalité des droits de
l'Allemagne en matière d'armement" (M 17.10.32)

"Après l'égalité obtenue (...) on pourra atteindre un
désarmement moral et la consolidation de la paix"

... ne pas réarmer, non !

"mais arriver au désarmement de tous"

"IMPERIUM SACRUM"

redit-on à METZ ! (L 17.10.32)

Les jours suivants, les Allemands continuèrent obstinément à presser sur leurs revendications. Voyez, par exemple :

... le manifeste des Sociétés Patriotiques du Reich :

"Nous en appelons à tous ceux qui ont un sens national pour combattre sous la direction du gouvernement jusqu'à ce que nous ayons obtenu la liberté de réarmer et brisé le diktat de Versailles avec ses paragraphes de honte" (vignette M 17.10.32)

... le nouveau refus de participation à la conférence à quatre, adressé à NEWTON, le chargé d'affaires britannique à Berlin, alors que s'achevait la 13e assemblée de Genève (L 18.10.32)

... le violent réquisitoire de KAAS contre les "improvisations" et la "légèreté" de VON PAPEN, sommé finalement pour ne pas en avoir fait assez ! (PM 19.10.32)

... et encore une autre fin de non-revevoir aux démarches anglaises par voie de chancellerie (M 19.10.32)

... A force de s'épuiser, il fallut bien se rendre à l'évidence... Le 19, devant la commission des A.E., HERRIOT proposa que l'on rediscutât de tout à Genève, avec ou sans l'Allemagne (L 20.10.32)

Peut-être ! Mais à la condition indubitable d'admettre la dangereuse évolution de la politique allemande. STRESEMANN-BRUNING avaient recherché une politique de "reconstruction", PAPEN-SCHLEICHER cherchaient uniquement à "expulser" "l'élément non militaire" avec l'aide des forces hitlériennes afin de "détruire progressivement le régime parlementaire"

Au plan extérieur, cette volonté avait imposé l'obtention de la liberté économique, en se débarrassant des réparations ; l'octroi de l'égalité des armements en plaidant le non désarmement des autres signataires du Traité ; le droit moral donné à l'Allemagne de méconnaître les clauses militaires du traité, en appuyant ce plaidoyer sur la menace du retrait de la S.D.N. ; de l'abolition du couloir polonais en laissant momentanément de côté la question d'Alsace-Lorraine ;

de réclamer les colonies (M 21.10.32)

La politique extérieure allemande : c'était cela, et rien d'autre ! Et cependant, nous discussions déjà de nos nouvelles propositions comprenant une réduction à neuf mois du service militaire, soit douze divisions au lieu de vingt... Bien sûr PETAIN et WEYGAND s'y opposaient... (L 27.10.32)

Mais tout de même : quel risque avant les débats à la Chambre d'où sortiraient le plan français sur le désarmement... Mais le plus grand péril désignait notre défense qui criait une énorme erreur à cause de nos divisions dispersées sur tout notre territoire, à mille lieues de nos frontières

("Jean de MONTIGNY, dans le CAPITAL")

(M 25.10.32)

Pourtant, il n'était pas bien difficile de découvrir les plans d'attaque allemands. Comment diable trouver la réponse ? Dans le livre récent de VON SEECKT, intitulé "Pensées d'un soldat" !

"Devant la menace allemande : l'armée c'est l'Etat"

VON SEECKT dévoila que l'armée en temps de paix aurait deux missions : couverture ou opération et comprendrait l'armée de métier ainsi que les volontaires. Sa force viendrait de sa mobilité (cavalerie nombreuse) fondée principalement sur une large utilisation des automobiles. Elle entrerait en campagne sans mobilisation.

Puis, il avait révélé :

"L'attaque inaugurée par les armes aériennes, sera poursuivie par les troupes prêtes à entrer en campagne, c'est-à-dire par l'armée du temps de paix avec la plus grande rapidité possible. Plus cette armée aura de valeur, plus elle sera mobile, plus nos chefs seront résolus et capables, plus elle aura de chance de battre les forces adverses avec lesquelles elle entrera en contact, d'empêcher l'ennemi de lever et déformer d'autres troupes et de l'obliger peut-être, dès ce moment à demander la paix" (...)

Conclusion :

"Qu'est-ce que j'espère de l'armée ? La loyauté envers l'Etat

Qu'est-ce que j'exige de l'Etat ? L'amour de l'armée...

A tous les partis, je crie : "Ne touchez pas à l'armée

L'armée sert l'Etat, rien que l'Etat" (M 28.10.32)

Donc, le 28, avaient commencé à la chambre "un grand débat" (M 29.10.32) sur le désarmement... Comme à l'accoutumée, plusieurs ténors monopolisèrent les principaux rôles de la distribution

Léon BLUM :

"les pays devant désarmer progressivement, la revendication allemande sur l'égalité est donc fondée, encore qu'elle n'autorise en rien son réarmement"

Risposte instantanée de FRANKLIN BOUILLON

"le réarmement continue" (...) ... il énuméra :

"L'Allemagne prépare la guerre de demain"

Voilà une "tromperie qui dure depuis sept ans"

Leur seule volonté : "la guerre de revanche"

Attaqué, HERRIOT dit que la France avait montré l'exemple au sujet du désarmement. Quant au réarmement allemand, il se déclara décidé à demander un nouveau contrôle militaire international, allant jusqu'au droit d'investigation.

Réplique de MARIN :

"On a signé beaucoup de papiers, mais on n'a pas avancé dans la voie de la paix"

La S.D.N. : "Etablir des lois internationales sûres (...) avec à côté des tribunaux impartiaux et obligatoires, et des sanctions" (L 29.10.32)

FRANKLIN BOUILLON :

"la S.D.N. est incapable de faire respecter le Traité de Versailles que l'Allemagne n'a cessé de violer"

(M 29.10.32)

Reprenant la parole, HERRIOT annonça des conversations par l'intermédiaire de STIMSON.

MARIN interrompt :

"Mieux éviter la guerre d'abord..." (L 29.10.32)

Là-dessus, on publia la lecture faite par HERRIOT du projet français

(réduction du service à court terme -sur ce principe, dissolutions de toutes les formations contraires, ainsi la Reichswehr et la réglementation de la police- contrôle avec droit d'investigation -pacte d'assistance mutuelle complétant LOCARNO- garanties données par les états-unis- engagement de tous les états membres de la S.D.N. aux obligations de l'article 16 -arbitrage obligatoire pour tous les adhérents du pacte) (L 29.10.32)

Quelles furent les réactions du lendemain à l'étranger ?
D'abord l'étonnement de constater l'absence... certes pour le moment d'aucune polémique allemande. Puis, d'enregistrer l'accueil sympathique de la presse britannique.

Et l'opinion messine ? Sceptique !

"Il est de mon devoir de dire que, si j'étais Français, je considérerais l'attitude présente de l'Allemagne comme un très grand danger pour mon pays !"

LORD CECIL (M 30.10.32)

"l'Allemagne s'en fout !"

... Un rusé petit sentiment de contentement poussa des esprits messins à faire remarquer que FRANKLIN BOUILLON, toujours hostile à notre politique extérieure, était maintenant plus écouté que du temps de BRIAND

"Il faut reconnaître qu'il avait malheureusement raison, quand il dénonçait l'Allemagne éternelle dont la guerre est l'industrie nationale"

On affirma que l'Allemagne n'accepterait rien du tout... vous pensez... un contrôle ! (L 29.10.32)

Le 29 Octobre, NORMAN DAVIS et MARRINER (chargés d'affaires américains à Paris) vinrent interroger HERRIOT sur le plan français. Ce jour là, on fut en mesure d'informer sur les

intentions allemandes : pas d'hostilité catégorique, un terrain pouvant servir de base ! Toutefois, les milieux gouvernementaux allemands remontrèrent que vouloir supprimer la Reichswehr, était bien la preuve que l'on ne pouvait pas soutenir à l'intangibilité des clauses militaires du Traité de Versailles... et d'un... protestèrent contre ceux qui prétendaient le réarmement allemand, et de deux !

(L 30.10.32) 2e page

Et pendant que HERRIOT s'en allait en Espagne, VON PAPEN donna un interview à la "NACION" de B. AIRES. Il défendit que la politique de rapprochement franco-allemande était le pivot de la paix mondiale. Il réfuta les craintes françaises, absolument non fondées, il parla de l'association alsacienne-lorraine en France, de l'américan légion... Il fut optimiste quand il évoqua la possibilité d'un accord franco-allemand... on avait bien résolu les problèmes du Rhin et des réparations... pourquoi pas celui de l'égalité ? (L 1-2.11.32)

Intrépide renversement de la situation ! Contre le cynisme allemand, juste avant Genève, on fit donner du général !

- le général de corps d'armée TROUSSON, en fonction à ROUEN
"l'Allemagne pense à se préparer à la guerre" (...)
"la France, depuis des années, parle de paix" (...)
... un "esprit de paresse et de faiblesse (...) anime la nation française"
"A l'heure actuelle, la France est une nouvelle BABYLONE" (L 3.11.32)

← le général DEBENEY (membre du conseil supérieur de la guerre et ancien chef d'Etat major, général de l'armée, discours devant les A.C. de l'AISNE)

"l'Allemagne cherche à se relever, la France n'a rien fait pour accabler son ennemi de la veille, bien au contraire"

"Rien n'a satisfait l'Allemagne, ce qu'elle veut avant tout c'est reconstruire sa puissance militaire, aussi le soulagement économique, l'évacuation des territoires occupés n'étaient que des étapes d'une "finasserie" comme a écrit leur ministre STRESEMANN"

"C'est cette revendication qui trouble actuellement le monde, parce qu'elle prépare des lendemains de violence"
"... les altérations du Traité de Versailles"
"... l'embrigadement de la jeunesse... en marge du traité"
"... un gouvernement de hobereau (1914), un gouvernement de la force..."

La France ?

"Maintenir intacte la force défensive, malgré tout dénigrement"

"La puissance militaire d'une nation pacifique comme la nôtre, se règle sur la situation extérieure"

"Bien sûr, il faut encourager les initiatives françaises à Genève pour l'organisation nouvelle de l'Europe, pour la recherche d'une solution de paix, mais conservons jalousement notre force !" (M 1-2.11.32)

- le général BREMOND (du cadre de réserve - article publié dans la Revue Militaire)

"Evacuons"

"La France a constamment perdu ses gages" (évacuations)

"la France a réduit son budget militaire, l'Allemagne "pays pauvre" augmente le sien"

"On a supprimé 1 800 sous-officiers de carrière, 4 000 gardes républicains, la division malgache-indochinoise"

Le général NOLLET, faisant état de l'oeuvre de désarmement en Allemagne, avait constaté "le peu de valeur pratique et durable" de l'entreprise. Il avait rappelé :

"la découverte, en 1919, de 600 tubes de canons de 105, tous neufs, murés dans une cave"

"le colonel MELOT a annoncé la commande allemande à la Suède de 400 batteries d'obusiers de 105 (livrables en février 1933)"

"il a affirmé qu'il fallait cinq mois pour instruire le personnel et pensait qu'à partir de 1933 la guerre serait menaçante"

"Un homme de bon sens a cependant proclamé : "Nous n'en serions pas là si nous étions encore à MAYENCE !"

"Evidemment, on commence peut-être à s'en rendre compte car le conseil général de la LOIRE INFÉRIEURE vient de refuser un crédit demandé pour un monument à BRIAND"

"Il est évident que le désarmement de la France, c'est l'hégémonie allemande sur l'Europe"

"Nous n'avons pas d'argent ? Des économies sont possibles"

"L'opinion publique sera-t-elle assez aveugle, assez aveu~~lie~~, pour ne pas comprendre quand il en est encore temps ?"

- le général de CUGNAC débattit de la "crédulité et la naïveté du peuple français, profitant à la propagande allemande, ebr~~lu~~ée sur le "véritable visage de l'Allemagne, vengeresse et guerrière (M 9.11.32)

(voir ANNEXE N° III)

... La conférence de désarmement à Genève avait repris ses travaux le 3 novembre... on craignait !

Vers la fin du Traité ?

"le coup d'éponge"

"la "Gleichberechtigung" allemande signifie l'abolition totale du Traité de Versailles" (L 2.10.32)

L'Allemagne

"... corrige ainsi, d'un coup de maître le chapitre le plus important du Traité de Versailles" (L 15.12.32)

"Pour l'Allemagne, l'égalité d'armement signifie liberté d'armement" (colonel FABRY à la chambre)

(M 23.12.32)

Les travaux avaient repris à Genève. De solides raisons incitèrent à redouter que derrière les discours emphasés, l'on ne cédât encore quelque chose. En ce cas, que resterait-il du Traité de Versailles sinon qu'un souvenir chagrin...

Le 4 novembre, BONCOUR exposa le plan français, nouveau témoignage de notre bonne volonté à l'oeuvre de paix (M 5.11.32) Il est vrai l'attachement que nous portions au désarmement était si beau, si grand... Mais ne devait-on pas, ce semble, sonder l'attitude tortueuse, donc peu sûre, des Allemands ? Même la plus petite réussite de l'entreprise en dépendrait !

Toujours le 4, dans un journal de groupe HUGENBERG, der TAG, VON SEECKT exhorta la nécessité et les vertus d'une armée permanente, immédiatement utilisable, "défensive", "offensive"... etc (M 5.11.32) et cela à trois jours des élections pour le Reichstag ! N'était-ce pas un signe ? Mais plutôt, se rendait-on bien compte en France de l'enjeu et des risques ? Un seul exemple fut la Trame ! A Toulouse, avait lieu le congrès radical-socialiste. Questions économiques, chômage... tout y fut sauf un intérêt particulier et pourtant obligatoire pour le désarmement.

François de JESSAN finit par se demander, si le problème, face à l'Allemagne en crise, était au moins perçu avec le minimum de sérieux ? (M 6.11.32) Un instant, HERRIOT parut sauver la mise

"Je ne consentirai pas à dissocier la sécurité du désarmement. Voilà qui est dit !" (M 7.11.32)

Mais le lendemain, l'on fut en mesure d'informer sur les intentions de notre gouvernement. Pour la première fois, le principe sur l'octroi de la gleichberechtigung à l'Allemagne fut admis ! Bien sûr, avec des compensations en contrepartie, dont on se figurait la suffisance...

... établissement d'un type uniforme de structure militaire
... généralisation des armées de type défensif

Là, se reconnut l'esprit d'HERRIOT, qui défendit encore qu'une telle armée ne pourrait être employée pour mener une attaque brusquée, une guerre préventive. Et il précisa que le projet viserait à l'empêchement d'une force militaire de type "VON SEECKT" jugée trop menaçante pour la paix (M 8.11.32)

Mystification que cela ! Déjà, l'on découvrit les Allemands satisfaits de la présente démarche, et miroitant de prodigieuses perspectives...

"le principe une fois admis, on chicanera, non sur des chiffres... Ils prépareront tranquillement la prochaine invasion d'un pays pratiquement désarmé. Ils auront réuni tout le temps nécessaire pour compléter leurs armements et préparer l'exécution des projets belliqueux de VON PAPEN et de HITLER"

De ce côté, le résultat des élections allemandes n'ayant rien changé à la situation, laissa comme avant la porte ouverte à l'aventure, et sur le moment perpétra les revendications allemandes. Le 8, au banquet de la presse étrangère, VON PAPEN déclara :

"des formules nouvelles doivent remplacer les stipulations imposées par le Traité de Versailles"

Pour la sécurité de l'Allemagne, dangereusement placée au centre de l'Europe, il réclama l'égalité et se dit prêt à examiner tout projet qui tiendrait compte des volontés allemandes
(L 9.11.32)

VON PAPEN avait donné sa conférence le 8, mais un fait essentiel lui manquait encore. Le 9, ROOSEVELT, candidat démocrate à la présidence, écrasa son adversaire républicain. Les allemands grimacèrent, songeant à ce qu'ils devaient à HOOVER (PM 10.11.32) ROOSEVELT avait été un chaud partisan de l'entrée en guerre des Etats-Unis (M 10.11.32) Il ne fut donc pas impossible de s'attendre à une meilleure compréhension entre les Etats-Unis et la France, et nos efforts pour l'organisation en Europe d'un système de sécurité, concordant avec le désarmement (L 10/11.32) Toutefois, si le dialogue apparut désormais plus ouvert, rien ne certifiait une coopération brusquement engageante vis-à-vis de la France, de l'Europe et ses dettes, car :

"la confusion européenne, où le peuple américain a été habitué à voir la cause de sa propre misère et de son chômage, les bruits et les menaces qui lui viennent de l'Europe, l'ont plus éloigné de cette Europe qu'ils ne l'était lors du rejet du Traité de Versailles en mars 1920" (M 11-12.11.32)

Et Genève ? Inévitablement, des événements aussi considérables lui avaient porté ombrage. Mais l'on y discutait toujours. Et ce fut le 14 que le plan français fut publié qui semblât contenter la plupart des Etats, excepté l'Allemagne, fâchée de constater le report de ses revendications dans un avenir incertain ! (L 15 & 16.11.32)

Cela dit, à l'heure où les délégués allemands estimèrent la thèse anglaise réservée, mais plutôt favorable à leurs desseins, ils apprirent que leur gouvernement venait de démissionner (L 18.11.32) VON PAPEN éloigné, il fallait patienter pour lui voir son nouveau successeur ! Or, la crise politique s'avéra longue... Qu'importe, le "chaos politique allemand" ne nous apporterait rien de bon.

"Quelles que soient les combinaisons mises en avant, la France perd à tout coup" (...)

"N'attribuons pas au chaos politique allemand actuel, une importance exagérée, et pénétrons-nous bien de cette vérité qu'à la première occasion, les partis actuels en bisbille se reconstitueront pour nous tomber dessus"

(M 26.11.32)

"Méfiance est mère de sûreté" disait le grand fabuliste ! Mémorable crainte se hasarda la France ! Le 24, notre pays accepta la participation à une conversation collective avec l'Allemagne sur le désarmement. Contre cette décision irréfléchie, on opposa le couperet du réaliste !

"Ma confiance en la paix, je la place dans la force de l'armée française" M. WINSTON CHURCHILL aux Communes

(vignette M 25.11.32)

Le 2 décembre, la crise politique allemande remit le pouvoir à l'homme puissant du moment : VON SCHLEICHER.

On rappela l'attitude

"particulièrement énergique du général VON SCHLEICHER au sujet du désarmement" ... (L 3.12.32)

On affirma que

"l'avènement d'une dictature militaire absolue" commençait (M 4.12.32)

A constater l'ampleur de l'événement, l'on eût été persuadé de sa répercussion sur les esprits des délégués à Genève, quand ils se retrouvèrent le 3. On se fût trompé ! Combien furent différentes les réactions des puissances devant le désarmement et les revendications allemandes... ! A tel point que le DAILY HERALD étala la volonté des plus grands à se "consilier les bonnes grâces de l'Allemagne"...

Que cherchaient l'Angleterre et les Etats-Unis ?

"ramener l'Allemagne à la conférence"

"... le gouvernement américain est prêt à sacrifier le plan HOOVER, à accorder à l'Allemagne l'égalité de statut par étapes portant sur ^{huit} ~~faits~~ ^{années} ~~annexés~~ et proposerait après l'élaboration d'un projet de traité, l'institution d'une commission permanente de désarmement et la réunion pour 1936, d'une conférence qui prendrait pour base les travaux de la commission"

(...)

... Et nous ?

"Obtenir des garanties de sécurité de l'Angleterre et des Etats-Unis" (...)

"... ferait à l'Allemagne des offres en matière d'égalité des droits dont la générosité dépendrait de l'attitude de l'Angleterre et des Etats-Unis" (L 4.12.32)

Quoique suppositions, les réflexions du DAILY HERALD furent prises très au sérieux. Alors l'opinion messine s'acharna contre VON SCHLEICHER décidé à en finir à l'intérieur comme à l'extérieur, et là dans

"son offensive extérieure, c'est-à-dire, anti-française"

(M 8.12.32)

METZ se voulut catégorique et refit parler un général !

"les frontières de l'Est"

"En enfouissant des centaines de millions pour immobiliser canons et mitrailleuses sous le béton, la France a marqué sur son sol la ferme intention de n'en point sortir, comme aussi la volonté de ne plus subir l'horreur des invasions" Général MAURIN

(vignette M 8.12.32)

Ce faisant, débutées le 3 décembre, l'on eut l'impression que quelque chose d'important allait sortir des négociations entre les quatre. L'ECHO de BERLIN estima qu'il y avait désormais moins de pessimisme. En revanche, une note officielle réaffirma le maintien de la position allemande et la "TAEGLICHE RUNDSCHAU" "dont les contacts avec le Général VON SCHLEICHER sont connus" déclara :

"Qu'un échec des négociations de Genève donnerait à l'Allemagne le droit de procéder immédiatement à une transformation de son armée dans le cadre de ses besoins et selon son gré" (L 8.12.32)

La pression allemande parut inutile dès le lendemain, puisque les représentants anglais, italiens, américains se rangèrent à l'avis de la délégation française, formulée par écrit et dont Sir J. SIMON donna lecture à VON NEURATH (L 9.12.32

2e page)

Etait-ce un compromis dont on consulterait les gouvernements respectifs ? (L 11.12.32)

Le 11 décembre, les Cinq réalisèrent "l'accord... sur une formule" ... ce "compromis" fut accepté par Berlin

(L 12.12.32)

- "1- les délégations françaises, anglaises, américaines, italiennes et allemandes déclarent que l'un des buts de la conférence du désarmement est de donner à l'Allemagne et aux autres puissances désarmées l'égalité des droits"
- 2- le gouvernement allemand se déclare prêt à rentrer dans la conférence
- 3- les puissances européennes seront appelées à déclarer solennellement qu'elles sont résolues à ne pas recourir à la force pour régler leurs différents
- 4- les puissances confirment la résolution votée en avril par la commission générale selon laquelle le but de la conférence est de réduire les armements dans le plus bref délai possible"

5- MAC DONALD est chargé de communiquer le présent accord à M. HENDERSON"

"Tant mieux ! tant mieux ! Mais une formule n'est malheureusement qu'une formule et les difficultés recommenceront quand il s'agira de mettre les points sur les i" (L 12.12.32)

Juste après l'octroi de l'accord de principe, dont METZ se persuada de l'irréversibilité, l'on s'affligea d'un spectacle risible par dépit, singulier par gravité !

La France et notamment la chambre, étaient passionnées... mais seulement par le problèmes des dettes à l'Amérique... puis de notre refus (PM 12-13-14 et svt 12.32) ... Tellement que dans l'aventure, HERRIOT y perdit son ministère le 13 !

Dettes, remous, crise politique, la France parut consacrer peu d'intérêt à l'accord génévois.

Quant à l'Angleterre, elle y vit un signe de rapprochement franco-allemand (L 13.12.32)

Les plus heureux... furent ces derniers !

"la reconnaissance de la "Gleiberechtigung" est saluée avec satisfaction par l'opinion allemande"
... "elle permet à l'Allemagne de retourner à la conférence (...) et met fin à son isolement" (13.12.32)

WIRTH évoqua longuement le "succès diplomatique"
... l'article 53 du projet de convention sur le désarmement : "liquidé"

"la partie 5 du traité de Versailles sera remplacée par la convention sans disposition discriminatoire contre l'Allemagne" ...

"... l'égalité qualitative est obtenue" (...) "les clauses spéciales du Traité de Versailles sur la mobilisation, l'Etat-Major... doivent être considérées comme étant supprimées" (L 13.12.32)

METZ, l'on entendit des bruits d'orage !

"BONCOUR ROBESPIERRE -quant à ses cheveux- nous a ramené l'Allemagne à la Conférence du désarmement. A quelle condition aussi ? Celle de l'égalité des droits militaires. Le Reich -c'est Herriot qui nous l'a dit avant hier (13) à la chambre- avait envahi la France et tué ses enfants, a réussi ~~à~~ rentrer à Genève avec l'égalité des droits dans le domaine militaire et corrigé ainsi d'un coup de maître, le chapitre le plus important du Traité de Versailles"

"En tête des peuples marchant pour l'égalité des droits allemands en matière militaire, la France est belle, admirable... Elle en oublie même la formule de M. BRIAND, qui plaçait toujours avant le mot "désarmement", le mot "sécurité" Avec BONCOUR - HERRIOT, nous disons "désarmement-sécurité" RITZ (L 15.12.32)

Mais l'incroyable vint, une fois de plus des Allemands. Nous venions de refuser de payer nos dettes à l'Amérique...

"Nous croyions que les Allemands allaient crier "Bravo la France !" puisque nous les imitions dans leur refus de payer. Pensez-vous ! Ils profitèrent de notre refus à l'Amérique, pour annoncer leur intention de nous demander la totale révision du Diktat" (vignette L 15.12.32)

"Impression en Allemagne"

"Pour la première fois depuis la guerre, une des plus grandes puissances européennes adopte envers l'Amérique une attitude aussi déterminée dans une question de principe (...) et l'on souligne surtout que cette initiative provient du pays qui jusqu'à présent a proclamé le plus solennellement le caractère sacro-saint des traités"

"D'après l'opinion berlinoise, l'argument que la France n'a cessé d'opposer contre les demandes de révision de l'Allemagne est dès maintenant sérieusement ébranlé. Les négociations futures au sein de la conférence du désarmement apparaissent aussi sous une perspective nouvelle. C'est la France, dit-on, qui a créé par sa décision dans la question des dettes, une situation nouvelle et l'on espère qu'elle s'en inspirera à l'avenir dans son attitude"

de envers l'Allemagne"

"Mis à part le "VORWAERTS" qui attaque les Etats-Unis, "parce que M. L. BLUM avait reçu l'ordre de voter contre M. HERRIOT ! "LA REDACTION"

... la presse, surtout la presse pangermanique demande des sanctions contre la violation des traités par la France !" (L 15.12.32)

Après cela, RITZ consacra ses éditoriaux à la France fortifiée mais sans "masse d'attaque" (L 16.12.32)... et à la S.D.N. de BABEL ! C'était symptomatique !

"Chacun et toutes les conversations le prouvent, recherche et défend son intérêt particulier..."

"Au-dessus des méthodes et des formules sincères de la S.D.N., il faut des idées générales, des idées-forces - mais d'une force persuasive, convaincante, conquérante - qui fassent réfléchir, raisonner et agir l'humanité"(...

"les idées générales de la S.D.N. sont bonnes, excellentes, nécessaires, mais elles ne suffisent pas"

RITZ (L 18.12.32)

Comme l'avait soutenu un messin peu de temps avant :

"Il est plus facile de faire sortir le Japon de la S.D.N., que de la Mandchourie !" (vignette M 10.12.32)

Enfin, quand le nouveau ministre, celui de BONCOUR, se présenta devant la chambre le 22, il n'insuffla "aucune passion" aux débats. Ce cabinet au "caractère provisoire" fit craindre un "spendide gâchis..." (L 23.12.32) "Prudence" vis-à-vis de l'Amérique, défense du projet de Genève "après le succès" de l'entrée allemande...

"reconnaissance loyale des droits dans l'égalité des devoirs et dans une organisation possible de sécurité internationale" ...etc (L 23.12.32)

En somme des mots, rien que des mots !

Un seul député mérita que l'on mentionnât l'intervention : le colonel FABRY

Il rappela les

"manquements allemands énoncés par BRIAND lui-même, peu avant sa mort" (...)

et poursuivit :

"si une génération se dresse en Allemagne pour la revanche qui l'arrêtera ? Le désarmement général est une utopie"

"Pour l'Allemagne, l'égalité d'armement signifie liberté d'armement"

"l'Allemagne réarme depuis douze ans selon un plan bien établi. La vérité n'existe pas à Genève : l'Allemagne apparaît à Genève, comme ayant observé la partie V du Traité de Versailles, alors que tout le monde sait qu'elle ne l'a pas observée (...)

"l'armée française est sur la pente descendante... devant une sécurité précaire, il faut préserver notre défense"

(M 23.12.32)

Dans "HEIMATDIENST" VON NEURATH parla du succès décisif de la politique allemande après l'octroi de l'égalité en matière militaire. Succès pour la politique allemande du désarmement, mais pas encore victoire, la déclaration prévoyant des modalités d'application à discuter (L 23.12.32) Il est vrai, depuis le 14 décembre, la commission ainsi que le bureau préparatoires à la conférence générale du désarmement avaient continué leurs travaux... Quand pas même à deux mois de là HITLER prit le pouvoir, les délégués durent se dire que leur labeur ne finirait pas de sitôt !

L'Allemagne vengeresse à l'heure de la puissance, voyant devant elle le bout de la crise, venait de recouvrer l'égalité des droits militaires ! De tous les points, desquels une dure rivalité nous avait opposé, le Reich avait toujours réussi à l'emporter sur nous, contre nous. Or, à cette terrible vérité, il manquait encore d'autres affaires et non des moindres qui avaient, elles aussi constamment déprécié le Traité de Versailles, et appuyé notre faiblesse... Elles dépendaient tout à la fois du contexte mondial ou européen, de la crise économique, des menées diplomatiques, de la volonté de fédérer

ou de désarmer l'Europe... Mais toutes avaient une même inspiration allemande !... réduire ou isoler l'action extérieure française, affaiblir notre potentiel militaire... nous qui désarmions !...

La collusion germano-soviétique n'était pas nouvelle : elle perdura. Et puis, à mesure que le Reich s'était senti plus solide, il avait voulu démolir le rêve français de la fédération européenne. Mittel-Europa ou Fédération européenne avait-on lu. L'Anschluss avait trop fait parlé de lui, car juste à côté, le Reich tentait de séduire l'Italie... et de là l'Europe Centrale. Il va sans dire que ce "bloc" germano-italo-russe répugnait un écueil : la Pologne, notre alliée ! Avec un intérêt peut-être moindre, oh seulement par longueur, mais continu, virulent et perspicace, l'opinion messine suivit ainsi ponctuellement les autres desseins de l'Allemagne, rapprochements, voire alliances au goût militaire, ou intimidation.

e - D'autres tractations pour fléchir nos forces!

"Il nous faut la neutralité italienne, comme il faut éviter l'alliance germano-russe" (J. REVIRE L 29.10.30)

"La politique extérieure de MUSSOLINI est difficile à définir"

Il chercherait la constitution du

"bloc italo-russo-germanique, auquel s'unirait le groupe turco-greco-bulgaro-magyar (...)

Une fois de plus, la politique de M. BRIAND à l'égard de l'Allemagne a littéralement fait faillite (...)

Qui croit encore en la fédération européenne ?"

(M 30.11.30)

"C'est pour intimider la France et la Pologne que Berlin poursuit sa collaboration avec MOSCOU" A. CHAUMEIX

(M 18.10.30)

"... le bloc des Etats mécontents... en face... ~~BRIAND~~ et les Etats-Unis d'Europe" (L 6.1.31)

"Mittel Europa ou Europe ?" H. BERENGER dans ACTUALITES

(M 22.4.31)

"le pacte de la S.D.N. et le pacte de LOCARNO interdisent les alliances particulières. Ces pactes n'ont pas entravé la formation de "l'alliance russo-germano-austro-italo-bulgaro-turquo-greco-hongroise" (L 7.1.31)

Un peu avant les élections de septembre, GROSDIDIER DE MATONS avait brossé le rapide tour d'horizon de la France : agitation allemande, chômage en Angleterre, isolement américain... et puis, l'Europe Centrale. Il avait évoqué la HONGRIE, l'AUTRICHE et l'ANSCHLUSS. Il avait insisté sur les Etats slaves du Nord, des Balkans, il les avait observé s'accrochant "désespérément à la France comme dans l'orage grondant, les enfants s'accrochent à leur mère"

"Jamais notre nation n'a joui d'un tel prestige"

"A moins de répondre et de diriger nos sympathies"

(L 22.8.30)

Mais après l'avertissement de septembre, il sauta aux yeux que nos intérêts en Europe Centrale risqueraient tôt ou tard l'affrontement avec l'expansion allemande. Pour leur conserver une valeur de crédit, on ne vit qu'un moyen : le soutien d'une politique extérieure française réaliste, fermement décidée à stopper ou au moins contenir l'influence allemande. Mais que se passait-il déjà ? Méthodiquement, le REICH poursuivait une sorte de resserrement avec les "Etats mécontents" (L 6.1.31), cristallisait un bloc russo-germano-austro-italo-bulgaro-turquo-gréco-hongrois ! (L 7.1.31)

Par conséquent, le pensée européenne et fédérative de BRIAND avait fait long feu. Du reste, le projet allemand de l'Anschluss n'en avait-il pas été la preuve éclatante ? Bien sûr, le coup de Vienne, parce qu'il avait été trop dur, trop déloyal, trop visible, avait été condamné. Mais cette saine réaction : n'avertissait-elle pas du changement de politique en Europe centrale ? La modification du rapport de force entre nous et le Reich à la recherche de nouveaux alliés ? La paradoxe voulut que l'on semblât assister presque passif au glissement de l'Italie vers l'Allemagne... à la consolidation de l'alliance germano-russe... aux menaces proférées à l'égard de la Pologne... aux pressions sur l'Europe Centrale...

En même temps que nous désarmions, n'était-ce pas là renoncer à des atouts maîtres de notre organisation militaire, dont l'une des impérieuses missions était d'enserrer, de maîtriser l'adversaire ? Sur le principe de notre système stratégique, l'opinion messine s'inquiéta d'abord de la défection italienne...

Les tentations italiennes

"Or, l'erreur capitale de la politique française n'a pas été de chercher le rapprochement franco-allemand, mais a consisté à pousser l'Italie vers l'alliance allemande"

(REVIRE L 20.11.30 et 7.1.31)

"Une alliance latine nous donnerait au contraire la force suffisante pour tenir en respect l'Allemagne"

REVIRE (L 7.1.31)

Bien sûr, dès avant septembre 1930, l'opinion messine ne s'était jamais figuré l'entente franco-italienne comme facile. Encore en août, on relevait la tension franco-italienne et la perspective d'un rapprochement du DUCE avec l'Allemagne
(L 21.8.30)

Cela dit, après septembre, il fut urgent d'agir. Et la sonnerie vint non seulement des élections allemandes, mais aussi d'un discours de MUSSOLINI le 28 octobre, sur l'idée d'une sorte d'internationalisme fasciste. La répercussion fit sensation en Allemagne, notamment dans la presse de droite, qui découvrit une autre justification pour le changement dans l'action extérieure allemande (L 29.10.30)

Certes, l'Allemagne "à deux doigts de la guerre civile" ne pouvait se "lancer dans une guerre étrangère", le moment nous était donc favorable :

"L'alliance avec l'Italie doit se faire. Si l'Italie veut garder TRIESTE, elle doit empêcher à la formation d'une grande Allemagne, l'Autriche regardant au débouché adriatique"

Et REVIRE exposa sur la vulnérabilité de la frontière Est, aux confins de la POLOGNE et de la TCHECOSLOVAQUIE. De surcroît, le glissement italien vers l'Allemagne eût nécessité une surveillance maritime lourde, imposant obligatoirement une

"France forte sur mer"

"Il nous faut la neutralité italienne, comme il faut éviter l'alliance germano-russe" (REVIRE L 29.10.30)

L'instant nous était unique ...

"le Bluff italien et le réalisme allemand"

... instant unique pour nous d'oeuvrer, car sur le champ, une alliance italo-allemande eût été improbable. Sans doute, était-il ambigu de comprendre exactement le ligne extérieure de MUSSOLINI au travers de ses propos embrouillés. Mais la France devait absolument se persuader d'un "danger allemand"

et non d'une "offensive italienne contre nous"

Au fond, il fallait convenir qu'une alliance proposée à l'Italie, bien que désapprouvant le Traité de Versailles, eût en ces jours été refusée par l'Allemagne. Comment donc admettre l'approbation italienne, les prétentions allemandes convoitant l'Anschluss de la Baltique jusqu'à l'Adriatique, Trieste compris ? (FERRETE M 3.11.30)

A nous de jouer les trublions ! Mais vite, sinon l'effet désiré se fût enfui. On vit d'ailleurs une délégation des casques d'acier, conduite par WALTER, se rendre en Italie à la mi-novembre. Célébrant l'amitié échangée, le "POPOLO di ROMA" en souligna les points communs.

- l'expansion des deux peuples "question de vie"
- la crise allemande, les obligations du plan YOUNG, le couloir polonais... conduisant à la révision des traités.

Achevant sa visite, la délégation allemande exprima sa reconnaissance à MUSSOLINI pour avoir remis en question le Traité de Versailles (L 17.11.30)

Etait-il trop tard ? Les négociations au sujet du désarmement, en premières desquelles les limitations navales parurent le laisser croire (accord de Washington, conférence de Londres) L'Amérique avait réclamé la parité navale avec l'Angleterre, l'Italie avec la France... tandis que l'Allemagne annonçait ses projets relatifs aux nouveaux cuirassés. Et tous nous accusaient de troubler la paix !

"La paix du monde, on le voit, n'est troublée que par nous"

On comprend immédiatement quelle duperie serait que d'accorder à l'ITALIE la parité qu'elle réclame"

"Il faut donc : ou bien que notre diplomatie réussisse à dissocier l'alliance italo-germanique, ou bien que nous nous résignions aux sacrifices nécessaires pour réaliser l'antique formule anglaise du two powers standard (...)"

"Or l'erreur capitale de la politique française n'a pas été de chercher le rapprochement franco-allemand, mais consiste à pousser l'Italie vers l'alliance allemande"

REVIRE (L 20.11.30)

Ce fut encore aux accords de Washington que REVIRE jetta l'anathème quelques jours plus tard. MAGINOT était en Espagne, les Allemands dénoncèrent la possibilité d'un accord pyrénéen, prélude à une alliance militaire. L'esprit en feu, REVIRE attaqua l'"hypocrisie" du Reich. En été 29, n'avait-il pas promené une escadre sous les cieux d'azur ?

Belle leçon d'un Etat qui avait eu l'outrecuidance de contracter l'alliance avec les "ennemis de la civilisation que sont les Soviets"

"Tout ce qui touche aux relations entre la France et les pays méditerranéens, entre la France et ses colonies inquiètent l'Allemagne"

A cause de cela, REVIRE critiqua les accords de Washington assez néfastes pour désarmer nos "frontières maritimes" Une flotte puissante, l'Espagne et ses Baléares comme appuis stratégiques pour la protection du passage de la mer vers l'Afrique du Nord : voilà ce qu'il nous fallait... Evidemment, à ce plan, il ne manquait qu'une chose : les avantages de la péninsule italienne et de sa marine de guerre. Conjurer la menace pour supprimer les risques : là eût été notre gain (L 27.11.30)

Belle idée, en vérité, mais tout à fait contredite par l'activité diplomatique de l'Italie en ces temps.

"13 nov 30 : réception des casques d'acier"

"14 : escadre italienne en manoeuvre, présence d'une mission navale soviétique"

24 : Dino GRANDI, ministre des A.E., rencontre Milan LITVINOV, commissaire du peuple aux A.E. d'URSS

27 : ROUCHDY BEY, ministre Turc des A.E. arrive à Rome

11 déc : un ministre autrichien à ROME

18 : le "TELEGRAPHO" de LIVOURNE déclare que la CORSE est italienne"

Edouard SOULIER député de PARIS (L 7.2.31)

Situation grave pour nous... mais peut-être pas désespérée !
Si le rapprochement italien nous échappait, pourquoi renoncer à réveiller le réalisme des intérêts communs ?

La crise économique se développait... le duce restait impuis-
sant... ! (M 25.12.30 4e page)

L'Italie récriminait contre les traités, elle avait pourtant
bien obtenu le TYROL autrichien devenu HAUT ADIGE. Si l'Italie
voulait attirer l'Allemagne vers elle, il eût fallu qu'elle
n'oubliât point que l'allié allemand n'eût recouvré ses posses-
sions perdues que dans une guerre contre la France (L 16.12.30)

Nous défendions le désarmement : "sophisme" que de croire à
l'organisation d'un désarmement équitable. Quant aux alliances
le pacte de la S.D.N., et le pacte KELLOG avaient théorique-
ment interdit les alliances particulières. Ces pactes n'avaient
pas entravé la formation de

"l'alliance russo-germano-austro-italo-bulgaro-turquo-
gréco-hongroise"

"Si l'Italie était étroitement alliée à la France (nous
avons déjà abordé ce sujet), nous rappelons le peu de
distance qui sépare MUNICH du BRENNER) et, par consé-
quent avec la POLOGNE, la TCHECOSLOVAQUIE et la ROUMANIE
nous pourrions dormir sur nos deux oreilles"

"Que nos lecteurs nous pardonnent nos répétitions ! Le
périple allemand a été honteusement passé sous silence
par la plus grande partie de la presse française. C'est
à lui qu'il faut sans cesse revenir. C'est lui qu'il
faut sans cesse dénoncer (...)

"Répétons-le sans nous lasser : l'erreur n'a pas été de
rechercher le rapprochement franco-allemand : l'erreur
a été de pousser l'Italie dans les bras de l'Allemagne.
Il n'y a pas de danger italien sans alliance allemande,
il n'y a pas de danger allemand sans alliance germano-
italienne"

"Une alliance latine nous donnerait au contraire la for-
ce suffisante pour tenir en respect l'Allemagne. Celle-
ci ayant perdu tout espoir de détruire le Traité de
Versailles, courrait alors accepter avec joie et recon-
naissance la main que nous lui aurions tendue. On a mis
la charrue avant les boeufs !" REVIRE (L 7.1.31)

... Oui, l'Italie faisait maintenant partie du bloc des "états mécontents" dressé contre les "Etats-Unis d'Europe" de BRIAND (RITZ 6.1.31) Cependant, le fascisme n'était pas un danger pour la paix... que son pays subissait la crise et les dettes... et il avait lâché :

"Je sais que la nation française n'est pas agressive"
(L 3.1.31)

N'était-ce pas là un signe ?

En février, quand on apprit que la conférence navale de LONDRES avait été suivie de conversations maritimes franco-italiennes, on s'indigna d'abord : l'Italie demandait la parité et sa flotte rattrapait du retard sur nous...

(L 25.2.31)

Mais après la signature de l'accord maritime franco-italien-anglais (L 2.3.31), de l'accord douanier franco-italien du 4 mars... la joie regaillardit les coeurs messins... L'affinité des trois protagonistes neutralisait l'espoir allemand du

"consortium des puissances centrales" (M 10.3.31)

"Victoire de l'équité et du bon sens pour tous"
déclara GRANDI, qui rendit hommage à la France (L 15.3.31)

"le DUCE se félicite de l'arrangement intervenu"

"Vives espérances (...) "hommage à la France"

"... l'accord de Rome, n'entraîne ni vainqueurs, ni vaincus, n'ayant laissé aucune trace de sang derrière lui. Il ouvre des perspectives riche d'espoirs pour l'avenir"

"Atmosphère de confiance renouvelée"

... ainsi analysa l'EXCELSIOR (L 22.3.31)

Oh certes, sur l'accord naval lui-même, il était difficile de porter un jugement. Il y avait là trop d'aléatoire et de mystérieux ! Mais REVIRE insista :

"Ce serait un succès si l'accord devait être suivi d'un rapprochement franco-italien en face du bloc germano-russe"

(...)

Limiter notre flotte... il n'y avait pas de quoi déchaîner l'enthousiasme...

"Il faudrait être sûr de l'alliance anglaise, ou de la neutralité italienne... mais le "si" subsiste..."

REVIRE (L 18.3.31)

"G. SAINT YVES" vit dans tout cela beaucoup de "provisoire" toutefois lui aussi reconnut l'avantage indéniable", c'est-à-dire

"de rapprocher la France de l'Italie, ce qui est conforme à la logique et à leur intérêt" (L 23.3.31)

... Cet article avait paru le 23 mars... précisément au surlendemain du retour de CURTIUS à BERLIN via VIENNE...

(L 22.3.31)

Le projet sur l'ANNSCHLUSS fut connu le 24...

Renversement subi des alliances !

"Nuages et déboires"

"l'accord naval en panne"

Il devait permettre "espérait-on" une inversion de la "collaboration interalliée en face des troubles qui menaçaient l'Europe"

La France avait offert des "concessions aux Anglais comme aux Italiens"

Vains espoirs !

"Un ministre aux Communes déclare que la Grande-Bretagne ne s'est nullement engagée du point de vue politique" (...)

"GRANDI ironise sur la flotte italienne moderne, comparée aux vieux navires français" (REVIRE L 9.4.31)

"MITTEL EUROPA ou EUROPE ?"

Le beau rêve venait de s'évanouir, laissant à la froide réalité qu'une mauvaise mesure. Le 29 juin 1931, le gouvernement italien invita MM BRUNING et CURTIUS à ROME (L30.6.31)

Ils arrivent^{verent} donc là-bas le 6 août 1931. BRUNING évoqua la situation actuelle de l'Allemagne, celle du monde puis remercia l'Italie de sa participation amicale dans toutes les conférences internationales (PM 7-8-9.8.31) EN rendant visite à MUSSOLINI le 7, la foule leur prodigua un accueil sympathique. Au DUCE, BRUNING témoigna le but bienveillant de sa visite après les CHEQUERS, et il souhaita la résolution rapide des problèmes entre les deux pays (M 8.8.31) MUSSOLINI acquiesça et parla de collaboration (L 9.8.31) Avant de prendre congé, les représentants allemands convièrent le chef fasciste à venir à Berlin (M 9.8.31)

Dorénavant et contre nous, l'Italie s'acquitta de ses engagements allemands avec loyalisme zélé.

A la S.D.N. pour le désarmement, le 8 septembre, GRANDI commença d'abord par appuyer la thèse américaine, puis nous avertit sans ménagement de ce que l'Italie se rangerait dans le camp de nos adversaire en 1932 (L 9.9.31)

Le 12, il défendit si bien les propositions allemandes, que CURTIUS fit son éloge ! (M 13.9.31) Et quand LAVAL et BRIAND s'en furent à Berlin, les délégations françaises et italiennes s'accrochèrent violemment à Genève au sujet du remplacement des vieux navires de guerre par des nouveaux (L 29.9.31)
Rien n'allait plus !

Cela éclata encore aux yeux un peu plus tard.

Le 25 octobre, alors que LAVAL quittait l'Amérique, GRANDI arrivait à Berlin. La presse allemande regretta la non-venue de MUSSOLINI, mais réserva au ministre italien un accueil enthousiaste. On monta en épingle l'identité de vue entre les deux pays... l'hostilité au traité de Versailles, le désarmement, les questions économiques... etc. L'éloge qu'on fit à GRANDI, notamment la presse de droite, fut si grand qu'il frisa une flagornerie presque ridicule (PM 26.10.31) Evidemment, dans tout ce tintamarre, il eût été étonnant de ne point entendre une voix plus braillarde que les autres... La LOKAL ANZEIGER établit la nécessité

"d'un front contre la France" (M 26.10.31)

D'Italie, MUSSOLINI afin d'affirmer une présence sinon physique, à tout le moins spirituelle, vilipenda le Traité, et serina pour sa révision

"Comment pourrions-nous parler de la reconstruction de l'Europe, si nombre des clauses des divers traités de paix, qui ont poussé le monde au bord du désastre matériel et du désespoir moral, ne sont pas modifiées ?"(...)

"Pouvons-nous dire que l'égalité des droits existe entre les nations, lorsque d'un côté il y a certaines nations armées jusqu'aux dents, tandis que de l'autre côté, il y en a qui sont condamnées à être désarmées" (L 27.10.31)

Quels furent les résultats de l'entrevue GRANDI-BRUNING du 26 octobre ?

•Collaboration des peuples dans la situation actuelle...

"les conversations ont parlé des grands problèmes économiques et politiques internationales..."

"esprit d'amitié, de confiance complète" ...(L 27.10.31)

Bon, finalement beaucoup de phrasologie pour rien !

En opposition au plan de "grand style" proposé par GRANDI tel que MUSSOLINI l'avait présumé, la réserve de BRUNING surprit énormément. D'ailleurs, il dut essuyer le lendemain les plus vives critiques des milieux de droite pour n'avoir pas su

"exploiter la faveur de l'heure" (M 28.10.31)

L'attitude apparemment incompréhensible du Chancelier, cachait-elle en réalité autre chose ? Oui, Après le voyage américain de LAVAL, le gouvernement allemand craignit que l'Amérique fit confiance à la France

"pour régler les affaires de l'Europe"

Aussi, n'avait-on pas voulu laisser croire à des conversations italo-germaniques dirigées contre la France (L 18.10.31)

En somme, afin de préserver la mise, on affectait la chattemite, alors que pour le fond des choses, la compréhension mutuelle s'échangeait. Du reste, on le sentit très bien au moment où ROSENBERG à la mi-décembre, alla en Angleterre. A cette occasion, l'on révéla qu'en Angleterre autant qu'en Italie, beaucoup commençaient à ne plus considérer comme une catastrophe l'arrivée des hitlériens dans le gouvernement du Reich

(M 18.12.31)

Il ne fallut donc plus s'étonner de ce que l'Italie continuât fidèlement à soutenir l'action de la diplomatie allemande... par exemple :

... en avril 32 l"

"intransigeance de l'Allemagne et de l'Italie firent échouer la conférence des quatre à LONDRES" sur l'Europe Centrale et Orientale (L 8.4.32)... Ou bien continûment de septembre à décembre pour aider au succès du projet allemand sur le désarmement (L 15 & 21.9.32 - 4.12.32)

Mais, sur l'affaire, le plus dangereux menaça au début novembre 32. HITLER ne semblait plus éloigné du pouvoir, les revendications forcenées du Reich sur l'égalité des droits militaires rencontraient de plus en plus de bienveillance. Et ce fut à cet instant précis, qu'éclata une "grave nouvelle"

"le général VON SCHLEICHER serait allé en Italie discuter d'une alliance militaire"

mais sans qu'aucun accord eût été signé. En tout cas, le JOURNAL DES DEBATS, de qui fut reprise l'information, avait fait référence aux déclarations du général et ministre de la guerre italien CAZZERA (L 4.11.32)

Le 31 janvier 1933, quand HITLER accepta de former son cabinet, ROME répondit à l'annonce par un enthousiasme sans borne (L 31.1.33)

La tentation italienne avait conduit à la redoutable entreprise allemande. Le Reich trouvait un nouvel allié potentiel : était-ce là le début de la formation du bloc germano-italio-russe, qu'à METZ on avait pressenti dès octobre 1930 ?

(M° 30.11.30)

... Cela dépendait aussi du 3e partenaire : l'U.R.S.S. Mais l'on découvrit d'autres motivations d'intérêt...

"La collusion germano-russe" (M 22.3.31)

-"entente économique" (...)

"les allemands s'apprêtent à faciliter l'exécution du plan quinquenal et l'aggravation du dumping soviétique"

(M 22.3.31)

-"entente militaire" (...)

... s'entendre avec la Russie afin de résoudre par tous les moyens cette fameuse question de la révision des traités, surtout en ce qui concerne la Pologne (...)
Allemands et Russes ont des intérêts à régler la question polonaise... se la partager" (M 22.3.31)

-"Dangereuse expérience"

"C'est pour intimider la France et la Pologne que Berlin poursuit sa collaboration avec MOSCOU. Les dirigeants du Reich espèrent ainsi lasser les volontés, fournir les arguments aux internationalistes et préparer une révision des traités. Ce serait le commencement des bouleversements en Europe, et le début d'aventures où les pays complaisants feraient la dure expérience de ce coûteraient leurs défaillances" André CHAUMEIX (L & M 8.10.30)

-"si l'U.R.S.S. avait décidé de me placer à la tête de son armée, j'aurais accepté cette offre sans hésiter un seul instant" VON SEECKT, ancien chef de la Reichswehr au correspondant du MORNING (M 23.7.30)

Ce qui faisait une grande différence entre le rapprochement italo-allemand et la collusion germano-russe, c'était que cette dernière remontât sans trop d'embrages à 1922. Bien sûr, y avait-il là quelques bizarreries à considérer des relations communes, malgré

"les divergences fondamentales des deux systèmes d'Etats" ... Contre nature peut-être, mais solides par la force des circonstances ! Et ce fut ainsi qu'il fallût encore comprendre les nouvelles conversations de mai et juin 1930 (M 15.6.30) et relever constamment

"le silence méthodiquement et efficacement organisé dans

les relations allemandes avec les Soviets"

(L 1-2.1.31)

On sut tout de même en juillet 31, qu'au moment où BRUNING et CURTIUS parlaient pour PARIS, le gouvernement du Reich avait renouvelé pour la deuxième fois le traité d'alliance germano-sociétiqu

"l'Allemagne fidèle à ses engagements lorsqu'il s'agit du communisme et du gouvernement de MOSCOU"
(M 18.7.31)

De fait, l'opinion messine qui répugnait au plus haut degré le communisme en général, l'U.R.S.S. en particulier, dénonça la politique issue de RAPALLO, de trois façons : par le biais de l'entente économique, puis militaire, le tout montrant à l'évidence la menace pesant sur la France, à cause de l'alliance armée et de l'intimidation exercée sur la Pologne, notre alliée.

Le relancement de l'entente économique, héritage du traité de RAPALLO (1922) connut son déploiement d'activités quand il fallut renouveler le traité de BERLIN (du 24 avril 1926) qui l'avait prolongé, mais qui expirerait le 29 juin 1931. Dès mars, les pourparlers s'activèrent. Toutefois, l'on remarqua une certaine prudence des journaux allemands, prudence qui fit discorde avec l'emballement de la presse russe. Ainsi, le "Journal officiel de l'union soviétique" du 13 mars. Ce dernier avait fait miroiter aux industriels allemands les vastes possibilités d'exportation en Russie, notamment dans la branche des machines-outils :

25 % des exportations de locotracteurs vendus en Russie
75 % des turbines
45 % des turbogénérateurs
25 % des pompes
30 % des moteurs électriques

Dans le VOELKISCHER BEOBARTER" du 17 mars, Alfred ROSENBERG porta encore au tableau la construction de routes stratégiques d'une usine chimique pour préparer la guerre des gaz... Enfin, considérant toute l'oeuvre entreprise, il la vit pousser

"l'Asie vers le coeur de l'Europe" (M 25.3.31)

Restait maintenant à expliquer la réserve des allemands...
question de confiance !

"les Allemands s'apprêtent à faciliter l'exécution du
plan quinquenal et l'aggravation du dumping soviétique"

Bah !... Reconstruire énergiquement l'économie en Russie,
supposait des gages de bonne foi pour les industriels alle-
mands, garantissant toute extension des crédits et l'assurance
de leurs paiements ! Collaborer au plan quinquenal, en livrant
pour environ un milliard de marks, fixer les modalités de
remboursements semblèrent alors des exigences de base aux
discussions. Toutefois, certains industriels avaient sans
doute dû se faire tirer l'oreille... puisque la FRANFURTER
ZEITUNG chercha à motiver un peu plus en narrant... un voyage
d'industriels allemands, menacés par l'extension du communisme
dans leurs usines, mais revenus enthousiastes de Russie, après
avoir traité d'excellentes affaires... ! (M 22.3.31)

Cependant, hormis ces quelques réticences, l'on découvrit
après mars 31, de fréquents échanges économiques entre l'Alle-
magne et l'URSS (les industriels allemands bénéficiant de pri-
mes à l'exportation, d'avances sur les sommes dues par les
Soviets, du paiement direct par le gouvernement des livraisons
à la Russie (M 19.7.31)

- participation allemande à l'élaboration du plan quinquenal
(M27.5.31)
- construction de hauts-fourneaux géants dans l'Oural, dont
le plus gros du monde (1 200 t par jour) (M 19.7.31)
- 500 millions de marks de commandes soviétiques depuis le
1er janvier jusqu'à juin 31, contre 250 pour 1930
(L 22.7.31)

(Cela fit par ailleurs grincer les dents à MEIZ... En effet,
le gouvernement allemand déjà fort endetté, aggravait son
déficit en participant à l'exécution du plan quinquenal. Et
puisque'il lui fallait de l'argent, il s'adressait aux banques
londonniennes ou américaines, c'est-à-dire indirectement aux
banques françaises qui finançaient beaucoup de banquiers de la
Cité ! Crédits à courts termes, maintenant crédits à longs
termes, les allemands réclamaient sans hésiter le moins du

monde. Ce qui, en définitive, revenait à nous demander :

"d'aider les industriels allemands à appuyer le dumping soviétique, à base de travail forcé, dont le but est de ruiner toute l'Europe" (M 31.7.31)

- quatre milliards de commandes en perspectives ? (L 25.9.31)

(les Allemands, bien qu'en crise, acceptant les offres, frappant à la porte de l'étranger pour obtenir des prêts...

"au détriment des entreprises françaises" (L 25.9.31)

Mêmes remarques en octobre (L 23.10.31)

- 1,2 milliards de marks de transactions allemandes avec les Soviets à la mi-octobre 31 (L 21.10.31)

- nouvelles commandes russes à l'industrie métallurgique allemande en mars 32 (L 9.3.32) (ainsi la LINKE HOFFMAN BUSCH de Breslau, pour un montant de 120 millions de francs de commandes russes et turques M 30.3.32)

- commandes soviétiques en régression (septembre 32)
(L 4.9.32)

- octobre 32 : "en 21 mois, l'U.R.S.S. a expédié 152 tonnes d'or en Allemagne" (correspondant du DAILY MAIL)
(L 6.10.32)

En soi, l'entente économique était déjà source de gravités et de préoccupations. A fortiori, comment ne pas exprimer toute l'anxiété qu'elle causait, en sous-tendant à peine souterzainement rien moins qu'une alliance militaire. Ce fut justement cet aspect secret de la collusion qui détermina l'opinion messine à révéler pour dénoncer l'existence redoutable de tels liens guerriers. Un examen précis des informations quotidiennes fut le support de la démonstration.

Reportons-nous d'abord en août 1930, au moment où le général HEYE s'en allait à la retraite. A ce propos, la GERMANIA lui avait consacré un article dans lequel on avait découvert ses paroles hautement suggestives !

"Il est naturel que l'armée rouge attire l'attention du bureau compétent du Ministère de la Reichswehr" (...)

"On ne peut également soulever l'objection dans ce but si des officiers supérieurs de la Reichswehr voyagent en Russie" (...)

"Il en est autrement par contre si des déclarations sont rendues publiques émanant soit du général HAMMERSTEIN, soit des officiers subalternes envoyés en Russie qui ne se contentent pas de reconnaître les qualités militaires de l'armée rouge, mais expriment ouvertement leurs sympathies à l'égard des soviets comme facteur de la paix mondiale" (...)

Partant de là, RITZ avait soulevé une interrogation fondamentale :

"Peut-on se demander si la politique attribuée au général VON HAMMERSTEIN n'a pas aussi trouvé un écho dans certains milieux dirigeants de la politique extérieure officielle de l'Allemagne ?

Le bruit court en tout cas que la nomination prévue du général VON HAMMERSTEIN comme successeur du général HAYE n'aurait pas lieu sans une chaude recommandation de la part de l'Office des A.E." (RITZ 28.8.30)

En ces mêmes temps, un autre journal, le BERLINER TAGEBLATT avait lui-aussi publié une intéressante divulgation

"Autour du suicide d'une voyageuse en avion"

"On découvre de nouvelles preuves des relations de la Reichswehr avec l'armée rouge"

"Une femme s'est suicidée, en sautant de l'avion FRANCFORT ERFURT BERLIN. Elle a laissé une lettre, en expliquant son acte, ayant appris la mort de son mari, pilote dont l'avion s'est écrasé en Russie" ... ancien "Officier observateur pendant la guerre, en 1929, encore lieutenant au 9e régiment de la Reichswehr, en garnison à FURSTENWALDE"... entré "dans un centre d'aviation russe"

"Le nom du capitaine AMLINGER, écrit l'organe démocrate, ne figure pas dans l'annuaire militaire de 1930, mais cela ne peut étonner un seul instant celui qui est au courant des usages militaires. Ceci est au contraire une

preuve que le capitaine AMLINGER a assumé une discrète obligation de service. Le cas AMLINGER n'est pas, ajoute le journal, le seul de son genre"

"Revenant sur la polémique au sujet de la Reichswehr et de la Russie, le BERLINER TAGEBLATT déclare que ce n'est certainement pas à l'insu de la direction politique de la Reichswehr qu'un officier en activité a été envoyé en Russie, afin d'y poursuivre un entraînement d'aviation"
(L 29.8.30)

A la suite de cet article dérangeant,

"la presse allemande commente que la "Reichswehr combat énergiquement les tendances communistes et il est faux de prétendre qu'elle poursuit une politique spéciale à l'égard de la Russie. En ce qui concerne la République des Soviets, la politique est la même qu'à l'égard de chaque pays avec lequel l'Allemagne entretient de bonnes relations"

Ah ça ! cela valait bien une belle ironie messine !

"... France, Belgique ou Pologne ne font pas partie de cette catégorie, on les a "évitées" aux manœuvres d'automne de la Reichswehr !"

Et sur le développement précité, avait suivi une autre trouvaille :

"la Reichswehr, ne poursuit pas de politique mais elle agit d'après les directives qu'elle reçoit du gouvernement"

"Eh bien ! Si la politique de la Reichswehr, notamment à l'égard de la Russie et de l'Italie, est d'initiative gouvernementale, c'est plus grave encore qu'on ne le croyait"

Enfin, l'article s'était terminé par une autre référence journalistique, empruntée au DAILY HERALD qui avait étudié "l'Etat dans l'Etat"...

... "que devient la Reichswehr grâce à l'appui du maréchal HINDENBURG. Le journal anglais en prit prétexte pour faire l'éloge exclusif des socialistes allemands dénonçant au Reichstag, à chaque occasion, la collusion germano-soviétique. Cette attitude anti-marxiste ne manque pas d'ailleurs de saveur. Malheureusement du fait de cette apologie, les déclarations du journal socialiste anglais perdent de leur valeur objective"

"L'éditorial en question devient d'ailleurs complètement subversif quand il déclare que le meilleur moyen d'empêcher ces manoeuvres clandestines est de laisser l'Allemagne, qui est actuellement dominée par son armée, maîtresse de celle-ci. En un mot, le DAILY HERALD fait exactement le jeu des revendications allemandes à l'égard de la Reichswehr"

"Si cela continue, nous serons bientôt seul en Europe, avec nos amis polonais et belges à prétendre maintenir les clauses du Traité de Versailles" (L 31.8.30)

Il est vrai qu'en décembre 30, le COURRIER DE VARSOVIE, forcément très inquiet, avait divulgué sur "la science militaire allemande au service de l'Allemagne", plus exactement sur le travail d'officiers allemands en U.R.S.S. Son correspondant avait dénoncé le cas de l'école spéciale d'aviation de LEPETZ, dont tous les professeurs étaient allemands, ou de l'école du génie militaire de PSKOV, dirigée par l'Allemand GALMCE. D'une façon plus générale, il avait montré la collaboration germano-russe pour l'instruction de nombreux corps de troupes, et avait conclu en citant l'exemple saisissant de la plus grande fabrique de gaz russe dirigée elle aussi par un Allemand (M 8.12.30)

A ces révélations spécifiques, l'on n'en découvrit encore d'autres, d'un type différent, mais tout aussi capitales : la fourniture "d'armes et de munitions aux Soviets"

"PARIS, 7 mars - On écrit de TALLINN (Esthonie) que l'on a constaté la présence de cargaisons d'armes et de munitions de guerre à bord de cinq cargos allemands dont la destination était LENINGRAD, et qui, en raison de

l'abondance des glaces, s'étaient trouvés contraints de faire escale à TALLINN.

D'autre part, lors du déchargement partiel d'un cargo allemand, le "STEINGRIM" qui s'était échoué dans la baie de KLBODENGRUND, on aurait constaté que ce navire avait à son bord l'outillage complet d'une usine pour la fabrication des gaz de guerre" (L 8.3.31)

Evidemment, comme il eût été loisible de le penser, à chacune de leurs offensives sur le désarmement, les représentants allemands furent toujours

"cordialement unis à leurs alliés et complices, les figurant du gouvernement de MOSCOU"

Et tous deux, invariablement de connivence à se prétendre "d'intrépides désarmeurs" ! (M 30.10.31)

Contre leurs palabres et à causes de toutes les vérités révélées, le sénateur ECCARD ainsi que le général BOURGEDIS affirmèrent alors en janvier 32 :

"La Russie achève l'organisation complète d'une armée nationale, équipée par un outillage également national, désormais retranché entre l'OURAL et la SIBERIE" (...) environ "un million de soldats dans l'armée active" (...) "trois millions d'hommes immédiatement mobilisables" ...

Le plan quinquenal pourvoyant à la création des "réserves ouvrières" des deux sexes, au matériel, au transport, etc (M 16.1.32)

En somme, les Allemands aidaient les soviétiques... qui se protégeaient d'eux... ou préparaient la guerre contre l'enjeu de leur étrange alliance : LA POLOGNE

"... s'entendre avec la Russie afin de résoudre par tous les moyens cette fameuse question de la révision des traités, surtout en ce qui concerne la Pologne"
... qui, en cas d'attaque germano-russe, eût été enfermée derrière le blocus de la mer baltique (sous-marins)
"Allemands et Russes ont des intérêts à régler la question polonaise..." afin de se "la partager"

"La Russie considère la Pologne comme le centre d'une vaste conjuration des pays baltes entre la politique soviétique" FERRETE (M 22.3.31)

A moins que la Russie n'attaquât seule la Pologne, l'Allemagne ne prenant alors aucune mesure de coercition économique ou militaire contre son alliée (M 18.7.31) Peu importe... Puisque la victime était par avance désignée, l'essentiel étant le respect mutuel des engagements contractés. Et là, se jugea un moment, la valeur de leur marché intéressé, avide, méfiant. C'était en août 31, et certains propos avaient murmuré l'éventualité de pactes réciproques de non agression entre "France-Pologne et Russie" Réplique immédiate des milieux diplomatiques allemands, démarches à MOSCOU, brutale critique sur l'hostilité russe au traité de Berlin... bref une soudaine suspicion avait fait craindre le marché de dupes ! Les Russes n'avaient alors eu d'autre choix que de donner les apaisements nécessaires. Ils l'avaient fait, mais sans toutefois parvenir à dissiper totalement les doutes au sujet de leur loyauté. En tout cas

"... la violence de la presse allemande aux premières nouvelles d'un rapprochement polono-franco-russe" avaient démontré "une fois de plus que toute la politique du Reich était complètement dominée par le conflit de frontière germano-polonais"

C'était là un autre aspect pragmatique de l'action extérieure allemande... intimider la Pologne.

Intimider la POLOGNE -

"l'engorgement de l'Allemagne orientale reste une inquiétude et un danger européen" TREVIRANUS 10.8.30
(L 11.8.30)

"On peut prévoir que les remaniements à l'Est, une fois commencés, ne s'arrêteront pas à la solution du seul problème du couloir" GERMANIA (L 10.1.31)

Mauvaises, tendues, incompatibles, irréconciliables... les relations germano-polonaises ne cessèrent de se dégrader et ne vécurent que la discorde et les incidents de toutes natures, de tous prétextes ! Passons vite sur les séjours fréquents et provocateurs de tous les grands responsables allemands après 1930, en Prusse orientale... L'officialisation des voyages affirma toujours le réconfort aux territoires séparés, la réalité entendit des paroles à la gloire du passé uni et pour un avenir vengeur.

Non ! les Allemands n'eurent pour les Polonais que le mépris et la seule volonté de les intimider avant... avant quoi ?

L'état déplorable des rapports entre les deux peuples au lendemain des traités s'était encore aggravé avec la crise et la montée nationaliste en Allemagne. Que l'on comprenne alors l'expectative qui empesa la veille du scrutin de septembre 1930... une inflexion à droite et la Pologne eût subi la loi de l'agressivité la plus humiliante, provocatrice, vindicative. D'ailleurs, l'avertissement le plus catégorique avait été donné par un membre du cabinet, le fameux TREVIRANUS. Le 10 août 1930, à l'occasion de l'anniversaire de la constitution de WEIMAR, il avait dit

"tout haut ce que tant d'Allemands pensent tout bas"
(M 13.8.30)

TREVIRANUS :

"l'engorgement de l'Allemagne orientale reste une inquiétude et un danger européen. Nous songeons aussi avec

peine aux territoires allemands qui, par une falsification de la volonté des compatriotes allemands et par un tracé de frontière contraire au droit, ont été placés sous une souveraineté étrangère, mais les frontières de l'injustice ne tiennent pas contre le droit des peuples et contre les volontés nationales de vivre"

(L 11.8.30)

Offensée, la Pologne par la voix de son porte-paroles ZALESKI, avait aussitôt réagi, en publiant une note officielle de protestation (L 17.8.30)

Le précédent était grave.

"De LOCARNO à TREVIRANUS"

"les revanchards allemands. On s'aperçoit maintenant que, LOCARNO, qui devait ouvrir le règne définitif de la concorde et de la paix, ne fut qu'une mystification dont nous fûmes les victimes" (M 18.8.30)

Inquiétantes avaient été les menaces du trublion... Combien autrement plus angoissantes furent les conséquences des élections noires de septembre... Dès lors, l'agitation anti-polonaise ne manqua pas une circonstance pour se déchaîner.

La première occasion sérieuse d'invectiver les polonais fut les élections de décembre en Haute Silésie. Semant partout le tumulte, ce fut au contraire les Allemands qui avec une mauvaise foi déconcertante, remirent une protestation "au sujet des incidents de Haute Silésie" à la S.D.N., exigeant d'elle une intervention "pour faire respecter les droits des minorités allemandes", réclamant "à la Pologne des indemnités"

(M 30.11.30)

Saisi, le conseil de la S.D.N. entendit le 21 janvier 1931, les deux thèses. CURTIUS soutint que l'inspiration des événements émanait d'une "volonté uniforme dirigée contre la minorité allemande" (M 22.1.31)

ZALESKI rendit responsable la campagne de propagande allemande pour le retour à la mère patrie (dont le discours de TREVIRANUS) C'était elle qui suscitait des mouvements au sein de la population... Quant aux autorités polonaises, elles

n'étaient intervenues que pour rétablir l'ordre (L 22.1.31)

Empêtré dans le "guêpier des minorités" (L 22.1.31) le conseil de la S.D.N., soucieux de "liquider" au plus vite, encouragea la résolution d'une sorte de règlement à l'amiable"

(M 24.1.31)

Pour en finir avec la Haute SILESIE et afin de dénoncer comment les Allemands récupéraient les moindres incidents à dessein de le monter en épingle, il y eut cette banale affaire de l'atterrissage forcé d'avions polonais à OPPELN (Haute Silésie Allemande) En vérité, l'unique responsable avait été l'opaque et déroutant brouillard du début janvier 1931." Eh bien, "une grande partie de la presse allemande" avait exploité la péripétie de "la manière la plus tendancieuse" qui fût !

"... provocation inouïe contre le Reich (...) contre la S.D.N." (Gazette générale d'Allemagne)

"Des pays comme nos voisins de l'Est, ne comprennent qu'un langage, et ce langage est tout autre que celui auquel les ont habitués nos gouvernements et leur politique d'entente" (TAG)

AU-dessus des attaques, la Pologne s'était contentée d'exiger qu'on libérât d'abord ses aviateurs ! (L 12.1.31)

Ce fût pareillement sous cette attitude peu objective et mal intentionnée que le Reich, honnissant les traités, s'en prit au CORRIDOR et à DANTZIG

"source intarissable de malentendus, de colères, de récriminations"

WLADIMIR D'ORMESON pensa qu'il eût été salutaire de "réduire au maximum les causes de frictions, la politique des "coups d'épingle" quotidiens" (...)

"- la Pologne pourrait céder ainsi la ligne de chemin de fer à l'Allemagne... "corridor dans le corridor" !

-... réajustement de la frontière entre WEISSENBERG et VOLTZ, le long de la province de MARIENWERDER... pour

retrouver l'accès à la VISTULE - ce qui était autrefois"

"le problème d'envergure de la VISTULE ?"

"... élargir la commission germano-polonaise (...) créer une commission internationale"

établir :

"... une convention entre les deux pays, pour régler l'émigration allemande et l'émigration polonaise"

Mais sur la résolution des difficultés d'ORMESSON posa une question primordiale :

"l'Allemagne veut-elle résoudre le problème ou s'en servir comme un moyen tactique ?" (M 3.8.30)

"On peut prévoir que les remaniements à l'Est, une fois commencés, ne s'arrêteront pas à la solution du seul problème du couloir"

écrivit la GERMANIA au début janvier 1931 (M 10.1.31)

Evidemment sur l'heure, l'Allemagne n'avait pas encore le choix des moyens, la puissance d'agir... mais la volonté était bien là. D'ailleurs, le projet sur l'Anschluss, n'en était-il pas la preuve irréfutable ?

"la vérité sur le corridor polonais"

"Après le coup de VIENNE, il serait utile d'en parler"

REVIRE, d'après la petite brochure de Pierre SOUTY, intitulée "la Pologne et la mer" (parue en 1930 aux Edi. des Amis de la Pologne), rappela l'histoire polonaise de la POMERELIE, redit les Polonais majoritaires sur cette terre, leur terre, répéta l'accès vital à la mer pour la Pologne. Sans la POMERELIE, l'économie allemande était-elle en péril ? A Versailles, on lui avait concédé le transit sans douane.

"A ces plaintes, il n'y avait point d'autres causes qu'un désir de prestige et une volonté de rompre morceau par morceau le statut actuel de l'Europe. A ce désir et à cette volonté, nous devons opposer sans éclat inutile, mais aussi sans faiblesse et avec la plus tenace persé-

vérance, les arguments bien plus décisifs du droit et de la justice internationale" (REVIRE L 7.4.31)

Cependant, sur l'agressivité allemande contre la Pologne, l'un des événements les plus brutaux, fut sans conteste :

"Du Rhin à la Vistule", "la grande parade de BRESLAU" le dimanche 1er juin 1931.

"la manifestation du casque d'acier à la frontière polonaise est loin de correspondre aux espoirs fondés sur la politique de réconciliation"

"Elle fut un défi insolent lancé à la POLOGNE"
(...) "plus de 150 000 hommes"

"... après les discours, la foule chante le DEUTCHLAND UBER ALLES et 150 000 bras se lèvent vers la frontière pour prêter serment" (M 2.6.31) "... de ne pas avoir le repos avant que ne redevienne allemand ce qui fut allemand, (...) les terres où coulèrent le sang et la sueur allemands..." (L 4.6.31)

"Cette nouvelle manifestation monarchiste et anti-républicaine du casque d'acier ne surprendra pas les gens avertis sur la volonté pacifique de l'Allemagne !"

(M 2.6.31)

Témoignage de l'esprit guerrier des Allemands à l'instant d'une séduction afin qu'on leur refît confiance et les déchargât des réparations ; face aux efforts français et polonais pour éviter les frictions avec l'Allemagne, rétablir effectivement le désarmement moral, consolider la sécurité et la paix...
"Jean OSSOLA" (député des Alpes maritimes) avertit qu'en 1930 à COBLENCE, autant qu'en 1931 à BRESLAU, ces agissements démontraient :

"qu'une grande partie du peuple allemand n'avait pas l'intention de respecter les traités"

"On sème la méfiance, l'animosité, la haine, on éveille la passion de conquête, car désirer le bien d'autrui n'est-ce pas la conquête ?"

"Bien sûr, il existe en Allemagne des forces philosophiques

qui travaillent pour la paix et la coopération internationale, mais ce qui est décevant, c'est qu'elles n'auront pas empêché de pareilles manifestations bellicistes"

"Il est regrettable de devoir se poser cette question :
"Si MM CURTIUS et BRUNING ont laissé se dérouler les manifestations de BRESLAU nettement provocatrices à l'égard d'un Etat tiers, est-ce donc qu'elles correspondaient à leur conviction intime, ou ne se sentaient-ils pas assez forts, assez assurés de l'appui des éléments démocratiques allemands pour l'interdire ?"

(OSSOLA M 8.6.31)

... Aux protestations polonaises (L 12.6.31) le gouvernement allemand fit savoir que le casque d'acier était une organisation privée

"sans but militaire," "la manifestation de Breslau ne pouvait donc avoir un caractère officiel !" (L 16.6.31)

Mais à MARIENBOUR, le 15 juin 31, HINDENBURG protesta contre le couloir polonais ! C'était cela "l'Allemagne pacifique" !

(M 16.6.31)

Vers où glissait l'exacritude ? Instigations d'origine civile ou militaire ? A partir de 1931, les multiples exemples qui furent rapportés, impliquèrent directement ou indirectement la Reichswehr... Voici quelques unes de ces complicités, par ordre chronologique au gré des circonstances, pêle-mêle par respect objectif !

avril 31 :

- "incident germano-polonais"

"des exercices de police se sont avancés par erreur en territoire polonais près de SCHNEIDENMUHL"

"Cette information est une nouvelle preuve de l'activité que l'Allemagne déploie du côté de la Pologne"

- "hier (17 avril) un accident mortel d'avion apprenait que des officiers de la Reichswehr se rendaient de BERLIN à GURLITZ (...) Nouvelle démentie ensuite, en déclarant que ceux-ci avaient loué un avion à leurs frais et non par la Reichswehr"

"Tout cela ne nous dit rien qui vaille"
(L 18.4.31 2e page)

mai 31 :

- "Encore un incident à la frontière germano-polonaise"
(...) "un détachement de dix hommes a pénétré en territoire polonais" (L 9.5.31)

- "Dans l'Europe Centrale" "les événements de DANTZIG"
Dans un article (pas de référence) "Jean OSSOLA, député des Alpes maritimes, ancien ministre, signale les menées pangermanistes dantzicois, qui s'efforcent en ce moment de torpiller les relations correctes établies depuis plusieurs années entre la Pologne et Dantzig"
(...)
"L'action antipolonaise a repris surtout après les élections de 1930 et le succès des hitlériens"
(M 18.5.31)

Recrudescence de la violence en 1932 - mise en chantier de fortifications en Prusse orientale

avril 32 :

- "Protestation de M. WYSOCKI (ministre polonais à Berlin), adressée au gouvernement allemand contre la propagande anti-polonaise en Prusse orientale" à l'occasion des élections présidentielles allemandes... au jour de l'examen par une commission de la conférence du désarmement, sur le "désarmement moral" !
"Comment on prépare le désarmement moral en Allemagne"
"le Dr Jean MOLINIE (député de l'AVEYRON) montre avec quelle facilité une propagande sans scrupules peut arriver de nos jours à bouleverser l'opinion publique et à dresser, sans aucune raison, contre un pays voisins"
(A bonnes fins électorales... les N.S. avaient répandu la menace d'une agression polonaise... un office avait annoncé :
"Attention ! Ici Radio des Marches Orientales du Reich ! les troupes polonaises ont cette nuit, franchi la frontière de la Prusse orientale" (M 11.4.32)
- MOLINIE rédigea encore un autre article (sans référence) publié par le MESSIN le 17 mai 32, sorte d'historique de DANTZIG, ville polonaise à l'origine germanisée au XIV^e s

(...) port ayant en 1913 un trafic de 2,1 millions de tonnes, atteignant 8 millions en 1931)

mai 32 :

- "mise en chantier de fortifications sur les frontières de la Prusse orientale" (région de "LICBARK sur la WARNJA")
"la presse polonaise prétend que la décision allemande est contraire au Traité de Versailles" (M 27.5.32)
- "les fortifications en Prusse orientale sont autorisées par le Traité de Versailles !"
"... Telle est la thèse audacieuse que l'on soutient dans les milieux officiels du Reich"
"(...) "on commence des travaux dans l'EMERLAND"
"... cela par la décision de la conférence des amassadeurs du 5 février 1927, qui a fixé les zones interdites"

"la VORWARTS se demande s'il est prudent de faire de telles dépenses en période de crise financière"

"De plus, les excès nationalistes en Prusse orientale, poussent le peuple allemand à s'exciter contre la Pologne. La VORWARTS adresse un avertissement au gouvernement" (L 29.5.32)

Juin 32 :

- "la flotte de guerre allemande arrivent à DANTZIG"
"cette "visite amicale" à la ville libre préoccupe vivement l'opinion polonaise" (M 21.6.32)

Juillet 32 :

- "Nouvelles du Reich"
"les Allemands intensifient les travaux de fortification en Prusse orientale - triangle de HEILSBURG"
(L 11.7.32)

Septembre 32 :

- "Prétextant la menace d'agression polonaise, VON SCHLEICHER déclare officiellement la création de milices"
"C'est après les manœuvres à la frontière polonaise,

que le ministre a relevé ses revendications"
(manoeuvres de la Reichswehr) (L 7.9.32)

- "Réplique de VON PAPEN voyageant en Prusse Orientale
à HERRIOT au sujet du désarmement (dans la "KONIGS-
BERGER ALLEGEMEINE ZEITUNG" (L 28.9.32)

- "La campagne révisionniste de la Presse allemande et
l'opinion polonaise" (...) "calme - sang froid
commanda-t-elle (M 12.1.33)

De ce sang froid qui fit complètement défaut à l'opinion
messine au début 33, tellement exaspérée par le résultat des
divagations françaises depuis tant d'années, devant l'hitlé-
risme maintenant au pouvoir.

Le 1er juillet 31, les Messins avaient pu lire :

"Si l'Allemagne accepte de respecter la frontière polo-
naise et de renoncer à l'Anschluss, le rapprochement
franco-allemand est fait. Si elle se dérobe, elle aura
la responsabilité de l'échec de la paix"

(vignette M 1.7.31)

L'avenir désormais incertain, emportait avec lui le sort de
l'amitié franco-polonaise... ET, l'orage grondant, les autres
états slaves ou balkaniques s'étaient eux aussi accrochés
désespérément à la France (L 22.8.30). Le sort de l'Europe
Centrale était en jeu, mais deux projets contradictoires
s'affrontaient... la solution était simple :

Mittel-Europa ou Europe ?

"L'Allemagne "... fait figure d'invasion et de pénétra-
tion culturelle, entraînant dans son orbite toutes les
allusions germaniques installées un peu partout au cours
des siècles" RITZ dans sa série d'articles parus en
août-sept 32, juste avant STRESA et intitulés
"Impressions d'Europe Centrale" (Ici L 23.8.32)

Afin de préserver la sécurité, la paix et pour contenir l'Allemand, à dessein de garder intact notre prestige en honorant nos devoirs d'amitié à l'égard de la Pologne ou de la Petite Entente : nous devons réorganiser l'Europe Centrale. Contre le bloc en formation germano-italo-russo-turco-bulgaro-magyar... il était vital de réagir. Comment ?

Certainement pas en croyant à la fédération européenne de BRIAND ! (M 30.11.30) D'ailleurs l'Anschluss avait sonné le cinglant rappel !

"... aujourd'hui (mai 31) l'Autriche peut abandonner la vassalité allemande si nous pouvons lui proposer une meilleure organisation de l'Europe centrale"

(RITZ L 7.5.31)

En avril 1932, Français et Anglais tentèrent de réunir une "conférence danubienne" TARDIEU arriva à Londres, suivi des délégués allemands et italiens, car le problème danubien n'eût inféré qu'une résolution à quatre (L 5.4.32) A Londres, les masques tombèrent, et l'on découvrit l'affrontement tant redouté : bloc franco-anglais - bloc germano-italien !

(M 8.4.32)

"L'Allemagne contre la restauration de l'Europe Centrale"
"l'échec de la conférence danubienne"

Les Allemands se gaussèrent d'avoir réussi l'ajournement de la conférence, et senti près d'eux la loyauté italienne. Le but de la réunion s'était fixé le sauvetage financier et économique de l'Europe Centrale...

On laisserait courir, l'Allemagne ne consentant que du secondaire mais évidemment chargeant la responsabilité française !

(M 9.4.32)

Et pourtant, comme le démontra RITZ dans ses très nombreux articles intitulés

"Impressions d'Europe Centrale" (notamment août-septembre 32, avant la conférence de STRESA)

c'est bien l'Allemagne qui faisait

"figure d'invasion et de pénétration culturelle, entraînant dans son orbite toutes les allusions germaniques installées un peu partout au cours des siècles" RITZ (L 23.8.32)

(par exemple en TCHECOSLOVAQUIE, dans les Monts SUDETES)
(L 23.8.32)

Mais RITZ se mit martel en tête pour souligner juste avant la conférence de STRESA prévue en septembre, que l'AUTRICHE tentait "un dégagement" C'était notre chance...

"l'Autriche se débat, mais l'Autriche devant l'agitation constante des nationalistes allemands ou grands allemands, soucieuse de conserver son indépendance, pourratt-elle tenir le coup ? Les lecteurs du LORRAIN savent que nous n'y croyons guère" RITZ (L 24.8.32)

... soit, mais :

"l'Autriche chercher à préserver son indépendance, pour cela, il lui faut de l'argent, Vienne cette fois à opté pour la S.D.N., mais demain ?" (RITZ, VIIIe article "Impressions d'Europe Centrale") (L 26.8.32), intitulé "billets de banque et musique viennoise"

A nous de jouer ! Comme l'on devrait se persuader à STRESA qu'au fond même les minorités allemandes, dispersées dans divers Etats d'Europe Centrale, n'allaient point jusqu'à réclamer le rattachement. Mais alors qui troublait, qui agitait l'Europe centrale ?...

RITZ interrogea un Allemand de BOHEME, non citoyen du Reich
LUI : "pas de rattachement" (...)

"liberté culturelle" (...)

" administration dans la situation minoritaire"

RITZ (L 26.8.32 - VIe article de la série)

RITZ en arrive maintenant aux allemands - Lui, c'est un universitaire, docteur en droit, partisan du Centre

LUI : "la France est armée" (...)
"l'Allemagne désarmée" (...)
"le traité injuste"

RITZ : Pour ou contre HITLER ?

LUI : "Vous prenez au sérieux ce fou d'HITLER ?"
RITZ (L 27.8.32) VIIe article

Pour son IXe article de la série "Impressions d'Europe Centrale" RITZ laisse parler un "centriste, aile démocrate"

LUI : ... démonstrations, parades "chez nous ça passe"
- qui finance ?
- "l'industrie lourde, les grands agrariens, certaines anciennes familles régnaient et en tête sans doute le fameux "KAPE" (KRONPRINZ) Hitler ? "12-13 millions d'Allemands dans la misère Comment ferait-il la guerre ?" (RITZ) (L 30.8.32)

Xe article :

"la parole est à un hitlérien"
... "Un FUHRER" ... "nous sommes un ensemble dynamique, une volonté de puissance"
"passer la main à HITLER et à nos chefs" (L 31.8.32)

XIe article :

"la jeunesse allemande cherche du pain et de l'avenir"
(L 1.9.32)

XIIe article :

Les tractations "grotesques" des hitlériens soudain décidés à prouver le Reichstag viable, malgré leurs attaques de la veille pour la dissolution. Pourquoi ? Afin d'obtenir un vote de défiance contre VON PAPEN... (L 3.9.32)

... Mais qui donc troublait l'équilibre intérieur allemand et menaçait l'Europe ?

Le 5 septembre 1932, "G. BONNET" inaugura à STRESA, en prolongement de LAUSANNE, la conférence pour "la reconstruction de l'Europe Centrale" (L 6.9.32) réunissant quinze nations.

... Nous ne reparlerons plus de LAUSANNE ni de GENEVE où l'on travaille en parallèle ! ... Hormis cependant... pour dire que les pays d'Europe Centrale se battirent pour le désarmement général !

L'échec français était flagrant... mais pour les apparences, RITZ ne le fit pas trop apparaître. Il conseilla à la France la plus grande prudence vis-à-vis de la percée allemande à travers ces pays trop excédés entre eux, par leurs récriminations sur les malfaçons de leurs frontières

RITZ (L 23.9.32)

PREMIER BILAN...

Malheureuse France officielle... d'un bout à l'autre, elle donna l'impression d'être tombée à côté des réalités de ce monde !

Rapprochement et revanche, les deux projets étaient contradictoires, maintenant, l'Allemagne guerrière et triomphante nous menaçait.

A trop vouloir sauver la paix, on avait fini par sous-estimer l'adversaire, jusqu'à engourdir notre sécurité. Cette méprise n'enjôla jamais l'opinion messine, mais la France sourde à l'avertissement, fit d'elle une sorte de sentinelle infortunée.

CONCLUSION

Sentinelle infortunée !

"Le pays n'aurait-il pas eu avantage à écouter les voix de la frontière ? (...
Voilà ce que nous avait valu la république des incapables" P. DURAND.

...Malheureuse France officielle... d'un bout à l'autre, elle donna l'impression d'être tombée à côté des basses réalités diplomatiques de ce monde !
Rapprochement et revanche, les deux projets étaient contradictoires... et maintenant l'Allemagne guerrière et triomphante nous menaçait... A trop vouloir sauver la paix ou avoir peur de nous affirmer, on avait fini par sous-estimer ou mécomprendre l'adversaire et ce, jusqu'à engourdir notre sécurité.
Au fond, une France moralement désordonnée ne pouvait que suivre une politique intérieure incohérente, dont l'action extérieure labile en fut la première manifestation... Une France sans l'union solide du ciment fraternel ne pouvait porter une politique stable, encore moins une volonté nationale, dont la défense militaire et une place internationale réfléchie et forte en eussent été les fruits...

Contre l'amoindrissement, des voix mosellanes, forgées dans un passé où l'âme lorraine avait fièrement lutté et maintenu le sentiment de la patrie, s'élevèrent... Elles voulurent exalter l'idéale figure de la Patrie personnifiée, idéalisée, vivante, unie, et pour cela clairvoyante ! Le souvenir allemand fixé à jamais dans la mémoire des MESSINS, leur évita la méprise qui eût été de croire au rapprochement qui enjolait l'esprit français.

Dix années d'avertissement dont/a^{on} vu et pu juger de la valeur... Mais, confinée dans les marches de l'Est, ces cris pourtant entendus, laissèrent la France officielle sourde, c'est-à-dire réfractaire, indifférente... Pour la mission que l'opinion messine s'était fixée, pour laquelle elle mit un enthousiasme et une ardeur rarement égalée, agissant invariablement à contre courant... la France fit d'elle une sentinelle infortunée...

"Nous ne pouvions qu'enregistrer les piteux résultats et noter avec angoisse les différents abandons. Et quand M. SARRAUT, au printemps 1936, monta à la tribune de la Chambre pour parler, avec des trémolos dans la voix, des "canons braqués sur STRASBOURG", nous n'eûmes qu'un sourire de pitié. Toujours des mots ! Toujours des discours ! Nous en mourions.
Parfois, on prêtait l'oreille à nos avertissements, mais peu d'hommes se donnaient la peine d'en creuser la raison. Pour les hommes politiques comme pour les journalistes de l'"intérieur", avec lesquels nous étions en relation, la Lorraine était assurément un pays charmant, mais dont la vue était troublée par une passion déraisonnablement antiallemande.

Avant 1914, on pouvait nous entendre. Notre espoir, nos manifestations, toute notre fière attitude ne répondaient-ils pas aux sentiments profonds de la France, dont le regard était constamment tourné vers la poétique "ligne bleue des VOSGES" ?

"Mais maintenant, en pleine euphorie genevoise, nous faisons figure de patriotards attardés, de trouble-fête incapables de saisir l'évolution nouvelle des rapports internationaux. Parce que la victoire était apparue alors que tout semblait perdu, parce que des généraux français avaient commandé à COBLANCE et à MAYENCE ; parce que le poilu avait été en occupation sur les bords du Rhin, des esprits à courte vue avaient cru à l'écrasement définitif de l'Allemagne"

"On en était arrivé à oublier les premiers éléments de la politique, à ne plus savoir qu'"un tiens vaut mieux que deux tu l'auras"

Le pays n'aurait-il pas eu avantage à écouter les voix de la frontière ? La France se fût-elle diminuée en assurant sa paix intérieure, son essor spirituel et la sécurité du domaine national ?

Vingt ans de paix seulement après un demi-siècle d'annexion. Une incomparable victoire gâchée, culbutée dans l'abîme de la défaite, de la souffrance, des larmes et du sang..."

"Voilà ce que nous avait valu la république des incapables"

Paul DURAND ("En passant..." ibid; pages 117-118)

... Nous ne voulons plus rien ajouter sur ce point... hormis cette petite phrase que DURAND avait dite... et dont le lecteur fera son idée...

"L'historien qui voudra adresser un bilan de la politique française dans l'Europe du Traité de Versailles, ne perdra pas son temps à consulter la collection du LORRAIN (...)" ! (L 21.1.39)

(... Pour tout avouer... nous avons trouvé cet encouragement quand nos travaux furent complètement achevés !)

... en revanche... nous avons voulu porter à l'appréciation commune, au moins une ambiguïté... elle toucha nos députés.

Nos députés pour quoi faire ?

... les sénateurs n'étaient pas élu au S.U., et l'on peut admettre qu'ils ne représentaient l'opinion qu'au 2e degré... Toutefois, la presse messine cita souvent HIRSCHAUER, voire BOMPARD ou ECCARD

Mal e chose étrange... parmi les milliers de références que nous avons sélectionnées dans la presse... à moins d'avoir été inattentif certains jours... pratiquement aucune ne concerne une éventuelle intervention à la Chambre d'un

de nos représentants mosellans au sujet des relations franco-allemandes... Bien au contraire, la presse (voir index) tout en défendant les candidats de l'U.R.L., fut constamment obligée d'emprunter le discours anti-allemand chez d'autres députés, FRANKLIN BOUILLON en tête !

Bien au contraire, elle fut obligée de taire ce qu'un alsacien, GRUMBACH (porte-parole pour les questions extérieures des socialistes, briandiste convaincu) prétendait !

Mais n'avait-on pas vu l'U.R.L. prolongement politique du Bloc lorrain ?

... D'une manière générale, lorsqu'on épluche "les comptes-rendus de la Chambre des Députés... si l'on compare les quelques dizaines ou à peine plus de pages relatives aux problèmes extérieurs (de 1923 à 1933) noyées dans une masse -presque décourageante pour le chercheur- on en retire plus qu'une simple constatation : les députés n'y accordèrent qu'une attention secondaire... (les discussions au sujet de l'outil national ou l'augmentation des baux des loyers eurent presque plus d'intérêt !)

... mais c'est vrai, la succession des ministères -tous bords politiques considérés- n'empêcha point un même potentat aux A.E. : BRIAND !

Alors nos députés, quoique théoriquement et pour la plupart membres de l'URL, s'affichèrent en fait au parti politique de leur choix ! Si fait, et c'est pour cela que nous nous sommes fort peu servi de leur expression de vote... en politique extérieure, ils accordèrent le plus souvent leurs suffrages selon les bons vœux de leurs partis respectifs. Et quand le Parlement abordait des problèmes franco-allemands, directement ou indirectement, non seulement ils ne dirent que mots... mais qui plus est, votèrent avec une certaine fantaisie ! (sur ces points délicats, nous proposerons d'autres explications tout à l'heure...) ... Voyez un exemple : mars 1925, la discussion du traité de LOCARNO.

Deux alsaciens osent parler... BIRE - PFLEGER. Tous deux critiquent...

Résultat :

- n'ont pas pris part au vote :

FRANCOIS - MONCELLE - PFLEGER - SEROT - WENDEL (Guy)

- contre :

BIRE - WENDEL (François)

- pour :

SCHUMAN - MEYER - OBERKIRSCH

(Oberskirsch qui, le 22 janvier 25, avait fait une mise en garde contre le réarmement allemand !)

... Si nous avons choisi d'évoquer aussi les députés alsaciens... notre démarche est délibérée... Car le 2 mars 25, au milieu des discussions locarniennes, à FRANKLIN BOUILLON qui regrettait de ne jamais entendre les députés als-

ciens-lorrains... le président de séance avait alors cru bon de lui répondre :
 "la parole est à M. PFLEGER. C'est un de nos collègues d'Alsace qui va
 expliquer son vote. Je suis sûr que vous voudrez l'entendre dans le plus
 grand silence" -applaudissements- (Ch. des D. 1925 - 2 mars)

Oui, les désannexés qui connaissaient mieux que personne nos dangereux voisins,
 auraient pu parler d'eux plus souvent !

... Mais ils déployèrent une énergie sans borne à défendre les intérêts spéci-
 fiquement alsaciens-lorrains, à réussir l'insertion des départements recouverts
 au sein de la mère patrie : là leurs interventions abondent... Là les très nom-
 breuses questions écrites prouvent leur acharnement...

Rentrer dans le rang ! ILS n'eurent que cela en tête !

Rappelez-vous ce que BRIAND avait dit d'un RITZ qui malgré la notoriété, avait
 refusé catégoriquement de briguer tout mandat politique à la Chambre ou au Sénat..
 craignant de faillir à sa tâche... ("Le visage..." ibid. pages 45-46)... On par-
 lait encore de "nos hommes politiques (...) nos élus", très "occupés à PARIS"
 accaparés là-bas par d'autres problèmes, sous-entendu loin de la vigilance con-
 tre l'Allemand... ! (le visage..." ibid. page 62)

... Tout en nous gardant bien d'une mauvaise polémique, nous voudrions cepen-
 dant nous pencher sur deux éminentes personnalités lorraines, deux députés
 continûment élus dans l'entre-deux-guerres, ayant connu une carrière politique
 importante : "R. SCHUMAN, R. SEROT"

(Pour cela, nous nous sommes servis essentiellement d'un ouvrage paru en 1949
 et intitulé :

1919-1949 "JUBILE PARLEMENTAIRE de Messieurs Robert SCHUMAN et Robert SEROT -
 édité par le comité d'organisation du jubilé parlementaire - METZ 1949 -
 Presses de la coopérative d'édition et d'impression METZ- 101 pages)

Lorsqu'en 1949, SCHUMAN et SEROT fêtèrent leur jubilé parlementaire, "une insi-
 gne solennité" leur fut rendue pour marquer "la reconnaissance" et honorer
 leurs services...

(d'après Francis LIARD, président du Comité d'organisation - ibid. "avant-
 propos" du livre)

... Que de renseignements... que de réflexions provoquent ce recueil... sur-
 tout par les absences !

Certes, loin de nous l'idée de vouloir résumer ou raconter leur vie... ainsi
 qu'il fut rapporté... mais d'en saisir quelques aspects cinglants !

D'abord R. SCHUMAN...

Il voit le jour à LUXEMBOURG-ville un 29 juin 1886... Il y fait remarquablement ses premières armes dans le primaire et le secondaire, cependant que sa famille est installée à EVRANGE. Dans les années 1900, SCHUMAN a le choix : il peut poursuivre ses études, en français au LUXEMBOURG (mais c'est vrai, il n'est pas luxembourgeois)... ou alors demander à devenir français... Eh bien non, SCHUMAN qui est attiré par la carrière juridique, s'en va faire son droit aux "facultés de BONN, MUNICH, BERLIN et STRASBOURG, où en 1910, il soutient brillamment sa thèse. Deux ans plus tard, se destinant au barreau, il se fixe à METZ" (ibid. page 16)... Lorrain de culture allemande, SCHUMAN s'accommode donc très bien de la nouvelle situation... et finalement prend une bonne place parmi l'élite des autorités allemandes en place.

... Mais sa plus grande chance, il l'a tient de son militantisme dans les "cercles d'Action catholique" (ibid. page 16). De ses passages dans les villes universitaires allemandes, ainsi qu'à STRASBOURG, SCHUMAN a fait partie de l'UNITAS, organisation estudiantine de défense du catholicisme dans le contexte anti-religieux créé par BISMARCK... A METZ, il continue la même lutte... en allemand ou en français puisqu'il est bilingue... et cela lui vaut de fréquenter les milieux catholiques messins sous la houlette du chanoine COLLIN tout en s'inscrivant à l'association des catholiques du VOLKSVEREIN allemand...

Jeune, intelligent, avocat, militant catholique de premier plan, SCHUMAN s'est fait connaître et se laisse tenter par la politique... Pas tant celle du BLOC mais plutôt celle du PARTI DU CENTRE (émanation du ZENTRUM, et donc choyé par Mgr BENZLER) qui obtient environ 25 % des suffrages avant 1914 et contient surtout des membres de l'UNITAS (d'après F. ROTH - Thèse - Université de NANCY II, 1973, 3 tomes - 1 063 pages)

... Mais la guerre survient ! SCHUMAN est "périodiquement reconnu inapte au service militaire"... à la mobilisation, il est "occupé d'abord comme ouvrier à l'arsenal, ensuite comme auxiliaire à la sous-préfecture de BOULAY..." (jubilé parlementaire ibid. page 16)... En somme, une attente sage et tranquille !... et l'article du COURRIER DE METZ (que cite le jubilé) s'en tient à la formule classique et navrante... "à la sous-préfecture de Boulay où il se signale déjà en rendant d'éminents services à la population dans la solution des problèmes complexes touchant aux réquisitions, aux réfugiés, aux assurances, etc." (ibid. page 16)

SCHUMAN, notable messin... passant la guerre à la campagne comme subalterne du Cercle de BOULAY ! Mais sitôt la guerre finie, il sort de sa retraite...!

"Quand sonne le clairon de l'Armistice, Robert SCHUMAN est déjà une notoriété. Son nom apparaît une première fois associé à la vie publique, en

tant que membre de la commission municipale de la ville de METZ, assurant l'interim en attendant le jeu normal d'une première consultation populaire" (Jubilé Ibid; page 16)

... Traduisez que les Allemands étant partis, METZ est une ville sans administration ou presque... et qu'il faut des gens instruits : aux jeunes bourgeois la bonne aubaine ! Le bon créneau est pris... Or de l'administration à la vie politique qu'il faut également organiser, il n'y a qu'un pas...

"Un an plus tard, lorsqu'en octobre 1919, des personnalités mosellanes assemblent pour la première fois les candidats aux élections législatives dans une formation politique départementale appelée "UNION REPUBLICAINE LORRAINE", le comité électoral des 116 militants accorde 84 suffrages à Robert SCHUMAN, qui trouve ainsi sa place aux côtés des sept autres personnalités susnommées. C'est la carrière politique de Robert SCHUMAN qui commence..." (Jubilé ibid. page 16)

Comment SCHUMAN parvient-il aussi facilement à faire oublier son passé... et surtout son repli calculé pendant la guerre ? DURAND rappelle pourtant que mériter l'appartenance et la confiance du BLOC... pardon de l'U.R.L... exigeaient :

"des gens de chez nous, des militants éprouvés de la cause française en Lorraine..." (DURAND "En passant..." op. cit. page 98"

... Sans doute parce qu'à METZ personne ne savait... que l'élite manquait... surtout des juristes connaissant parfaitement la spécificité du droit en Lorraine...

(on connaît par ailleurs la LEX SCHUMAN)

... Et puis, avant 1914, SCHUMAN s'était fait remarquer dans les milieux catholiques, sa famille est estimée aux alentours d'EVRRANGE - THIONVILLE... Lui, est connu personnellement -et pour cause- à Boulay !

Enfin admis sur la liste, dans l'état de grâce du retour... on ne voit pas très bien des électeurs enthousiastes chercher le soupçon...

Le 16 novembre 1919, SCHUMAN est donc élu député avec toute la liste de "l'URL" ... dont il est le seul juriste ! (voir annexe n° I)

Et puisqu'en Moselle recouvrée, le problème essentiel vient de l'unification et l'harmonisation législative avec la législation des autres départements... SCHUMAN en devient le spécialiste naturellement désigné... ce qu'il vaut aussi d'entrer dans la COMMISSION D'ALSACE LORRAINE à la CHAMBRE !

(Jubilé, ibid. page 17). Le jeune député SCHUMAN est en selle ! Il a mille chances de plus que ses autres colistiers de se faire remarquer et apprécier de la population...

C'est chose faite en 1924 ! Et sur la liste de l'U.R.L. qui répatse en bloc, SCHUMAN n'est plus le 5e... il est en tête (Jubilé, ibidem page 17)

"A la confiance si nettement marquée de la population, Robert SCHUMAN devait répondre d'une manière éclatante quand sonna la période de crise, le CARTEL des GAUCHES s'essayant à torpiller les institutions scolaires et menaçant nos libertés religieuses. Dans le département, en de nombreux meetings, au parlement, dans les commissions, à la tribune, l'attitude tenace, irréductible de Robert SCHUMAN et de ses amis vaut à la MOSELLE et à l'ALSACE la chance de doubler le cap de ces premières graves difficultés. Notre statut scolaire, nos traditions de liberté religieuse auxquels l'immense majorité de la population est profondément attachée, sont sauvegardés"

Voilà SCHUMAN champion de la "très" catholique cause lorraine, en MOSELLE comme à PARIS à la CHAMBRE, où il est maintenant connu et gravite au sein de l'U.R.D. dans l'entourage de MARIN ou du "clan WENDEL"... avec une grande habileté cependant nous allons voir pourquoi... car il nous faut mentionner en 1928, sa 3e victoire législative, dans un scrutin cette fois d'arrondissement. SCHUMAN qui a choisi évidemment THIONVILLE EST, n'est toutefois élu qu'au second tour, contre un communiste (Jubilé, ibid. page 17) Sa notabilité bourgeoise est un peu émoussée ! Il s'en souviendra... pour sa carrière politique lorraine et parisienne...

"... il a compris que les questions du parti et d'étroits intérêts privés ne pourront avoir d'audience chez lui : demeurant le défenseur des intérêts collectifs des populations, il conjuguera ces intérêts avec ceux de la nation. C'est ainsi qu'il comprenait son rôle de député ; le contact avec les électeurs lui paraissait sans doute nécessaire et indispensable, mais il ne le dissociait pas de la défense des problèmes généraux valables pour le département voire pour le pays tout entier" (Jubilé page 17)

(A la Chambre, SCHUMAN a quitté l'U.R.D... pour un choix plus judicieux : "aucun groupe" !)

... Réélu en 1928, SCHUMAN devient rapporteur, puis président de la commission d'Alsace-Lorraine. Il s'est mis en deça des rivalités politiques partisans (voir citation précédente)... dans ses interventions

"... l'homme n'est pas un tribun fougueux, ni un dialecticien. Sa pensée, dégagée de toute vaine recherche oratoire, vise surtout à convaincre. Devenu le guide familier, incontesté de ses collègues d'Alsace et de Moselle, il est un peu leur encyclopédie, dans laquelle on puise rapidement avec sûreté" (Jubilé, page 18)

(Cela fait encore penser à la modération que mettaient sous l'annexion les notables à la défense des intérêts lorrains ou leur participation à la gestion ... mais sans politisation excessive - cf. Thèse de ROTH)

Cette belle virtuosité de SCHUMAN lui offre un bel avancement : siéger à la Commission des Finances (Jubilé page 18) SCHUMAN renâcle... puis accepte : il ne sait pas encore qu'il vient de tirer là un atout de maître !

"En ce qui me concerne et malgré moi, j'ai fait mon entrée à la commission des Finances ; dans ma vie, j'ai dû faire beaucoup de choses malgré moi. Il n'y avait pas de candidat pour cette commission au titre Alsace-Lorraine, et c'est ainsi que je me suis embarqué dans une spécialité qui, quinze ans plus tard, me valait de plus vastes responsabilités, mes premières responsabilités gouvernementales" (Jubilé, ibid. page 98)

En 1932, SCHUMAN est réélu député de THIONVILLE EST, cette fois au premier tour... A la Chambre, où il s'est rangé sous l'étiquette des "démocrates populaires", il est confirmé dans la présidence de la commission d'Alsace-Lorraine, alors qu'à la Commissions des finances, il est élu au poste de secrétaire

"En 1936, il est réélu pour la cinquième fois -et dès le premier tour- député de la Moselle. L'année suivante, pour départager deux adversaires dans le canton de CATTENOM, il accepte, de surcroît, sans l'avoir sollicité, le mandat de conseiller général du canton de CATTENOM" (Jubilé page 18)

Survient la guerre et le désastre de mai 40. Personnalité importante, élu lorrain, il est appelé à de hautes fonctions :

"Robert SCHUMAN, précisément représentant de cette région crucifiée, saura mieux qu'un autre, se pencher sur la misère de ces malheureuses épaves, en attendant de payer lui-même, un an plus tard, son tribut... Paul REYNAUD l'appelle à la Présidence du conseil au sous-secrétariat aux réfugiés, poste improvisé à la faveur des circonstances dramatiques que traverse le pays" (jubilé, page 19)

Après la capitulation de la France, SCHUMAN dépose son mandat ministériel dès que le gouvernement de VICHY se met en place. Il revient à METZ pour y

"brûler nuit et jour une correspondance singulièrement compromettante pour les tiers" (Jubilé page 20)

Le 14 septembre 1940, la GESTAPO l'arrête et l'enferme dans une cellule de la prison rue Maurice BARRES.

"Condamné à l'isolement total durant sept mois, ses relations avec le monde extérieur se bornent à deux brefs colloques avec l'aumônier de la prison, M; l'abbé GENVO qui sait lui apporter le réconfort moral et spirituel"
"le cellulaire SCHUMAN a tout de même, après de longues semaines, l'autorisation de lire ; il en profite largement"

-isolement total- visites de l'aumônier - lectures autorisées : notons les faits!

"les nazis ont leur proie rêvée. De temps en temps, on le soumet à un inter-

rogatoire serré, rusé, mais Robert SCHUMAN sait à qui il parle : BURCKEL se fait tour à tour obséquieux, impétrant, doucereux, impératif, proposant à Robert SCHUMAN des postes, des avantages alléchants : il essuie sur toute la ligne un refus net, catégorique" (Jubilé -toujours d'après une traduction du COURRIER DE METZ - page 20)

-des nazis patients et persuasifs ?

"Que faire d'un récalcitrant obstiné ? Le camp de concentration ? La GESTAPO l'envisageait. C'eût été de mauvaise politique. Cela pouvait tout au plus soulever la réprobation générale des Lorrains, à peine au premier stade d'une difficile "conversion"

Vérité ou excuses ?

"Finalement, c'est le régime de la résidence surveillée à NEUSTADT, dans la coquette cité palatine que BURCKEL imposera à son prisonnier, lui enjoignant de ne quitter son hôtel que dans un périmètre défini"

On croit rêver... et nous arrêterons là tout commentaire !

"Peu à peu ce cercle est élargi en proportion de l'obéissance et de la soumission apparemment exemplaires manifestées par Robert SCHUMAN. Vainement, BURCKEL revient à la charge pour l'intégrer dans la communauté du GROSS REICH, où pourtant on lui assignerait une place dans le barreau ou le journalisme"

"SCHUMAN esquive toutes les propositions. Il avait d'autres devoirs, d'autres visées. Il préparait déjà son retour en France"

"Un jour du mois de juillet 1942, Robert SCHUMAN quitta sa résidence de NEUSTADT... pour n'y plus revenir. Sous un faux nom, avec une fausse pièce d'identité, en qualité de professeur libre, il rejoindra l'Alsace, traversera les Vosges et parviendra jusqu'aux abords de la zone dite libre. Dans le restaurant d'un petit village du JURA, il demanda abri pour la nuit, en attendant de pouvoir franchir la ligne de démarcation. Hélas, un mouchard avait prévenu de son arrivée, la KOMMANDATUR. Presqu'aussitôt des pas de bottes martelèrent les escaliers et une voix rauque lui intima l'ordre de montrer ses papiers. L'évadé gardant toute sa sérénité, fit comprendre que le métier de professeur étant exténuant, et requérant un peu de calme, il était venu chercher ici avec aussi des plats un peu plus substantiels que ceux que l'on trouvait alors en ville. Son calme le sauva. Il fut relâché.

"Mais le lendemain, il se dirigea vers POITIERS, où dix jours plus tard, avec l'aide du préfet HOLVECK et les bénédictions de LIGUGÉ, il passa la ligne"

"Au mois d'août, la joie fut générale parmi les 200 000 expulsés mosellans en apprenant que Robert SCHUMAN les rejoignait, ayant filé à la barbe de la Gestapo. La colère des nazis fut grande et une prime rondelette fut offerte à qui retrouverait le fuyard"

"Robert SCHUMAN, qui avait obtenu à NEUSTADT des renseignements précieux sur la situation générale en Allemagne, et, principalement sur les événements se préparant et se déroulant en Moselle et en Alsace, estima nécessaire d'en aviser sans tarder le gouvernement de VICHY"

"LAVAL lui refusa toute audience, considérant que la présence de SCHUMAN en zone libre ne pouvait que compliquer davantage encore ses relations avec les Allemands. VICHY ne savait que faire de l'Alsace et de la Moselle"
(Jubilé pages 20-21)

A l'automne, SCHUMAN retrouve les exilés lorrains et prend la présidence du "comité lorrain" qui siège à LYON

(y font partie : SEROT, HOCQUARD maire de METZ, DURAND, HAGNY maire d'Amanvillers, DR. MELCHIOR président de l'action catholique lorraine, René JAGER, Melle SEGOLENE de WENDEL)

(P. DURAND "En passant..." op. cit. page 169)

(...)

"Il aura le temps, en une douzaine de réunions, d'enflammer les espoirs des exilés par des preuves convaincantes et sérieusement étayées de la défaite hitlérienne désormais certaine. Discours émaillés de récits de soldats de la Wehrmacht qu'il avait pu rencontrer à NEUSTADT, bilan des morts, psychologie lassée de la population allemande, etc..." (Jubilé p 21)

SCHUMAN change ensuite douze fois de résidence, s'installe finalement à BOURG EN BRESSE sous le faux nom de "M. DURENNE" dans l'orphelinat de la Providence de Beaupont. Il passe le plus clair de son temps dans la bibliothèque, écoute la radio et évoque un projet de constitution pour l'après-guerre (jubilé page 22)
La fin de la guerre arrive... La suite est aisée, nous passerons rapidement :

- SCHUMAN est élu député le 2 juin 1946
- du 25 juin au 29 novembre, il est Ministre des finances
- le 10 novembre 46, il est réélu député
- sous le gouvernement RAMADIER, il est à nouveau ministre des finances
- le 22 novembre 47, il forme son gouvernement... (il tient 8 mois)

- le 24 juillet 48... SCHUMAN entame une "autre" carrière : chef du Quai d'ORSAY
 "Robert SCHUMAN s'interroge sur les données de sa mission : rendre à la France sa place, son prestige sur le continent et ailleurs, l'intégrer dans un bastion européen, seule chance pour sauver à la fois les valeurs restant disponibles de la civilisation occidentale et en même temps la paix. Ramener une Allemagne démocratique, à pas lents et prudents, dans le conseil des nations européennes et au conseil européen..."
 (Jubilé page 26)

(... ADENNAUER ne fut-il pas au fond une sorte de vis-à-vis... un interlocuteur moralement très proche ?) En son temps BRIAND avait déjà souhaité une Europe unie pour la paix dans laquelle l'Allemagne eût retrouvé progressivement la souveraineté, le rang égalitaire avec les autres nations...

... Et cela nous amène à nous poser une question fondamentale : que pensait SCHUMAN de nos voisins ?

Il les connaissait mieux que personne...

Nous n'avons rien trouvé (peut-être par notre faute ?) qui eût attesté clairement un rôle joué par SCHUMAN pour attirer les regards sur un quelconque danger allemand. Il fut accaparé semble-t-il, par la défense des intérêts alsaciens lorrains. Certes... Pour le reste, rien, et d'ailleurs le livre du Jubilé Parlementaire n'en parle pas... On relève même une petite anicroche.

Le 16 décembre 1949, jour retenu pour la fête du Jubilé à METZ, LIARD a invité L. MARIN. Celui-ci avant de parler des deux "serviteurs" déclare :

"On m'avait dit à l'oreille : "Quelqu'un de plus autorisé que vous parlera de Robert SCHUMAN" ; j'avais deviné qu'un des membres influents du gouvernement se réservait de rendre hommage à celui de ses collègues qui porte la lourde charge de nos relations extérieures. Le Ministre de l'Information était tout désigné" (Jubilé page 74)

MARIN parla donc de SEROT !

Mais TEITGEN quand il intervient dans un discours plutôt court et peu fouillé, réplique :

"Toutefois et quoi qu'en ait dit M. Louis MARIN, j'étais chargé d'un second message destiné celui-là à M. le Président Robert SEROT" (Jubilé page 86)

Esquive de Louis MARIN ? Incompatibilité politique ou de personnalité ? Tout à l'heure, nous trouverons peut-être une explication... Car il nous faut maintenant essayer, au moins brièvement de cerner l'ambiguïté du personnage SCHUMAN ? Qui est-il ? Au physique : grand, maigre, osseux, le regard vague, fuyant, presque triste...

Le caractère ? Tout le monde (et la presse messine notamment, exemple le L du 22.11.29) voit en lui un modeste, un timide... C'est que SCHUMAN entretient cette image à l'extrême... En 1949, le jour de ce fameux jubilé, il parle beaucoup de SEROT, à peine de lui-même, s'excuse presque... "dans ma vie, j'ai dû faire beaucoup de choses malgré moi..." (page 98) ... Tout cela

est évidemment très excessif ! Orphelin assez tôt, c'est peut-être de là que lui était venue cette timidité malade puis apparente derrière laquelle il se cache toute sa vie et qui lui permit de disposer des autres (A moins que ce fût la difficulté d'assumer "un moi" confronté au dilemme de l'idéologie catholique d'où son célibat !) Or, avant 1914, dans les cercles catholiques, SCHUMAN est un "entraîneur", un "militant chevronné" tout en demeurant "un grand camarade aimé, estimé de tous ses amis" (Jubilé page 16). Très intelligent, SCHUMAN est aussi très ambitieux... la carrière dont nous venons de parler le prouve. Il sait user des autres et se sortir au milieu de toutes les situations.

Il sait enjôler son monde :

"rédage politique solide, parfaite expérience des hommes et des choses"

(jubilé page 17)

"Ses interventions à la tribune suscitent sur tous les bancs l'estime et l'admiration. Elles font autorité par leur sagesse, la simplicité et la clarté de l'exposé, l'homme n'est pas un tribun fougueux ni un dialecticien. Sa pensée, dégagée de toute vaine recherche oratoire, vise surtout à convaincre (page 18)

"Au gouvernement, il jouit de la plus grande considération, d'autant plus qu'il n'a jamais sollicité de portefeuille, pas même de strapontin... Il aura supporté maints combats, il s'est toujours confronté courtoisement. Ses interventions, souvent émaillées de finesse ironique ont été dictées par le seul souci de servir des compatriotes. Il ne représentera aucun clan, aucune classe et, s'il a une prédilection, elle va vers ceux qui souffrent" (page 19)

Politiquement, lorsque l'on dresse un bilan, c'est assez éloquent : avant 1914, il fait partie du centre catholique encouragé par BENZLER, qui malgré sa magnanimité, n'en est pas moins un Allemand... 1919 : SCHUMAN s'est fait intégré dans l'URL prolongement du Bloc ! A la chambre en 1919, il est URD, mais en 1928 on lit la mention "aucun groupe", en 1932, il est "démocrate populaire" ... etc.

Lorsqu'il est muché à Bourg en Bresse, SCHUMAN qui sait la libération proche, ébauche déjà des projets de constitution...

"Si l'on m'écoutait", ajoutait-il, "ce serait là une intéressante base de discussion" (Jubilé page 22)

... Personnalité contradictoire, SCHUMAN se trouva fort à l'aise dans la défense des intérêts lorrains, pour laquelle, il manoeuvra avec une dextérité rare tout en tirant habilement sa propre épingle du jeu... par contre, à l'inverse de l'opinion messine farouchement anti-allemande, il se cantonna dans une discrétion plutôt troublante...

Voyons à présent le cas de R. SEROT

D'aucuns voulurent le comparer à SCHUMAN... Il est vrai que tous deux avaient Robert pour prénom et qu'ils étaient célibataires...

SEROT, né le 18 février 1885 à Saint Dizier

"Ses grands'parents avaient quitté METZ au lendemain de la guerre de 1870, à la suite de l'annexion de la Moselle par l'Allemagne" (Jubilé, ibid. page 29)

... mais le nom de SEROT reste fortement incrusté dans la mémoire des messins : son grand oncle avait été président de la COUR D'APPEL, son grand père puis son oncle avaient dirigé un important commerce de fer, place des CHARRONS. SEROT fait ses études secondaires à la MALGRANGE, puis entre à l'Institut agronomique avant de finir sa formation à l'Ecole forestière de NANCY.

- Il est garde général des EAUX ET FORETS à BACCARAT (VOSGES)

- Arrive la guerre de 1914.

"Dès le début des hostilités, il participa à l'offensive de Lorraine comme lieutenant d'une brigade de chasseur à pied. Plus tard, il prit part à l'offensive de Champagne. Il fut ensuite muté au MAROC. Mais le combattant SEROT demanda à reprendre sa place au front et nous le retrouverons en première ligne lors de la terrible bataille de la SOMME.

"Pendant les années terribles, le Grand Etat Major put apprécier les dons exceptionnels du soldat. On lui confia des missions délicates, soit à ATHENES, soit à KORITZA, puis à SOFIA et enfin à BUDAPEST, où il fut accrédité par le commandant en Chef des armées alliées auprès du Président de la République hongroise"

"Au moment où s'achevait la grande tragédie, Robert SEROT avait le grade de capitaine. Sa conduite au cours des hostilités lui avait valu la CROIX de guerre et la LEGION D'HONNEUR. C'est avec le grade de lieutenant colonel qu'il cessera son activité militaire"

"Aussitôt après l'armistice, il fut appelé aux Services d'Alsace-Lorraine, nouvellement créés à Paris, et CLEMENCEAU le désigna comme chargé de mission auprès du premier maire de METZ, M. Victor PREVEL" (Jubilé, d'après article traduit du COURRIER DE METZ - op. cit. page 30)

C'est donc fort logiquement que SEROT, une fois la paix revenue, est pressenti en 1919 sur la liste URL établie à l'occasion des législatives. Le 16 novembre, il est élu (2e position)

"Ses collègues le désignèrent pour s'occuper de l'élaboration du statut des fonctionnaires et des cheminots alsaciens-lorrains. Il devint également rapporteur de l'importante commission des finances dans laquelle il précéda de quelques années M. Robert SCHUMAN"

"Aux élections de 1924 qui, dans le reste du pays assurèrent la victoire du CARTEL des GAUCHES, Robert SEROT fut brillamment réélu sur la liste des huit candidats de l'U.R.L., cette fois derrière M. SCHUMAN. Le "rodage" du député se fit rapidement. Il se fit bientôt remarquer par ses connaissances et son expérience parlementaire, et mit ses talents particulièrement au service des intérêts ruraux. L'agriculture mosellane trouvera toujours en lui un défenseur, un éclaireur et un guide précieux. Ses connaissances, sa compétence technique, ses sages conseils prévaudront dans les nombreuses associations agricoles qui l'appellent à leur présidence. C'est ainsi qu'il fonda la célèbre CAISSE DU CREDIT AGRICOLE et accepta de présider aux destinées du Syndicat d'Elevage du Cheval de trait ardennais, etc..."

(jubilé pages 30-31)

En 1918, SEROT est réélu une 3e fois (METZ II) tandis qu'à la Chambre "rebelle à l'esprit étroit des partis, il demeurera, jusqu'au renoncement, un homme indépendant. C'est le trait caractéristique de sa vie, de sa carrière d'homme politique. Et c'est sa force"

"Du 2 novembre 1929 au 17 février 1930, puis une nouvelle fois du 2 mars 1930 à décembre de la même année, Robert SEROT occupa le poste de sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, qui lui avait confié André TARDIEU. Ses connaissances, son expérience, sa finesse, son extrême courtoisie jointe à une intelligence subtile, mais loyale, firent de lui un parfait ambassadeur de l'esprit et de la qualité française à l'étranger. Plusieurs fois, il représenta son pays dans les organismes internationaux. Avec MM. BRIAND et FLANDIN, il participa, au nom de la France, aux travaux de la S.D.N., et fut, plus tard, envoyé comme plénipotentiaire à la conférence internationale pour une Action économique concertée"

(jubilé page 31)

En 1932, puis encore en 1936, SEROT est réélu député. Il est aussi depuis le 21 sept. 1930, conseiller général du canton de PANGE, puis le 4 déc. 1935, vice-président de l'assemblée départementale en enfin après la démission de Guy de WENDEL en 1936, président du conseil général de la Moselle. Toute cette activité débordante, ne l'a pourtant point empêché en 1934, de parcourir le monde (Amérique du Nord - Japon - Indochine - Indes - Côte française des SOMALIES)

"Quand il revint de cette "exploration" nanti d'un riche bagage de connaissances nouvelles, la France s'appêtait à modifier sa politique; Par fidélité à ses principes, Robert SEROT déclina, en 1936, le portefeuille de Ministre de la SANTE PUBLIQUE. Il en sera de même trois ans plus tard, lorsqu'une nouvelle fois il sera pressenti pour le même portefeuille ministériel. Le président du conseil général de la MOSELLE voyait, en effet, monter à

l'horizon l'orage dont les premières victimes seraient les populations mosellanes, et il jugeait que dans ces graves conjonctures, il se devait entièrement à ses compatriotes"

Mais

"bientôt le glas sonne pour la liberté"

"les événements se précipitent et jettent sur les routes de France nos évacués d'abord, plus tard nos expulsés. Un bon tiers de la Lorraine paye à la PATRIE le suprême sacrifice : celui de l'exil volontaire ou forcé. Les Lorrains sont dispersés aux quatre vents. Il importe de les arracher au désespoir. Robert SEROT comprend les impératifs de l'heure"

"Au risque de ne pas être compris, par certains, il se fait le porte-parole de ses compatriotes auprès de l'autorité de fait, qui dirige alors la France. Il sait que l'autorité du gouvernement est discutée, mais il sait aussi que lui seul est en mesure d'atténuer les souffrances inimaginables des expulsés lorrains. Il se fixe donc, sans aucune hésitation, à VICHY, avenue des Cygnes, et de là, sans cesse, il va frapper à la porte de toutes les administrations pour évoquer le drame de ses compatriotes"

(Jubilé, d'après le COURRIER DE METZ - pages 32-33)

(voir aussi l'explication de L. MARIN qui va suivre)

Et l'on voit SEROT, avec le préfet BOURRAT ou Mgr HEINTZ parcourir les îlots réfugiés lorrains...

"A chacun de ses retours à VICHY, s'allonge sur les tables des administrations le cahier des revendications collectives et particulières des expulsés. Partout, il se montra le discret ambassadeur de l'espérance, le messager du retour" (...) (juilé page 33)

Deux après l'annexion, SEROT (assisté de Segolène de WENDEL, du chanoine MULLER -sénateur du BAS RHIN- et de Jacques BLECH -membre du comité d'Alsace Lorraine) ... rédige une "solennelle protestation" contre l'enrôlement forcé des jeunes Mosellans dans la Wehrmacht.

"... et au cours d'une rencontre dramatique avec le chef de l'Etat, le député de METZ demanda que cette protestation fût, non seulement communiquée à la puissance occupante, mais publiée et diffusée par la radio. Peine perdue, car LAVAL ne voulait pas entendre parler d'une telle éventualité"

"Peu de personnes se souviennent qu'en pleine guerre, en septembre 1942, la B.B.C. rendit hommage au comité Alsacien-Lorrain par cet éloge : "il se trouve encore à VICHY quelques hommes de caractères" (jubilé p 33-34)

(DURAND évoque toutefois l'existence "éphémère" du comité lorrain fondé à l'automne 42 (à LYON), par suite de l'invasion totale de la France "le programme du comité était double : servir d'agent de liaison entre les groupements de réfugiés, représenter leurs intérêts moraux et encore et surtout prévoir les difficultés d'ordre politique et administratif qui se présenteraient après le retour au pays" DURAND "En passant..." op. cita. page 169)

Après la libération, SEROT (comme SCHUMAN) s'empresse de revenir en MOSELLE, et le COURRIER DE METZ, comme jadis pour SCHUMAN, croit devoir insister sur leurs biens personnels spoliés... SEROT (comme SCHUMAN) vole au secours des sinistrés. Mais il doit attendre une enquête et la levée de son inépuisable... il était à VICHY !

Réélu député, il est élu au Conseil de la République, puis désigné au poste de vice-président du Sénat... pour fort peu de temps !... puisqu'il a beaucoup voyagé dans sa vie, et connaît bien l'OUTRE MER français, on lui confie "une place de choix au conseil de l'union française" (jubilé page 34)
Ecarté de PARIS, SEROT redevient conseiller général puis président du conseil général de MOSELLE.

Qu'on veuille bien nous pardonner ces deux longues biographies... C'est que, même en nous abstenant de commentaires, il apparaît que ces deux députés ont eu à certains moments de leur vie un comportement personnel assez étonnant ! Mais, refusant la polémique, nous nous en tiendrons à l'entre-deux-guerres, et aux relations franco-allemandes... Comme la presse messine n'était-ce point leur mission que d'avertir la France, solennellement à la Chambre ?

Pour le Jubilé de 1949, nous avons dit la présence à METZ, dans les salons du Globe (16 déc.) de Louis MARIN... écoutez bien ce qu'il dit ce jour là... MARIN évoqua la résistance lorraine durant l'annexion... et ce 9 décembre 1919 quand l'assemblée nouvelle (du 16 nov) retrouva les représentants alsaciens-lorrains

"immense portée de cet événement (...) journée prodigieuse" s'exclama MARIN. Et il fit revivre l'instant historique que déclencha l'entrée à la Chambre des députés de l'Est (Jubilé op. cit. pages 61 à 65)

"Vous nous sembliez des êtres sacrés : l'Alsace et la Lorraine ressuscitaient" ... et MARIN salua

"l'auréole des députés lorrains et alsaciens" (pages 65 et 66)

... Mais :

"Quand après avoir évoqué l'affection inébranlable des Alsaciens et des Lorrains pour la Patrie, CLEMENCEAU s'écria : "les voici rentrés parmi nous

pour toujours", je me rappelais soudain l'avertissement que j'avais dû, sans cesse depuis six mois, répéter à la Chambre, aux Commissions, dans les couloirs, la phrase terrible de FOCH : "Le traité que vous avez signé vous ramènera la guerre avant vingt ans" (...)

"Par bonheur, nous étions assez clairvoyants pour percevoir l'utilité capitale de votre retour au moment propice !"

"Ceux qui s'étaient rebellés contre le Traité de Versailles et devaient être accusés de jouer les CASSANDRE se disaient avec foi : "nos contemporains sont plus favorisés que ceux de Lazare qui n'a rien confié de ce qu'il avait appris dans le monde dont il revenait. Ayant soulevé la dalle de l'IN-PACE qui les avait si longtemps enfermés, ces Lorrains, ces Alsaciens qui nous arrivent connaissent l'Allemagne ; ils vont nous aider à ouvrir les yeux de ceux qui ne veulent pas voir ; ils feront vibrer les tympanes de ceux qui se bouchent les oreilles ; ils redresseront les hommes sans courage" Hélas ! nous méconnaissions la profondeur de la stupidité humaine et la terrible gangrène des idéologies partisans"

"Ce qu'apportaient au Parlement la Lorraine et l'Alsace"

... l'unité française (ibid. pages 67-69)

MARIN RACONTA ensuite la première séance des jubilaires au Palais Bourbon (pages 69-72) puis "les difficultés de la tâche des députés alsaciens-Lorrains" : la législation - la politique religieuse - la langue... et il acheva ce point en disant :

"Plus grave, une quatrième difficulté attendait les nouveaux élus : ils n'avaient pas encore siégé que l'attitude du Reich et de nos Alliés les mettait à l'épreuve dans un Parlement, qui, le péril passé, revenait à ses erreurs idéologiques vis-à-vis de l'Allemagne, à sa passivité en politique extérieure ; ils recevaient donc mission de nous faire comprendre les dangers de l'esprit d'outre-Rhin. Dans ce domaine -et dans tous- ils furent les meilleurs vigilants et des travailleurs acharnés !" (page 73)

"Les qualités et le travail des députés alsaciens-lorrains"

MARIN aborda cette partie de son discours en excluant R. SCHUMAN...

"M. le Ministre de l'information montrera les services rendus par les nouveaux venus avec l'exemple de SCHUMAN : je vais le tenter avec celui de SEROT"

MARIN, esquivant l'éloge de SCHUMAN, ne dressa que celui de SEROT... le forestier "modèle", l'"admirable soldat" !

"Vous aviez, SEROT, l'expérience vibrante d'un combattant qui sortait des batailles du Grand-Couronné et de Champagne ; prélude à votre vie politique, vous vous étiez battu au loin, au MAROC, en ORIENT. Collaborateur de LYAUTEY, lequel était connaisseur en hommes, vous aviez été fort apprécié par lui. Vous nous veniez capitaine, cité, décoré" (jubilé ibid. page 75) enfin le "diplomate vigilant"... Ce passage est fondamental :

"les voyageurs qui, des autres provinces, passaient en Lorraine, étaient frappés de l'atmosphère militaire régnant dans ce pays ; ils ne savaient généralement pas que, nous trouvant sur le chemin des invasions, constituant le bastion, la citadelle avancée de la France, celle-ci nous avait, de par la Nature, confié une double mission : il ne suffit pas, pour bien défendre la Patrie, d'être prêts à faire la guerre, mais il nous faut prévoir celle-ci et la prévenir ; c'est pourquoi "nos gens", dans le silence de leurs réflexions, se préoccupent de la politique internationale et leurs élus des questions diplomatiques"

"Vous n'avez pas échappé à notre loi commune, pas plus que LAPIÉ qui est à vos côtés. Vous aviez été nommé à Genève, à la S.D.N. A cette occasion, une première fois, j'ai pénétré dans l'intimité de votre conscience : vous m'avez demandé avis. Beaucoup disaient : "Accompagner BRIAND et, peut-être subir son pacifisme démagogique ?... Brrou. brrou.... FLANDIN ?... brrou... Retrouver des alliés acharnés contre nous ? Discuter là-bas avec ces terribles diplomates allemands à la STRESEMANN -il allait bientôt mourir, laissant des mémoires où il se vantait d'avoir "roulé BRIAND"-, ces diplomates dont l'astuce, la duplicité sont à redouter autant que leur mépris de la parole donnée, leur culte de la violence et de la force ; les affronter quand HITLER était déjà le dieu de l'Allemagne ; quand "MEIN KAMPF" devenait la bible des Germains ; quand le FUHRER avait lancé ces violentes diatribes, hélas ! prophétiques, contre nous ; quand il clamait la guerre partout ; quand l'Allemagne, nouvelle venue à la S.D.N. allait, comme toujours -comme demain- sitôt arrivée, tout exiger sans vergogne ?"

"Quel risque pour un quelconque député ! Bien plus dangereux pour un élu de la patriotique Lorraine ; bien plus périlleux pour un représentant de METZ, la pure, la sans tâche, à laquelle le Président WILSON, malgré son ignorance incroyable de la France, avait rendu ce sublime hommage quand il décréta que ses troupes s'exerceraient et combattaient "face à la cathédrale de METZ, emblème de la fidélité à la Patrie"

"J'ai pris la responsabilité de vous recommander d'aller à Genève : "Quoi qu'il arrive, même si tout finit très mal là-bas, même si on vous le reproche plus tard, c'est votre devoir de défendre, dans ce milieu d'intrigues, d'illusions, d'injustices s'étalant sous le couvert du droit, la douce et juste Lorraine. Votre présence peut, à elle seule, empêcher certains mé-

faits ; nourrie de nos sentiments lorrains, votre activité davantage"
 "Vous avez bien travaillé dans ce milieu cosmopolite ; vous y avez encore plus souffert, vous y avez acquis le dédain de la diplomatie lorraine, démagogique et, par là même, catastrophique"

"Heureusement, le Gouvernement vous confiait des négociations individuelles en Syrie, en Turquie, à Rome, en Extrême-Orient, et vous les remplissiez silencieusement avec succès. Elles vous ont valu d'être vice-président du conseil de la République. Vous voici maintenant capté par l'Union Française, par vos missions lointaines pour la sauvegarde de notre Empire..."

Puis MARIN retraça la carrière du conseiller général SEROT, l'approche de la guerre, l'exil, le consolateur des réfugiés... précisant son rôle à VICHY.

"Une seconde fois, mon cher SEROT, vous m'avez consulté sur un grave problème de conscience. Vous m'avez confié : "Mes amis me demandent de visiter les Lorrains expulsés ou fugitifs qui sont répartis dans divers centres, comme LYON, MONTAUBAN et autres villes, pour leur faire reprendre espoir, les aider, être leur interprète auprès des pouvoirs publics, non pas comme agent officiel, mais comme Président du Conseil général ; le Gouvernement m'appuierait" Ah ! cet appui du gouvernement ! comme sa contamination était redoutée ! Pour moi qui, le soir de la demande de l'armistice, avait dit aux responsables de cette catastrophe : "Jamais, jamais plus, je ne consentirai à vous serrer la main", je vous ai répondu : "qu'il doive arriver, acceptez. C'est votre devoir le plus strict ; quelques difficultés que vous rencontriez dans vos tournées ; quelques reproches que les ignorants vous adressent plus tard. On ne fait jamais le bien sans risques"

Vous avez compris et vous avez rendu d'inoubliables services ; mais, par la suite, combien d'égoïstes qui étaient restés "au-dessus de la mêlée" n'ont pas su apprécier votre attitude"

(MARIN avait rappelé aussi la protestation que SEROT avait adressé à VICHY contre l'incorporation forcée des jeunes alsaciens-lorrains dans la WEHRMACHT)

(jubilé pages 77-78-79)

MARIN louangea aussi "les sacrifices pour l'UNION" entre compatriotes.

Avec Louis MARIN, apparaît donc encore mieux le sens et la portée exercée par la présence des députés alsaciens-lorrains à la Chambre : l'unité française, une sorte "d'aura" émanant de leur personne, leur connaissance de l'Allemand, leur mission de vigilance et de clairvoyance, le caractère, l'importance, l'enjeu, la nécessité de leur combat.

Des Alsaciens-Lorrains devaient donc obligatoirement figurer à des postes en bonne lisière gouvernementale...

... Chaque tendance politique représentée à la Chambre, avait un intérêt évident à s'accaparer quelques représentants de nos départements recouverts...

SCHUMAN et SEROT reçurent des responsabilités ministérielles...

MONCELLE fut vice-président de la chambre des députés...

... Voilà peut-être aussi pourquoi les lorrains eurent une attitude assez désordonnée à la chambre, en se laissant rapidement attirer par plusieurs partis politiques...

Finalement, parce que la chambre de l'époque ne s'enthousiasmait guère pour les problèmes de politique extérieure, et croyait en la paix et au rapprochement avec nos voisins ; parce que nos députés se laissèrent engluer par ce courant briandiste et optimiste ; parce qu'ils entendirent préserver surtout les intérêts propres à leur région, à son identité... , parce qu'ils se laissèrent captiver par les rivalités des partis politiques ; parce que l'ambition personnelle que leur permettait leur situation privilégiée fut sans doute en tenter quelques uns... ils ne firent preuve que d'une assez relative passivité quant à l'avertissement du danger allemand. Quel incroyable fossé entre la presse messine ... et ses représentants à la Chambre !

Au moins SEROT eut-il le mérite d'écouter MARIN, même si le député courageux ne réussit point à Genève...

Pas plus que les avertissements messins, les voix de nos représentants émurent à Paris.... mais eux pour d'autres raisons !

Nous approchons de l'ultime bilan !

Ultime bilan !

A partir de 1923, l'opinion publique messine fut celle d'un clan : lorrain, messin, patriote. Ce fut la vaillance d'une sentinelle vigilante qui, en ne cessant de sauter du côté de nos voisins allemands, clama sans relâche l'avertissement de la revanche qui se préparait là-bas. Oui, elle fut influencée de l'extérieur ! les WENDEL eurent leur mot... Elle en supporta aisément le poids, parce qu'au fond la lutte était la même... mais elle sut décocher ses feux quand elle le voulut ! L'unité quasi parfaite, et presque étonnante des deux grands quotidiens messins et bien là pour l'affirmer ! Et quand en sept-oct-nov 1930, après que RITZ se fut embrasé pour les questions d'Europe Centrale et de l'Anschluss, le 13 novembre, MARIN monta à la tribune et redoubla l'apostrophe ! Il y avait là plus qu'une simple coïncidence... Pour l'ardeur de sa mission, METZ aurait bien mérité d'être mieux comprise par la France qui l'avait retrouvée... hélas ! si peu d'esprits voulurent entendre... Cette infortune fut la faiblesse de l'opinion messine, mais sa foi patriotique et sa clairvoyance sa force !

ANNEXES

I. ELECTIONS LEGISLATIVES EN MOSELLE.

(1919 - 1924 - 1928 - 1932)

La solidarité politique relative de la MOSELLE : du bloc à l'U.R.L.

*La volonté de défendre les intérêts mosellans.

*L'inflection au centre et à droite.

*La dispersion "apathique" à la chambre.

Liste des députés.

1919 (16 et 30 nov.)

Ch. FRANCOIS (médecin - conseiller général - maire de DELME)

SCHUMAN R. (avocat au barreau de METZ)

MEYER Louis (négociant - maire de WALSCHEID)

MAUD'HUY (de) (général - ancien gouverneur militaire de METZ)

JEAN J. Pierre (président du souvenir français en MOSELLE)

HACKSPILL Louis (abbé - METZ)

WENDEL Guy (maître des forges - HAYANGE)

SEROT R. (ingénieur agricole - METZ)

8 élus de l'URL sur 8 sièges ! 65 % des voix.

1924 (11 - 25 mai)

SCHUMAN - SEROT - WENDEL - MEYER - FRANCOIS.

MONCELLE (ingénieur - conseiller général de GORZE)

LOUIS Gaston (chanoine de METZ)

PAQUE Théo. (maire de St. AVOLD)

(MONCELLE remplaça MAUD'HUY décédé, PAQUE remplaça JEAN battu, qui s'était représenté tête de liste de son propre parti : l'Union Républicaine Démocratique. LOUIS remplaça HACKSPILL qui ne se représentait plus.

8 URL sur 8 !

1928

METZ I: MONCELLE (2^e tour) U.R.L.

METZ II: SEROT U.R.L.

CHATEAU SALINS: WOLFF Jules instituteur - conseiller général U.R.L. bat
FRANCOIS lui aussi U.R.L.!

BOULAY - SAINT AVOLD: LABACH maire de l'HOPITAL (indépendant)

FORBACH - SARRALBE :DOEBLE Victor- employé PTT Metz, élu 2^e tour (communiste)

SARREBOURG: PETER E. maire de Sarrebourg bat MEYER (URL sortant) (indépendant)

SARREGUEMINES: NOMINE (URL) élu au 2^e tour

THIONVILLE EST: SCHUMAN (URL)

THIONVILLE OUEST: BERON - ouvrier industriel à Hayange - communiste - bat
 Lucien FRANCOIS, conseiller général et maire de MOYEUVRE URL
 5 U.R.L. sur 9.

METZ I: MONCELLE (URL) réélu

METZ II: SEROT (URL) réélu

THIONVILLE EST: SCHUMAN (URL) réélu

BOULAY: WILTZER Alex - avocat au barreau de METZ élu au 2^e tour (A.D.)

FORBACH: DOEBLE (passé aux "Indépendant de Gauche") réélu au 2^e tour

SARREGUEMINES: NIMINE (URL) réélu

SARREBOURG: PETER (AD) réélu

THIONVILLE OUEST: BERON (passé comme DOEBLE aux "Indépendants de Gauche"
 réélu au 2^e tour

CHATEAU SALINS: WOLFF réélu (URL)

(SOURCES: BAUDON E.L. "Les élections en MOSELLE" METZ coopé. d'édition et
 d'impression - 1956 in 8 96 pages)

AFFINITE POLITIQUE DES DEPUTES MOSELLANS A LA CHAMBRE.

1924 SCHUMAN : URD
 SEROT : URD
 WENDEL : URD
 MEYER : DEMOCRATES
 FRANCOIS : URD
 MONCELLE : URD
 LOUIS : DEMOCRATES
 PAQUE : URD

1928 MONCELLE : URD
 SEROT : URD
 WOLFF : URD
 LABACH : DEMOCRATE POPULAIRE
 DOEBLE : COMMUNISTE
 PETER : ACTION DEMOCRATIQUE ET SOCIALE
 NOMINE : REPUBLICAIN SOCIAL
 SCHUMAN : AUCUN GROUPE
 BERON : COMMUNISTE

1932 MONCELLE : CENTRE REPUBLICAIN
 SEROT : REPUBLICAIN SOCIAL
 SCHUMAN : DEMOCRATE POPULAIRE
 WILTZER : ACTION DEMOCRATIQUE ET SOCIALE
 DOEBLE : INDEPENDANT DE GAUCHE
 NOMINE : REPUBLICAIN SOCIAL
 PETER : ACTION DEMOCRATIQUE ET SOCIALE
 BERON : INDEPENDANT DE GAUCHE
 WOLFF : U.R.D.

(SOURCES : J.O. "Examen des pouvoirs" Mai 1924 - avril 1928 - mai 1932)

ELECTIONS SENATORIALES (1920 - 1924 - 1932)

11 janvier 1920

COLLIN (chanoine à METZ)
 HIRCHAUER (GENERAL - METZ)
 STUHL (Colonel de reserve) BITCHE
 MARGUERIE (maire de St EPURE ex-attaché d'ambassade)
 BOMPARD (ex-ambassadeur de France, domicilié à NOVEANT)
 Tous U.R.L. !

6 juillet 1924

Les mêmes ! Sauf COLLIN décédé le 26 novembre 1921 et remplacé par le comte BERTIER de SAUVIGNY.

16 octobre 1932

CORDEBAINE Edouard - conseiller général et maire de THIAUCOURT
 STUHL
 HIRCHAUER
 WOLFF (conseiller général de CHATEAU SALINS)
 WENDEL Guy - maître des forges.

(SOURCES : BAUDON E. L. ibid "Les elections en MOSELLE".

II. CONTRE L'ABANDON DE LA SARRE

(d'autres précisions)

*Les échanges économiques sarro-mosellans.

canal des HOUILLERES de la SARRE

(SARRE canalisée et canal de LOUDREFING en MOSELLE)

<u>1925</u>	<u>Marchandises chargées</u>	<u>Marchandises déchargées</u>
...	dans le sens SARRE-GONDREXANGE :	
	1,103 Millions de tonnes	1,086
...	dans le sens GONDREXANGE-SARRE :	
	0,558	1,637
<u>1926</u>	S-G 1,086	S-G 1,086
	G-S 0,707	G-S 1,805
<u>1927</u>	S-G manque	S-G
	G-S (année de l'accord commercial franco-allemand)	G-S
<u>1928</u>	S-G 1,481	S-G 1,075
	G-S 0,999	G-S 0,990
<u>1929</u>	S-G 0,854	S-G 0,859
	G-S 0,784	G-S 0,787
<u>1930</u>	S-G 0,907	S-G 0,920
	G-S 0,808	G-S 0,803
<u>1931</u>	S-G 0,949	S-G 0,952
	G-S 0,597	G-S 0,594
<u>1932</u>	S-G 0,942	S-G 0,949
	G-S 0,633	G-S 0,628
<u>1933</u>	S-G 0,905	S-G 0,817
	G-S 0,636	G-S 0,638

Com. CC METZ (années 1925 à 1933)

* (A titre indicatif)

Les certificats d'origine délivrés par la Chambre de Commerce de METZ.

(Ici avec l'Allemagne)

1926 : peu

1927 : ?

1928 : pour 2,2 millions de t. (en hausse) sur un total de 31,4

1929 : 14 millions de t. (1^{er} rang) " 26,3

1930 : 0,267 671 (effondrement) " 11,8

1931 : 0,134 218 " 8,117

1932 : 0,020-671 " 10,6

1933 : 0,0098

Les faillites en MOSELLE

1926 (1): liquidation judiciaire : 37 (en suspens : 20)

(2): liqui. judi. convertie en faillite : 12 (en suspens : 10)

(3): faillites : 126 (en suspens : 87)

1927 : ?

1928 (1): 69 (21 en suspens) dont 35 concernant des étrangers.

(2): 17 (14 ") 4 "

(3): 139 (96 ") 32 "

1929 (1): 92 (53 ") 35 "

(2): 21 (5 ") 10 "

(3): 175 (118 ") 76 "

1930 (1): 80 (54 ") 40 "

(2): 15 (12 ") 14 "

(3): 177 (135 ") 50 "

1931 (1): 92 (59 ") 39 "

(2): 24 (19 ") 17 "

(3): 209 (142 ") 67 "

1932 (1): 141 (96 ") 71 "

(2): 35 (21 ") 28 "

(3): 238 (185 ") 84 "

1933 (1): 152 (97 ") 64 "

(2): 28 (19 ") 16 "

(3): 175 (27 ") 28 "

(ensemble des renseignements: Com. C. C. METZ années
respectives 1926 - 33)

*La SARRE vue de l'oeil militaire...!

."La trouée sarroise est une tête de pont pour l'invasion allemande."

(J. REVIRE L 10.8.32)

. Un aspect stratégique : la possession de la Sarre (par le passé !)

"permettait aux Français d'atteindre le RHIN et MAYENCE à GERMERSHEIM."

(REVIRE L 10.8.32)

."La Sarre couvre METZ."

(REVIRE L 3.1.33)

."Nos intérêts : la Sarre et la sécurité française."

"L'erreur de conception de l'armée française : ne pas vouloir tenir le terrain à tout prix (...) ils savent que la France n'attaquera jamais

que, par conséquent, l'ennemi pourra choisir son heure et son terrain, que jamais sans doute la France ne se trouvera dans les conditions optima pour combattre, qu'il faudra donc se "debrouiller" avec les moyens qu'on aura, sur le premier terrain venu, et ils se préparent en conséquences."

"On ne choisit pas son terrain, l'erreur de 1871 est là pour le prouver."

"Le but de la guerre ce n'est ni l'occupation de provinces, ni la destruction d'une armée, ni le blocus des crêtes... c'est la destruction du moral de l'adversaire."

La Sarre abandonnée ?

"Un point d'appui perdu. Il faut développer et profiter de l'Unité, ou

base de repli sarro-lorraine, les Allemands ont des autostrades, des autos, ils feront très vite."

"Raison de plus pour les arrêter sur la coupure de la Sarre."

Signé CASSANDRE. Pour copie conforme

J. REVIRE L 12.10.32

III. LE REICH MILITARISTE
UNE FRANCE MILITAIRE IMPREVOYANTE.

1. Quelques reflexions sur le militarisme allemand...

(avant les élections allemandes de sept. 1930...)

"Où en est l'aviation militaire en Allemagne ?"

"Conférence du général NIESSEL, ancien inspecteur général de l'aéronautique membre du conseil supérieur de la guerre. (L 3.8.30)

Officiellement l'Allemagne n'a pas d'aviation militaire, mais depuis le 7 mai 1926, elle a été "libérée des règles limitatives imposées à son aviation (...) tous les types d'appareils peuvent être construits."(...)

"Le gouverneur a passé la main à des organisations privées."

- La direction ? "un organe modeste, simple bureau du Ministère des voies de communication." BEIRAT FÜR DAS LUFTFAHRTWESEN.

--Le véritable organe ? "... établi par une entente entre le Ministère de la Reichwehr et celui des voies de communication : DEUTSCHER LUFTTRAT (...) organe entièrement privé."

43 membres dont 19 officiers d'active ou non...

-Ce conseil travaille avec de nombreux organes :

-WISSENSCHAFTLICHE GESELLSCHAFT FÜR LUFTTRAT (Société Scientifique)

"comprend des officiers (...) et des représentants de la Reichwehr."

-L'"AERO-KLUB" s'occupe de propagande.

-Le "DEUTSCHE LUFTFAHRT VERBAND" association de la navigation aérienne allemande qui "réunit 120 associations régionales."

-Le "VERBAND DER LUFTHAFEN" association des ports aériens, "qui groupe 108 sociétés et qui vérifie le matériel et les règlements."

-Le "DEUTSCHE LUFTFAHRT dirige la formation des pilotes, d'accord avec SPORTFLUG qui groupe toutes les associations s'intéressant au vol."

-Le "RIN 6 DER FLIEGER (...) groupement des anciens pilotes de guerre, dirigés par des officiers de l'ancienne inspection de l'aéronautique et a des rapports étroits avec la Reichwehr."

-Des organes techniques nombreux, richement dotés :

°DEUTSCHE VERMICHTE ANSTALT, KYFHAUSER TECHNIKUM "spécialisés dans l'enseignement de l'aéronautique."

°Les grands laboratoires d'aérodynamique d'AIX la CHAPPELLE, d'ADLERSHOF, GOETTINGEN.

°14 universités ont des cours d'aéronautique et distribuent des brevets de valeur variable d'ingénieurs de l'aéronautique.

-Le personnel ?

°"Le SPORTFLUG a déclaré pouvoir former 2000 pilotes par an."

°"En 1926, 2700 pilotes sont instruits.(Il en faut 200 dans l'aviation commerciale.)

°Une école la "DEUTSCHE VERKEHRSFLIEGER" (Berlin) forme en 4 ans des capitaines de grands avions, en 3 ans des mécaniciens naviguants (...) la pratique du vol en un an."

La solidarité étant onéreuse... des bourses sont distribuées.)

-Et puis la LUFTHANSA avec ses lignes intérieures et internationales (Amérique du Sud, Asie.)

... les dirigeables (et la grande avance des Allemands.)

"Cette organisation allemande permettrait de passer rapidement à une organisation militaire." (L 3.8.30)

*

*

*

M 7.8.30

"Le militarisme allemand."

- Un article du "MERCURE DE FRANCE" sur la "restauration de la puissance militaire allemande." signé XXX "bourré de chiffres !"

... sociétés sportives et militantes de toutes couleurs, le casque d'Acier et autres... "La jeunesse des écoles primaires, secondaires et supérieures est dirigée depuis l'armistice vers la réalisation de la revanche."(...)

"Les dirigeants, pour relever le moral de la nation vaincue, lui ont infusé l'idée bien arrêtée de reconquérir sa suprématie d'avant 1914 et de reprendre les territoires que le Traité de Versailles lui a enlevés."

(...) "On a célébré l'évacuation comme une grande victoire" et la propagande allemande réclame :

1. Le retour immédiat, sans condition de la Sarre;
2. L'abrogation des clauses relatives et limitatives de la Rhénanie;
3. Annulation de la clause de la responsabilité de la guerre allemande;
4. Retour au Reich des territoires perdus en faveur de la Pologne;
5. EUPEN et MALMEDY;
6. Restitution des colonies;
7. Neutralisation de ces provinces."

(...) Les chefs de la Reichwehr "demeurent fidèlement attachés à l'Empire et à la dynastie déchue."

"... Le plan de VON SEECKT était réalisé avant la fin 1930 : reconstitution complète d'une armée prête à partir en campagne, avec des cadres instruits,

un grand état major "à la page", des services de renseignements, espionnage, contre espionnage...

- "100 000 hommes en service actif - 250 000 hommes : effectifs libérés - 150 000 SCHUTZ POLIZEI ... un total de 500 000 hommes répartis en 20 divisions d'infanterie et 9 divisions de cavalerie.

"Et derrière eux, les quelques millions d'allemands qui s'entraînent périodiquement et se soumettent à la discipline militaire des 1200 sections du Comité Central des Associations Patriotiques (...) chacun de ces Allemands connaît déjà la formation, le poste ou l'emploi auquel il sera affecté selon ses aptitudes physiques, intellectuelles ou techniques."(...)

- Le matériel de guerre ? "Mitrailleuses - fusils mitrailleurs - canons - mais surtout une énorme flotte aérienne, la première du monde, prête à intervenir par surprise, en attaque brusquée."

(M 7.8.30

suite de l'article M 8.8.30

- Des services de renseignements.

°"... reconstitution des S. de R. dès 1920." Ils ont montré "un intérêt très vif pour étudier l'armée française en Rhénanie."... de là ce "synchronisme, quand se fixe l'organisation militaire française avec l'évolution du plan de VON SEECKT."

"Ansi en 1926, quand les projets de réorganisation militaire de la France prennent corps, la doctrine allemande se fortifie et aboutie à cette conception de la ruée brutale et massive d'un dispositif profond, par opposition à notre couverture infiniment fragile et tennue, à notre défense linéaire, à notre mobilisation forcément lente."

°Domaine technique ! "une masse impressionnante de documents arrivent à Berlin. On reste stupéfait devant l'ampleur des informations qui parviennent à Berlin, alors que des Français qualifiés pour en connaître, les ignorent encore."

"... ainsi à l'été 1926 l'envoi de techniciens pour étudier nos chars lourds "2 C" (soumis à des preuves dans le polygone de METZ)", étudier "le nouveau fusil mitrailleur." de là ce "va et vient incessant vers CHATELLERAU ou AVIGNON afin de suivre les exercices de lancement des nouveaux ponts d'armée:

- Le Mercure de France a reproduit des questionnaires auxquels les agents allemands devaient répondre...

"Questionnaires relatifs à une usine de production chimique du S.E. de la France (...) questionnaires sur la reconnaissance dans les zones frontières de la capacité défensive."

Garantir la paix ? Il nous faut "une armée plus forte et mieux outillée que jamais."

(dans le M 8.8.30)

*
* *
*

"L'Allemagne et l'Italie..."

"Comme VON SEECKT représente les forces de guerre de l'Allemagne, MUSSOLINI représente les forces guerrières de l'Italie." (M 19.8.30)

"La défense des frontières" selon MAGINOT

Critiques confiées à H. BERAUD du "JOURNAL"

"... la réduction du service à un an n'a pas entraîné une augmentation de force, bien au contraire."

La couverture ?

"Plus suffisamment étoffée (...) elle empêcherait difficilement, au cas d'une attaque brusquée, éventualité qu'il ne faut pas considérer comme impossible, une irruption ennemie sur notre territoire."

... Après les manifestations allemandes : "Il nous faut la force."

En face ?

"Une armée de métier, avec une instruction toujours assurée, des cadres plus nombreux, mieux formés..." contrastant avec les faiblesses de l'armée française : mobilisation en 48 heures, le service d'un an..."

"Et comme on a prétendu en France que notre armée était simplement défensive nous devons bien nous attendre, en cas d'une nouvelle guerre, à une irruption ennemie sur notre territoire."

Et au lendemain d'un choc ?

"Encore la supériorité de l'armée allemande..."

°moyens de transport perfectionnés (trains de marchandises plus rapides, plus importants.)

°aviation commerciale / "supérieure d'au moins trois ans sur la France" (transport de troupes, matériel.)

°camions et autobus allemands, construits sur des plans et avec des matériaux étudiés et contrôlés par le gouvernement allemand...

°construction d'autostrades (de 10 à 12m)

Que faire ?

°recourir au système de l'armée de métier

°ou une nouvelle formule d'organisation militaire correspondant mieux à nos besoins et à nos moyens.

°"Agir vite et avec méthode (...) combler le retard."

MAGINOT comptant sur PETAIN, mais aussi sur les généraux WEYAND et GEORGES.

(M 20.8.30)

*

*

*

Lieutenant colonel MAGNE.

"Les idées stratégiques du général VON SEECKT."

ne pas s'alarmer... mais "si les Allemands attaquent, faisant une percée en territoire français, qui couvrirait leurs flancs, leurs arrières ?"

(M 21.8.30)

Les relations Reichwehr - armée des Soviets.

"En Allemagne, la mise à la retraite du général HEYE."

(remplacé par le général baron VON HAMMERSTEIN.)

(M 23.8.30)

"Selon la GAZETTE de HUIT HEURES (organe démocratique berlinois.) HEYE, général républicain, délibérément hostile à toute politique d'aventure guerrière est tombé, victime d'une camarilla à la tête de laquelle figure le chef des renseignements généraux un ministre de la Reichwehr, le général VON SCHLEICHER et dont font partie un certain nombre de généraux, parmi lesquels on relève précisément le nom du général VON HAMMERSTEIN."

"... VON SCHLEICHER et sa clique sont favorables à une alliance Reichwehr - armée soviétique."

"VON SCHLEICHER est allé fréquemment en RUSSIE et on l'a considéré comme l'animateur d'une politique de collaboration étroite entre l'armée rouge et l'armée de la République Allemande. C'est également lui qui aurait favorisé la création en Russie soviétique, d'importants dépôts militaires et d'usines de guerre - produits chimiques et avions - montés avec du matériel et des capitaux germaniques." (...)

"HAMMERSTEIN joua un rôle lors de la création de la Reichwehr pendant la guerre de la RUHR (...) et connu comme étant une des créatures du général VON SCHLEICHER " celui-ci l'avait chargé à "maintes reprises de missions en RUSSIE."

*

*

*

Le même jour : publication d'une interpellation de FRANKLIN BOUILLON ... au sujet de problèmes allemands.

(M. 23.8.30)

*

*

*

La révision du plan YOUNG ? Les Allemands doivent diminuer leur budget militaire !

(M 25.8.30)

*

*

*

- La campagne électorale et le rôle de la Reichwehr sur la politique.
- "VON SCHLEICHER et consorts préconisent une alliance militaire avec les soviets." (BERLINER TAGEBLATT - GERMANIA.)

(M 28.8.30)

*

*

*

"Réflexions sur le temps présent : "Vivre la Paix ou Vive l'armée ? "

-Les menaces allemandes contre la Pologne

-La France veut la paix mais...

Ch. RITZ (L 24.8.30)

*

*

*

"Pour nous défendre : la sécurité française et la Rhénanie."

-Relations militaires germano-soviétiques.

- Nous devons rester en Rhénanie

-Il faut respecter les Traités

RITZ (L 28.8.30)

"Après l'évacuation : la démilitarisation des pays rhénans."

signé "XXX"... un abonné.

*

*

*

"Reichwehr et Armée Rouge." ... révélations d'un... Journal de MAGDEBOURG.

-Les relations militaires

-"La Reichwehr ne poursuit pas de politique ... mais elle agit d'après les directives qu'elle reçoit du gouvernement."

"... Eh bien ! si la politique de la Reichwehr notamment à l'égard de la RUSSIE et de l'ITALIE est d'initiative gouvernementale, c'est plus grave encore qu'on ne le croyait !"

(L 31.8.30)

2. Les cris d'alarme de CUGNAC, général vigilant !

"Notre défaite de 1940, notre infériorité sur le champ de bataille, la rupture de notre front dès le premier jour a eu comme cause absolue la supériorité d'armement de l'adversaire."

"Les divisions blindées allemandes, accompagnées de leurs aviations, ont été des outils de combat auxquels l'armée française n'a pu opposer aucune résistance efficace.

Nous avons été battus par des chars et des avions, par un petit effectif de troupes. Le reste de l'armée allemande n'a eu qu'à occuper le terrain.

Un large emploi d'unités cuirassées avait été préconisé en France depuis 1922. Les responsables n'ont pas écouté le cri d'alarme jeté alors et répété constamment pendant vingt ans. L'idée de la division blindée était française. Ce sont les Allemands qui l'ont réalisée."

Général de CUGNAC (non daté)

(Toute cette partie consacrée au général de CUGNAC et sa famille, a été réalisée à partir d'archives en notre possession.)

Pour achever notre travail, nous avons voulu donner ici une autre piste de recherches... Cette direction irait du côté de Nancy, proche du clan DE WENDEL, dont nous avons relaté une certaine influence sur le journal le LORRAIN.

Le général vigilant CUGNAC, dont nous présentons la combativité contre l'insouciance militaire française, écrivit dans "Le Journal des Débats", dans "Choc" et la "France Militaire", mais aussi à METZ dans le "LORRAIN", voire dans le "MESSIN" à moins que dans ce dernier cas, il ne fut simplement que cité.

En somme, les interventions qu'il fit à METZ ne furent que les ébauches de ce qu'il défendit par ailleurs... voyez avec quelle témérité...

(... L'on trouve fort peu de références (... voire pas du tout) sur la famille CUGNAC ... et pourtant ! Cette noble famille remontait au moins jusqu'à 1002 ... d'après un acte établi à UZERCHES et signé "DAVID de CUGNAC."

... L'arbre généalogique de la famille fait état de deux branches principales - la branche de GIVERSAC - la branche du BOURDET... Mais le plus étonnant c'est quasiment la tradition militaire de cette auguste famille !

Autrefois seigneurs, la plupart des aînés furent ensuite : capitaine, capitaine des Gardes, colonel d'infanterie (Jean-Louis CUGNAC par exemple 1654 - 1694), capitaine de dragons, ou encore pour les derniers, officiers de CONDE (Louis-Philippe Marquis de CUGNAC 1818 - 1891), capitaine - commandant du 3^e cuirassier (François, marquis de CUGNAC - DAMPIERRE, 1859 - 1902 ... etc...etc !

... Enfin jusqu'à notre fameux général de CUGNAC ... et de son fils capitaine en 1933, commandant en 1937...

Pour le père... les pages qui vont suivre serviront à camper le portrait... Pour le fils, nous devons qu'il perpétua la tradition... En 1937, dans la "Revue Militaire Générale", numéro d'octobre, le commandant CUGNAC dépêcha un article intitulé "Préparons-nous la guerre de mouvement ou la guerre de stabilisation ?" (dont on tira un petit opuscule... imp. BERGER - LEVRAULT NANCY- PARIS - strasbourg 1937)... Lorsqu'en 1933 CUGNAC fils n'était que capitaine, le commandant Charles DE GAUQUE lui avait dédié un extrait de la Revue Politique et Parlementaire du 10 mai 1933 et intitulé...

"Vers l'armée de métier"... voir page suivante.

En 1937 encore, il participa à l'exercice des Chefs du 2^e Corps d'Armée. (mars 1937) sur l'éventualité d'une invasion allemande à travers la Suisse. (nous possédons le dossier complet...)

En 1940, il participa avec la 66^e D.I. (Etat Major - 3^e bureau) au plan de défense du secteur de la MAURIENNE.

- ° le plan de défense sommaire daté du 2 mai 1940 nous est parvenu. (duplicat signé de BOUCHER, général Cdt le secteur de la MAURIENNE)
- ° ... ainsi qu'une note de service du QG le 14 mai 1940 (signée BOUCHER)
- ° un modificatif du QG le 8 juin 1940, signé "P.O. le Chef d'Etat Major CUGNAC"
- ° un guide et un carnet de croquis d'interprétation des indices tactiques concernant les armées italiennes du "Service typographique du Groupe de CANEVAS de Tir des FRONTS TUNISIENS." (non datés)

CHARLES DE GAULLE

Ch. de Gaulle
Le Chef de l'Armée de l'Air
Le Général de l'Armée
Ch. de Gaulle

VERS L'ARMÉE DE MÉTIER

• • •

Extrait de la *Revue Politique et Parlementaire*
du 10 Mai 1933

■ ■
■

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE
10, Rue Auber IX^e
PARIS

Commandant DE CUGNAC

**Préparons-nous la guerre
de mouvement
ou la guerre de stabilisation ?**

IMPRIMERIE DE CUGNAC

10 mai 1922 Journal des Débats "La Routine"

"... Ce n'est pas à coup d'hommes, avec un armement vieillot et des méthodes de combat désuètes que nous défendrons notre frontière. A quoi serviraient des casernes pleines, si les arsenaux sont vides. A quoi serviraient nos baïonnettes si nous ne sommes pas maître de l'air ? "

29 mai 1922 Journal des Débats "L'avion blindé"

"... Le moteur et la chenille donnent aujourd'hui la possibilité de marcher et de courir vers l'ennemi, en étant couvert par un fort blindage. "

LA CHAR BLINDE SEMBLE L'INSTRUMENT DE LA PROCHAINE GUERRE.

Véhicule pouvant aller vite, pouvant marcher dans tous les terrains et franchissant presque tous les obstacles, il transporte des combattants armés de mitrailleuses, de canons, de grenades ou de lance-gaz, qui s'approche de l'adversaire presque au corps à corps et vont frapper à coup sûr.

... LES BATAILLES PROCHAINES SERONT SANS DOUTE LIVREES PAR DES BATAILLONS ET DES DIVISIONS D'AUTOMOBILES BLINDEES.

... L'avion sera vraisemblablement le maître du champ de bataille...

... La guerre future différera sans doute totalement des guerres passées.

Construire du matériel ultra-moderne, être en avance sur ses voisins dans cette voie est une mesure de prévoyance et d'économie qui s'impose comme une nécessité absolue. Avoir une armée du temps de paix de 200 000 ou de 600 000 hommes n'est qu'une question accessoire, si l'on n'a pas le matériel indispensable pour faire la guerre moderne.

... Si par négligence nous nous étions endormis, il serait temps de nous réveiller... .

7 juin 1922 Journal des Débats "Forces morales"

... Comme les forces morales ne coûtent pas cher au budget les financiers simplistes sont tentés de s'en contenter pour armer nos régiments. Comme les forces morales ne demandent pas un grand effort intellectuel pour leur préparation les militaires simplistes sont également enclins à les regarder comme suffisantes. Au lieu d'améliorer les méthodes de combat et de perfectionner les moyens matériels, il est plus facile de dire que les forces morales donneront la victoire...

... Les forces morales sont nécessaires. Entretienons les avec soin dans le pays ; mais ne leur attribuons que le rôle qui leur convient. Elles ne peuvent pas nous servir à économiser le matériel qui est indispensable.

1 juillet 1922 Journal des Débats "Une loi d'avant-vacances"

... Jacques Bonhomme... croit que la valeur des cadres et la perfection du matériel feront plus que le nombre... Il nous manque au moins 30000 sous-officiers rengagés.

Le matériel... ne se fera pas tout seul... Nos carousels d'antan sans matériel modernisé ne pèseront pas lourd dans la balance au jour terrible d'une future guerre... Ceux qui n'aurent pas donné à la France les moyens de combat nécessaires aurent une grave responsabilité.

31 juillet 1922 Journal des Débats "Préjugés confortables"

... Il est temps de faire une armée nouvelle, une armée à la mesure des événements de l'avenir... C'est un aveuglement à l'heure actuelle... de refaire des lois et des règlements calqués sur ceux du 1/2 siècle précédent...

4 septembre 1922 Journal des Débats A mesure que la guerre s'éloigne

... On abandonne l'ennuyeux utile pour l'inutile amusant. Les galopades reprennent l'importance du temps de paix. Camions, tracteurs et chars de combat n'offrent aucun sport attrayant. Le carrousel est plus gai que le passage dans la chambre à gaz.

13 septembre 1922 Journal des Débats "La leçon de Smyrne"

... Rien ne résiste à l'arithmétique des coups de canon, des concentrations de mitrailleuses et d'avions. Une attaque bien organisée, avec les moyens matériels voulus fait écrouler, comme un château de cartes, tous les volumes de notes des politiciens... Que la leçon de Smyrne ne soit pas perdue pour nous... Si la France s'endort sur ses lauriers et ne fait que des carousels, on tremble à la façon dont cela pourrait finir... .

3 octobre 1922 Journal des Débats "Jacques Bonhomme a fait la guerre"

... Maintenant on a des moissonneuses lieuses dans toutes nos fermes... Faites la même chose avec l'armée. Mettez vos lances, vos sabres, vos chevaux, vos vieux fusils et vos vieilles méthodes au grenier avec la faucille de mon père. Fabriquez des mitrailleuses du dernier modèle et des gaz de la dernière espèce. Prenez des tracteurs pour trainer vos canons et vos fourgons... L'armée la meilleure sera celle qui sera le mieux outillée en matériel moderne.

15 novembre 1922 Journal des Débats "Jacques Bonhomme a fait la guerre" (II)

... L'effectif de l'armée pour 1923 comprend 177 000 chevaux. Au prix où est l'avoine, cela fera un gros tas de pièces de cent sous pour le budget. Par notre temps de machines, de tracteurs, d'auto-mitrailleuses blindées, cela fait rire de voir que l'armée française continue à avoir tant de chevaux.

7 février 1923 Journal des Débats "La tête et le coeur"

... Lorsqu'ils réclament du matériel, beaucoup de matériel pour lutter contre le machinisme adverse, vous leur criez qu'il faut soigner aussi le personnel...
 ... Quand ils insistent pour avoir de l'artillerie lourde tirant loin et juste, pour avoir des canons d'accompagnement de l'infanterie, des chars cuirassés et des avions blindés, on leur répond que le moral du soldat et le moral de la nation ont été importants aussi ... C'est une pure sottise d'opposer ceci à cela, le personnel au matériel, le coeur à la tête. Maud'huy avait raison. Pour vaincre, il faut faire la guerre avec les deux.

..... 1923 Journal des Débats "La Panoplie"

... C'est une bien grande erreur de se cramponner au passé. Il faut savoir, de temps à autre, faire une révision de ce qu'on possède et se débarrasser de ce qui ne peut plus servir. Il faut donner les vieux vêtements aux pauvres, mettre les armes anciennes et les vieilles idées au grenier... Nous en sommes à l'avion, au char de combat et aux gaz. Il y a beaucoup à éliminer de notre ancienne organisation d'avant-guerre, dans le matériel et encore plus dans les méthodes. La panoplie est immense. Accrochez y les vestiges du passé.

10 février 1924 La France militaire "Les réserves générales"

... Pour qu'elle puisse agir offensivement, il faut lui adjoindre beaucoup de matériel, beaucoup de moyens d'action. Pour rompre les lignes ennemies, il faut pouvoir le faire vite. Il faut être très fort pour être assuré d'être très rapidement plus fort que l'ennemi. Il faut être maître de l'air pour aveugler l'adversaire... Il faut être maître du sol par des chars de combat pour détruire les organisations défensives, attaquer à courte distance et ouvrir le chemin à l'infanterie.

29 octobre 1924 La France militaire "L'auto, le cheval et la chenille"

... L'année suivante, l'auto et le cheval se retrouvèrent aux manoeuvres. Le cheval stupéfait vit les auto-chenilles portant, derrière un léger blindage, un petit canon ou deux mitrailleuses, courant dans les bois et les guérets, passant les fossés et brisant les clôtures de fil de fer, se cachant dans un buisson, s'abritant dans un pli de terrain, apportant partout rapidement leur feu plus puissant que celui de cinquante fusils. En arrière de cette solide avant-garde les convois d'autos, fonctionnant au charbon de bois, débarquaient leurs fantassins et leurs canons.

14 novembre 1924 Journal des Débats "L'auto-chenille"

... On a vu arriver un jour, à cinq heures du matin, un long convoi de camions-autos qui avait embarqué, la veille au soir, plusieurs bataillons d'infanterie et un groupe d'artillerie de campagne avec ses chevaux. Le convoi avait fait sans incident une forte étape dans la nuit... Les auto-chenilles qui le précédaient... ayant pris le contact de l'adversaire, s'arrêtèrent, cachées dans un trou, embusquées dans un bois, abritées derrière un arbre, dissimulées au coin d'un mur, immobiles, petites, invisibles. Un rideau de feux, tendu par elles, dans un temps très court, ... Sur une des voitures, un peu en arrière, une antenne de télégraphie sans fil envoyait un compte-rendu... Les spectateurs ont compris qu'ils avaient devant les yeux un tableau de la guerre future.

24 janvier 1925 La France illustrée "Chars et avions blindés"

... Le moteur et la chenille donnent aujourd'hui la possibilité de marcher et courir vers l'ennemi, en étant couvert par un fort blindage... La lutte entre la cuirasse et le projectile de rupture, déjà vieille dans la marine, va se continuer dans l'armée de terre. Pour être plus mobiles, les canons anti-chars seront sans doute bientôt transportés par des chars blindés...

...LES BATAILLES PROCHAINES SERONT PEUT-ETRE LIVREES PAR DES BATAILLONS ET DES DIVISIONS D'AUTOMOBILES CUIRASSEES LUTTANT LES UNS CONTRE LES AUTRES.

9 mai 1926 Journal des Débats "Le cinquantenaire de l'école de guerre"

... Si elle demandait un conseil on pourrait lui dire de varier beaucoup ses hypothèses sur la guerre future, de faire appel à l'imagination plutôt qu'à la mémoire... N'étudiez pas uniquement 1918. Une guerre ressemble rarement à la précédente... Tenter de prévoir les modalités du prochain conflit serait sans doute plus fructueux.

31 août 1926 Journal des Débats "Les champs de bataille de 1870"

... La prochaine guerre ne ressemblera pas plus à 1918 que 1914 n'a ressemblé à 1870... Le corrigé de 1918 ne nous apprendra pas la tactique future. regardons autour de nous. Sachons voir dans le ciel les avions qui passent rapidement.

9 mars 1927 France militaire "Qu'avez-vous fait pendant mon rêve ?"

... La France, à son réveil, jugera ministres, parlementaires, guides de l'opinion, grands chefs de l'armée... Mise subitement en face d'une terrible réalité, pourra-t'elle barrer les routes de terre et les chemins de l'air, aura t'elle une tactique adaptée à la guerre nouvelle, sera-t'elle outillée pour la guerre totale, à l'heure où les compagnons de son rêve seront devenus neutres ou ennemis ?.

14 avril 1927 Journal des Débats "Motorisation de l'armée"

... Le gazogène à bois est réalisé et en août 1926 un camion a fait le tour de la France, soit 5 000 kilomètres, en 25 étapes de 200 kilomètres en moyenne, sans aucun incident et en se ravitaillant avec du bois quelconque, avec "le fagot de la forêt française".

Le problème du carburant national semble donc à la veille d'être résolu...

La France serait surtout délivrée de l'angoisse qu'elle ressentait en songeant au manque possible d'essence en temps de guerre

Puisque nous sommes assurés de ne pas manquer de carburant, l'heure est venue de donner des moteurs à notre armée... Depuis longtemps les marines militaires n'emploient plus les navires à voile.

Nous avons assez de tracteurs pour tirer tous nos canons... Assez de camions... assez de motocyclettes... La chenille souple a fait ses preuves...

La motorisation déculpera les possibilités de manoeuvre, car la vitesse est un des principaux facteurs de la stratégie...

On n'a qu'à songer au rôle prépondérant qu'aurait, dans l'un ou l'autre camp, ne fût ce qu'un petit nombre de divisions automobiles pouvant parcourir 200 kilomètres en 24 heures.

Une armée motorisée aura, sur son adversaire équipé à l'ancienne formule et marchant à l'ancienne vitesse, un tel avantage que la lutte sera peut-être impossible. Ne nous laissons pas devancer.

4 août 1927 Journal des Débats

L'inspecteur général de la motorisation

Le journal des Débats a depuis longtemps montré à ses lecteurs la nécessité de substituer la traction automobile à la traction hippomobile dans l'armée et leur a fait comprendre que cette modification sera peut-être la nouveauté décisive de la prochaine guerre... Le nouvel inspecteur général n'oubliera pas... Qu'une armée motorisée aura des possibilités de manoeuvre qui lui donneront d'emblée une supériorité écrasante sur une armée ne se déplaçant qu'à pied et à cheval...

12 décembre 1927 Journal des Débats "Les divisions automobiles"

... Ne soyons pas une armée retardataire. La victoire favorise les novateurs. La prochaine guerre, qu'il faut malheureusement prévoir, ne ressemblera en rien aux guerres de Napoléon 1er ni à celles de Napoléon III. Les routiniers, partisans d'un passé désuet, prêchent une mauvaise doctrine. Le monde évolue pendant qu'ils sont immobiles. Comme toujours, comme ailleurs, ceci doit remplacer cela. Nous ne sommes plus au temps des diligences.

3 janvier 1928 Journal des Débats "Jules Verne avait raison"

... L'art militaire, avec un peu d'étonnement d'abord, a dû suivre les changements qui se font dans le monde... Il sera obligé de mettre dans les musées ses vieux livres avec ses antiques méthodes et ses instruments de combat périmés... UN PEUPLE QUI RESTERA EN RETARD SUR SES VOISINS POUR LA COMPOSITION DE SON ARMÉE ET POUR SES INSTRUMENTS DE COMBAT EST CERTAIN D'ÊTRE UN JOUR ENVAHI ET PRIVÉ DE SA LIBERTÉ.

11 janvier 1928 France illustrée "Jules Verne avait raison"

... Si Jules Verne vivait encore... il mettrait en scène... une armée de camions de chars blindés, d'autos rapides, précédés par des avant-gardes de motocyclistes...
 ... L'Allemagne ne risquera une nouvelle guerre que si elle se croit une supériorité marquée lui donnant une certitude de victoire...
 ... AUTOS, AVIONS et GAZ... A EUX SEULS, FINIRONT PEUT-ÊTRE TOUTE LA GUERRE...
 ... En face de cette armée motorisée, on sent quelle serait l'infériorité, la nullité d'une armée adverse se trainant à pied ou à cheval comme autrefois...
 ... Un peuple qui veut se défendre, qui veut vivre, doit renforcer son armée en aviation et en moyens automobiles...
 ... La motorisation de l'armée sera la formule de demain. Songeons que Jules Verne avait raison.

17 janvier 1928 Journal des Débats "La motorisation de la Reichswehr"

... M. Heinz ne demande ni artillerie lourde, ni aviation, mais propose la motorisation de la Reichswehr (Heeresmotorisierung)...

... L'état-major allemand n'a nullement l'intention de recommencer une guerre du modèle ancien qu'il juge périmé. IL CHERCHE UNE NOUVELLE FORMULE POUR POUVOIR FAIRE UNE GUERRE COURTE...

... Il y aura évidemment une révolution complète dans la stratégie, quand des unités constituées, QUAND DES DIVISIONS ENTIERES MARCHERONS A 15 ou 20 KILOMETRES à L'HEURE et pourront faire 200 KILOMETRES PAR JOUR.

Au point de vue pratique pour nous, l'essentiel est que l'expérience stratégique ne soit pas faite à nos dépens... Ne soyons pas les derniers à motoriser.

11 février 1928 Journal des Débats "La stratégie de demain"

... La stratégie de demain doit aussi vivre avec les réalités actuelles. Les exemples de 1914 et même de 1918 sont dépassés depuis longtemps. Les grandes unités motorisées aux déplacements rapides, les grandes unités aériennes, les gaz de guerre sont les éléments de la stratégie de demain. Il est essentiel que notre état-major organise de fortes études stratégiques.

4 mars 1928 Journal des Débats "Amalgame militaire"

... Le ministre de la guerre songera que l'utilisation des vieilles lampes et des antiques voitures n'est qu'une solution passagère et qu'il faut créer un nouvel pour une invention nouvelle. Il songera qu'en face de voisins hardiment novateurs la défense nationale n'a pas le droit d'être retardataire...

... Il nous donnera des divisions entièrement motorisées, organes susceptibles de déplacements rapides, instruments indispensables demain pour la défense de nos frontières.

3 juillet 1928 Journal des Débats "L'académie de médecine et la guerre chimique"

... Les forts mangent toujours les faibles mais ils n'attaquent pas les forts. Si l'agneau de M. de la Fontaine avait eu de bons moyens de défense, le loup l'aurait laissé boire tranquillement dans le courant de l'onde pure!

1er août 1928 Journal des Débats "Faut-il craindre l'armée allemande ?"

... Notre état-major doit marcher avec son siècle, avec des gaz, des avions et des moteurs. Notre ministre, auquel la loi a laissé une grande latitude doit nous organiser une armée moderne... .

10 avril 1929 Journal des Débats "L'évolution de la cavalerie"

... Le cheval est un moyen de transport lent. Il a été détrôné par le moteur, lequel, au contraire, permet des déplacements rapides...

... La cavalerie se motorise peu à peu...

... La juxtaposition du cheval et du moteur dans la même unité est un non-sens. Il faut se décider à terminer l'évolution commencée et à motoriser entièrement les divisions de cavalerie...

... Les divisions motorisées, pouvant faire des mouvements très rapides, disposant de moyens de feu puissants, seront des éléments importants de la guerre future, spécialement dans le domaine stratégique. Il ne faut pas se laisser devancer par des adversaires éventuels...

... La cavalerie gardera toutes ses qualités traditionnelles d'entrain, d'allant, d'énergie; elle sera de nouveau apte aux lointaines missions offensives, aux raids hardis, quand, allégée, réellement rapide sur ses voitures tous terrains, elle sera devenue la cavalerie sans chevaux.

6 novembre 1929 Journal des Débats "Motorisation"

... Les principales qualités d'une troupe sont son armement et sa voiture...

... Maintenant la voiture à moteur ouvre de nouvelles possibilités et permet une ampleur de manoeuvres inconnues autrefois...

... Aujourd'hui, une grande unité entièrement motorisée pourra, dès le début des opérations, se porter, en vingt-quatre heures, à de telles distances, qu'il faut envisager des éventualités stratégiques dépassant de beaucoup celle des guerres précédentes...

... Il ne faut pas laisser à des adversaires l'avantage de la motorisation...

... Il ne faut pas avoir l'outil nécessaire après les autres. Si on ne l'a pas avant, il faut au moins l'avoir en même temps.

14 novembre 1929 Journal des Débats "La guerre rapide"

... Dans un conflit éventuel de deux armées en présence, laquelle vaincra, celle qui marche lentement ou celle qui marche vite ?

Quelle est celle qui pourra faire une manoeuvre stratégique, origine de la victoire, celle qui fait 20 kilomètres à l'heure et 200 kilomètres par jour ou celle qui se traîne sur les routes, à pied et à cheval, à l'allure de trois ou six kilomètres à l'heure ?

Il est angoissant de se poser ces questions. Il vaut mieux cependant y songer quand il est encore temps.

23 décembre 1929 Journal des Débats "La couverture"

... Au point de vue moral, il est important de ne pas laisser croire au pays qu'une frontière fortifiée est une panacée universelle. S'endormir dans cette utopie nous exposerait à de terribles reveils...

... Il faut que l'armée sache que malgré tout le béton préparé, elle aura à se battre, à souffrir et qu'il faut un gros effort pour avoir la victoire.

... Le béton n'est pas tout...

... Il faut que l'armée ait un excellent armement. Il faut surtout qu'elle soit exercée à bien s'en servir.

9 janvier 1930 Journal des Débats "La muraille de France"

... Il est nécessaire que la France ne nourrisse pas des illusions dangereuses et qu'elle ne se croie pas à l'abri des guerres, à l'abri des invasions, parce qu'elle aura mis à sa frontière une ligne de mitrailleuses et d'abris bétonnés. Une muraille n'est efficace ni contre les Tartares, ni contre les Allemands.

24 janvier 1930 Journal des Débats "Stratégie et tactique"

... Nous craignons que toute notre couverture, peut-être toute notre armée soit occupée à défendre passivement les ouvrages construits sur la frontière. Nous redoutons que l'on manque de crédits pour donner à nos troupes les outils nécessaires pour combattre activement et pour manoeuvrer rapidement.

Nous redoutons que l'on donne à notre jeune armée une confiance injustifiée dans les vertus du béton, des belles positions et de l'immobilité.

25 mars 1930 Journal des Débats "Le premier escadron motocycliste"

... Il est le premier né d'une famille qui, nous l'espérons bien, va s'augmenter rapidement...

... Il faut louer les chefs de notre armée qui ont compris que l'heure du moteur a sonné et qui ont vu clairement que la cavalerie devait être motorisée la première et qu'avec des motocyclettes ou avec des automobiles légères, comme jadis avec des chevaux, elle resterait l'arme rapide dont une armée a toujours eu et aura besoin.

21 Juin 1930 Journal des Débats "La motorisation en Allemagne"

... Plus de cent motocyclistes sont venus grossir les rangs des coureurs civils...
 ... La motocyclette est, par excellence, un instrument facile à employer à la mobilisation... Dans toute l'Allemagne, tous les dimanches, on rencontre des bandes de motocyclistes en excursion. Ils circulent en ordre sur les routes, enrégimentés, obéissant aux coups de sifflet d'un chef, donnant l'impression d'une troupe disciplinée...

On compte environ quatre cent mille motocyclettes en Allemagne, dont près de la moitié dans la vallée du Rhin...

Nous n'ajoutons aucun commentaire. Nous soumettons des faits et des chiffres à la méditation de ceux qui sont responsables de la sécurité de la France.

27 juillet 1930 Journal des Débats "Limite d'âge des généraux"

... Ce que l'on appelle poliment l'expérience n'est souvent que ce qui se nomme ailleurs l'habitude ou la routine. Quand à l'imagination, faculté créatrice, elle est en régression chez la plupart des hommes âgés. Or l'imagination est utile aux chefs militaires, car l'art de la guerre, comme les autres arts, est en perpétuelle évolution et l'histoire montre que les victoires sont souvent dues à des innovations de tactique ou d'armement qui ont rendu une armée supérieure à ses adversaires.

5 août 1930 Journal des Débats "Les principes de Napoléon"

... Si Napoléon vivait à notre époque, il aurait une aviation puissante, des chars pour attaquer les positions ennemies, des camions pour transporter ses divisions, des motocyclettes pour remplacer les chevaux et sa cavalerie.

26 août 1930 Journal des Débats "M. Maginot et la motorisation"

... Voici un ministre qui comprend l'armée et sa tactique sont fonction des inventions modernes, qu'il ne faut plus marcher à trois kilomètres à pied ou à sept kilomètres à cheval, quand on peut se déplacer à vingt ou trente kilomètres avec des automobiles et des motocyclettes.

16 octobre 1930 Journal des Débats "L'escadron motocycliste aux manoeuvres"

... Les notions de temps et d'espace que nous avons doivent être complètement modifiées. La nouvelle vitesse des combattants va nécessiter des modifications de tactique...

L'avenir des unités de cavalerie motorisées n'est pas douteux.

Bien entendu, il y a des opposants... Il y aura toujours des retardataires. Il y aura toujours des gens qui ne comprennent pas ou qui comprennent vingt ans trop tard.

Ceux qui ont critiqué l'invention de la poudre à canon... ont laissé une postérité. Leurs petit-fils avant 1870... Aujourd'hui leurs héritiers critiquent la motorisation... Demandons à M. Maginot de nous faire progresser dans la voie de la motorisation.

7 novembre 1930 France militaire "Le manteau retrouvé"

... L'armée a besoin d'effectifs et de possibilités de manoeuvre. Les effectifs, on les aura le jour où l'on voudra. La possibilité de manoeuvre est donnée par la rapidité. On aura la rapidité par un aménagement rationnel des routes et un large emploi des unités motorisées.

5 mars 1931 Journal des Débats "Les camions au mazout"

... Les adversaires de la motorisation de l'armée seront contraint d'abandonner leur dernier argument. Nous pouvons espérer voir prochainement se multiplier, tant pour notre couverture que pour notre armée, les moyens de transport automobiles. La vitesse de marche, la mobilité ont toujours été des facteurs de succès pour une armée. Ils seraient indispensables si demain nous avions à défendre l'intégrité de notre territoire.

29 mars 1931 Journal des Débats "Groupements motorisés"

Les unités motorisée existent aujourd'hui dans notre armée à l'état isolé, bataillons de dragons portés, escadrons de motocyclistes, escadrons d'auto-mitrailleuses... Il est bien certain qu'à la guerre on aura besoin de groupes motorisés plus importants... La vitesse est un facteur si essentiel du succès qu'il sera nécessaire d'avoir des effectifs considérables pouvant se transporter rapidement sur l'échiquier stratégique... Les groupements motorisés importants, homogènes dans leur composition, seront les avant-gardes indispensables des armées de demain.

5 juillet 1931 Journal des Débats "Tendances de la stratégie allemande"

... Ce qui paraît évident, c'est que l'état-major allemand compte se servir largement de la motorisation dans un nouveau conflit... Nous devons prévoir que de grandes unités entières pourront se déplacer par des moyens motorisés...
 ... La seule façon de parer une pareille attaque est d'avoir, nous aussi, des divisions motorisées. Il nous serait peu utile d'avoir des fortifications de Longwy à Mulhouse et d'y déployer en cordon toute notre couverture si l'assaillant passait ailleurs... Songeons à la guerre de mouvement, de grand mouvement. Après avoir, pendant quarante ans, préparé en détail, la bataille sur la frontière lorraine,... nous avons été combattre, en 1914, en avant d'Ypres. Que se souvenir ne soit pas perdu de vue par ceux qui ont la lourde mission de préparer l'armée française et de songer à l'avenir.

15 septembre 1931 Journal des Débats "La couverture"

... Napoléon... condamne formellement la défensive en cordon... Faire des fortifications à la frontière est bien. Avoir des troupes de couverture, parfaitement armées, pouvant se mouvoir rapidement, en un mot aptes à prendre l'offensive est bien aussi et est mieux.
 Comme les crédits sont limités, ne les dépensons pas tous en béton; employons en une bonne part à perfectionner nos troupes de couverture, notre outil offensif.

24 août 1931 Journal des Débats "Les troupes légères"

... Le cheval était le seul moyen de transport rapide, comme l'indiquait, sous les Romains, la synonymie des termes "équites" et "celeres".
 ... Le moteur a enlevé au cheval le monopole de la vitesse dans la stratégie comme dans la vie ordinaire... Comme le cavalier de jadis, mieux que le cavalier, l'éclaireur motocycliste, passant partout, dissimulant sa moto dans un fossé, verra et rapportera la nouvelle. Derrière lui, les brigades et divisions légères automobiles, avec leurs mitrailleuses et leurs canons,...

9 février 1932 Journal des Débats "La leçon de Napoléon"

... Si Napoléon vivait de nos jours, il modifierait ses procédés tactiques. Il abandonnerait, par exemple, les chevaux pour se servir de motocyclettes et de tracteurs. Mais ses conceptions stratégiques, ses manoeuvres, sont des modèles toujours en partie applicables... Rien ne s'improvise. La science militaire, comme toutes les autres, s'apprend par le travail... Il nous faut un cours d'études stratégiques pour former des auxiliaires du haut commandement.

16 avril 1932 Journal des Débats "Armes agressives"

... Une nation ne peut pas être entourée d'une muraille continue de fortifications derrière lesquelles elle se sentirait en sécurité. Si un pays a fortifié une de ses frontières, il a ailleurs des points non défendus. La rapidité des transports permettra à l'agresseur de porter l'attaque du côté vulnérable... Ce sont les chemins de fer, les voitures automobiles, les avions, les dirigeables et les paquebots...

8 avril 1932 Journal des Débats "L'arme antichars"

... Notre infanterie se sent désarmée et impuissante aujourd'hui vis-à-vis des chars adverses. Son moral en serait vite atteint. Elle manquerait de confiance si elle voyait déboucher en face d'elle une ligne de chars, car elle n'a rien pour s'en protéger. Cependant chacun sait que la parade existe... Gros fusil ou petit canon, l'arme antichar est facilement réalisable. Sans chercher le fin du fin, que l'on adopte un modèle pratique, une arme maniée par des fantassins, qui tirera de plein fouet, à petite distance, percera les blindages...

19 juillet 1932 Journal des Débats "Les deux vitesses"

... Nous avons actuellement des divisions de cavalerie qui ont deux brigades à cheval, un régiment motorisé, une artillerie, laissant le gros de la division à cent kilomètres en arrière... La stratégie s'adaptant aux modes de transport et aux vitesses actuelles, exige l'organisation de grosses unités motorisées, ayant une artillerie motorisée... Ces grandes unités, qui n'auront plus un seul cheval, pourrait garder cependant le nom de divisions de cavalerie, avec les traditions et le patrimoine de gloire de cette arme. Elles seraient susceptibles d'aller vite, d'aller loin, tout en restant groupées, parce qu'elles seraient homogènes et composées d'unités ayant la même vitesse...

Janvier 1933 Fédération motocycliste de l'Est "Le motocycliste et l'armée"

... La vitesse a toujours été dans l'art militaire, un des facteurs essentiels du succès. A égalité d'armement, une troupe qui se déplacera à vingt kilomètres à l'heure battra celle qui se trainera sur les routes à trois à l'heure...

... La guerre sera changée par l'emploi judicieux de la motorisation...

... La motorisation est à l'ordre du jour. Dans la vie militaire comme dans la vie civile, l'avenir est aux motocyclistes.

18 février 1933 Journal des Débats "L'effectif des officiers"

... Avec moins de soldats dans l'armée active, il faut plus de réservistes.
 ... Avec plus de réservistes, il faut en guerre un encadrement plus fort...
 ... Le manque d'officiers de l'active en nombre suffisant dans les unités
amènera certainement des malheurs. Les malheurs des premiers jours d'une
guerre sont payés cher par les nations...

26 février 1933 Journal des Débats "Le budget de la guerre"

... Quand un ministre de la guerre, s'appuyant sur les avis des chefs de
 l'armée, demande à dissimuler le nombre des chevaux et à augmenter celui des
 autos, les représentants des pays d'élevage protestent. Il faudrait pourtant
 savoir quel est le but de l'armée. Est-elle faite pour alimenter le commerce
 hippique ou pour assurer la défense du pays? ...
 ... M. Daladier a ajouté que l'on jugeait, en haut lieu, que "quatre des six
divisions de cavalerie pouvaient être entièrement motorisées"...
 ... Il faut en finir et aboutir aux réformes nécessaires...
 ... Les députés et sénateurs qui voteront la réduction des crédits militaires
 auront quelque jour des compte à rendre à la France.

22 mars 1933 Journal des Débats "La guerre à échéance"

... Le général Debenev croit à la prépondérance du matériel dans les guerres
 futures... Il estime que la cavalerie ne conservera de chevaux que dans les
 escadrons divisionnaires. Il pense que l'aviation prendra un rôle capital
 dans la tactique et la stratégie le jour... Toutes ces idées ont si souvent
 été défendues ici que nous n'avons pas besoin de dire que nous les approuvons
 pleinement.

30 mars 1933 Journal des Débats "Les officiers de réserve à la Sorbonne"

... Quand M. Daladier a affirmé qu'aucune économie n'était faite sur le
 chapitre du matériel, il y a eu des sourires de scepticisme dans l'assistance...
 Quelques-uns pourraient dire le chiffre exact des réductions qui dépasse
 150 millions de francs. Plût au ciel qu'un jour prochain ces économies ne
soient pas payées avec du sang français.

15 avril 1933 Journal des Débats "Ce que veut l'Allemagne"

... On compte actuellement en Rhénanie, 2 000 autocars, qui servent très peu
 et qui sont capables de transporter l'infanterie de 10 divisions. Les
 puissants moteurs de ces grosses voitures leur permettent d'atteindre des
 vitesses commerciales de 100 KILOMÈTRES à l'heure.

... C'était une section automobile et une compagnie motocycliste, la "Motstrum III" des formations hitlériennes de Cologne... Le bataillon hitlérien motorisé n'avait pas d'arme apparante. Plusieurs exercices de service en campagne furent exécutés sur le terrain... Avec quelques mitrailleuses bien vite distribuées, il deviendrait une unité de guerre... Ce ne sont pas des régiments hippomobiles qui pourront lutter de vitesse avec les motocyclistes nazis. Il faut être de son siècle. L'armée doit s'adapter aux nouveaux modes de déplacement des combattants.

3 février 1934 France militaire "La portée des jambes"

... Si au temps de Bugeaud, "la portée des jambes" permettait de commander le pays à quinze ou vingt lieues, distance de deux fortes étapes, le rayon d'action d'une division motorisée est aujourd'hui de deux cent kilomètres ou cinquante lieues en vingt-quatre heures... Le système des postes retranchés et le système de la mobilité restent en présence en art militaire, comme ils l'ont toujours été... L'action, quand elle emploie les moyens voulus, a toujours triomphé de l'immobilité.

Mais il ne faut pas que la France s'imagine que les retranchements de Bitche et de Thionville lui assurent une sécurité absolue et sont un infailible talisman... L'existence même de nos fortifications fait penser qu'un adversaire ne portera pas son effort principal sur le champ de bataille que nous avons préparé, au point où nous sommes très forts, à "portée de fusil".

Sur l'autre route qu'il suivra, nous devons être à même de le rejoindre, de le devancer par des unités susceptibles de mouvement rapides, pourvus de très bons canons, et de beaucoup de munitions, dotées de puissants chars de combat, éclairées par des avions rapides et puissants, composées de troupes ardentes et disciplinées.

16 février 1934 France militaire "Armement et diplomatie"

... La partie n'est vraiment pas égale quand pendant dix ans l'Allemagne a constamment préparé la guerre et que durant cette même période nous avons continuellement diminué la force de notre armée... Nous avons le choix entre deux alternatives : si nous sommes faibles en face d'une Allemagne forte, c'est la guerre, la défaite et l'esclavage... Nous avons, depuis quelques jours, un ministre de la guerre qui n'ignore rien des..., qui sait... qui sait ... qui connaît... ,qui sait tout cela et d'autres choses encore... La France lui fait confiance pour renforcer notre armée actuelle, dont la valeur est un élément indispensable de notre diplomatie...

Mars 1934 Journal des Débats "L'armée allemande motorisée"

... La Reichswahr mobilisée comprendra sept divisions entièrement motorisées. Les formations de S.A. nazis fournissent 7 autres divisions de composition identique... La division motorisée a 2 000 voitures sans ses parcs et convois. Avec ceux-ci elle compte 3 400 voitures... L'Allemagne peut, en moins de vingt-quatre heures jeter, 8 divisions motorisées sur sa frontière occidentale... Il est facile de se figurer les résultats d'ordre pratique que pourraient obtenir huit divisions motorisées, soit cent mille hommes, envahissant notre territoire ... et suivies, le lendemain par une force à peu près égale. Le conflit de demain apportera de terribles surprises à ceux qui songent toujours à la guerre d'hier... de rappeler que depuis douze ans le Journal des Débats demande avec insistance la motorisation d'une partie de l'armée française...

14 mars 1934 France militaire "D.I. Allemandes motorisées"

... Du jour où le véhicule automobile a existé, il était certain que le militaire l'emploierait. La rapidité des mouvements est une condition de la victoire!... La nécessité de grandes unités entièrement motorisées s'impose dans une armée qui veut aujourd'hui être apte à faire la guerre... La Reichswahr... fournira 7 divisions entièrement motorisées, les S.A. constitueront aussi 7 autres D.I. Total : 14 divisions motorisées sur les 45 D.I. que l'Allemagne mobilisera dès le début... La D.I. ainsi outillée est prête, non seulement au déplacement rapide, mais aussi au déploiement et au combat... L'art militaire a évolué. Malheur à qui ne veut pas s'en rendre compte... Quelques esprits chagrins... disent que la France n'a encore qu'une seule division motorisée.

6 avril 1934 France militaire "L'orage qui vient"

... Ces 21 divisions allemandes forment "l'armée de choc", qui doit être composée de troupes légères, se déplaçant rapidement, capables d'engager le combat dès le premier contact, disposant donc de feux puissants... Derrière cette armée de choc vient "l'armée d'occupation" qui doit disposer d'engins mécaniques puissants, d'une infanterie transportée sur véhicules automobiles... Il ajoute que "plus de 50 usines travaillent actuellement à plein rendement pour les fabrications de guerre"

Et nous ? Où en sommes nous ?

N'attendons pas qu'il soit trop tard... Souvenons nous que des unités de réservistes, insuffisamment encadrées, ne résisteront pas à l'action terrifiante de la première journée de bataille.

Prenons les mesures nécessaires avant la tempête... L'orage hitlérien monte à l'horizon.

22 mai 1934 Journal des Débats "Les motocyclistes et le recrutement"

... Le recrutement ignore les motocyclistes, car il classe les Français par profession. Etre motocycliste n'est pas une profession. Le recrutement connaît des cultivateurs, des bouchers, des boulangers, des étudiants; si on lui demande des motocyclistes, il en n'a pas... A notre époque où la nécessité d'avoir beaucoup d'unités motorisées est enfin reconnue, il est indispensable de mettre à profit la bonne volonté le goût sportif, l'entraînement, les connaissances techniques de toute une vibrante jeunesse...

21 juin 1934 Journal des Débats "Défense passive et défense active"

... L'homme de la rue est induit en erreur par tout ce qu'on lui dit au sujet des fortifications, en parlant de verrou, de barrière, de cadenas. Le Français moyen croit volontiers ce qu'il désire. Il s'en va répétant que la France sera à l'abri de toute invasion dans quelques mois, quand les fortifications de la frontière seront terminées. C'est un état d'esprit qu'il importe de dissiper!
... Si un adversaire éventuel n'ose pas se heurter à notre réseau fortifié, il ira passer au Nord ou au Sud... Dans ce cas, il nous faut des unités très rapides pour le rejoindre et lui barrer la route.

27 juin 1934 Vendémiaire "En retard d'une idée"

"Les premiers coups de la guerre nous trouvent en retard, d'une idée, d'une volonté ou d'un matériel" (Maréchal Pétain)

Une prochaine guerre sera sans doute très différente des guerres précédentes. Le matériel chenillé et blindé entrera en scène d'une façon prépondérante. Les batailles seront peut-être décidées par la rencontre de chars nombreux et puissants, survolés par des escadrilles d'avions blindés. Malheur à l'armée qui sera en retard d'un matériel.

... La guerre de 1914-1918 a laissé l'impression... Un raisonnement simpliste pousse à organiser, en 1934, à notre frontière "une barrière" fortifiée. L'idée de la position inviolable est-elle encore juste aujourd'hui ? C'est avec une certaine inquiétude que quelques uns se demandent se, à côté de la défense passive, il n'y aurait pas lieu d'organiser surtout les troupes, ... Il ne faudrait pourtant pas, aujourd'hui, être en retard d'une idée.

L'Allemagne prépare la guerre pour une époque rapprochée. Elle la prépare matériellement et moralement... Pendant ce temps, le Briandisme a prêché à la France le pacifisme, les concessions, la paix à tout prix...

... Nous sommes en retard d'une volonté.

"La vitesse et la guerre"

... La vitesse engendre la surprise. La surprise cause la démoralisation.

... Les Romains avaient deux mots synonymes. Ils disaient : "equites, les cavaliers, "celerés", les rapides... Aujourd'hui, ce ne sont plus les chevaux qui sont le mode de locomotion rapide. C'est vous, les automobilistes, les motocyclistes, qui êtes les "celerés", les rapides... Vous êtes des centaines de mille en France. Le jour où on le voudra, on pourra vous enrégimenter, vous grouper en unités formées de machines semblables;... Il est logique de penser que la prochaine guerre sera faite principalement avec de grandes unités d'automobiles et de motocyclottes, éclairées par des escadrilles d'avions. Les soldats de Napoléon disaient : "Le petit caporal fait la guerre avec nos jambes"... Le généralissime de l'avenir fera la guerre avec les moteurs de ses troupes... Prenez votre carte et voyez où peut aller en un jour, en deux jours, une division motorisée qui envahirait le territoire de la France en partant de... Vous savez ce que je veux dire.

La vitesse engendre la surprise. La surprise cause la démoralisation.

... Je viens de vous parler de choses sérieuses. Il vaut mieux y penser d'avance... que d'avoir des regrets plus tard.

Espérons qu'on attendra pas trop longtemps pour passer à l'application.

7 mai 1935 Journal des Débats "Le plan stratégique de Von Epp"

"Une possibilité d'agression allemande"

... Le plan Schlieffen exécuté en 1914 consistait à tourner les fortifications françaises et à déborder l'armée française par le Nord... Un plan fait en 1932 par le général Von Epp serait une extension des idées de Schlieffen.

La future offensive allemande tournerait les fortifications franco-belges en passant au nord de Liège c'est à dire en envahissant la Hollande... La Hollande serait vite tronçonnée et occupée... Avec les unités motorisées qu'utiliseront certainement les Allemands, tout cela serait sans doute une affaire de jours. Sommes nous en présence des intentions réelles du grand état-major allemand ?

... Les projets qu'on lui prête sont vraisemblables.

Les fortifications de notre frontière ont une conséquence logique. L'envahisseur cherche à passer ailleurs... Si à notre béton, à notre immobilité, il répond par le mouvement, par la rapidité, nous devons trouver la riposte.

Fortifier la frontière n'est qu'une partie, une petite partie de la préparation de la défense.

17 mai 1935 Journal des Débats "La refonte de nos lois militaires"

... Notre armée active a deux rôles essentiels : assurer la couverture et concourir à l'encadrement des réserves. Telle qu'elle est, elle ne peut plus remplir sa double mission... Le remède proposé par le général Guillaumat est de modifier les lois d'organisation et de recrutement.

... Nous sommes aussi complètement d'accord... quand il demande que l'on augmente, par la motorisation, la mobilité de nos armées, même de couverture et quand il insiste pour que l'aviation ne fasse qu'un avec nos armées...

4 Août 1935 Journal des Débats "Division légère"

... Un décret du 27 juillet transforme une de nos division de cavalerie en "division légère motorisée"... Le cheval, qui fut le mode de transport rapide d'autrefois, fait place peu à peu à l'engin motorisé qui permet aujourd'hui des vitesses beaucoup plus grandes... Ceux qui demandent depuis quinze ans la motorisation d'une partie de l'armée se réjouissent de la création d'une division légère. Ce résultat a été lent à obtenir.

Des résistances intéressées ont retardé la solution qu'inspirait le bon sens. Le commandement attardé dans les traditions du passé, a été longtemps hésitant... La division légère constituée aujourd'hui n'est que la première de celles dont nous avons besoin. Plusieurs divisions rapides nous sont nécessaires.

12 mars 1936 Choc "Du carburant, il suffit de se baisser pour en trouver d'importantes quantités en France"

... Nous pourrions extraire de ces schistes bitumeux au moins 50 millions de tonnes d'essence... La France consomme, en temps de paix, 2 million et demi de tonnes d'essence par an... On estime que nous avons environ 10 milliards de tonnes de lignites... Nous pourrions ainsi trouver de l'essence pour longtemps. On dit pour un siècle et demi... En un an nous tirons du sol français...soit environ 120 000 tonnes. Au total, l'Allemagne, en un an, a tiré de son sol 1 225 000 tonnes de carburant. Soit dix fois ce que nous retirons du sol français...

... Il y a plus de dix ans que des camions mûs par des gazogènes ont fait le tour de la France à la moyenne de 200 kilomètres par jour... Nous ne motorisons pas assez notre armée par crainte de manquer de carburant... En 1870.,. En 1914.... Est-ce que la prochaine fois nous allons manquer de pétrole vis-à-vis des divisions motorisées du IIIe Reich ?

... Où sont les imprévoyants ? Où sont les coupables ?

26 mars 1936 Choc "Les charges de cavalerie"

Dimanche dernier, 22 mars, au grand palais, au cours de la deuxième journée du concours hippique, un escadron de cavalerie, après avoir fait un antique carrousel, a exécuté, à deux reprises différentes, une charge en fourrageurs. Les cavaliers, qui étaient armés de la lance, ne l'ont pas abaissée, mais ils ont hurlé, comme il y a 25 ans, de toutes leurs forces, le cri : "Chargez". Le nombreux public du grand palais n'a pas applaudi. Il y a encore trop de gens qui ont fait la guerre et qui savent... Il faudrait pourtant en finir avec ces plaisanteries. De qui se moque t'on ? Si 22 ans après 1914, la cavalerie n'a pas encore compris, il n'y a qu'à lui ôter ses chevaux et ses lances aussi inutiles, les uns que les autres, dans la guerre moderne.

22 mars 1936 Journal des Débats "Le carburant français"

... On doit, au contraire, signaler que nous avons, si nous voulons les mettre en valeur, des possibilités de carburant national très grandes. D'abord, il est certain que nous avons des nappes de pétrole dans le sous-sol de la France et dans celui du Maroc... Puis il y a le bois de nos forêts qui peut alimenter des camions à gazogène... Nous avons actuellement moins de deux mille camions à gazogène en service. Nous pourrions en alimenter quarante mille... En fin il y a l'essence synthétique que nous commençons à fabriquer en France en distillant de la houille ou du lignite. Il y a neuf ans que le Journal des Débats a demandé que l'on s'occupe de cette question... Il existe du carburant français si on veut faire l'effort nécessaire... Mais il faut le vouloir.

26 mars 1936 Choc "Et les camions à gazogène ?"

... Quand nous aurons forcé des puits, nous aurons du pétrole français... Le pétrole synthétique... nous donnera un supplément indispensable... L'automobile, mue par un gazogène au bois ou au charbon de bois, n'est pas une utopie ni un objet d'exposition. Les voitures à gazogène existent... ... Le combustible, c'est le bois de nos taillis... Il y a 10 millions de stères invendables... On les brûle sur place... Ils s'en vont en fumée... On utilisera ce bois... soit en le convertissant en charbon de bois. ... Les voitures à gazogène existent, roulent, n'ont pas de panne. L'Etat doit aider l'activité nationale... Toute l'administration des haras est créée, est payée... Maintenant que le moteur a remplacé le cheval, il est logique, il est nécessaire que l'Etat prenne des dispositions pour préparer la mobilisation des camions, des moteurs et des carburants français.

2 avril 1936 France militaire "Les propositions allemandes"

... Un autre acte nous est annoncé par un modeste ~~entre~~filet paru hier dans la presse : "Le général Maurin, ministre de la guerre, a été visiter l'arsenal de Bourges". C'est parfait. Le chef de notre armée ne s'occupe pas seulement de la ligne Maginot, de notre organisation défensive. Elle est prête, elle est en place. Le général Maurin va donner des ordres précis pour perfectionner ceci dans l'armement de nos troupes, pour modifier cela dans notre artillerie, afin que notre armée voie améliorer sa capacité offensive.

2 avril 1936 "Des fortifications, c'est bien... mais il nous faut aussi une armée mobile".

... La ligne Maginot a rendu service ces jours-ci... Si elle a coûté cher, trop cher peut-être,... Il ne faut pas exagérer les avantages que nous retirons de la ligne Maginot. Si les Allemands se rendent compte qu'elle est inespugnable, ce qui semble la réalité, ils en concluront qu'il faut attaquer ailleurs. Plus notre frontière est forte, plus la frontière belge est menacée. Et si la frontière belge est aussi inviolable, ce sont la Suisse et la Hollande qui se sentent en danger... Il est inutile de se convaincre et d'affirmer que notre armée n'est pas uniquement destinée à défendre la ligne Maginot... La porte est fermée, mais le cambrioleur peut s'introduire par le jardin... Le gros de nos troupes doit être mobile et apte à prendre l'offensive contre l'adversaire qui menacerait d'envahir la France par une autre frontière que celle de la Lorraine... Toute la réclame faite ces jours-ci à la ligne Maginot est exagérée et donne à ces fortifications une trop grande importance qu'elles ne méritent pas.

16 avril 1936 Choc "Le 7 mars, étions-nous prêts ? Non".

"Il nous faut maintenant renforcer notre armement".

... Il y a actuellement en France une mystique des fortifications bétonnées, de la ligne Maginot, qui a toutes les vertus et rend la France invulnérable...
... C'est une dangereuse illusion,... La ligne Maginot n'est qu'un élément de notre force. Il y en a d'autres... La conception timide d'une nation qui se met dans son béton et avertit qu'elle n'en sortira pas est une idée fausse... La ligne Maginot est utile pour éloigner l'ennemi. Elle servira si elle est attaquée, ce qui n'est pas probable. Les troupes mobiles seront certainement engagées... Les unités motorisées et mécanisées vont jouer un rôle capital dans la guerre de l'avenir... Avons-nous les automitrailleuses du modèle voulu, assez rapides, assez protégées ?... Nous avons un généralissime des forces de terre... Qu'il n'écoute pas trop les demandes des sédentaires qui veulent renforcer encore le Béton. Qu'il pense aux destinées à combattre en rase campagne.

23 avril 1936 Choc "Une attaque est possible ;

opposons lui une armée motorisée".

... L'invasion ne serait pas dirigée, bien entendu vers notre barrière fortifiée... Mais on peut imaginer bien des points des frontières de Suisse, de Belgique ou de Hollande,... Par une brèche ainsi faite, passerait le torrent des premières unités motorisées, dont les avant-gardes seraient assurément guidées par des officiers connaissant les itinéraires, et qui en une journée ou une nuit, franchiraient des distances considérables!

... Derrière cette première vague on doit concevoir que d'autres unités motorisées viendraient élargir la brèche et pousser plus loin le mouvement en avant, éclairées et accompagnées par des escadres d'aviation.

... Si nous avons assez d'unités motorisées pour lutter contre celles de l'Allemagne, on peut penser qu'elles pourront courir sus à l'envahisseur... Pour riposter ou pour attaquer, pour arriver nombreux, au moment voulu, au point capital de la lutte, il faut la vitesse. A la vitesse il faut joindre la force... On sent la nécessité d'avoir des voitures blindées pour aborder l'ennemi. Le cuirassé ou le croiseur de terre sera le maître du champ de bataille... L'Allemagne aurait déjà trois grosses divisions mécaniques, c'est à dire ayant des voitures de combat blindées, tandis que nous n'en avons qu'une petite. Ne soyons donc pas toujours en retard d'un canon, d'un camion, d'un moteur, d'un blindage.

30 avril 1936 Choc "Les armements allemands font présager la guerre à date fixe".

... La division cuirassée, "Panzerdivision", est la troupe qui... ensemble imposant de voitures blindées, marchant très vite, à travers tous les terrains, invulnérables aux balles des mitrailleuses adverses, et portant canons et armes à tir ultra-rapide. L'Allemagne a déjà, ou doit avoir bientôt, trois divisions cuirassées du même genre.

... L'Allemagne a ainsi dépensé plus de cent milliards de francs... Elle ne mettra pas tout ce matériel neuf en magasin... Elle voudra s'en servir pendant qu'il est supérieur aux autres...

... L'étude logique des actes récent de Hitler a comme conclusion que l'Allemagne prépare la guerre pour une date rapprochée.

... Opposons matériel à matériel. Mettons de bons canons anti-char en face des "Panzerdivisionen".

3 mai 1936 Journal des Débats "Le commandement unique".

... L'intervention du maréchal Pétain fait espérer que la question du commandement unique pourra enfin être résolue... Il suffit de nommer un ministre d'état et de désigner son chef d'état-major qui sera indépendant des fluctuations politiques... Le maréchal demande aussi la création d'un centre de hautes études militaires commun aux trois armées...

Voici une dizaine d'années que les lecteurs des Débats entendent parler ici des questions du commandement unique et du centre d'études stratégiques. Aussi est-ce avec une grande joie que nous voyons le maréchal Pétain...

7 mai 1936 Choc "Deux cris d'alarme du maréchal Pétain".

... Dans la revue hebdomadaire du 25 avril, le maréchal traite la question: "Carburant national et véhicules à gazogène"... En temps de guerre, la forêt française pourrait rendre un service inappréciable au pays... Mais pour cela, il faut, dès le temps de paix,... il faut aussi...

Les lecteurs de Choc ont lu des articles sur le carburant national et sur les voitures à gazogène dans les numéros des... Nous sommes très heureux d'être entièrement d'accord avec le maréchal... Dans la revue des deux mondes le maréchal aborde le grave sujet : "Défense nationale et Commandement unique". Les armées de terre, de mer et de l'air... doivent obéir à un même animateur... Le maréchal demande que soit créé un poste de "ministre d'état pour la défense nationale"... Le maréchal demande la création d'un centre de hautes études militaires commun aux trois armées... Cette question n'est pas nouvelle pour les lecteurs de Choc qui ont lu, dans les numéros des,... ce qui a été écrit dans le journal... Choc est très fier de voir son opinion appuyée aussi complètement aujourd'hui ~~par~~...

21 mai 1936 Chor "Le moteur et la cuirasse

De la vitesse et de la protection

Il faut réunir les avantages".

... L'unité motorisée est celle qui est transportée par des camions ou trainée par des tracteurs... L'unité mécanique est composée de voitures... qui, avec des cuirassements plus ou moins forts, constituent l'organe même du combat...
 ... Elles vont au premier rang combattre l'adversaire.
 ... Le mot mécanique n'exprime aucune idée précise. Il n'y avait qu'à écrire : unité blindée... Les Allemands disent : Panzerdivision, division cuirassée.
Les divisions motorisées... sont un outil stratégique très important dans la main du général en chef... Les divisions cuirassées sont aptes à faire, dans le dispositif adverse, une brèche que d'autres divisions viendront occuper... Il faut maintenant aller en reconnaissance avec des auto-mitrailleuses. Le feu oblige les éléments légers à être cuirassés. Mais, comme ils sont motorisés, ils demeurent des éléments rapides...
L'Allemagne a trois divisions cuirassées à fort effectif. Et nous ?

20 mai 1936 France militaire "Fortifications de Rhénanie".

... Le cas aujourd'hui est tout à fait différent de celui d'hier... Nous avons bien fait de construire la ligne Maginot... Mais le problème actuel est tout autre. Comment attaquerons-nous les fortifications allemandes ?
 Si nous ne les attaquons pas, comment porterons nous secours à nos alliés de l'Europe centrale ?... Notre ligne Maginot n'est pas tout dans notre organisation militaire. Il est inutile de la perfectionner, de la renforcer outre mesure. Nos possibilités budgétaires doivent être employées de préférence à améliorer bien des points faibles ou imparfaits de notre armement.

2 juin 1936 Journal des Débats "Artillerie cuirassée"

... Le moteur et la chenille permettent aujourd'hui de marcher vers l'ennemi avec des moyens de combat puissants et sous la protection de forts blindages. Le char de combat a remplacé le chevalier bardé de fer du moyen âge.
 Il paraît vraisemblable que les batailles de l'avenir seront livrées en première ligne uniquement par des chars... Cette artillerie d'appui, amenée à pied d'oeuvre par des tracteurs, sera immobile pour exécuter ses tirs...
 Il faut un blindage vertical et horizontal qui mette les servants de la pièce à l'abri des éclats de projectiles de l'artillerie et de l'aviation.

6 août 1936 Choc "La stratégie du béton et de l'immobilité ne suffit plus"

Il faut modifier d'urgence notre doctrine, nos méthodes, notre armement.

... Rester chez soi, abrité derrière son mur, n'est qu'un cas particulier de la guerre... S'abriter de son bouclier est parfois utile, mais savoir se servir de son épée est toujours nécessaire...

... Il ne s'agit pas aujourd'hui de perfectionner indéfiniment notre barrière fortifiée... Ce n'est plus à notre béton seul qu'il faut penser...

Ce n'est pas dans quatre ans qu'il faut... C'est demain qu'il faut avoir une armée outillée matériellement, préparée moralement et capable d'agir.

8 août 1936 France militaire "La politique anglaise".

... Personne, à la chambre des communes, n'a parlé des armements allemands. Mais chacun voyait passer devant ses yeux l'innombrable armée germanique et ses divisions motorisées puis surtout ses rapides croiseurs, ses redoutables cuirassés et ses nombreuses escadrilles pour lesquelles la traversée de la mer du nord ne serait qu'un jeu.

20 août 1936 Choc "Enfin la France va avoir son collègue d'études stratégiques".

... La création d'un centre d'études stratégiques commun à tous ceux qui participent à la défense nationale paraissait une nécessité évidente... Ces modestes pionniers d'une idée juste ont bien le droit de se réjouir aujourd'hui... une autre réforme que nous avons demandée bien souvent. C'est la désignation du chef qui serait, en temps de guerre, le généralissime de toutes les forces militaires de la France.

27 août 1936 Choc "La sécurité collective exige une organisation offensive"

L'armée française est-elle prête à jouer demain son rôle auprès de ses alliés ?

... La France a des alliances défensives avec d'autres nations... Si l'Allemagne envahit la Tchécoslovaquie ou la Pologne, il faudra sortir de chez nous pour secourir nos alliés... L'armée française n'est pas suffisamment prête aujourd'hui à cette action offensive pour laquelle elle n'a pas été organisée. Notre armement est insuffisant et doit être amélioré pour que nos jeunes troupes soient capables d'affronter le choc des divisions blindées allemandes et aussi pour pouvoir attaquer les fortifications rhénanes! L'encadrement de nos unités doit être renforcé... La suppression de 5 000 officiers a été une grosse erreur...

9 octobre 1936 La France militaire "La visite du général Kréjici"

... Le général Kréjici a terminé son voyage par la visite des fortifications de Lorraine et d'Alsace. C'est devenu une formalité rituelle...

Le général tchécoslovaque a... peut-être pensé que se barricader chez soi n'était pas le maximum de ce que doit faire une armée qui a des alliés.

Comme conclusion de sa visite aux fortifications, il a peut-être eu envie de demander : "Comment en sortez-vous pour aller en avant ?"... Il ne s'agira plus alors d'abris bétonnés, de mitrailleuses invulnérables et d'ascenceurs électriques. Il faudra des troupes très mobiles, entraînées aux longs déplacements et préparées à la guerre de mouvement et à l'attaque des retranchements adverses.

15 octobre 1936 Choc "Avec nos amis de l'Europe centrale".

... Les généraux alliés ont raison. Le béton n'est pas tout. Il faudra en sortir... Dès que le canon tonne, il est nécessaire, le plus souvent, d'avoir une stratégie offensive... L'armée française ne doit pas être entraînée dans la pensée anémiant qu'elle combattra derrière le béton. Elle doit savoir qu'elle aura à prendre l'offensive, à lutter en rase campagne et que c'est la forme la plus habituelle de la guerre.

19 novembre 1936 Choc "Si le bloc germano-italien attaque la Petite-Entente... que ferons-nous politiquement et militairement ?".

... Les problèmes stratégiques qui accompagneront les solutions politiques de demain se montrent très ardues à résoudre!... Si nous persistons à nous occuper surtout à nous entourer de fil de fer barbelé,... La neutralité politique et la défensive stratégique ne sont pas les gestes d'une nation virile... nous aimerions mieux apprendre qu'ils ont assisté au tir de canons à longue portée et à des manoeuvres de nouveaux chars de combat.

3 décembre 1936 Choc "Les chasseurs de chars. Une vision de la guerre qui vient : Batailles de cuirassés terrestres."

... Comme sur mer, les plus grands adversaires des chars de combat seront sans doute les chars adverses,... Pour repousser l'attaque des chars ennemis, il faudra des contre-chars... Les chars lourds munis d'une forte cuirasse espéreront être invulnérables et aptes à conquérir le terrain... Les contre-chars, n'ayant qu'un blindage léger,... armés de canons longs, à grande vitesse initiale, attaqueront de loin les chars ennemis en se maintenant hors de portée, et en comptant sur leur mobilité pour échapper au tir de l'artillerie. Les contre-chars... seront des auto-canons longs, une des variétés de la future artillerie automobile... Les revus militaires allemandes leur donnent le nom de X "Panze-jäger", ou chasseur de chars. Nous ne serons jamais trop armés pour le conflit qui menace, pour la guerre qui vient.

20 mai 1937 Choc "Réalités de la guerre : La tyrannie du matériel".

... Dans l'état actuel des armements, c'est la supériorité du matériel qui contribuera le plus à la victoire... Le moral ne suffit pas si l'on n'a pas d'aviation pour régler le tir de ses canons ou si l'on manque d'obus ou si l'on manque d'ARMES ANTI-CHARS pour ARRETER LES CHARS ENNEMIS.

Que notre gouvernement regarde nos arsenaux et réfléchisse. Réduire les crédits militaires est aussi coupable de la part d'un gouvernement et d'un parlement.

22 juillet 1937 Choc "Les canons aveugles".

... Une artillerie n'ayant pas d'aviation pour régler son tir est une artillerie aveugle. Elle est inutilisable... Il est absolument inutile d'avoir de l'artillerie légère, qui tire à huit et dix kilomètres,... si l'on n'a pas d'avions pour observer le tir... Nous avons des commissions de l'armée à la chambre et au sénat... Nous avons un ministre de la Défense Nationale...

19 août 1937 Choc "Vingt-trois ans après Morhange. Insuffisance de l'Artillerie française".

... Notre 75 fut cloué sur place par l'artillerie lourde allemande. Une des divisions du 20e corps perdit tous ses canons...

Que sera demain ?... Que feront nos 75 en face de l'artillerie allemande ?...

S'il faut économisons un peu sur le béton et ayons un canon de campagne puissant... Le manque d'avions dans l'artillerie est le point...

Des canons sans avions ne sont que des tubes d'acier inutilés.

26 août 1937 Choc "Faute de cadres notre armée ne pourrait partir à la première alerte".

... Pour la guerre courte, il faut que les troupes actives partent avec leurs cadres du temps de paix. On ne débloque pas une famille à la veille du danger...

Pour la guerre longue, toutes les formations de seconde ligne doivent être fortement encadrées par des officiers et des sous-officiers de l'active.

Il faut pour cela avoir des officiers et gradés en surnombre...

Le rétablissement d'une cadre complémentaire des régiments est une mesure qui s'impose... C'est lamentable mesquinerie...

2 septembre 1937 Choc "M. Pierre Cot doit partir.

Le divorce entre l'armée de l'air et l'armée de terre met notre défense nationale en danger."

... Les termes... aviation indépendante sont des mots dépourvus de sens, des barbarismes. Notre aviation comprenait, il y a quelques années, des escadrilles d'observation, des escadrilles de reconnaissance,... Il n'en reste rien... Nos divisions terriennes n'ont plus d'aviation. Elles sont aveugles. Notre artillerie ne peut pas régler ses tirs...

... Séparer l'armée de l'air des forces de terre est un véritable crime contre la patrie. C'est nous vouer à la défaite.

3 septembre 1937 Journal des Débats "L'artillerie sans avions".

... L'armée de terre n'aura qu'une aviation de seconde zone, de quantité insuffisante et de qualité médiocre. L'artillerie en particulier, souffre beaucoup du manque d'avions... Le réglage par des observateurs au sol ou par des ballons captifs est impossible à ces distances... L'avion est devenu l'auxiliaire indispensable du canon.

14 octobre 1937 Choc "Le 75 a glorieusement fait son temps.

Il faut le remplacer par un obusier."

... Quarante ans de service militaire. C'est beaucoup pour un homme. C'est trop pour un canon... Au tir rapide du canon à tir tendu le fantassin oppose la parade de l'abri et de la progression par un itinéraire défilé... La bouche à feu à tir courbé envoie un projectile qui tombe sous un très grand angle et peut ainsi atteindre les abris les mieux défilés...

L'armée allemande a renvoyé à l'arrière son canon de 77. Ses divisions actives sont déjà toutes armées d'obusiers de 105... Comme en 1870, comme en 1914, nous avons actuellement une infériorité en artillerie.

Notre infanterie pousse un cri d'alarme, elle qui recevra les coups, elle qui attaquera... Mais faire tuer ses enfants, perdre la première bataille coûte encore plus cher...

19 octobre 1937 Journal des Débats "Carence de l'aviation"

Le ministère de l'air français ne laisse à l'armée de terre qu'un nombre d'avions absolument insuffisant... Nos divisions seront aveugles...

Un de nos centres militaire les plus important dev~~ait~~ait posséder... Soit quarante avions. Pendant tout cet été cinq avions seulement étaient capables de voler...

18 novembre 1937 Choc "L'entente et l'action franco-britannique sont nécessaires".
 ... Si l'Angleterre laissait le Reich submerger la Tchécoslovaquie et englober l'Autriche, elle serait punie quelques temps plus tard en voyant une Germanie renforcée cherchant de nouveau le chemin d'Anvers et de Calais...
La collaboration intime, profonde de l'Angleterre et de la France sont indispensables

2 décembre 1937 Choc "La revue nocturne."

... C'est un rêve, une apothéose, le défilé d'une armée de légende. Le dernier régiment qui passe est le régiment de chars. Dans la demi-obscurité, sous la lumière électrique, ces nouveaux nés de la technique, espoir de la tactique moderne, paraissent plus grands, plus terribles. Le bariolage des couleurs qui les camouflent. Les canons et les mitrailleuses dont la bouche menaçante sort des tourelles sont des plus impressionnants.
 Les chars manoeuvrent d'une façon impeccable, s'alignent, trois par trois, derrière leur capitaine, puis bondissent dans l'ombre comme des grands fauves, et défilent à la vitesse du galop allongé, pendant qu'émergent des tourelles et que saluent les officiers chefs de chars en casque, veston de cuir et gants blancs.

6 février 1938 Journal des Débats "Défense nationale."

M. Paul Reynaud a fait hier, à la salle des conférences, une brillante causerie sur les difficultés actuelles de notre situation extérieure et sur la nécessité de renforcer notre défense nationale... Le conférencier a insisté sur la nécessité pour la France de ne pas se contenter d'avoir une armée défensive et des fortifications. Il faut qu'elle ait une armée susceptible de faire la guerre au delà de nos frontières. Elle doit augmenter ses unités motorisées car la vitesse et le grand rayon d'action sont devenus des éléments indispensables de la stratégie de demain.

24 février 1938 Choc "Qui dirigera la guerre ?"

... La moindre compagnie d'infanterie a un journal de mobilisation préparé... Il est stupéfiant de constater que l'organe de la direction de la guerre n'existe même pas... Il est essentiel que nous ayons un comité de guerre, organe existant en temps de paix, et destiné à devenir, en temps de guerre, un organe d'exécution... Il est indispensable que l'on mette sur pied l'organisation de la nation pour le temps de guerre. Les projets attendent depuis quinze ans un ministre réalisateur...

5 mai 1938 Choc "En temps de guerre, les opérations seront conduites d'une manière -républicaine-."

... Voici, ce que nous lisons au 24 mars 1938, p. 952, dans l'intervention de l'un de nos parlementaires les plus en vue...

"La rédaction, a t'il dit, ainsi expliquée de l'art. 42 répond à la véritable conception à la fois républicaine et logique de la conduite des opérations en temps de guerre"

... Voici du nouveau pour les (...) de stratégies!... La stratégie républicaine s'oppose naturellement à la stratégie autoritaire, impérialiste... Le même député vient de dire :

"L'Allemagne et l'Italie sont des états totalitaires qui ne peuvent faire moins que de donner une forme totalitaire et personnelle à la conduite des opérations..."

... Ne pas avoir un chef unique, prétendre faire conduire les opérations par un comité, comprenant trois ministres, et trois chefs d'état-major généraux (J.O. p. 950, 1ère colonne) est une funeste fantaisie. Si la conception républicaine de la conduite des opérations consiste... Il y a longtemps que l'histoire a prononcé son jugement sur les conseils auliques...

... Il est tout de même lamentable de penser que nous sommes ainsi gouvernés.

26 mai 1938 Choc "Le service de deux ans doit être maintenu et 5 000 officiers de plus sont nécessaires."

... La pénurie des cadres a beaucoup de résultats très fâcheux. Le principal est le mauvais encadrement des unités de réserve et même des unités de l'active... La plupart des unités partent avec des officiers qu'elles ne connaissent pas... C'est la désorganisation qui est tactiquement préparée. Nous demandons le rétablissement du cadre complémentaire que la France avait avant 1914... A la mobilisation les officiers du cadre complémentaire deviennent les chefs des unités de réserve et retrouvent les cadres de réserve dont ils ont assuré l'instruction... Les unités actives... partent avec leurs chefs du temps de paix, ce qui est essentiel.

31 mai 1938 Défense Nationale Air, Armée et Marine

Direction générale de la guerre et Conduite des opérations.

... Nous pensons faire oeuvre utile en donnant un exposé schématique de ce que pourrait être une organisation logique du Gouvernement et du Commandement en ce qui concerne... La préparation générale de la guerre... Ce comité restreint, émanation du gouvernement,... donne des directives dans ce sens au chef d'état-major de la défense nationale qui prépare l'emploi des forces armées... Le gouvernement a fait le plan de guerre, le militaire met l'outil technique au service de ce plan. Le chef d'état-major de la défense nationale... consulte les chefs d'état-majors généraux de la guerre, de la marine et de l'air, pèse les possibilités, les besoins, les difficultés. Puis il décide. Survient la guerre, la mobilisation. On ne doit avoir rien à changer... Le comité de guerre, organe de direction générale de la guerre et le généralissime, chargé de la conduite générale des opérations, sont en place d'avance.

L'action du comité de guerre sera la suivante. Fixer les buts à atteindre... Le comité de guerre s'arrête sur le seuil des opérations.

C'est au généralissime d'en assurer la conduite générale.

Le gouvernement dirige la guerre en portant l'effort militaire ici ou là.

Le généralissime traduit la volonté du gouvernement en ordres et fait sentir son action par le dosage des moyens. Le commandant en chef de chaque théâtre est le seul maître de l'exécution.

11 janvier 1940 Choc "Tactique et politique

Quelle sera la surprise de demain ? "

... On ne doit pas écarter des possibilités de demain la surprise technique. L'Allemagne peut préparer, pendant cet hiver, des avions plus rapides, des canons de plus gros calibre, des chars plus puissants... Reste la surprise politique. Elle peut se produire dans le camp des neutres et des non-belligérants. C'est la principale énigme de demain. Les neutres, petites ou moyennes nations... vont-elles attendre que leur tour vienne d'être conduites à l'abattoir ? Ou bien vont-elles s'unir pour résister ?...

8 février 1940 Choc "Printemps d'offensive ?"

... Hitler, joueur, escrimeur brutal, va-t-il dédaigner les ruses ? Va-t-il attaquer par un coup droit ? Confiant dans l'ampleur de ses effectifs, confiant dans le matériel accumulé depuis plusieurs années, confiant dans la préparation à la guerre faite à fond depuis cinq ans, le dictateur allemand va peut-être lancer tout le poids de la force germanique, de la force brutale contre les armées des puissances occidentales...

... L'invasion des territoires hollandais et belges mènerait, au contraire, les armées allemandes vers des objectifs stratégiques de grande importance. Le plus capital est constitué par les côtes de la mer du nord et de la Manche dont la possession rapprocherait les canons et les avions allemands des rivages de l'Angleterre...

Avril 1940 Choc "Projets hitlériens."

... Mais le problème de la lutte de l'Allemagne contre le bloc franco-britannique ne sera pas résolu par des résultats économiques seuls. Hitler sait bien qu'il ne peut avoir rien de définitif dans sa main s'il n'a pas battu l'armée de la France et de l'Angleterre... Si la lutte économique a été au premier plan depuis six mois et y reste encore, elle ne peut donner des résultats durables qu'avec l'aide de la lutte militaire,... Mais la grande bataille viendra sûrement, à une heure que nous ignorons, sur un théâtre d'opérations que nous ne connaissons peut-être pas.

Il faut nous y préparer avec tous nos moyens, avec toute notre énergie. La victoire n'est pas le fruit du hasard. Elle vient à ceux qui sont les meilleurs; les plus forts, à ceux qui la méritent.

14 mai 1940 La France militaire "La menace italienne" (article censuré en entier)

... en Norvège. L'alarme était donnée ailleurs... La mer du nord doit, à l'heure actuelle céder le pas à la Méditerranée où va se jouer peut-être une partie bien plus grave... Le scénario n'avait pas été mal organisé à l'entrevue du Brenner... Pendant que l'Angleterre et la France seraient fortement accrochées sur les côtes de Norvège, l'attaque italienne se produirait en Méditerranée... L'acte suivant serait une offensive allemande en Hollande, par exemple, pendant que nous lutterions en Méditerranée.

23 mai 1940 Choc "L'invasion motorisée."

... Cette invasion... était basée sur le double avantage qu'une armée peut tirer du transport automobile qui donne la vitesse et du blindage qui fait du char un instrument de combat très puissant.

Nouvelle venue de la stratégie, la motorisation, entrée en scène en Pologne en septembre dernier, vient de montrer de nouveau ce qu'elle pouvait faire dans un pays peu défendu. La marche des troupes blindées a été accompagnée, précédée par une forte aviation qui a rempli à la fois le rôle patrouille de reconnaissance et d'artillerie d'accompagnement... On avait compris très tôt l'Allemagne le rôle que pouvait jouer la voiture à moteur dans la guerre... L'état-major allemand avait aussi compris depuis longtemps l'importance des voitures blindées. Transporter rapidement en tous terrain un combattant, un groupe de combattants, bien armés et protégés... Ceux qui ont été, depuis vingt ans, en France, les prophètes trop peu écoutés de la motorisation, constatent aujourd'hui avec peine que les doctrines de cette nouvelle tactique avaient été très bien comprises de l'autre côté du Rhin.

30 mai 1940 Choc "La stratégie allemande. A la manière de Ludendorff."

... On a beaucoup cherché le motif qui empêchait Hitler de déclencher son offensive depuis huit mois. C'est peut-être tout simplement parce qu'il perfectionnait son matériel, qu'il mettait à ses chars un cuirassement supplémentaire après l'expérience de Pologne. Et si cette grande offensive n'a eu lieu qu'au mois de mai, on doit sans doute en trouver la raison dans la volonté de Hitler d'avoir la belle saison pour lui, un ciel favorable pour ses avions et un sol ferme pour ses chars. C'est en effet une offensive de chars et d'avions que nous venons de subir. Elle a déjà été nommée ici une invasion motorisée. C'est le matériel allemand qui a rompu le front allié et l'a fait reculer. Et les chars ont joué le premier rôle parce qu'ils ont occupé le terrain.

4 juin 1940 La France militaire "Dunkerque"

... L'état-major allemand avait forgé, à loisir, depuis cinq ans, un outil puissant. Les divisions blindées, avec leurs cuirasses renforcées, se sont montrées un instrument d'attaque des plus redoutables. Le blindage, le moteur et l'aviation ont changé la guerre, ont modifié les possibilités des opérations et la rapidité des résultats. Il y a eu pour les troupes alliées surprise technique par l'entrée sur le champ de bataille de chars puissants, bien protégés.. Nous venons de payer très cher notre manque de préparation. Il y avait eu pourtant bien des plumes françaises qui avaient demandé ici-même, depuis vingt ans la motorisation de notre armée

6 juin 1940 Choc "Nous sommes sûrs du lendemain."

... L'Allemagne avait forgé un puissant outil de rupture, constitué par des chars blindés, accompagnés par une très forte aviation de bombardement et suivis par une armée motorisée. La France n'avait pas voulu écouter la voix de ceux qui demandaient depuis vingt ans la motorisation effective de notre armée... La future offensive allemande peut être dirigée contre l'Angleterre... L'attaque hitlérienne peut aussi être orientée vers Paris. Elle pourrait encore avoir comme point de direction, Châlons-sur-Marne avec l'objectif de prendre à revers la ligne Maginot. Ce serait une réminiscence du plan Schlieffen.

INDEX

I INDEX DES PERSONNALITES FRANCAISES

- ALLAIN(P.) 93-96-99-106
 AYMARD (Camille) 199-401-414-865-964
 BAILBY (Léon) 323
 BAINVILLE (J.) 180-193-196-200-407-
 535-536-626-628-654-
 723-864-958-1013
 BARDOUX (J.) 681-687
 BARTHEL (Alphonse) 901
 BAYET (P.) 641
 BENOIT(P)641
 BERAUD 428-605
 BERENGER H.Sénateur 176-458-723-743-
 745-766-775-796-
 818-819-834-907-
 963-1044
 BERNUS (P.) 488-632
 BERON (député mosellan) 216-608
 BIRE (député alsacien) 31-77
 BLONDEL 143-352-360-365
 BOMPARD (sénateur) 71-73-84
 BOREL (E.)de l'Acad.de Sciences 604
 BOTROT (Jean) 544
 BOUILLOUX LAFFONT 981
 BOURGEOIS (général-sénateur) 11-45-
 59-109-146-724-977-1062
 BREMOND (général) 1032
 BRET (député ile et Vilaine) 322-379
 BURE(E.) 184-188-737-745-798-805-994
 1024
 BUSSIÈRE (prési.honoraire de la
 Chambre) 199
 CAILLAUX 830
 CAMBON (J.)114
 CAMUZET (L.) 124-161-351-352-353-355
 CARET (Paul) 457
 CATHALAT (député) 621
 CHAUMEIX 369-426-1044-1055
 CHAUSSON (A.) chef secret.Comm.A.Lor-
 raine 697
 CHENET (lieutenant colonel) 242-247
 CONSTANT (A.) prof. à RABAT 831-1020
 CUGNAC (général) 110-340-356-640-1033
 PALADIER (390)
 DEBENEY (général) 1031
 DE LASTEYRIE 712
 DELATTRE (Pierre) 471
 DELSOL (député) 896
 DEMANGE (G.) 154
 DESARDENNES (J.) 351-352-354-
 DEHARCOURT (prof.Institut Catho.Paris)
 705
 DIBON (Lefèbre) 226
 DONNADIEU (James) 311
 MONTEVILLE (J.) 288
 DORESME (J.) 57-65
 DUBOIS (député Seine) 242-244-738-896
 DUCROCQ 86-89-125-130
 DUMAT (député Paris) 710
 DUMONT (Ch.) 167-168-186-205-408
 DUMSER 140
 DUMUR (Louis) 214
 ECCARD (sénateur Bas-Rhin) 594-687-
 930-977-1008-1062
 EGLEM (banque de Metz) 440 à 443
 EVAIN (E.) 467
 FABRY 215-266-267-608-1033-1041
 FAU (Pierre) 247
 FERDONNET (Paul) 771
 FERRY (D.) député 299-995
 FIZAINE (F.)133
 FLANDIN (député Calvados) 109
 FONVILLE (général) 211
 FORGEOT (député Marne) 896
 FOUGERE (député) 750-756-844
 FRANKLIN BOUILLON (député) 208-209-
 220-221-223-266-303-413-424
 430-432-435-437-628-660-710
 711-719-749-750-760-761-767
 771-863-934-935-944-948-
 1029-1030
 (et annexes page 11)
 GAUDRON (G.) 676
 GAUDY (G.) 632
 GEORGES (général) annexes page 10
 GERMAIN (José) cinéaste 712
 GIGNOUX (député) 226-784
 GISCARD D'ESTAING (E.) 161
 GRANVILLIERS (Jean de) 76
 GROSIDIDIER de MATONS 127-344-723-
 730-785-787-907-1044
 GRUMBACH (député alsacien) 219-220-
 223-320-711-719-749-751-
 862-896-944
 GUERNUT (député Aisne) 482-857
 GUIGNART (L.)Académie Sciences 109
 GUIGNEBERT (3) 512
 GUILLAUMAT (général) 126-127
 HAUS 141
 HELSEY (E.) 567
 HENRY (R.) 729-745
 HERRIOT (E.) 618
 HERVE (G.) 488
 HIRSCHAUER (général sénateur alsacien
 31-39-49-57-69-192-378-
 660-799-802
 JAGER (René) 768
 JAPY (sénateur Doubs) 831
 JONNARD (sénateur) 109
 JOOS 632
 JOUVENEL (Henri de) sénateur Corrèze
 782-794-926-947
 KNITTEL (J.) 410
 LARGIER (E.) député Ardèche 717
 LAUFENBURGER (prof.éc.univ.Stras.)326
 LAURET (R.) 559
 LAUTER (J.) 87

LAUZANNE (Steph.) 162
 LE CHARTIER 852
 LEMERY (sénateur) 731-819-829
 LESCURE (J.) 176
 LEVINSON (A.) 969
 LEVY (Paul) 129
 LEYGUES (G.) 399
 LORIN (député Gironde) 464-782
 MADELIN (ex-député Vosges) 254
 MAGINOT 203-215-356-420-428-437-608-941-948
 953-963 et annexes p. 10
 MAGNE (lieut.colonel) Annexes p. 11
 MARCHANDEAU (député Reims) 868-870
 MARCE (de) 830-960
 MARCELLIN (L.) 18-360
 MARGAINE (député Marne) 143-182-784
 MARIN (L.) député 76-223-266-424-434-435-701
 723-738-749-783-784-785-846-1029
 MARIN (E.) commandant 103
 MARNIER (F. de) 680
 MARTEL (R.) 396
 MARSAL (F.) 176-226-324-796-829
 MATIGNICOURT (H. de) 120-123
 MATTER (Flo.) 594
 MASSIS (H.) 524
 MAURIN (général) 1037
 MAURRAS (Ch.) 793
 MENNEVEE 196
 MIELLET (Ed.) député Belfort 434
 MILLERAND (Alex) 254
 MOLINIE (député Aveyron) 1070
 MONCELLE (député mosellan) 203-206-216-608
 MONTFORT (H. de) 119-136bis
 MONNEREAU 370
 MONTIGNY (Jean de) député 611-1028
 NAUDEAU (L.) 12
 NAUMANN (F.) 60
 NIESSEL général (Annexes p. 7-8)
 NOGARO (député) 750
 NOGUES (général) 637-999
 NOLLET (général) 1032
 NUDANT (général) 153-198
 OBERKIRSCHI député alsacien 48
 ORDINAIRE 687
 ORMESSON 1066
 OSSOLA (député Alpes) 464-955-956-1068-1070
 PERRET (Vict.) 162-167
 PETAIN (maréchal) 1028
 PEZET (député Ile et Vilaine) 631
 PFLEGER (député alsacien) 48-78-79
 PICOT (colonel) 226
 PINON 226-480-481
 POINCARE 9-27-120-121-141-152-350-381-388
 395-398-424-436
 REBOUL (lieut.colonel) 169-977
 RECOULY (Ry) 11
 REIBEL député 749
 REPINGTON (colonel) 53
 REY (Jean) Acad. Sciences 308-972
 RIVAUD 324-339-540-545-659
 RONDET SAINT (M.) 88
 ROSSE 40
 ROSSILLON (P.) 622
 SABER 42
 SAINT BRICE 187-299-710
 SAINT Yves 150-1051
 SANGNIER (M.) 355
 SCAPINI député 710
 SCHUMAN (député mosellan) 38-49-208-216-
 303-304-610
 SEROT (député mosellan) en conclusion
 SORB (commandant) 197-1025
 SOUTY (Pierre) 1067
 STURMEL 141
 TAITTINGER (député) 208
 TESSAN (F. de) 187-982-1034
 THOMAS (L.) 254
 TIRARD 70-357
 TROUSSON (général) 639-1031
 VALIN (Ch.) 173-705
 WENDEL (H. de) 39-271
 WEYGAND (général) 1028 - annexes p. 10
 WOLFMAN 140
 WYSS (Robert de)
 YBARNAYGARAY (député) 618-750

II INDEX DES PERSONNALITES ALLEMANDES

(ministres en fonction exclus)

ABEL 369-390
BOELCKE (lieut.colonel en retraite) 147
BORNEWASSEN (évêque TREVES) 311
BOSCH (Dr Karl) 718
BREITSCHIED (député socialiste) 74-724
FOERSTER (W) 426-744
GERLACH (Von) 16-735
KARDOFF (Von) (populiste) 126
KUNSTLER (député socialiste) 339
LEIPART 884
LEVACHER (du centre) 304
LUTKE (Ch. Commerce Saarbrück) 300
MANN (H.) 400
RECHBERG (A) 311-1022
RHEINBADEN (Von) 123
ROECHLING 289-300-311
SCHAEFFER (parti populiste bavarois) 1024
SCHMELZER (parti sarro-allemand) 304
SCHUTZ (lieutenant) 100
SEECKT (Von) pour son livre 428
SEGER (pacifiste) 102
SINDERMANN (député PC) 425
THORMAN (Werner) 705
WEISSMANN (R.) 718
WELLES (député socialiste) 952
WOLFF (Thé) 709

PERSONNALITES DIVERSES

BROWN (C) 12
BROQUEVILLE (de) ministre belge 366
HEARST (W.) 394
JANSON (E.) ministre belge de la justice 967
KEYNES (J.M.) 892
MARTIN (journal de Genève) 597
POCHMARSKI (député polonais) 388
SEIPPEL (P.) écrivain suisse 48

III INDEX DES JOURNAUX FRANCAIS

 Journaux-périodiques (P)

L'ACTION FRANCAISE 535-536
 ACTUALITES 162-211-408-458-743-766-775
 796-818-819-835-963-1044
 L'AMI DU PEUPLE 659-806
 AUX ECOUTES (P) 129
 L'AVENIR 184-188-675-745-1016
 BUL. DE LA SOC. D'ETUDES ET D'INF. ECO. 820
 LE CAPITAL 339-517-540-545-611-659-1022
 CHOC (P) annexes pages 13 à 48
 CORRESPONDANCE UNIVERSELLE (P) 736
 LA CROIX 457
 DOCUMENTATION NATIONALE (P) 254
 L'ECHO DE PARIS 69-710-806-833-885
 L'ERE NOUVELLE 618-1024
 ETUDES (P) 75
 L'EUROPEEN (P) 706-729-745
 L'EXCELSIOR 350-388-1050
 LE FIGARO 237-260-265-372-377-389-602
 637-710-885-999
 FRANCE MILITAIRE (Annexes pages 13 à 48)
 L'HUMANITE 642
 INFORMATION 830
 L'INTRANSIGEANT 731
 JE SUIS PARTOUT (P) 969
 LE JOURNAL 299-428-544-567-605-710
 (annexes III page 10)
 JOURNAL DES DEBATS 234-323-357-488-603
 632-681-864-865
 et annexes pages 13 à 48
 LA JOURNEE INDUSTRIELLE 226-731
 LA LIBERTE 200-654-865-964-1013
 LE MATIN 675
 LE MERCURE DE FRANCE (annexes III pages 8-9)
 NACH PARIS 214
 NOUVELLE REVUE DES JEUNES JESUITES (P)
 L'OEUVRE 642-806
 L'ORDRE 311-389-639-737-798-805
 PARIS-MIDI 728-731
 PARIS-SOIR 731
 LE PETIT BLEU DE PARIS 783
 LE PETIT JOURNAL 512-675
 LE PETIT PARISIEN
 LE PEUPLE
 LE POPULAIRE 388-389-617-629-637-998
 LE QUOTIDIEN 642-675-806-807-819-828
 LA REPUBLIQUE 390-675-885
 REVUE DES DEUX MONDES (P) 226-480-830-960
 REVUE DE FRANCE (P) 11
 REVUE DES FORCES AERIENNES (P) 1025
 REVUE DE PARIS (P) 907
 REVUE DES VIVANTS (P) 254-782-794
 REVUE HEBDOMADAIRE (P) 614
 REVUE MOTOCYCLISTE DE L'EST (P) annexes pages 13 à 48

./...

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE (P) 930
LE TEMPS 6-357-559-681-731-828-1000-1001-1005-1007
TEMPS NOUVEAUX 628
UNION ECO.CATHO. 844
VICTOIRE 488
VOLONTE 629-640

- "presse parisienne" 275-602-629-805-826
- TSF 385 (radio magazine) 981

JOURNAUX FRANCAIS DE PROVINCE

(et périodiques)

DEMOCRATE DE LYON 899
DEPECHE DE TOULOUSE 626-634-885
DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE 327
DERNIERES NOUVELLES DE COLMAR 596
ECLAIREUR DE NICE 972
MESSAGER D'ALSACE 300
REPUBLIKANER 320
REVEIL OUVRIER DE NANCY 676
REVUE ALSACIENNE FRANCAISE DE STRASBOURG 1014
REVUE DU RHIN ET DE LA MOSELLE 594

FEUILLES AUTONOMISTES

ELSASSER-KURIER 88
LOTHRINGER VOLKSZEITUNG 88
VOLKSTIMME 88-139-140-301
WARHEIT 139
ZUKUNFT 74-138

DIVERS

ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SARRE 232-679-681-682
HEIMATBUND 88-89-138
INSTITUT SCIENTIFIQUE DES ALSACIENS-LORRAINS DANS LE REICH 140

IV INDEX DES JOURNAUX ALLEMANDS

ABEND AM MONTAG 249
 ACHT UHR ABEND BLATT 850 (annexes page 11)
 ALLGEMEEN HANDELSBLAD 228
 ALLGEMEINE RUNDSCHAU 705
 ANGRIFF 490-550-553-555
 BAYERISCHE KURIER 517
 BERLINER BORSEN-KURIER 345-346-364-387-395-396-653-718-839-840-876
 BERLINER TAGEBLATT 34-113-229-236-242-329-339-398-403-692-709-740-796-
 839-860-876-931-1059 (et annexes page 12)
 DAS ANDERE DEUTSCHLAND 160
 DER STAAT SEID IHR 718
 DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG 236-242-415-550-553-564-695-708-757-
 782-837-838-876-985-1022
 DEUTSCHE AUSSEN HANDEL 42
 DEUTSCHE BERGWERKS 837
 DEUTSCHE TAGES ZEITUNG 387-409-444-553-715-838
 DEUTSCHE ZEITUNG 386-403-553-876
 DIE FRONT 463
 ECHO DE BERLIN 1038
 FRANKFURTER ZEITUNG 40-115-147-152-336-345-363-411-433-461-824-
 878-929-1002-1004-1057
 GAZETTE DE L'ALLEMAGNE DU NORD 265
 GAZETTE DU RHIN-MAIN 705
 GERMANIA 9-94-152-345-346-349-364-387-398-409-415-533-542-593-617-694-715-740-
 762-763-782-785-839-840-876-1058-1064-1067 et annexes page 12
 HAMBURGER NACHRICHTEN 534-757
 HEIMAT DIENST 1003-1016-1042
 JOURNAL DE SARRELOUIS 685
 JUNGDEUTSCHE 369
 KOLNISCHE VOLKSZEITUNG 42-312-395-433-462-491-530-724-738-763-832-839-853-924
 KONIGSBERGER ALLGEMEINE ZEITUNG 1016-1072
 KREUZ-ZEITUNG 312
 LOKAL ANZEIGER 346-553-833-838-853-1052
 MAGDEBOURG (un journal de) annexes page 12
 MERCURE DE SOUABE 247
 MONTAG AM MORGEN 365
 MOSSE-ULLSTEIN (presse-) 336
 NACHT AUSGABE 553
 NEUE FREI PRESSE 613-732
 RHEINISCH WESTFALISCHE ZEITUNG 703-782
 ROTE FAHNE 490-556
 SAARBRUCKER ZEITUNG 273-289-318-433
 SAARWIRTSCHAFTS ZEITUNG 276
 SERVICE DE PRESSE DEMOCRATIQUE 930
 TAEGISCHE RUNDSCHAU 75-113-123-152-580-1015-1038
 TAG 695-929-1014-1034-1066
 UNION DES EDITEURS DE JOURNAUX 337
 VERBO (Presse) 337
 VOLKISCHER BEUBACHTER DE MUNICH 498-934-1038
 VOLKSBUND 177-182
 VORWARTS 34-47-218-236-242-347-387-403-409-415-489-499-523-547-550-564-724-742-
 876-884-893-898-979-1041-1071
 VOSSISCHE ZEITUNG 163-174-218-236-264-345-364-400-412-449-486-55-695-708-715-
 740-742-983

./...

./...

WELT AM MONTAG 403-735-758-931
WELTBUHNE 984
WERKSZEIT des Acieries de NEUNKIRCHEN 882
ZEIT 9-27-426-744

T.S.F. ALLEMANDE
104 (Fribourg en BRISGAU) 358-487-504-510-542-545-563-686 (émetteur Trêves)
786-824-923-993-1016-1017

ORGANISATIONS ALLEMANDES DIVERSES

A l'ouest rien de nouveau (film) 69
ARBEITKOMMANDOS 100
Association de journalistes all. de province 905-989
BANQUET de la presse étrangère 1035
BUSCH(cirque) 14
DICTIONNAIRE (un dic.de LEIPZIG 1930) 326
Fédération générale des syndicats socia.alle. 485
Groupement pour le rapprochement franco-allemand (951)
Ligue pacifique all. des Droits de l'Homme 59
Manuel à l'usage des officiers all. 103
Manuel du fantassin allemand 76
Société coloniale allemande 83
Sociétés patriotiques du Reich 1027

PRESSE ANGLAISE

DAILY EXPRESS 845
DAILY HERALD 542-741-791-812-1037-1060
DAILY MAIL 27-427-601-1023-1058
DAILY TELEGRAPH 53-227-426-552-770-777-879-1022
FURTNIGHTLY REVIEW 427
MANCHESTER GUARDIAN 769-877-900
MORNING POST 779
NEWS CHRONICLES 426-929
TIMES 408-426-601-637-739-770-775-778-791-849-1023

(divers : LIGUE OF POLITICAL EDUCATION 771)

PRESSE ITALIENNE

IL MATTINO 965
IL POPOLO DI ROMA 1044
IL POPOLO D'ITALIA 425-891
IL RESTO DEL CARLINO 1003-1016
LA STAMPA 343
IL TELEGRAPHO DE LIVOURNE 1048

PRESSE POLONAISE

COURRIER DE VARSOVIE 940-1061
COURRIER ILLUSTRE DE VARSOVIE 985

AUTRES

BELGRADE (un journal de) 743
CHICAGO DAILY NEWS 12
CHICAGO TRIBUNE 851
GAZETTE DE BALE 434
GENEVE (journal de) 201-299-394-597-632
MORGEN BLADET (Danemark) 444
NACION 350-388-1031
NATION BELGE 629-639
NEUE ZURICHE ZEITUNG 984
NEW YORK TIMES 421
PESTI NAPLO (Budapest) 830
STATESMAN AND NATION 892
WOLK (Hollandais) 1020

./...

AGENCES

BRITISCH UNITED PRESS 999
CONTI 816-916-991
HAVAS 20-394-789-820-915
P.A.J. 693
REUTER 12-742-893
UNITED PRESS 996
WOLF 91-230-403-693-718-739-888-903

TABLE DES

MATIERES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

OPINION PUBLIQUE MESSINE (I)

- Avant propos
- Un bloc plus patriote que nature

LA PRESSE MESSINE (VII)

- Presse et opinion messine (VII)
- La presse du clan lorrain (XIV)
- Sentinelle clairvoyante (XXIII)
- La presse et l'information (XXV)
- La presse et l'événement (XXIX)

PROBLEMES DE METHODOLOGIE (XXXIII)

TABLE DES ABREVIATIONS

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I **NON A LA DEMOLITION DU TRAITE !**

A) Le Reich ne cherche qu'à liquider le Traité ! (2)

a) "Ils ne paieront jamais" (2)

- 1) La RUHR plus que mille promesses! (2)
 - Tenir la RUHR!(3)
 - "L'Allemagne continue en fait sa politique de non exécution."(7)
- 2) Pas de dérobade à LONDRES (10)
 - "Ils ne paieront jamais"(15)
 - Le développement de leur esprit vindicatif (21)
- 3) "La revanche allemande à LONDRES !"(26)
 - "La capitulation de la France."(26)
 - Déplorables conséquences (35)
 - "La culpabilité allemande étalée au grand jour."(41)

b) Du réarmement secret à l'esprit de LOCARNO -(52)

- 1) Echappatoire allemande ou ballon d'essai d'un pacte européen ? (52)
 - "Le problème de la Sécurité" (53)
 - "Le pacte de désarmement ou pacte de garantie" (55)
- 2) "Le dangereux tournant de LOCARNO" (66)
 - "Le but des Allemands à LOCARNO" (66)
 - "Ce que les Allemands attendent de l'accord" (69)
- 3) "L'Allemagne dans la S.D.N?" (75)
 - "Tout, mais pas ça !" (75)
 - "Imbroglie parfait à GENEVE" (81)
 - "La France lutte pour son existence" (84)
 - "L'Allemagne admise dans la S.D.N."(92)

B) Plus d'abandons! Le RHIN ET LA SARRE ! (93)

a) THOIRY la "grande liquidation" (93)

- 1) L'entrevue de THOIRY (94)
- 2) La politique de THOIRY et la fin du contrôle militaire (99)

b) Le rapprochement introuvable (111)

- 1) "où en est l'entente franco-allemande ?" (III)
 - Haro sur la S.D.N.!(III)
 - "Quelle créance à accorder à la politique d'apaisement de STRESEMANN ?" (116)
 - "La comédie de l'indignation."(120)
- 2) Rapprochement et illusion (124)
 - Allemagne nationaliste - S.D.N. insouciante ! (125)
 - "L'offensive allemande contre le plan DAWES."(131)
 - "La mentalité ultra-nationaliste des Allemands."(135)
 - "La trahison autonomiste." (138)

c) Les "chants de triomphe de la nation vaincue!" (142)

- 1) KELLOG pour nous endormir.(141)
 - Désarmer : leur incomparable prétexte ! (144)
 - Les spéculations électorales de mai 1928 (152)
 - Crise politique ou non : " il n'y a qu'une Allemagne " (157)
 - Le pacte KELLOG : les Allemands admettent la guerre ! (161)
 - "La nouvelle Allemagne et nous." (167)
- 2) YOUNG le malfaisant (179)
 - "Jérémiades germaniques" et "concerts de lamentations!" (180)
 - SCHACHT, maître d'oeuvre de la victoire allemande (183)

d) "Liquidier la guerre !" (192)

- 1) Deux fois à la LA HAYE pour déchirer le traité ! (193)
 - "Serons-nous dupes à LA HAYE ?" (193)
 - La mort de STRESEMANN (200)
 - Sursaut français ou pis-aller ? (202)
 - "L'abandon du Rhin" (211)
 - Dorénavant, prudence et sécurité. (217)
 - Fausse joie la 2e fois à LA HAYE (225)
 - Et maintenant ? (246)
 - La ratification antinomique! (260)
- 2) Jamais la SARRE ! (268)
 - Histoire de coeur, de politique et d'affaires ! (268)
 - "Restons en Sarre " (271)
 - "Dépêchez-vous !" (286)
 - Alerte, on négocie ! (291)

c) Craignons la colère qui monte ! (322)

a) La crise allemande (323)

- 1) Crise économique (323)
- 2) Crise politique : à droite, droite ! (330)

b) Fédération de Babel' contre évacuation absurde (340)

- 1) "La Fédération de Babel." (340)
- 2) L'évacuation réprouvée (351)
 - "La garde a cessé." (352)
 - "L'esprit de revanche" (359)

c) Septembre noir (372)

- 1) "La République du Reich s'en va" (372)
 - La crise parlementaire allemande (373)
 - La campagne électorale du désarroi politique (377)
 - L'ultime veillée d'armes (392)
- 2) Les élections du 14 septembre 30 (401)
 - L'extrémisme triomphant (401)
 - "L'image de la confusion germanique" (407)
- 3) "L'Allemagne et nous !" (414)
 - "La faillite du bon sens" (414)
 - Pas de panique ! De la fermeté ! (424)

A) La crise allemande "Une France et deux Allemagnes"(439)a) L'extension de la crise allemande (439)

- La crise en chiffres (440)
- La crise par les faits (441)

b) "Pour la paix : Une France et deux Allemagnes"(455)1) L'Allemagne prudente contre l'Allemagne cynique! (456)

- Le plébiscite en Prusse (468)
- Une nouvelle crise ministérielle allemande (oct. 31) (472)
- Le "pacte d'alliance" de BAD HARZBURG (476)
- La victoire de BRÜNING (479)
- "Qui de BRÜNING ou d'HITLER gouverne effectivement l'Allemagne?"(485)
- Les élections présidentielles en Allemagne (495)
- "L'assaut de la droite contre le cabinet BRÜNING" (517)
- BRÜNING "manoeuvré" par la droite (520)
- "La crise latente du cabinet BRÜNING" (523)
- "Le fragile ministère VON PAPEN, étape vers le 3e Empire cher à M. HITLER" (529)
- La dissolution du Reichstag - 5 juin 32 (531)
- "Le conflit du Reich et des Etats" (535)
- Du coup d'Etat en Prusse aux élections pour le Reichstag (540)
- Les élections de juillet 1932 (546)
- "A. HITLER deviendra-t-il chancelier ?" (548)
- "Le coup de JARNAC au Reichstag." (561)
- La dissolution du Reichstag - sept.32 (563)
- Pour la 5e fois en un an : les élections allemandes.(567)
- "De PAPEN à VON SCHLEICHER " (569)
- "Comment se meurt la République." (578)
- "HITLER chancelier du Reich - le 3e Reich est en marche" (585)

2) Une France officielle, seule et sans réplique. (589)

- Une faible et pauvre volonté. (590)
- Une France seule "isolée" (597)
- Une France mal défendue. (604)
- La France officielle bernée par l'utopie des "démocrates populaires" (614)
- Contre BRIAND, l'"accaparé" des démocrates. (643)
- L'Union Nationale : force à l'intérieur, fermeté à l'extérieur.(649)

c) L'indifférence française pour la SARRE. (662)

"La Sarre est le dernier gage qui nous reste." (663)

B) Le rapprochement de fadaise (688)a) Le coup de l'ANSCHLUSS MITTEL-EUROPA ou EUROPE ?" (689)1) Au nom de la raison européenne et rien de plus ! (689)

- Dans l'optique genevoise (690)
- "Pour la paix européenne, on rentre à Genève" (702)
- Après Genève "de la coupe aux lèvres" (708)

2) "Le coup de VIENNE" (723)

- "Briser dans l'oeuf cette initiative dangereuse" (724)
- La France s'indigne, "l'Allemagne fait le bon apôtre !" (730)
- La "mise au point anglaise" (739)
- L'horizon européen doit s'éclaircir (743)
- "Au Palais BOURBON : le grand débat sur l'ANSCHLUSS" (749)
- "L'ANSCHLUSS devant la S.D.N." (752)
- "Après la victoire de Genève" (756)
- "La renonciation à l'ANSCHLUSS." (761)

b) Un franc sauveur ou débonnaire ? (766)

- 1) Aider, mais comment aider ? (767)
 - Aider parcimonieusement. (767)
 - Aux CHEQUERS "la question des réparations, l'offensive allemande." (774)
 - "Sous le signe HOOVER" (783)
- 2) Crise de confiance (798)
 - "Nous consentirons à aider nos voisins, à condition..." (799)
 - "Le tête-à-tête franco-allemand." (805)
 - "Fiasco à LONDRES" (813)
 - "Vers les résultats de Londres. Vers un rapprochement franco-allemand ?" (819)
- 3) Le voyage d'Allemagne. (836)
 - Attention au "guet-apens !" (837)
 - La leçon de GENEVE (842)
 - "MM. Pierre LAVAL et A. BRIAND à BERLIN" (845)
 - "De Berlin à chez nous." (849)
- 4) "L'Allemagne dans l'attente de la suppression définitive des réparations" (855)
 - L'entrevue franco-allemande (856)
 - La bravade de BÂLE (864)
 - " Plus un sou pour les tributs !" (878)
- 5) "La liquidation des réparations à LAUSANNE." (903)
 - "Le compte "réparations" ne figure pas au budget allemand" (904)
 - "L'échec de LAUSANNE" (910)
 - "La liquidation des réparations" (915)

c) Désarmer : un piège ! (926)

a) "Autour du désarmement : sophismes" (927)

- 1) "La conférence du désarmement ne doit pas être une aventure" (928)
 - La réunion de la commission préparatoire du désarmement. (928)
 - Le désarmement devant le conseil de Genève (941)
 - L'état d'esprit allemand et le désarmement. (945)
- 2) Le désarmement en panne ? (954)
 - "Après la parade et le serment de BRESLAU, désarmer...quand ?" (955)
 - "Un hommage britannique à la France" (957)
 - "La décadence de la S.D.N." (963)

b) Les conférences mystificatrices. (975)

- 1) Une nouvelle conférence pour rien ! (977)
 - + La première conférence du désarmement. (979)
 - GENEVE et LAUSANNE en parallèle ! (989)
- 2) La 2e conférence du "désarmement...armé !" (994)
 - L'égalité, rien que l'égalité ! (994)
 - La conférence de LAUSANNE (997)
 - Le chantage allemand (1002)
 - Malaise à Genève (1013)
 - La GLEICHBERECHTIGUNG. Vers la fin du traité ? (1033)

c) D'autres tractations pour fléchir nos forces ! (1044)

- Les tentations italiennes (1045)
- La "collusion germano-russe" (1055)
- Intimider la Pologne (1064)
- MITTEL-EUROPA ou EUROPE ? (1072)

CONCLUSION

- Sentinelle infortunée ! (1)
- Nos députés pourquoi faire ? (10)

ANNEXES (paginées de 1 à 48)

- I Elections législatives en Moselle (1-3)
- II Contre l'abandon de la Sarre (4)
 - Les échanges économiques sarro-mosellans (4)
 - Les certificats d'origine délivrés par la Ch.de Commerce de METZ.(5)
 - La Sarre vue de l'oeil militaire.(6)
- III Le Reich militariste (7)
 - 1) Quelques réflexions sur le militarisme allemand (7 à 12)
 - 2) Les cris d'alarme de CUGNAC, général-vigilant (12 à 48)

INDEX

- I ... des personnalités françaises.
- II ... des personnalités allemandes.
... des personnalités diverses.
- III Index des journaux français
 - journaux-périodiques
 - journaux de province
 - feuilles autonomistes
 - divers
- IV Index des journaux allemands
 - journaux-périodiques
 - T.S.F. allemande
 - Organisations allemandes diverses.
- V Index de la presse étrangère et agences
 - presse étrangère
 - agences